
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
·LIBRARIES·
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
ARTES · SCIENTIA · VERITAS
1817

LE

GÉNÉRAL JOUBERT

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE

PAR

EDMOND CHEVRIER

ÉTUDE HISTORIQUE

SECONDE ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE FISCHBACHER
SOCIÉTÉ ANONYME
33, RUE DE SEINE, 33
—
1884

GÉNÉRAL

à monsieur Adolphe Patin
hommage de l'auteur
Chevrier

LE GÉNÉRAL JOUBERT

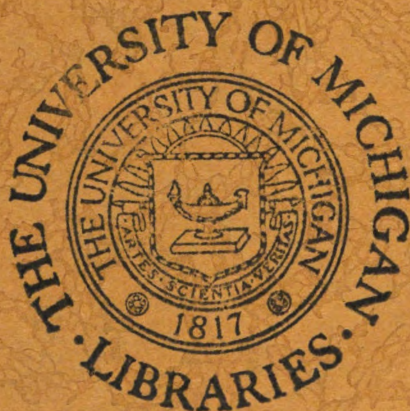

raison par tout
Tout par raison
Par tout raison
VA
VICTOR AVTHIER
Imprimerie
BOVRG en Bresse



LE GÉNÉRAL JOUBERT

D'APRÈS UNE GRAVURE A LA MANIÈRE NOIRE
DE DUPLESSI-BERTAUX. 1799.




THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
·LIBRARIES·
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
ARTES · SCIENTIA · VERITAS
1817

LE

GÉNÉRAL JOUBERT

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE

PAR

EDMOND CHEVRIER

ÉTUDE HISTORIQUE

SECONDE ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE FISCHBACHER
SOCIÉTÉ ANONYME
33, RUE DE SEINE, 33
—
1884

PRÉFACE

I

La première édition de cet ouvrage a paru en 1860, sous ce titre : *Le général Joubert. Etude sur sa vie, fragments de sa correspondance inédite, Bourg-en-Bresse.*

Cette publication, depuis longtemps épuisée, fut bien accueillie dans le monde littéraire et politique. Sainte-Beuve lui consacra, dans le *Moniteur universel,* trois de ses brillantes *Causeries du Lundi*. Henri Martin, Edgar Quinet, George Sand, etc., écrivirent à l'éditeur que les lettres de Joubert les avaient beaucoup intéressés.

Si cette biographie de Joubert est moins incomplète que celles qui l'ont précédée, nous le devons à la bienveillante communication, qui nous fut faite, en 1860, par M. Charles Joubert, de Pont-de-Vaux, des papiers laissés par son oncle, le général Joubert, à sa famille. Dans une lettre qu'il écrit à son père, de la Haye, en 1797, il lui recommande de conserver ses lettres : « Cela servira, dit-il, pour mes mémoires. » Parmi ces papiers, se trouvaient plusieurs lettres de personnages illustres que nous avons aussi publiées.

Ces documents nouveaux confirment, complètent tous les renseignements connus, rectifient quelques inexactitudes des historiens et semblent prouver qu'on a diminué plutôt qu'exagéré l'importance du rôle que Joubert a joué, soit

comme général, soit comme homme politique. Tous les contemporains assurent qu'il inspira toujours, à tous ceux qui le connurent, une vive sympathie par son caractère franc, loyal et bienveillant, ainsi qu'une profonde estime pour son austère probité et son désintéressement antique.

En lisant les lettres de Joubert, on comprend pourquoi il était si généralement aimé. On le voit, dans sa correspondance, simple lieutenant, conserver, au moment de la plus grande exaltation révolutionnaire dans les armées, les sentiments du plus pur patriotisme, exempts de toute exagération et exprimés avec les formes de langage d'un fils de famille bien élevé. Il y a chez lui absence complète de cette emphase diffuse qui rend si fatigante la lecture de tous les discours et correspondances de cette époque. Quelques-unes de ces lettres, écrites sur le dos d'une proclamation, sur l'affût d'un canon, le soir d'une bataille, au moment où les derniers coups de fusil se faisaient entendre à l'horizon, sentent la poudre pour ainsi dire, et sont l'expression vraie, naturelle, de cet enthousiasme qui produisit alors tant d'actes héroïques. Devenu général à 26 ans, Joubert reste simple, modeste, et l'élévation de ses idées, la noblesse de ses sentiments sont à la hauteur de sa nouvelle position.

Les lettres de Joubert n'acquièrent quelque importance historique qu'à dater du jour où il devient général de brigade. Nous avons cependant donné des fragments des lettres qu'il écrivit étant dans les grades inférieurs. Ces fragments nous ont paru renfermer des détails intéressants sur les débuts des armées de la Révolution, sur les souffrances, les combats obscurs, qui formèrent ces phalanges invincibles qui devaient conquérir l'Europe. Nous avons beaucoup retranché dans ces premières lettres. Le style au début est incorrect, mais se perfectionne à mesure que l'écrivain est appelé à des positions

plus élevées. Quelques-unes de ses dernières lettres sont remarquables par la vivacité du récit et le nerf de l'expression.

Nous avons fait précéder ou suivre chaque lettre par un récit succinct des circonstances dans lesquelles cette lettre fut écrite. Ce mode de publication, dont Carlyle a donné un modèle accompli dans sa *Vie de Cromwell,* augmente beaucoup l'intérêt de la lecture.

Et que l'on veuille bien croire que nous rapportons entièrement aux lettres de Joubert, et non à notre prose, les éloges prodigués à notre publication. Nous ne voulons pas être comparé à l'âne de la fable qui considérait comme adressés à sa personne les hommages rendus aux reliques qu'il portait sur son dos.

En 1860, au moment où nous publiâmes les lettres de Joubert, tous les esprits en France étaient reportés, par les victoires de notre armée d'Italie en 1859, vers les immortelles campagnes de 1796 et 1797. Nous envoyâmes à George Sand un exemplaire des *Lettres de Joubert,* en appelant son attention sur l'analogie qui existait entre plusieurs de ces lettres et les documents qu'elle avait publiés sur son père, le colonel Dupin, dans l'*Histoire de ma vie.* George Sand nous répondit ainsi qu'il suit :

« C'est bien tard, Monsieur, trois mois après votre aimable lettre et votre précieux envoi ! Ce n'est pourtant pas ma faute. Je voulais lire ce livre, et pendant tout le premier mois, je n'ai pas eu un jour, une heure dont je puisse disposer. Ensuite j'ai fait une grave maladie, et c'est depuis deux ou trois jours seulement qu'on me permet de lire et d'écrire un peu. Pardonnez

donc à une personne qui revient de loin, et qui ressuscite en lisant cette magnifique épopée de la vie et de la mort d'un héros. Oui, c'est une bonne action de votre part, que de nous l'avoir montré tel qu'il était, et vous avez rempli ce devoir en homme de cœur.

« Je vous remercie d'avoir pensé à moi, et je regrette de ce qu'en venant voir le respectable et aimable M. Leboys des Guays, vous n'ayez pas cédé à la bonne inspiration de frapper à ma porte. Vous reviendrez peut-être dans le Berry, et vous serez moins discret, j'espère, ce sera vous assurer une double gratitude de ma part.

« Agréez, Monsieur, tous mes compliments et sentiments distingués.

« George SAND. »

Nohant, 9 décembre 1860.

II

Sainte-Beuve, dans le vol. XV des *Causeries du Lundi* (collection de ses articles du *Moniteur universel* et autres journaux), s'est servi des lettres de Joubert pour tracer, de sa main de maître, un portrait très étudié du général bressan.

« La carrière du général Joubert, si elle a été courte, a été pure et glorieuse. Si cependant sa physionomie, son caractère étaient restés un peu indécis...., les lettres que M. Chevrier vient de publier achèveront de le dessiner heureusement....; il est permis maintenant de parler de

Joubert comme de l'un des hommes que l'on connaît le mieux.

« Il nous représente bien en effet, avec toutes leurs qualités et dans leur bel enthousiasme, ces jeunes hommes, enfants de la Révolution, sortis de la classe moyenne éclairée, ces volontaires de 92, patriotes, républicains francs et sincères, mais instruits, bien élevés ; non moins opposés à tout regret et retour royaliste qu'à tout excès terroriste et au genre sans-culotte ; ces Girondins aux armées, et qui n'eurent point à y commettre de fautes. Joubert nous représente à merveille, surtout quand on le suit dans sa correspondance, l'esprit et l'âme de ces générations non moins civiques que guerrières, et il vécut assez peu pour n'avoir jamais à se démentir.

« ..... Les lettres de Joubert (avant l'arrivée de Bonaparte) présentent avec une grande vérité l'état de cette armée d'Italie si aguerrie, si éprouvée, et qui, avant ses jours d'éclat et de triomphe, eut à supporter tant de privations, tant de souffrances obscures et de misères, l'école après tout du bon soldat. »

Après avoir publié les lettres de Joubert, nous en avions envoyé un exemplaire à Sainte-Beuve qui nous écrivit la lettre suivante :

« Monsieur,

« Je suis bien sensible à votre attention et reconnaissant de votre envoi. Je n'ai pû encore que parcourir le volume où vous avez recueilli les précieux restes d'une jeune mémoire ; il me paraît très intéressant et tel en effet que je les aime, montrant l'homme à nû et

dans la vérité. Le général Joubert est de la race de ceux qui n'ont été que montrés au monde ; le *tu Marcellus eris* était sa devise ; le destin s'y est opposé. On ne revient pas contre les destins, mais les amis se souviennent et restent fidèles, les historiens nomment un nom, et quelquefois les poètes chantent. Ici, le biographe a fait tout ce qu'il a dû et pû.

« SAINTE-BEUVE. »

10 septembre 1860.

En avril 1861, Sainte-Beuve publia dans le *Moniteur* trois causeries sur les *Lettres de Joubert*. Au sujet de ces articles, nous eûmes occasion de rendre à l'illustre critique un petit service, qui amena entre nous un échange de lettres dont nous publions ce qui peut en être publié :

27 mai 1861.

. . . .

« ..... J'ai reçu, depuis que je vous ai écrit, des articles tout flatteurs pour moi (publiés dans le *Courrier de l'Ain*) de M. Jarrin, et je l'avais déjà remercié par un petit mot jeté à la poste, quand j'ai reçu de lui une lettre charmante, pleine d'esprit et de raison. Si je n'ai pas touché les deux points de la vie du général Joubert qu'il me signale, c'est tout bonnement que je les savais mal, et qu'il est bien difficile peut-être aujourd'hui de les éclaircir. Ce soin toutefois, Monsieur, vous incombe, et je suis sûr qu'il y a en Hollande des histoires bien faites de cette période révolutionnaire. Vous verriez

alors à bien établir et à fixer la part du général Joubert dans le premier et le plus obscur, selon moi, de ces 18 fructidor au petit pied de la grande banlieue républicaine.

« Remerciez bien pour moi M. Jarrin, et recevez aussi, Monsieur, l'expression d'une vive gratitude, et de tous mes sentiments d'estime et de distinction, permettez-moi d'ajouter, et de dévouement.

« SAINTE-BEUVE. »

Après la publication de ses trois causeries dans le *Moniteur*, nous adressâmes une lettre de remercîment à Sainte-Beuve, en lui demandant quelques conseils sur une réimpression de notre biographie de Joubert. Nous insérons ici tout entière la lettre gracieuse de l'éminent critique. D'autres profiteront peut-être mieux que nous ne l'avons fait des indications données dans cette lettre :

27 avril 1861.

« Monsieur,

« Je vous remercie à mon tour de vos remercîments. Vous avez vu combien j'ai profité de votre utile travail. Je crois, en effet, que le général Joubert mérite tout un volume. Il y aurait, pour cela, quelques indications, ce me semble, à suivre, en profitant du premier fond de votre étude. Je vous demande la permission de vous les exposer sommairement, telles que je les conçois.

« Supprimer toutes les allusions à Solférino, Magenta et autres affaires actuelles, qui n'ont que peu à

faire avec l'ancienne et première campagne d'Italie, pour le génie du moins.

« S'inquiéter moins de M. Thiers, mais plus de Jomini, première source, et surtout de Napoléon, qui a écrit tout cela de première main, et parlé de Joubert juste comme il faut. Pour cela avoir non-seulement la correspondance actuellement publiée par le Gouvernement, mais encore une ancienne correspondance publiée par Pankouke, où sont des lettres de Joubert; les guerres d'Italie, dans les *9 volumes de Mémoires* de Napoléon, publiés par Gourgaud et Montholon, et ce qui est dit dans le tome 11 de l'expédition d'Egypte, de Napoléon toujours, publié par les fils du général Bertrand. C'est Napoléon qui est le vrai juge et un juge ami.

« Mettre toutes les pièces au long, non tronquées, plus au complet que vous n'avez fait.

« Mettre les extraits de mémoires contemporains authentiques relatifs à Joubert, également in-extenso, surtout Saint-Cyr. On pourrait un peu discuter celui-ci, ou du moins chercher à l'éclaircir entièrement, là où il indique les influences sans y mettre de nom.

« Ne pas tant s'effaroucher de l'alliance de Joubert avec le *Manège* et ce qu'on appelait les Jacobins; on pourrait trouver, dans des mémoires, par exemple de Larevellière, dans ceux de Gohier, peut-être encore dans d'autres, quelques indices.

« Je connais un capitaine qui a trois lettres de Joubert à Cervoni; j'en ai cité une. Demandez au

comte Mathieu de la Redorte, gendre du maréchal Suchet, s'il n'a pas de lettres de Joubert adressées au maréchal. On pourrait, je crois, retrouver, dans les journaux locaux du temps, d'anciens articles ou ces chansons contre Joubert pendant son expédition dans le Tyrol, ce serait curieux.

« Un volume ainsi nourri de pièces, de lettres, de faits, serait le plus durable monument. Votre étude est mieux qu'un premier dessin. Il suffirait de l'étendre, de l'augmenter. Mes articles seraient tout à fait à votre disposition.

« Pardon, Monsieur, de vous exprimer si vite et si mal ce que je conçois, et ce que certainement vous savez autant et mieux que moi. Voyez-y une preuve de l'intérêt que je mets à votre beau sujet et à votre œuvre de digne biographe.

« SAINTE-BEUVE. »

III

La première édition des lettres de Joubert étant, depuis longtemps, introuvable chez les libraires, nous entreprenons cette nouvelle édition, surtout en vue des jeunes hommes qui tous désormais sont appelés à la noble tâche de défenseurs de la patrie.

Puissent ces récits des luttes héroïques de la première République enflammer d'une noble émulation les jeunes citoyens de la République actuelle et développer chez eux l'esprit militaire en même temps que l'amour de la liberté.

Il importe extrêmement que notre jeune génération reste fidèle à la tradition nationale par cette bravoure à toute épreuve et cet esprit de discipline qui font les bonnes armées. Sans une bonne armée, un Etat libre est à la merci de ses ennemis du dehors et du dedans.

Loin de se laisser abattre par ses grands désastres de 1870, la France n'a reculé devant aucun sacrifice, devant aucun effort, pour réorganiser son armée, sa marine et les rendre plus formidables que par le passé. Les résultats obtenus ont étonné les autres peuples, qui généralement croyaient que nous étions incapables de nous relever.

De même, au XVI[e] siècle, après nos épouvantables défaites de Pavie, de Saint-Quentin, nos voisins crurent au prochain démembrement de la France. Et sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, c'est notre pays qui s'est agrandi aux dépens de ses voisins.

Après la guerre de sept ans, au XVIII[e] siècle, l'Anglais Walpole était l'organe de l'opinion européenne quand il disait, sous Louis XV, que c'en était fait en Europe de la puissance des armes gauloises. Les armées de la République et de l'Empire ont donné un éclatant démenti à la prophétie de Walpole.

Espérons dans l'avenir. Notre gloire militaire refleurira, si nous avons un gouvernement qui sache développer à l'intérieur les institutions nécessaires pour qu'un peuple soit vraiment libre, et assurer à tous une pleine sécurité des personnes et des propriétés; un gouvernement qui soit assez maître de lui-même pour n'entreprendre de guerres que pour la défense de la patrie, pour son agrandissement légitime et non pour une vaine gloire.

Si nous sommes revenus, en vue de cette publication, à des études, à des recherches bien différentes de celles qui

nous préoccupent actuellement, c'était aussi pour remplir notre devoir envers le parti républicain, que nous n'avons pas servi, comme nous aurions voulu le faire, et qui conserve toujours nos ardentes sympathies.

Que le parti républicain, s'il veut conserver le pouvoir, cultive pieusement la mémoire de ceux qui ont protégé son berceau, qui ont lutté et souffert pour la démocratie, et qui, par leur intégrité, leur désintéressement, ont honoré le nom de républicain.

Nous serons heureux si notre livre peut contribuer quelque peu à répandre, à consolider les croyances politiques qui étaient celles de Joubert. Puisse-t-il surtout avoir ce résultat dans son pays natal. Nous l'espérons ; car, parmi les hommes illustres dont s'honore le département de l'Ain, aucun n'a eu et ne conserve encore un nom plus populaire que le jeune général Bressan mort pour la France et pour la République.

LE

GÉNÉRAL JOUBERT

ÉTUDE HISTORIQUE

CHAPITRE Ier

NAISSANCE DE JOUBERT, SA FAMILLE, SON ÉDUCATION. — IL S'ENGAGE DANS LES VOLONTAIRES DE L'AIN. — SES PREMIÈRES CAMPAGNES EN PIÉMONT EN 1792, 1793, 1794, 1795. — BATAILLE DE LOANO.

Joubert (Barthélemy-Catherine) naquit à Pont-de-Vaux, en Bresse, département de l'Ain, le 14 avril 1769, en l'année qui vit naître tant de grands hommes : Napoléon, Cuvier, Châteaubriand, etc. Il était fils de Françoise Giraud et de Claude-Marie Joubert, avocat au Parlement de Dijon, et juge des seigneuries de MM. Bertin de Vaux, seigneurs de Pont-de-Vaux.

En tout pays, on attache un vif intérêt à tous les détails concernant la famille des hommes célèbres. Rien de plus légitime et de plus raisonnable que cette curiosité. Car un grand homme ne se crée pas tout entier par lui-même ; il doit le plus souvent ses hautes facultés et surtout leur développement au milieu dans lequel

il a vécu. C'est au foyer de la famille que se sont formés la plupart des grands caractères et des grands esprits, par l'influence surtout de la mère de famille.

La famille Joubert habite Pont-de-Vaux depuis plusieurs siècles. C'était une de ces vieilles familles de la bourgeoisie de Bresse, chez lesquelles la probité, la piété, l'amour du travail, la simplicité et les mœurs antiques étaient héréditaires. Plusieurs de ces familles existent encore, qui peuvent établir que depuis trois ou quatre siècles elles sont fixées au même lieu, dans les mêmes emplois de notaire, de juge, de médecin ou de prêtre de campagne, se transmettant ainsi de génération en génération de modestes fortunes, avec le contentement de peu.

Le père du général Joubert, juge-mage à Pont-de-Vaux, jouissait en Bresse d'une grande considération due à son intégrité, à son intelligence des affaires et à sa bonté, qu'il cachait cependant sous des formes assez rudes.

C'est à l'exemple et aux leçons de son père que le général Joubert devait cette probité scrupuleuse et cette délicatesse extrême en toute affaire d'argent qui le distinguèrent entre tous les généraux de son temps. Son père reçut un jour la visite de paysans qui, connaissant son obligeance, venaient lui demander de l'argent à emprunter. Ils offraient 6 ou 7 0/0 d'intérêt. La colère du magistrat fut telle à cette proposition, qui, suivant lui, l'assimilait à un usurier, que les braves gens, saisis d'effroi, *dégringolèrent* les escaliers si précipitamment, que l'un d'eux se blessa assez grièvement.

Comme presque tous les gens de sa condition en Bresse, le père du général Joubert avait abondé dans le sens du mouvement de 89, et il fut l'un des principaux rédacteurs du cahier de la ville de Pont-de-Vaux, lors de la réunion des Etats généraux. Ce cahier fut l'un des plus remarquables parmi ceux de la province. Il avait su, malgré son goût prononcé pour les idées nouvelles, repousser l'alliage impur qui fut trop souvent mêlé avec elles. Loin de rejeter toute religion, il était resté sincèrement chrétien. Ainsi il avait conservé, au fort de la Révolution, l'habitude, que nous avons pu observer encore chez beaucoup de gens d'avant 89, d'aller faire sa prière du soir à l'église paroissiale. Quand le culte catholique eut cessé dans l'église de Pont-de-Vaux, devenue le lieu des séances de

la société populaire, le juge-mage ne pouvant renoncer à une habitude qu'il avait depuis son enfance, continuait à venir prier chaque soir dans le lieu profané. Un soir, au fort de la Terreur, un sans-culotte lui demanda en ricanant et avec menaces ce qu'il venait faire: « Que t'importe, misérable? » répondit l'honnête homme indigné, en levant sa canne. Des jacobins présents applaudirent.

Au plus fort de la Terreur et des visites domiciliaires, au moment où les suppôts d'Albitte supprimaient en Bresse le culte catholique, et où toute pratique religieuse rangeait un homme parmi les suspects, le père du général Joubert ne voulut jamais ôter, quoi qu'on pût lui dire, un grand Christ qui était au-dessus de sa cheminée. Dans ce courage moral avec lequel le père persista, envers et contre tous, au milieu de l'abaissement presque universel, à professer hautement qu'il était chrétien, ne retrouve-t-on pas le même sang, le même caractère qui, chez son fils, sur les champs de bataille de l'Italie, devait se manifester en tant d'actes héroïques ?

Joubert fit ses premières études à Saint-Trivier, chez l'abbé Moyret, et les continua chez les Joséphistes de Louhans. Il était en rhétorique et dans sa 16e année, lorsqu'il fit connaître son inclination pour la carrière des armes, en s'évadant du collège, le 1er janvier 1785, pour se rendre à La Fère en Picardie, où il s'enrôla dans l'artillerie. Son père le fit revenir au pays et l'envoya en avril terminer sa rhétorique au petit collège de Lyon. Il remporta les premiers prix, là comme partout. Il fit ses cours de philosophie et de mathématiques au séminaire de Saint-Irénée à Lyon. De là il fut envoyé, pour suivre ses cours de droit, à Dijon, où il se trouvait, lorsque la Révolution française commença. Joubert se prononça fortement en faveur de la cause de la liberté, et se fit distinguer par ses services dans la garde nationale de Dijon, comme plus tard dans celle de Pont-de-Vaux. Il continua auprès de son père l'étude du droit, apprenant en même temps sans maîtres les langues italienne et anglaise, et se perfectionnant dans les mathématiques.

En 1791, Joubert, secrétaire de la Société populaire de sa petite ville, harangue les volontaires de Pont de-Vaux et part avec eux pour Bourg, où il a un duel pour une insulte faite aux jeunes patriotes. Enrôlé dans le 3e bataillon des volontaires de l'Ain, il va tenir garnison à Gex, d'où il part comme sergent de grenadiers pour l'armée du Rhin. Nommé, le 23 avril 1792, sous-lieutenant

dans le 51e régiment, en garnison à Perpignan, il devint lieutenant de grenadiers le 20 mai. — Son régiment fut incorporé, pendant l'été de 1792, dans l'armée du Midi, commandée par Anselme, chargée de défendre la frontière contre l'armée coalisée des Piémontais et Autrichiens.

CAMPAGNES DE 1792 ET 1793

A la fin de 1792, quelque temps après la bataille de Valmy, Montesquiou envahit la Savoie, et ordonne au général Anselme d'occuper le comté de Nice. Anselme grossit sa petite armée de 6,000 volontaires Marseillais, passe le Var, s'empare de Nice, de Villefranche, poursuit les Piémontais dans les montagnes, jusqu'à ce qu'il soit arrêté par le camp de Saorgio, devant lequel vinrent se briser tous ses efforts. — Les premières lettres de Joubert renferment le récit de la part qu'il prit aux travaux de cette campagne. Ce sont les impressions d'un jeune officier, qui n'a pas encore une idée exacte de l'importance réelle des événements dont il est témoin. Le récit de ses longues marches sur les rives du Rhône et sur le bord de la mer, les essais de sa plume inexpérimentée pour exprimer le saisissement causé par la vue des Alpes, ses portraits des anciens du régiment, du colonel, M. Dagobert, et l'expression souvent heureuse de ses sentiments de déférence pour ses supérieurs, d'affection pour ses camarades, qui l'encouragent, viennent en aide à sa faiblesse physique (1), révèlent chez le jeune officier un caractère sympathique, un esprit qui a de l'étoffe, mais ne méritent pas d'être publiés, à cause de l'incorrection de la forme.

Joubert, montrant dès le début ces sentiments d'humanité qui forment un des traits principaux de son caractère, déplore, dans ses lettres à son père, les dévastations dont le comté de Nice fut le théâtre : « Que de pillages dans les villes, dit-il, que de cruautés dans les campagnes ! Le paysan aurait eu tant de plaisir à devenir Fran-

(1) Joubert était de haute taille (5 pieds 9 pouces), mais il avait une constitution frêle et délicate, qui se fortifia par un exercice forcé dans ses campagnes.

çais. » L'on trouve dans les lettres du jeune officier les motifs qui poussèrent à ces excès les soldats ; on y voit des détails navrants sur les souffrances de l'armée :

« Nous sommes quelquefois trois jours sans pain, et le soldat ne murmure pas ; l'un d'eux s'en plaignait hier devant un Piémontais. — « Que dis-tu, s'écria un de ses camarades, nous avons des vivres pour trois semaines », et ils étaient à jeun à six heures du soir. Quel héroïsme ! Nous avons été depuis trois semaines, à un quart de pain ! Le fils Ravier, de Saint-Bénigne, est à notre avant-garde, il mange quelquefois ma soupe. Son père devrait lui envoyer quelque argent : un grenadier est malheureux avec un quart de pain par jour. »

On comprend que cet héroïsme ne fut pas général, surtout parmi les volontaires : les bestiaux étaient enlevés aux cultivateurs, qui, exaspérés, prenaient les armes, insultaient nos convois et assassinaient soldats et officiers, ce qui entraînait de déplorables représailles. Telle fut l'origine de la guerre des *Barbets* (nom donné aux paysans insurgés).

Cette première campagne contre les Austro-Sardes n'a presque pas laissé de traces dans l'histoire. Nous extrayons des lettres de Joubert le récit de deux ou trois des principales affaires dans lesquelles il commença à se signaler, non-seulement par sa bravoure, mais par ses connaissances sur toutes les parties de la science militaire ; il recueillit alors le fruit de l'étude consciencieuse qu'il avait faite de tous les ouvrages principaux sur l'art militaire, quand il était simple grenadier dans les volontaires de l'Ain, en garnison à Gex. — Ses camarades lui reprochaient de rester toujours dans sa chambre au lieu de prendre part à leurs plaisirs. — « J'ai étudié le droit, répondait-il, maintenant j'étudie la science de la guerre ; je pense qu'il ne faut pas moins de travail pour cette nouvelle étude que pour la première. »

Joubert raconte à son père son premier engagement sérieux avec les Piémontais, l'affaire de Lescarena.

« Nice, le 24 novembre 1792, an Ier de la République.

« La situation critique dans laquelle vous vous trouvez à l'intérieur me fait partager vos inquiétudes ; mais il faut espérer que nos victoires ramèneront bientôt la confiance et le bon

ordre. Votre dernière lettre m'a trouvé au lit, où j'étais retenu par les excessives fatigues que j'ai essuyées dans une expédition où j'ai plus souffert du froid et de la faim que du feu des ennemis. Le 18, on donnait à Nice une fête aux commissaires de l'assemblée. Pendant cette fête arrivent des ordonnances qui apprennent que 6,000 Piémontais ont attaqué le général Brunet, qui a été obligé de se replier sur Lescarena. Nous partons 1,100 hommes, à 9 heures du soir. »

Joubert raconte ensuite comment ces troupes mal commandées, recevant l'ordre de battre en retraite, furent saisies d'une de ces terreurs paniques si communes dans le commencement des guerres de la Révolution.

« Des volontaires Marseillais couraient comme des lièvres, sans savoir où cependant, criant à la trahison, comme s'ils n'avaient pas tout fait eux-mêmes par leur lâcheté. J'avais 40 hommes de mon régiment et un capitaine; nous descendons sans nous presser. Le feu de l'ennemi sur nous est vif et sûr. Au milieu de la déroute, oubliant que je ne suis que lieutenant, parce que je ne voyais aucun chef en état de se faire écouter, je m'écrie : « Cent hommes de bonne volonté avec moi, et je me charge de repousser l'ennemi ! » Je n'eus pas plutôt lâché ces mots que tous les soldats de ligne qui n'attendaient qu'un commandement se pressent autour de moi, et plus de 300 volontaires. Les autres fuyaient à toutes jambes. La multitude d'hommes m'embarrassait. Cependant je parvins à les diviser en plusieurs pelotons, et, avançant avec deux seulement sur le revers de la montagne, nous exécutons de sang-froid deux feux de peloton et deux feux de file, qui font bientôt taire celui des ennemis. Alors paraît M. Rigaud, lieutenant-colonel de la Drôme, qui nous commandait. Ce brave homme avait préféré la mort au déshonneur, et s'était retiré tout le dernier : s'il a échappé, c'est un miracle. Voyant l'ascendant que je venais d'acquérir sur les troupes, il me pria de m'en servir pour rétablir l'ordre.

On voulait le victimer pour avoir exécuté l'ordre du général.... Ces scélérats de Piémontais mâchent leurs balles, et la moindre blessure est dangereuse.... Nos soldats reprennent courage et construisent une redoute avant la nuit. Le lendemain, le général vint et trouva nos dispositions bonnes. M. Rigaud lui dit tout ce que j'avais fait; il avait aussi écrit à Nice pour rassurer contre la terreur panique des fuyards. Ceux-ci m'avaient fait passer pour mort avec le capitaine. Jugez de la joie de mes camarades en m'embrassant, après m'avoir pleuré. — Le lendemain, nos colonnes reprirent l'offensive, et l'ennemi décampa de Bera. Il est impossible de raconter ce que les Marseillais y ont commis d'horreurs, même contre les femmes. La troupe de ligne ne voulant pas partager le déshonneur de cette action, s'est retirée. Le général envoya M. Dagobert pour y remettre l'ordre. Il me dit de l'y suivre avec 20 hommes. Ce ne fut pas sans peine qu'il parvint à son but, et sans avoir lui-même couru des risques. C'est le même bataillon de Marseillais qui avait abandonné la veille son poste (1). »

Joubert, modeste autant que brave, oublie de raconter dans sa lettre comment il faillit périr, en se jetant à corps perdu dans la mêlée pour dégager son colonel des mains des Marseillais. Une aventure assez semblable lui était déjà arrivée à Dijon, pendant qu'il était étudiant. En 1789, une émeute effroyable menaçait les jours du premier président du Parlement, qui était alors, si nous ne nous trompons, M. de Saint-Seine. Le jeune Joubert, sans autre arme qu'une légère canne, tint tête à la populace furieuse, la contint par son attitude ferme et résolue, barrant de sa personne l'entrée de l'hôtel du magistrat menacé. Ses discours calmèrent la fureur du peuple.

(1) Un historien s'est efforcé récemment de rassembler tous les documents pouvant discréditer les volontaires de la Révolution. Il y eut certainement parmi eux beaucoup de cas d'indiscipline, d'insubordination et autres désordres. L'ivraie se mêle souvent au bon grain; mais il n'en reste pas moins vrai que les volontaires ont sauvé de l'invasion la première République. Joubert était l'un de ces volontaires.

PRISE D'ISOLA. — 26 Mai 1793

« ...... Sur la fin d'avril, on me donna la commission de chasser de leurs rochers, de leurs cavernes, des Barbets qui assassinaient nos dragons d'ordonnance. Avec 50 grenadiers, je les poursuivis pendant un jour et une nuit, dans les lieux les plus abominables. On n'arrivait à leurs rochers qu'après avoir risqué cent fois de se casser le cou. Souvent il fallait se traîner sur le ventre. Plusieurs fois je me suis trouvé avec un ou deux grenadiers au plus. Nous tuâmes un Barbet et nous en prîmes huit. Au retour de cette expédition, j'eus la fièvre pendant quatre jours ; le cinquième, le canon tonne à Belveder, il faut du secours et nous partons. Mon capitaine ne voulait pas me laisser aller, mais je me trouvai assez de force pour aller à Belveder. Le général nous ordonne de tourner les Piémontais : nous montons six heures de suite, traversons deux torrents. Mais nous avions fait fausse route, et nos cinq compagnies de grenadiers se trouvent en présence de 2,000 hommes, qui nous forcent à battre en retraite. Ma faiblesse était telle, que j'avais été forcé de m'arrêter pour vomir. J'étais à deux cents pas derrière mes camarades, quand je les vis rétrograder. Je m'élance alors droit aux ennemis. Les balles, des deux côtés, me passaient par-dessus la tête, et nous nous trouvons coupés des nôtres, moi et un volontaire blessé à la jambe. Mais en nous lançant sur une pente très raide, nous traversons la ligne des Piémontais et nous sommes sauvés. Des grenadiers de ma compagnie avaient voulu revenir sur leurs pas pour me dégager, et il fallut un ordre du commandant pour les en empêcher. Ma maladie se passa par cet exercice forcé du 1er mai.

« Le 18, le colonel Serrurier rassemble à Saint-Martin sa division, consistant en notre bataillon de grenadiers, le 1er de hussards, huit compagnies d'infanterie légère, un bataillon de

volontaires, 1,200 hommes de Kellermann et deux pièces de quatre. Il fallait prendre Isola, défendu par 12 ou 1,500 hommes retranchés. Nous fîmes deux colonnes : celle de gauche où était l'artillerie qui suivait la rivière, celle de droite où j'étais. La colonne de gauche ne put avancer, ne pouvant traîner ses canons ou plutôt les porter à bras. Restait pour forcer 1,500 hommes d'élite, notre colonne de 1,500 grenadiers ou chasseurs. Nous grimpâmes douze heures de suite, et à cinq heures du soir nous étions dans les nues. Bientôt les nuages s'épaississent, la grêle tombe, le tonnerre gronde, et, ce qui n'est pas rare dans ces terribles pays, la neige tombe en abondance et efface tous les chemins. Le général, qui s'était égaré par la coquinerie du guide, arrive au moment où le froid nous saisissait, et où nous demandions le combat, préférant mourir au feu que dans les angoisses du froid en passant la nuit sur ces montagnes. Nous défilons un à un à travers des précipices, faisant trois quarts de lieue en trois heures. A huit heures du soir nous apercevons l'ennemi. Le capitaine, deux grenadiers et moi, nous nous élançons à travers la neige jusqu'aux épaules. Tous les grenadiers suivent en criant : *Vive la nation !* Trois fois je suis englouti dans la neige et trois fois je me relève. Enfin nous arrivons au bas de la montagne. Isola est dans le fond, appuyé à la montagne. Nous, nous en sommes séparés par un torrent jusqu'alors jugé non guéable. Derrière le torrent se découvrent les retranchements. Il y avait, pour les défendre, 1,000 hommes de troupes de ligne, deux compagnies suisses et 500 miliciens. Nos cris, notre audace, plutôt que nos coups de fusil (presque tous avaient le canon plein de neige, à peine 200 pouvaient faire feu), glacent d'effroi les miliciens. Nous débusquons l'ennemi des deux petits retranchements. Nous nous précipitons à travers les balles jusqu'au torrent. Là nous sommes arrêtés, exposés au feu qui part du retranchement et des maisons du village. L'on demeure un moment incertain, un fusil mouillé à la main. Notre feu est mesquin. Enfin notre commandant Miollis, suivi de

six officiers du 51e (j'étais l'un des six), de deux officiers de volontaires et d'une soixantaine de grenadiers, nous longeons la rivière le sabre à la main et allant droit au pont, à travers une pluie de plomb. Des feux allumés près du bord nous exposaient aux coups de l'ennemi. Le pont était coupé. Nous allons droit au torrent. Autre incertitude : j'y entre le premier ; au premier pas j'en ai jusqu'au nombril, je me retire ; je prends le capitaine Morangis par la main, et m'élance avec lui au milieu du torrent. De Morangis, vigoureux garçon, tombe, je le relève ; deux fois je le relève encore. Nous sommes au bord. Notre brave commandant nous suit. Un volontaire avait passé avec nous. Nos 60 braves se jettent après nous, et nous poussons au village en criant : *Vive la nation ! Ça ira !* Notre témérité glace d'effroi l'ennemi, qui prend la fuite. Nos camarades, entendant nos cris, essayent le passage ; mais il fallait du courage : à neuf heures nous avions passé les premiers, à minuit à peine 400 étaient-ils au village. La nuit nous empêcha de poursuivre l'ennemi. Nous ne faisons que 20 prisonniers des plus paresseux, avec 8 ou 10 blessés, dont un capitaine suisse de Courten, qui avait la cuisse cassée. Nous prenons beaucoup de munitions de guerre et changeons presque tous nos fusils contre ceux des Piémontais. Nous bivouaquons, trempés par la neige, la pluie et le torrent. Nous avons 3 grenadiers noyés dans le torrent, 6 perdus dans les neiges, 2 morts, 30 blessés. Il faut qu'un Dieu nous ait secondés pour avoir si peu de morts, moins que nos ennemis, qui faisaient un feu d'enfer. « Mon Dieu que ce feu est beau ! » me disait mon capitaine Morangis, qui a fait les guerres du Canada.

« Je suis tombé dans le lit du commandant piémontais, dont j'ai trouvé les belles chemises, la redingote, les belles culottes, le sabre, le portefeuille et la correspondance. J'ait tout envoyé au général, sauf les belles culottes (les miennes étaient déchirées), le sabre et les jambons. Vous verrez sur les papiers le récit de cette affaire. C'est la plus brillante et celle qui nous fait le plus d'honneur dans les Alpes. 60 déterminés ont tout fait. »

Le jeune Joubert termine sa lettre par un P.-S. qui est l'expression fidèle de cet esprit de famille, de cette tendre affection pour ses parents et amis, qui l'animèrent constamment au milieu de ses rudes labeurs :

« Bien des choses à toute la famille. Dans mes dangers, je suis toujours avec vous. Je travaille pour ma famille, et si j'acquiers de l'honneur, ce n'est que pour elle. Si j'étais isolé, je n'aurais pas de courage ; mais pour son père, mais pour ses frères, ses sœurs, on ne peut qu'être des lions.

« Votre très soumis et affectionné fils,

« Joubert. »

Même lorsqu'il était devenu général en chef, et l'un des hommes les plus considérables en France, il ne cessa jamais de signer ses lettres à son père : Votre soumis fils, alliant ainsi les sentiments de respect, les habitudes de soumission à l'autorité paternelle des temps anciens avec toute l'ardeur des sentiments patriotiques et l'amour pour tout ce qu'il y avait de bien et de vrai dans les choses nouvelles. Devenu général, et dominé en Italie par les souvenirs classiques, il faisait toujours précéder ses lettres d'une formule à la romaine : Joubert à son père.

Le 12 juin 1793, Brunet, successeur d'Anselme, essaie de s'emparer du camp retranché de Saorgio. Cette attaque, mal combinée, aurait eu pour résultat la déroute complète de l'armée française, si elle avait été poursuivie par l'ennemi. Kellermann, accouru de son quartier général de l'armée des Alpes, rallia l'armée au camp du Donjon.

Voici le récit fait par Joubert à son père, sur cette affaire de Saorgio ou de l'Assiette :

« Lantona, le 14 juin 1793.

« Il fallait attaquer un camp placé sur la pointe de trois montagnes faisant le triangle, de manière que les angles se soutenaient mutuellement. A chaque pointe les ennemis avaient du canon et des redoutes de cinq pieds de haut, très-bien crénelées. Dans le creux de la montagne se voyait leur camp, qui

semblait contenir deux fois plus de troupes que nous n'en avions. Il fallait monter à pic pour y arriver. Jusqu'à midi nous allions assez bien, nous étions déjà une centaine de grenadiers à couvert sous la redoute et prêts à y entrer à l'arme blanche, quand le reste du bataillon aurait pu y parvenir. Deux fois mon capitaine monte et descend à la colonne pour l'engager à nous soutenir, deux fois refus. La redoute, que nous avions laissée derrière nous, nous criblait de mitraille. Enfin je dis à M. Morangis, mon ami et notre commandant : Nous n'avons plus que 40 grenadiers, il faut tâcher de nous échapper ? « Je veux mourir, me répondit-il, ou être fait prisonnier. » Et moi, lui dis-je, me sauver ou périr. Allons grenadiers, suivez-moi ! 30 en ont le courage ; nous glissons sur notre derrière le long d'une pente à pic couverte de neige, et de la hauteur de Notre-Dame de Bourg, à travers la mitraille. Je reviens avec 12 grenadiers de 30. Morangis se battit encore une heure avec ses 10 hommes et fut fait prisonnier. Nous avons eu 400 blessés au moins, 200 morts. Nous avons eu de la gloire, mais bien du mal, dans cette journée, où la témérité française a paru dans tout son jour. Renfermés dans notre redoute, nous vîmes arriver sur un brancard, mortellement frappé, le colonel Lecointre. Ce brave homme a fini en disant qu'il était content de mourir pour sa patrie.

« Cette affaire arrêta nos progrès. Elle a été trop légèrement engagée par le général Brunet, qui n'attendit pas son canon de huit, qui est venu après l'affaire. Nous avons combattu, 5 ou 6,000 Français contre 15,000 impériaux ou Piémontais. Le soldat était si découragé, que si l'ennemi nous eût poursuivis, nos canons étaient pris, et nous étions repoussés jusqu'à Nice. Mais la perte qu'il a faite pendant l'affaire l'aveugla sur notre position. La retraite se fit en confusion, mais notre attaque dura de sept à deux heures et fut des plus vives.

« Saint-André (le général piémontais) a dit à Morangis prisonnier que nous étions des diables, et ne craignions ni boulets

ni balles. Les déserteurs portent la perte des ennemis à 1,200. Notre aile droite Mikouski, qui avait fait des merveilles le huit, fit de l'eau claire le douze et s'arrêta, après avoir débusqué, le huit, l'ennemi de cinq ou six camps. L'éloignement (l'ennemi nous séparait) l'empêcha de combiner ses mouvements avec les nôtres. Un grand nombre d'officiers piémontais ont péri ou ont été faits prisonniers. Jamais nous n'avons vu les Piémontais se battre ainsi.

« De notre côté, nous avons à pleurer bien des braves. Un capitaine de mon régiment, M. Langlois, mon intime ami, blessé en tête de sa colonne, et la balle dans le corps, élevait encore son épée en avançant et en excitant le soldat, jusqu'au moment où il est tombé de faiblesse. Je l'ai vu en passant à Sospello, une amie le soignait ; et comme tout le monde longtemps m'avait cru mort, il avait, dans ses douleurs, souvent parlé de moi et souvent envié mon sort. Trois heures après que je l'eusse vu, il était plus gai et beaucoup mieux. *Il croit que, puisque je vis, il ne mourra pas.* Dieu le veuille ! »

Belle amitié et belles paroles, dignes d'être conservées !

On était alors au plus fort de la *Terreur*. Faisant allusion à la terrible situation de la France, Joubert écrit à son père :

« Je ne vous dis rien de notre position à l'intérieur ; nous n'osons plus regarder derrière nous. Quant à moi, je n'épouserai aucun parti dans cette anarchie. Je ne veux voir que les Piémontais, et je tâcherai de finir sans avoir à me reprocher aucun des malheurs de mon pays. »

Cette première partie de la vie militaire de Joubert se termine par le combat de Raons, où sa compagnie fut presque entièrement détruite. Le 8 novembre 1793, les Austro-Sardes firent une attaque générale de tous les camps retranchés des Français. Assiégé par 500 Austro-Sardes dans une redoute où il était avec 30 grenadiers, Joubert se défend jusqu'à ce que les cartouches lui manquent ; il essaie encore de se défendre à la baïonnette ; mais sa redoute ayant

été pulvérisée par le canon, il sort du retranchement et s'avance chapeau bas. Un officier piémontais s'approche de lui et, le faisant prisonnier, lui dit : « Le roi vous a vu battre, il est là, il veut vous voir. » Singulier pressentiment de ce souverain, qui ne prévoyait guère cependant que ce jeune et obscur officier, six ans plus tard, renverserait de son trône la maison de Savoie, pour quinze ans, comme François Ier trois siècles auparavant. Et quelques courtisans, qui n'avaient pas encore compris qu'on pouvait être à la fois roturier et officier brave et intelligent, demandèrent à Joubert s'il n'était pas noble : il répondit fièrement qu'il était citoyen français. Quelques propos assez vifs furent échangés, et le roi l'envoya prudemment au fort Saorgio. « On le conduisit à Turin, comme pour montrer à la cour, dit la biographie universelle, un de ces hommes singuliers qui ne respiraient que pour la liberté. Sans hauteur ni affectation, par la dignité de son maintien, par l'expression calme mais énergique de ses sentiments républicains, il imprima un tel respect, et inspira tant d'admiration et de sympathie, que la cour se hâta d'échanger un prisonnier d'un si dangereux exemple. »

Joubert revint à Pont-de-Vaux, vers la fin de nivôse an II, pour rétablir sa santé complètement détruite. C'était le temps où pesait sur tout le département la tyrannie du représentant Albitte. Joubert, au club de Pont-de-Vaux, s'éleva en termes de la plus grande énergie contre le régime de terreur auquel était soumis notre malheureux pays. Il fut dénoncé immédiatement à Albitte, qui envoya de Bourg des hussards pour l'arrêter. Mais prévenu à temps, le jeune lieutenant s'échappa par une fenêtre de la maison de son père, et rejoignit son régiment à l'armée d'Italie. Il partit dans la nuit du 24 pluviôse, aussi malade qu'en arrivant. Il ne rentra à Pont-de-Vaux que quatre ans plus tard, ayant atteint le plus haut grade de l'armée et après s'être couvert d'une gloire immortelle.

CAMPAGNES DE 1794 ET 1795

De retour à l'armée, Joubert écrit à son père, le 18 février 1794 :

« Je ne comprends rien à vos deux dernières lettres. J'y vois beaucoup de reproches. Mais il semble que ce soit toujours lors-

que vous m'en faites, que l'on me fournit les moyens d'y répondre. L'homme que vous croyez pusillanime est nommé commandant à l'avant-garde de la division de droite. Le représentant Tureau m'a adressé devant tout le monde les choses les plus flatteuses. Il y avait en tout cela quelque chose de trop consolant. Vos lettres vinrent jeter de l'amertume dans mon âme ; et, après les avoir lues, je me serais cru le plus méprisable des hommes, si, en relisant la correspondance de mes chefs, je n'étais persuadé que j'étais bien loin de mériter tout ce qu'il vous a plu de m'adresser. »

Les reproches injustes de son père, loin d'aigrir le jeune officier, semblent imprimer à ses lettres un plus profond cachet de sensibilité et de respect filial. Le 12 avril, il répond à son père, qui se plaint de ce qu'il n'avance pas :

« Ni le hasard ni rien d'oblique ne m'avancera, mais mon courage, mon sangfroid et cette fougue de caractère que je sais faire succéder, suivant l'occasion, devant l'ennemi. Mon éloignement connu de toute espèce d'intrigue, voilà ce qui, salutairement pour moi, me laissera longtemps dans les grades subalternes. Cervoni (son général, qui plus tard devint son meilleur ami,) ne m'a jamais connu qu'en face de l'ennemi. Notre connaissance s'est faite au pas de charge. »

Les reproches de son père, les difficultés qu'il rencontre dans sa carrière militaire, le mauvais état de sa santé ne l'abattent point ; seulement sa correspondance prend un caractère de mélancolie et de religieuse résignation.

Le 2 juin 1794, il écrit :

« Mon cher père, je ne sais quelle carrière je dois courir, mais il paraît que le ciel, par des événement inattendus, veut la rendre incertaine. Au reste, quoi qu'il arrive, résigné aux décrets de la Providence (que tous les Français viennent de proclamer plutôt pour détruire les calomnies de leurs enne-

mis que pour avoir douté de son existence), (1) je m'attends à tout. Je ne suis jaloux que de faire mon devoir et de prouver à mes concitoyens que, si le poste qu'on m'a confié est au-dessus de mon expérience et de mon talent, je n'en sens que mieux le besoin de sacrifier ma chétive existence au soutien de la république en toute occasion. »

Le vrai mérite finit toujours par percer. A la fin de prairial an II, Joubert fut nommé chef de bataillon et envoyé à Toulon pour diriger l'embarquement des troupes qu'on envoyait en Corse. La prise de Bastia, par les Anglais, fit renoncer à cette entreprise. La maladie, qui n'avait pas quitté Joubert depuis un an, s'aggrava au moment où son nouveau grade exigeait de lui un service encore plus actif. En juillet 1794, il entra à l'hôpital de Toulon, pour une fièvre putride dont il faillit mourir et dont il fut malade longtemps. Un médecin qui s'était intéressé à lui, comme tous ceux qui faisaient sa connaissance, l'emmena à Aix dans une maison de campagne, où il rétablit sa santé. Il passa ainsi la fin de l'année 1794 et les premiers mois de 1795.

En juin 1795, Joubert se plaint vivement à son père de la désertion qui éclaircit les bataillons français devant un ennemi déjà supérieur en nombre. Nous le verrons plus tard maltraiter l'administration du département de l'Ain, qui n'inquiétait pas les déserteurs rentrés dans leurs foyers. Il s'attira ainsi la haine de toutes les familles qui ne voulaient pas envoyer leurs fils à la frontière. Il écrit à son père :

« Le fils Dominique André, cet estimable jeune homme, n'a pas suivi l'exemple de ses lâches camarades du 2e bataillon de la Haute-Loire, qui, à l'aspect du danger, ont déserté leurs drapeaux ; aussi a-t-il l'estime de ses chefs... Je ne conçois pas comment, dans les districts, on peut impunément souffrir les déserteurs ; et c'est une vérité que s'il nous arri-

(1) Allusion à quelque fête du temps, probablement celle qui précéda la chute de Robespierre, où l'on avait proclamé solennellement l'existence de l'Etre suprême.

vait un événement fâcheux, les administrateurs des districts auraient à se le reprocher. Car il est incroyable combien il y a de déserteurs qui sont retournés dans leurs foyers et y vivent tranquillement, malgré les ordres de la Convention. Les administrations sont faibles ou criminelles. Ces réflexions pourront déplaire à quelques personnes ; mais moi qui n'ai jamais vu de partis, qui ne vois que les lois et le bien de mon pays, je dis toujours la vérité.

« Vous pouvez tout faire, et jamais trop à mon gré, pour ma sœur et son mari. »

En juillet 1795, Joubert remplit provisoirement les fonctions d'adjudant général (grade de colonel) En cette qualité il reçoit l'ordre d'attaquer un camp retranché, gardé par 7,000 Hongrois, avec 2,000 hommes. Il demande inutilement qu'on attende un renfort de 3,000 hommes, qui arrivait le lendemain. Ce fut le combat de Melagno, une des tristes pages de l'histoire de l'armée d'Italie. En voici le récit :

« Cériale, 3 juillet 1795.

« Mon cher père,

« Enfin les premiers événements de la campagne ont eu lieu et n'ont point été heureux pour nous. Nous avons fait, après des efforts inouïs, une marche rétrograde de six lieues, et je ne sais encore si nous tiendrons notre nouvelle ligne.

« Un poste important avait été enlevé, j'ai été envoyé de la droite de la division pour l'attaquer. 7,000 Hongrois retranchés le gardaient ; je me suis porté contre mon gré sur eux, avec 2,000 Français : j'ai perdu 56 officiers, dont 4 chefs de bataillon, et 450 volontaires. J'ai tout fait humainement pour m'enterrer dans leurs redoutes, exposé, à dix pas, à la mitraille, aux grenades, à la balle dirigée à bout portant. Je me suis refusé à toute retraite ; le général a été obligé de m'en envoyer l'ordre. Dans la retraite, j'ai fait l'arrière-garde de

2

pied ferme, en marche avec 12 bataillons, et à mon arrivée, j'ai appris que dans la nouvelle liste des adjudants généraux, nouvellement envoyée de Paris, je n'étais plus compris. Ce n'est pas tout, on me destinait encore la plus avancée des brigades. J'ai refusé, en motivant que j'étais las de travailler pour les autres. Le général a tout fait pour me déterminer : il m'a assuré que Kellermann me donnerait un ordre de continuer mon service d'adjudant général et écrirait à la Commission ; que l'intrigue seule avait pu m'éloigner, mais que les généraux ne le souffriraient pas. J'ai répondu que je verrais ce que j'aurais à faire quand je verrai l'ordre ; que, jusqu'à temps, je me regardais comme réformé et ne voulais plus aucun emploi. J'attends donc ma destinée.

« Si je n'avais encore perdu que le fruit de mes pénibles travaux, je m'y attendais presque ; mais je commence à sentir que ceux-là ont raison qui ne veulent que recueillir le fruit des intrigues ; au moins conservent-ils leur santé ; et moi, un rhume de poitrine qui me tue devient de plus en plus opiniâtre.

« Quelle situation ! Oserai-je me présenter dans l'intérieur avec la note infamante d'officier général réformé ? Non, je périrai victime de mes devoirs plutôt que d'avoir la moindre tache d'ignominie. Mes camarades sont plus affectés de ce coup que moi. Ils m'ont vu huit jours de suite, par une pluie affreuse, ne prendre jamais un moment de repos, les conduire intrépidemment au feu, les encourager dans leurs malheurs, et, seul de l'état-major, ne les jamais quitter. Ils m'avaient déjà vu passer avec eux l'hiver le plus terrible ; ils m'avaient vu, le printemps, établir leurs postes ; ils savent que si mes conseils eussent été suivis, nous aurions évité des revers ; mais j'apaise leurs murmures, et ma conscience me suffit.

« J'ai appris avec le plus vif plaisir qu'enfin André était tranquille. Un jour nous le serons tous, et les hommes ne nous pourront rien. »

Cette lettre est suivie de plusieurs autres, où il parle longuement de l'injustice dont il est l'objet. Ces lettres prouvent que l'intrigue et la faveur sont de tous les régimes, et renferment des détails curieux sur le favoritisme dans les états majors des armées de la République. Les causes de la disgrâce de Joubert ne peuvent être douteuses : on trouvait son républicanisme trop modéré. L'on peut d'ailleurs soupçonner avec raison que le représentant Albitte, qui avait eu si fort à se plaindre de Joubert en Bresse, qui inquiéta longtemps ses parents, ne manqua pas, pour satisfaire sa vengeance, d'envoyer des renseignements défavorables sur lui au Comité de salut public. (1)

Kellermann, qui commandait alors l'armée d'Italie, reconnut l'injustice faite à Joubert, et s'empressa d'adresser au Comité de salut public la note suivante : « Quoique cet officier n'ait pas beaucoup de services, tous les généraux m'en ont parlé avec avantage. Il a les connaissances nécessaires à son grade. Dans la dernière affaire de Melagno, le commandement lui avait été confié, et il a donné, sous mes yeux mêmes, toutes les preuves possibles de bravoure et d'intelligence. Je demande qu'il soit conservé. Et en attendant votre réponse, je le laisse à sa place »

Dans ce moment critique de sa carrière militaire, Joubert écrivit aussi la lettre suivante à la Commission de l'organisation des armées de terre :

« J'ai reçu la lettre de la Commission qui me renvoie dans mon domicile. J'ai été instruit de ma réforme dans un moment où, honoré de la confiance des généraux, je commandais le point essentiel de la 1re division de droite, avec 8 et même 12 bataillons, et à l'une des plus sanglantes affaires qui aient eu lieu dans l'armée d'Italie, à Melagno. Le Comité de salut public et la Commission ne m'ont jamais connu que par les notes de mes généraux en chef Scherer et Kellermann. Je me retire content, autant qu'on peut l'être, d'être rayé du nombre des

(1) Joubert fut desservi au Comité de salut public, comme Hoche à la même époque le fut par Saint-Just. Les républicains modérés seront toujours en butte à la haine des exaltés de gauche et de droite.

défenseurs de son pays et de voir quatre années de travaux et de gloire perdues, si la Commission veut me donner le double de ces notes de mes généraux, certifié par elle.

« Je fais cette demande, parce que je suis jaloux de l'estime de mes concitoyens, et je me crois obligé de leur prouver que je n'ai point abusé du grade qui m'avait été confié, sans que je l'aie sollicité. Eloigné de mes foyers, j'ai toujours plus pensé à remplir mes devoirs militaires qu'à faire connaître à mes concitoyens la manière dont je servais. Je serai charmé cependant d'y reparaître avec l'opinion que mes frères d'armes et mes généraux ont toujours eue de moi. C'est le sentiment d'un honnête républicain et une justice que je réclame du Comité de salut public. »

Les ennemis de Joubert n'eurent pas la maligne joie de le voir revenir en son pays ignominieusement, ni de le voir aller prendre du service aux îles, comme il voulait le faire. Le Comité de salut public nomma définitivement Joubert au grade d'adjudant général chef de brigade, grade qui équivalait à celui de colonel, le 13 juin 1795.

Kellermann, qui était alors général en chef de l'armée des Alpes, lui écrit à cette occasion : « J'ai le plaisir de vous annoncer, mon cher Joubert, que le Comité de salut public a eu égard à la juste recommandation que j'ai faite en votre faveur. Je vous envoie vos lettres de service, et je vous demande, en revanche, deux pièces de canon d'ici à la fin de la campagne. Je ne doute pas qu'à la première occasion vous ne les enleviez à l'ennemi, et que vous ne justifiiez la confiance et l'estime de votre général, qui vous aime et vous embrasse de tout son cœur. »

Kellermann, en parlant de ces deux pièces de canon, faisait allusion à deux pièces de quatre que Joubert, dans une retraite, avait abandonnées à l'ennemi, les affûts étant cassés. Des officiers d'artillerie avaient certifié, dans un procès-verbal, qu'il était impossible de les conduire plus loin.

Joubert reprend son service avec une ardeur nouvelle, et se montre digne de la confiance du Comité de salut public, comme on le voit par les lettres qui suivent.

COMBAT DE DEGO

« En vue de Gênes, 29 septembre 1795.

« ... Depuis un mois je n'ai pas quitté mes bottes ; enfin notre expédition est terminée. Mes forces n'étaient pas suffisantes pour en supporter les fatigues ; mais l'amour de la patrie, de la gloire, m'en a donné de supérieures à mon tempérament, et je continue encore la vie la plus dure et la plus misérable.

« Les Autrichiens avaient rassemblé 10 à 11,000 hommes près de Savone. Pour les prévenir, craignant que les Génois ne leur livrassent Savone, nous nous sommes portés, le 2 des sans-culottides, sur l'ennemi avec trois colonnes. Je commandais les troupes légères dans la colonne du général Cervoni. Pendant deux jours, les Autrichiens ont reculé. Aujourd'hui, dans la plaine du Dego, près de Cairo, nous les vîmes se déployer, avec deux colonnes filant sur les hauteurs pour nous couper. J'entendis ronfler le canon ennemi sur nos éclaireurs, et je vis leur cavalerie cherchant à les couper. Je n'avais aucun ordre d'attaquer ; mais le soldat français, ennuyé des marches forcées sans pouvoir se battre, prit les ordres de lui-même, et le combat fut engagé. Jamais on n'a vu pareil acharnement. Sans artillerie, nos têtes de colonne ont attaqué l'ennemi déployé en bataille avec toutes ses forces et ses canons. L'affaire n'a duré qu'une heure et demie, et déjà 1,000 Autrichiens avaient mordu la poussière. La résistance a été terrible. Nous n'avions affaire qu'à des Hongrois ; leurs bataillons, qui étaient comme des murs de feu, n'étaient rompus que par nos baïonnettes et nos sabres... La nuit nous surprit. L'ennemi satisfait évacua, nous laissant des magasins capables de nous nourrir pendant six mois. Les représentants ne jugèrent pas à propos d'aller plus loin. — Tous les militaires reprocheront toujours à Albitte de n'avoir pas voulu

profiter de l'ardeur du soldat et de notre victoire. Mais il craignait d'être tourné, comme si un ennemi battu pensait à tourner son vainqueur... »

« Corbua, 20 octobre 1795.

«... De jour en jour ma tâche devient plus pénible. Je commande cinq bataillons disséminés sur une ligne de plus de sept lieues. Je dois secourir les deux généraux qui m'avoisinent ; attaqué, je suis livré à moi-même. Je sens tout le péril de la tâche qu'on m'impose ; cependant je ne m'en plains pas, et quand on paraît craindre pour moi, je montre au contraire beaucoup d'assurance, espérant beaucoup dans mes précautions, le courage de mes troupes, et dans un peu de bonheur ; car il faut de tout cela à la guerre. Et dans le cas où je succomberai, du moins on n'aura rien à me reprocher, et on se rappellera de moi comme d'un brave homme et d'un homme qui voulait faire son devoir. »

« Corbua, 13 janvier 1796.

« Il paraît que je ne serai point de l'expédition de Corse. Je suis réservé à quelque chose de pis. Une maladie terrible détruit nos bataillons, dont les plus forts sont réduits à 150 hommes. Pas de jour qui ne nous coûte autant qu'une bataille. Tout nous manque. Je ne parle pas d'habillements, nous sommes nus depuis l'été. Nous n'avons ni pain ni souliers. Nos assignats ne valent rien... Je vis le plus économiquement possible chez un bon curé, qui depuis trois mois n'a pas voulu entendre parler de payement ; il faudra régler cependant.

« Nous occupons une ligne immense dont je tiens la tête. Je présage au printemps des événements sinistres ; mais je suis résolu à tout.... Je laisserai passer le mauvais temps, en espérant que la Providence nous ramènera le beau.

« Je ne serai pas fâché de rentrer chez moi ; mais la guerre

durerait-elle trente ans, je suis déterminé à l'achever... Et s'il ne me reste de mes travaux que la gloire de les avoir achevés, ce sera le cas de bien d'autres. »

D'une lettre du 18 ventôse an IV, nous extrayons quelques détails intéressants :

« Kellermann ne voit que terrorisme partout, comme s'il y en avait aux avant-postes... Nous souffrons tous les maux, couchés sur la paille, buvant de l'eau, très souvent réduits à 12 ou 14 onces de pain rempli de pierres et noir comme du temps de Robespierre. J'ai vu passer mon 3e bataillon de l'Ain. Pannetier, Soulier, Boisson sont venus me voir et ont partagé ma misère. Rien n'était si risible que de voir l'approche de ces deux jeunes gens ; ils avaient fait une lieue pour nous voir. Je les ai reconnus qui se tenaient à vingt pas de moi, détournant la tête quand je les regardais, en s'extasiant sûrement de voir des pays si loin. Nous avons joui un moment de leur embarras bressan. Enfin, pour en finir, mon frère est allé les chercher. »

BATAILLE DE LOANO

Les prévisions sinistres de Joubert ne se réalisèrent point, grâce au changement de gouvernement qui eut lieu à cette époque. Au moment où l'armée d'Italie était dans une si triste situation, la Convention était à sa fin. Les pouvoirs du Comité de salut public étant sur le point d'expirer, sa puissante action ne se faisait plus sentir. Le Directoire, qui devait gouverner en vertu de la Constitution de l'an III, ne fonctionnait pas encore. Dans cet interrègne, tout se désorganisait. Les administrations militaires sans ordre, sans argent, n'envoyaient plus rien aux armées ; mais dès que le Directoire fut installé, tout prit une face nouvelle à l'armée d'Italie Les munitions arrivèrent, et Augereau emmena une superbe division, qui s'était distinguée en Catalogne. Kellermann attendait ces

renforts pour reprendre l'offensive ; mais le Directoire lui donna pour successeur Scherer, connu par ses succès à la bataille de l'Ourthe et en Catalogne.

Scherer se prépara à une action décisive. Son armée, qui avait été obligée de se replier devant le général Devius, occupait avec son centre le col de Tende, mais elle avait cessé de s'étendre jusqu'à Gênes par sa droite. Les Français occupaient l'étroit espace (trois lieues à peine) qui s'étend entre les crêtes de l'Apennin et la mer. Les Piémontais, commandés par Colli, établis au camp de Ceva, sur le revers des Alpes, gardaient le Piémont. Les Autrichiens, placés en partie sur le sommet de l'Apennin, en partie à Loano, sur le versant maritime, étaient entre Gênes et les Français. Les généraux ennemis ne s'attendaient nullement à une bataille, et ne pouvaient se décider à renoncer à la vieille et bonne manière de faire la guerre, comme du temps de Louis XIV, où les généraux allaient passer à l'armée la belle saison, pour revenir l'hiver jouir des plaisirs de la cour. Scherer, malgré une neige abondante tombée le 23 novembre, prend ses dispositions pour une grande bataille. Et Joubert écrit à son père d'Isola, le 28 octobre 1795 :

« Ce n'est plus de repos qu'il faut que je vous parle, mais bien d'une nouvelle campagne que nous allons commencer dans quatre à cinq jours avec l'hiver. 40,000 hommes s'ébranlent pour attaquer l'armée austro-sarde, retranchée jusqu'aux dents ; 12,000 grenadiers et chasseurs, commandés par le général Laharpe, commenceront la trouée ; je figurerai avec cette brave division. Vous voyez, mon père, que ce n'est plus à Pont-de-Vaux qu'il faut songer à aller ; aussi je n'ai plus que Milan ou la paix devant les yeux.

« Tandis que la Convention triomphait, on y parlait de nous; je commandais en effet, sous les ordres du général Miollis, la colonne qui brûlait le camp austro-sarde. Eh bien, on en parlera encore pendant l'établissement du nouveau gouvernement dont nous attendons notre bonheur. Toute l'armée demande le combat à grands cris. L'enthousiasme est tel qu'au commencement de la Révolution ; et les ennemis, en apprenant nos triomphes, trembleront dans l'intérieur comme

à l'extérieur. J'attends, moi, la paix pour résultat de notre campagne d'hiver, et, dans cet espoir, je m'y livre tout entier. Vous ne serez sûrement pas fâché d'apprendre que je commanderai une des têtes de colonnes de 12,000 grenadiers et chasseurs. »

Nous ferons maintenant précéder chaque lettre, où Joubert fait le récit d'une affaire importante, de quelques indications sur les opérations de l'armée auxquelles se rattache cette affaire. Nous prévenons, une fois pour toutes, que nous ne faisons le plus souvent que résumer l'excellente histoire de M. Thiers. Notre seul but est de mettre dans leur meilleur jour les propres récits de notre illustre compatriote.

A la bataille de Loano, les Français étaient 36,000 contre 45,000. Scherer résolut de se porter sur le centre et la droite des Autrichiens, de leur enlever le sommet des Apennins, les séparant ainsi de Colli et les resserrant entre les montagnes et la mer. Serrurier fut chargé de contenir Colli par des attaques simulées. Augereau devait pousser la gauche de l'ennemi à Loano, mais lentement.

Masséna, au centre, chargé de l'offensive, attaqua vivement la droite des Autrichiens, commandée par d'Argenteau, la chassa de ses positions, fila rapidement le long des crêtes de l'Apennin, et réussit à enfermer la gauche des Autrichiens dans le bassin de Loano, entre lui et Augereau. La déroute des Autrichiens fut complète le premier jour, et le lendemain, les Piémontais furent battus à leur tour.

Dans le rapport que Scherer adressa au Directoire, on lit les détails suivants sur Joubert : « Les adjudants généraux Rusca et Joubert, qui commandaient l'avant-garde du corps du centre (Rusca à gauche et Joubert à droite), ont mérité, par leur valeur et leur habileté, que je les propose, sur le champ de bataille, aux représentants du peuple pour être nommés généraux de brigade.... Après la victoire de Loano, j'ordonnai au général Serrurier d'attaquer les Piémontais de front, pendant que je ferais couler sur la gauche et les derrières de l'ennemi 3 ou 4,000 hommes commandés par Joubert et Mesnard. L'ennemi, tourné, abandonna 19 canons à Spinardo. Le général Joubert a secondé avec beaucoup d'intelligence les mouvements du général Serrurier. »

Cette victoire de Loano, qu'ont trop fait oublier les victoires de l'armée d'Italie en 1796 et 1797, inaugura glorieusement l'installation du Directoire.

Voici les lettres écrites par Joubert à son père à l'occasion de la bataille de Loano :

« Finale, 26 novembre 1795.

« Joubert, général de brigade, à son père,

« La nouvelle qualification que je me donne vous annonce une victoire, je dis plus, une victoire complète. Ma colonne est entrée, son chef à la tête, dans les redoutes sans tirer un coup de fusil, a tué ou fait prisonnier tout ce qui se trouvait dedans, et a décidé la victoire à la division de gauche. L'ennemi nous a laissé 42 pièces de canon, tous ses magasins, 5,000 prisonniers, dont un général et 100 officiers, 5 drapeaux, etc. Chose inouïe : car ils étaient défendus par toutes les règles de l'art. Ils étaient 19 à 20,000 et nous 22,000 seulement. La défense a été des plus opiniâtres. Aussi le carnage a-t-il été affreux. Et notre perte à nous est si faible, que c'est une chose incroyable. »

« Sous-Ceva, 30 novembre 1795.

« Nos fatigues et nos victoires ne cessent point. Je viens encore, après avoir battu les Autrichiens, d'être chargé, avec ma brigade, de talonner les Piémontais, et je leur ai enlevé 19 pièces de canon. Je ne sais si mon physique y résistera. Ma marche est si rapide, que j'ai perdu aides-de-camp, domestiques, chevaux. Je suis à pied ; tout est derrière moi.

« J'avais eu des scrupules d'accepter le grade de général de brigade ; mais mes camarades et les généraux, le représentant Ritter lui-même m'ont paru si contents de cette promotion, et je suis chargé d'entreprises si intéressantes, que mon refus aurait passé pour refus de service. Je laisse donc aller l'eau sous le pont. »

« 18 novembre 1795.

« Joubert à son père,

« Le rapport de Scherer ne vous indique pas la part que j'ai eue à la belle journée du 2, parce que nous étions loin de lui. Je vais vous en dire deux mots : Je commandais l'avant-garde du centre qui attaquait le général Argenteau ; nous trouvâmes devant nous deux redoutes, gardées par 1,200 hommes et 7 pièces de canon ; j'y montai au point du jour, avec 600 grenadiers ou chasseurs, et, de concert avec le général Pigeon, qui avait une pareille tête de colonne, nous nous précipitâmes sur la redoute sans tirer un coup de fusil, à travers le feu le plus terrible. Ma colonne entra la première ; je fus jeté dans la redoute par deux grenadiers ; quarante de mes gens s'y sabraient. Un commandant disputait son épée à un chasseur, je lui appuie mon sabre sur la poitrine en lui disant : « Rends-toi ! » Mes grenadiers le respectent aussitôt, mais me disent : *Général, tuez-le !* (J'étais en roupe de soldat et en guêtres.) — Quoi ! vous êtes général ? réplique l'officier en laissant tomber son arme ; et aussitôt vingt autres officiers m'entourent et me demandent la vie. Pendant cette scène d'une minute, la redoute fut pleine à ne pouvoir s'y remuer : on y était comme dans une place un jour de foire, et déjà 800 Autrichiens avaient mis bas les armes. 400 hommes et les canons tenaient un peu plus bas, je les fais tourner de suite. La mitraille me pleut dessus, mais ma manœuvre délivre du canon les colonnes de Saint-Hilaire et du général Charlet, qui sautent sur les pièces, et la victoire est à nous. Ensuite, le corps d'Argenteau veut nous rechasser ; mais nous l'attaquons avec furie, nous le rompons, et pendant quatre heures nous en faisons une boucherie terrible. Nos colonnes réunies à Bardineto, Masséna se porte sur Melagno ; je formais son avant-garde. L'ennemi n'avait point eu le temps de s'y rallier. Après nous être reposés quatre heures de nuit, Masséna, qui

avait tourné Devius sur la rivière de Gênes, se porta sur son flanc, et moi, avec 500 hommes, je me jette promptement sur ses derrières. Ma troupe était harassée et n'allait point à mon gré ; je prends 30 hommes pour découvrir Saint-Jacques, communication de l'ennemi avec ses magasins ; nous rencontrons une patrouille, on la chasse. L'ardeur éloigne mes hommes ; je ne me trouve plus qu'avec six ; je continue cependant ma découverte, et me voilà sur Saint-Jacques. J'y vois 300 Allemands occupés à charger des effets sur des mulets ; je n'hésite pas à tomber sur eux ; mais l'ennemi, ne nous voyant qu'au nombre de six, nous entoure ; je gagne une hauteur que je connaissais, et là je me défends pendant trois quarts d'heure, jusqu'au moment où mon corps vint me délivrer, et nous fûmes maîtres du magasin : c'étaient les effets d'un régiment ; mes grenadiers se sont enrichis. Mulets, artillerie, tout défilait par là, et tout fut arrêté. Je fus attaqué deux fois par l'ennemi, deux fois l'ennemi fut repoussé ; et le lendemain, après qu'il eut fait sa retraite, j'eus le plaisir de voir que ma manœuvre hardie l'avait obligé de nous laisser 17 pièces et 200 chariots. Voilà ce qui m'a fait faire général !

« Je continuai ma poursuite, et j'étais près d'entrer à Savone, lorsque je reçus l'ordre de me rendre à Bardineto, pour la seconde expédition rapportée par Scherer. *Audaces fortuna juvat* ; le mot du grenadier : « Général, tuez-le », et ma hardiesse d'attaquer 300 hommes avec 6, voilà ce qui a décidé mon succès.

« *P. S.* Dans l'affaire du 11, ma colonne s'empara de 19 pièces, dans la retraite que nos manœuvres firent faire à l'ennemi. Le général Kellermann me demandait les deux pièces que j'avais laissées à Melagno : je crois que je suis quitte à présent. »

CHAPITRE II

BONAPARTE EST NOMMÉ GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE. — PREMIÈRE CAMPAGNE DE 1796, BATAILLES DE MONTENOTTE, DE MILLESIMO. — SECONDE CAMPAGNE DE 1796, BATAILLE DE LODI. — TROISIÈME CAMPAGNE DE 1796, BATAILLES DE LONATO, DE CASTIGLIONE, D'ARCOLE ; BATAILLE DE RIVOLI.

Le général en chef Scherer écrivit à Joubert pour le féliciter sur sa nomination au grade de général de brigade : « Vous me trouverez toujours disposé, dit-il, à rendre justice à vos talents et à votre zèle pour la cause de la liberté que vous avez si honorablement servie. — Salut et amitié. »

Joubert, général de brigade, écrit à son père, le 26 novembre 1795 :

« Un peu de numéraire pour changer mes habits et harnacher mes chevaux me serait nécessaire. Vous savez que je ne demande que quand j'ai besoin. Faites encore un effort, mon père, et un bon mariage raccommodera cela. »

Joubert conserva toujours, même dans les grades les plus élevés, ce désintéressement, cette probité austère qui distinguèrent les jeunes généraux de la République, Marceau, Desaix, Hoche, qui, général en chef de 100,000 hommes, demandait au Directoire la permission de prendre pour son usage, dans les magasins pris sur les Anglais, six selles et six brides pour ses chevaux, et un peu de sucre et de café pour ses plaisirs. Joubert, jusqu'à ce qu'il devînt général de brigade, vécut le plus souvent avec l'argent que son père lui

envoyait, et devenu général en chef de l'armée de Hollande, de celle du Rhin, de celle de l'intérieur, enfin deux fois de l'armée d'Italie, loin de s'enrichir comme tant d'autres, il laissa à sa mort, malgré sa vie sévère et simple, son patrimoine sensiblement diminué.

La victoire de Loano permit à l'armée d'Italie de passer l'hiver sans être inquiétée par les Austro-Sardes. L'armée vécut quelque temps avec les magasins pris sur l'ennemi, mais à la fin de l'hiver, et par suite du dénuement complet de vêtements, de souliers, de viande et de pain, les souffrances des soldats furent plus grandes que jamais. Joubert, le 19 mars 1796, écrit de Finale à son père :

« Le gouvernement tout occupé du Rhin nous laisse sans argent, à la merci des fripons qui nous administrent.

« Il n'y a de beau, ici, que le courage infatigable du soldat et de l'officier, et la patience imperturbable des deux. La France frémirait, si on comptait tous ceux qui sont morts d'inanition, de maladies. Le pauvre volontaire, en se traînant, s'arrête où il se trouve, s'affaisse sur la terre et meurt. Mon père, si la campagne n'est pas offensive, je prévois des horreurs, et, plutôt que d'assister à l'enterrement d'une armée, je donne ma démission. »

Cette lettre prouve qu'il n'y a rien d'exagéré dans la peinture lamentable que les historiens ont faite de l'état de l'armée d'Italie au moment où Scherer, pour n'avoir pas su profiter de la victoire de Loano, fut remplacé par le général Bonaparte. Celui-ci trouva, le 26 mars, l'armée réduite à la dernière misère. Il n'y avait presque plus de chevaux, et l'on ne pouvait pas mettre en mouvement plus de 12 canons. Mais en revanche, si jamais armée ne rencontra un pareil général, rarement un général trouva de pareils soldats, tous aguerris par quatre ans de luttes incessantes, qui avaient formé un corps d'officiers capables d'exécuter toutes les conceptions du plus grand génie militaire des temps modernes.

La force de cette armée était surtout une force morale ; tous ses bataillons étaient animés d'une haine ardente de l'étranger qui avait voulu profiter des discordes intestines de la France pour l'envahir et la démembrer ; ils étaient composés en grande partie de volontaires

brûlant du désir de montrer au monde ce dont ils étaient capables sous des officiers presque tous plébéiens. Bonaparte leur disait dans une de ses premières proclamations : « Les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. » Ces mêmes soldats étaient seuls aussi capables de gagner des batailles sans canons, de faire des marches qui semblaient dépasser les forces humaines, d'exécuter tous les ordres de leur chef avec une précision, une intelligence que l'on ne pouvait attendre des soldats de l'ancien régime sans initiative individuelle ni spontanéité. Ce fut là le principal secret de la grandeur militaire du nouveau général en chef de l'armée d'Italie. Il comprit ce que n'avaient point vu les généraux de la vieille école, Scherer, Kellermann : c'est que 30,000 soldats sans souliers, mal armés, mal nourris, sans chevaux, mais bien commandés et élevés au-dessus d'eux-mêmes par l'amour de la patrie et de la gloire, le sentiment de l'honneur commun à soldat et officier, et par l'enthousiasme des idées nouvelles, pouvaient s'avancer sans crainte tout au milieu de 60 ou 70,000 soldats ennemis, masse inerte et ne disposant, pour ainsi dire, que d'une force purement matérielle. Avec une armée composée d'éléments nouveaux, Bonaparte inaugura une tactique nouvelle, et désormais la victoire ne fut plus du côté des gros bataillons, mais du côté des armées où il y avait le plus d'intelligence, d'entrain et de dévouement au drapeau et à la patrie. (1)

30,000 Autrichiens, sous le vieux général Beaulieu, coupaient les communications des Français avec Gênes ; 22,000 Piémontais, retranchés à Céva, couvraient le Piémont. Bonaparte adopta le même plan que pour la bataille de Loano. Séparer les Piémontais des Autrichiens, en attaquant le centre de l'armée ennemie, tel fut son but ; mais pour l'atteindre il fallait tromper les Autrichiens. Serrurier fut chargé d'observer et de contenir les Piémontais, et tout le reste de l'armée se rassembla sur l'extrême droite, pour

(1) Les Autrichiens reconnurent vite l'une des causes principales de l'infériorité de leur armée. Si à Wagram, à Esling, les Français rencontrèrent une résistance plus sérieuse qu'en Italie, c'est qu'ils eurent affaire à une armée organisée d'après les principes de la Révolution française : les officiers nobles avaient ouvert leurs rangs à un nombre d'officiers non nobles, presque égal au leur. De là une salutaire émulation, chacun voulant soutenir l'honneur de la classe à laquelle il appartenait.

faire croire à Beaulieu que nous voulions attaquer sur ce point. Beaulieu, complètement trompé, porta la plus grande partie de ses forces sur Loano ; mais lorsqu'il arriva, il ne trouva plus les Français, qui, s'étant repliés avec une extrême précipitation, débouchèrent sous les ordres de Bonaparte, à Montenotte, au centre de l'armée autrichienne, commandée par d'Argenteau, qui fut écrasé par Masséna et Augereau.

Le 12 avril, l'armée française franchit ainsi l'Apennin, et va se placer entre les Piémontais à gauche, gardant, aux gorges de Millesimo, la route de Turin, et les Autrichiens, gardant, à Dego, en face des Français, la route de Milan. Bonaparte estimait trop les Piémontais comme soldats pour poursuivre les Autrichiens avant d'en avoir fini avec l'armée sarde. Le 13 avril, pendant que Laharpe et Masséna attaquent les Autrichiens à Dego, Augereau emporte Millesimo, défendu par les Piémontais. Le général ennemi Provera se réfugia dans le vieux castel de Cossaria, et s'y enferma avec 2,000 hommes. Joubert fut blessé à l'attaque de ce château. Le lendemain Provera mit bas les armes. Telles furent les trois affaires de Montenotte, de Millesimo, de Dego, où Bonaparte, portant ses forces en masse tantôt sur un point, tantôt sur un autre, avait eu partout des forces supérieures à celles de l'ennemi. Les Autrichiens, après avoir perdu, à Dego, 9,000 prisonniers, battirent en retraite sur la route de Milan.

Dans son rapport officiel, le général en chef dit que les généraux Mesnard et Joubert, par une manœuvre prompte et hardie, enveloppèrent le général Provera et le forcèrent à se retirer au château de Cossaria. Bonaparte, dans ce rapport, dit de Joubert qu'il s'est montré grenadier par le courage et bon général par les talents et connaissances militaires.

La blessure de Joubert ne l'empêcha pas d'attaquer, le 27 floréal, le camp de Céva, où il entra le lendemain. Le général piémontais Colli se retira à Mondovi, protégé par le Tanero, rivière profonde, où Joubert faillit se noyer en cherchant à la passer. Il contribua aussi à la victoire de Mondovi et à la prise de Cherasco. Nous donnons ici les lettres de Joubert sur ces premières opérations de la campagne de 1796 ; les Français avaient pris 21 drapeaux, 55 canons, tué 10,000 hommes et fait 15,000 prisonniers en 15 jours.

« Du bivouac au-dessous de Céva, 18 avril 1796.

« Joubert à son père,

« Victoire complète ! Depuis huit jours nous nous battons : huit régiments pris, drapeaux, artillerie, et j'en suis quitte pour un coup de pierre que j'ai reçu à la tête, à l'assaut d'un château-fort où nous avons pris un lieutenant-général ennemi et 1,300 hommes des meilleures troupes sardes et autrichiennes. A présent, nous cernons Céva, et dans une heure il est sommé.

« Rien de plus terrible que l'assaut où j'ai été blessé en passant par un créneau : mes carabiniers me soutenaient en l'air ; d'une main j'embrassais le mur, je parais les pierres avec mon sabre, et tout mon corps était le point de mire de deux retranchements dominant à dix pas. J'ai paré deux pierres et n'ai reçu qu'un coup de feu dans mon habit, et j'ai été abattu au moment où je pénétrais. Ma colonne, étonnée de ce nouveau genre d'attaque était ébranlée. Il avait fallu me sacrifier, et je me suis ressouvenu d'avoir été grenadier. Un officier m'a aidé à me relever. Toute ma colonne me croyant tué, avait reculé de trente pas. Cet assaut n'a pas réussi ; nous y avons eu un général et un adjudant général tué ; mais l'ennemi, intimidé du premier coup de main, s'est rendu. Je m'étends sur cette affaire, parce qu'il n'y a rien de plus terrible. Pannetier était auprès de moi. J'ai été consolé de ma blessure en entendant mes chasseurs crier : *Vive notre général !*

« Le siège de Céva va nous laisser quelque repos.

« Pannetier a eu son habit percé en portant mes ordres. Ma blessure me gêne un peu, mais n'empêche pas le service le plus actif. Il faut enfin en finir, et je vous promets que nous allons en enragés. »

« Mondovi, 22 avril 1796.

« J'ai encore eu un coup de balle morte au sein droit. La richesse du pays rend à notre armée son amour du pillage, et je fais peste et rage auprès du général en chef pour faire fusiller quelques coupables. Car je prévois de grands malheurs, si cela continue. »

« 28 avril 1796.

« Joubert à son père,

« Nous venons de remplir un grand devoir, et nous sommes destinés à de grandes choses. Coni et Alexandrie sont remises en nos mains, jusqu'à ce que la paix soit arrêtée avec le roi de Sardaigne. Suspension d'armes avec ce roi, et tous nos efforts vont se diriger sur le Milanais.

« Après la prise de Mondovi, le baron Colli, général sarde, proposa une suspension d'armes au général en chef, en lui annonçant que le roi allait envoyer des plénipotentiaires à Gênes pour traiter de la paix... Le général répondit que, jaloux d'éviter l'effusion du sang, il accepterait la suspension d'armes si on lui donnait pour garantie Coni et Alexandrie. Après cette réponse, j'eus ordre de marcher sur Cherasco. Après la prise de Cherasco, un colonel ennemi vint annoncer qu'on était disposé à céder les deux places, mais qu'il fallait motiver des conditions et arrangements. Le général avec qui nous étions convenus que la paix était le but du roi, que son inaction nous laisserait le temps de finir l'armée de Beaulieu, pour presser davantage le roi, fit jeter la nuit un pont sur la Stare, me mit en marche pour Turin, car je commande l'avant-garde. Le colonel sarde, en retournant, nous trouva en devoir d'attaquer l'arrière-garde piémontaise. Cette précipitation hâta les décisions de la cour : un vieux lieutenant-général, de la Tour, fut dépêché la nuit avec plein pouvoir. Ce brave homme nous dit en passant : « Vous êtes des gens

terribles, n'allez pas au moins nous casser encore quelques gueules, car c'est inutile, demain nous serons amis... » Nous avons bien travaillé : en quinze jours détruire deux armées et forcer un roi à la paix. Je me ressens du bonheur général. J'ai huit chevaux, une collection de sucre et de café que je vous destine, bonne prise sur l'état-major ennemi... Je ne loge que chez des comtes, des marquis, qui nous appellent des héros et qui nous trouvent encore l'aimable caractère des Français. Nous ne parlons pas politique ; nous ne nous mêlons pas de leur gouvernement. Enfin les chances ont le plus heureusement tourné à l'avantage de la République, et j'ose dire que nous sommes dignes des destinées que nous lui préparons.

« Je vais enfin me reposer. Depuis quinze jours, seize heures à cheval chaque jour, sans compter les courses à pied. Aussi je suis comme un squelette et noir comme un maure. Ne m'oubliez pas près de la famille, et surtout de Charlotte. Mon frère vous embrasse.

« Votre très soumis et affectionné fils,

« JOUBERT. »

« Isola, 6 mai 1796.

« J'aurais voulu dater ma lettre d'Alexandrie, mais j'ai passé si rapidement avec mon avant-garde, que j'ai à peine eu le loisir de profiter des honnêtetés de M. le gouverneur, homme à crachats et à deux ou trois ordres au moins. Cette réception singulière me sera toujours présente à l'esprit. Figurez-vous deux généraux, qui voyagent depuis un mois, qu'on vient prendre en carrosse et conduire dans la citadelle la plus renommée du Piémont, qui se trouvent au milieu de tout un état-major de généraux et officiers ennemis, qui faisaient entre eux plusieurs siècles, et qui brillaient comme des soleils (quel contraste avec ces généraux de 27 ans, couverts d'habits bleus unis et tout usés !)

« Les Allemands venaient de quitter Alexandrie au moment

où le général Masséna et moi nous y faisions une reconnaissance avec 200 chevaux et 600 chasseurs à pied. Nous nous mîmes en bataille sous les murs de la ville, et nous envoyâmes un officier prévenir M. le gouverneur que nous allions lui présenter nos devoirs. Le commandant répondit qu'il dépendait du gouverneur de la citadelle qu'il allait prévenir... Nous lui fîmes dire que nous ne venions pas avec des vues hostiles, et sans attendre davantage nous entrâmes avec quarante dragons. Il pleuvait fort. Toutes les fenêtres étaient garnies de têtes, toutes les rues remplies de curieux ; la place d'armes fut pleine en un instant, et nous fûmes obligés de traverser une foule innombrable, qui venait voir ses vainqueurs. Le peuple n'était ni joyeux, ni triste. On ne distinguait que des mouvements de curiosité, et la tranquillité que l'armistice avait fait naître. Nous descendîmes au palais du gouvernement. *Il cavaliere Solaro*, décoré d'un crachat de tous les grands ordres, arrivait de la citadelle ; il nous pria à dîner, fit monter Masséna et moi dans son carrosse et fit accompagner nos officiers par des colonels.

« Lorsque je me vis dans la citadelle, séparé de nos troupes, avant que l'armistice fût officiellement connu, je craignais qu'on ne nous retînt pour l'échange des officiers généraux pris aux Piémontais. Je communiquai mes craintes à Masséna, qui était d'autant moins tranquille qu'il est du comté de Nice, quoique ayant toujours servi en France.

« Nous en fûmes quittes pour la peur. Nous dînâmes avec trois généraux, quatre colonels. Rien ne fut plus gai.

« Je reçus à l'instant l'ordre de marcher sur le Pô.

« Tout irait fort bien si le soldat ne se livrait pas au pillage : il n'y a pas de jours qu'on ne fusille quelques pillards. Malgré cette sévérité, cette fureur ne discontinue pas ; les paysans s'arment. Cependant la discipline commence à reprendre : le soldat voit qu'il sera assassiné sur ses derrières, et cette considération l'arrête plutôt que les exemples que nous faisons. Ils sont cependant fréquents.

« L'armée des Alpes peut nous rejoindre maintenant, quand le gouvernement voudra. »

A la fin de mai 1796, le Directoire ratifia la paix avec le roi de Sardaigne, qui céda à la France la Savoie et le comté de Nice, et les places fortes de Coni et d'Alexandrie jusqu'à la paix générale. Telle fut la fin d'une guerre de quatre ans avec le Piémont, qui compromit tous ses véritables intérêts en s'alliant avec l'Autriche contre la France. Les Piémontais, depuis lors, n'ont plus porté les armes contre nous, et ont combattu vaillamment dans les rangs de l'armée française, depuis Novi jusqu'en 1814.

Le 6 floréal an IV, Letourneur, président du Directoire, écrivit au général Joubert, pour lui transmettre, dit-il, les éloges que toute la nation doit à la conduite d'un brave et habile général. C'était à l'occasion de la blessure que Joubert reçut à l'attaque du château de Cossaria.

DEUXIÈME CAMPAGNE DE 1796

Nous diviserons la campagne d'Italie en plusieurs campagnes, pour être plus clair. La première campagne avait duré un mois, et avait eu pour résultat la soumission du Piémont. La deuxième campagne, qui eut lieu en mai et juin, se termina par la bataille de Lodi, la destruction de l'armée de Beaulieu, et l'occupation de toute la Lombardie. Bonaparte commença cette deuxième campagne en trompant de nouveau Beaulieu, auquel il fit croire, par ses dispositions, qu'il voulait passer le Pô à Valence, tandis qu'il passait le fleuve plus bas à Plaisance. Masséna et Joubert entrèrent les premiers à Milan. Les magistrats vinrent leur offrir les clefs d'or de la ville à la porte de Milan.

Le 22 mai, Joubert écrit à son père :

« Nous sommes entrés à Milan au milieu des applaudissements de tout un peuple. Beaulieu fait la sottise de laisser dans le château 2,000 hommes qui seront nôtres. »

L'enthousiasme des Milanais contraste avec l'attitude réservée des Piémontais à l'entrée des Français sur leur territoire, et avec la mauvaise volonté et les mauvais procédés des Vénitiens envers l'armée française, qui leur apportait cependant la liberté dont ils ne voulurent point alors. Cette différence dans l'accueil fait à l'armée de Bonaparte explique et justifie en partie, comme nous le montrerons plus tard, la conduite de la France pour le traité de Campo-Formio.

Joubert rend compte à son père du commencement de cette deuxième campagne dans une lettre du 11 mai :

« Passage du Pô à Plaisance. Déroute de l'ennemi sur l'Adda. A Lodi, 16 canons pris, etc., etc. Jamais on n'a tant fait, jamais rien de si héroïque. Hier trois bataillons de grenadiers passent un pont où huit hommes seulement pouvaient passer de front, pont défendu par 16 canons et 7,000 hommes. Je suis arrivé lorsqu'il n'y avait plus rien à faire, au milieu des acclamations d'un peuple immense.

« Le petit Modène paie sept millions et députe à Paris. Le Milanais nous fournit abondamment. Il n'existe pas de si beaux pays en Europe. Nous espérons que les soldats français républicains s'y soutiendront mieux que les soldats de nos rois. Nous vengerons les mânes de nos ancêtres tués à Pavie, de ceux qui reposent au Campo-Santo de Plaisance.

« C'est une chose inouïe comme nous poursuivons vivement les Autrichiens. Je n'ai pas encore éprouvé une telle lassitude et elle m'empêche de dormir. »

Après la bataille de Lodi, Beaulieu essaya de défendre la ligne du Mincio, en appuyant sa droite sur le lac de Garde et sa gauche sur Mantoue. Bonaparte passa le Mincio à Borghetto, du côté de Peschiera, espérant couper la retraite à l'armée de Beaulieu ; mais celui-ci se retira précipitamment derrière l'Adige, laissant une forte garnison dans Mantoue, dont les Français commencèrent le siège. Bonaparte chargea Joubert de protéger l'armée du siège de Mantoue, en se plaçant aux débouchés du Tyrol, où s'était réfugiée l'armée ennemie. Le 28 juin, Joubert, pour occuper les positions qu'il de-

vait défendre, força les retranchements construits par les Autrichiens au col de Campion, entre le lac de Garde et l'Adige.

Cette deuxième campagne assura aux Français la possession de la Lombardie. Rien ne peut donner une idée plus exacte de la démoralisation des officiers et généraux autrichiens à la fin de cette campagne, que ces paroles d'un colonel autrichien, au moment où il fut fait prisonnier : « Nous n'y comprenons plus rien avec ce jeune étourneau, qui nous attaque à gauche, à droite, par devant, par derrière. On ne sait plus que faire. Cette manière est insupportable. Aussi, pour ma part, je suis enchanté d'avoir fini. »

Voici maintenant les lettres de Joubert relatives à cette deuxième campagne. Ce fut lui qui entra le premier à Vérone, d'où le prétendant Louis XVIII venait de fuir précipitamment.

« De Vérone, ci-devant cour de Louis XVIII,
quartier général républicain, 2 juin 1796.

« Joubert à son père,

« Nouvelle victoire. Après avoir traversé le pays de Brescia, nos colonnes se sont avancées sur le Mincio... L'Autrichien gardait trois points principaux, nous avons attaqué celui du centre : l'avant-garde a pu seule donner. Tout a été enlevé à la charge et à la baïonnette ; l'ennemi, culbuté, n'a pu couper le pont où nous avons passé. Beaulieu se retire en désordre sur le Tyrol, nous laissant cinq canons, un général prince napolitain, après avoir eu sa cavalerie en déroute et une perte d'infanterie considérable. Notre division marche sur Vérone. Le reste de la cour de Louis XVIII a fui à notre approche, ainsi que ses chevaux et ses voitures. Les émigrés galopent à pied du côté de Venise. Et je crois que Vérone en sera pour deux millions pour les avoir soufferts. Je vais incessamment partir pour le Tyrol.

« Je ne suis pas malade, mais je suis fatigué à ne pouvoir le décrire. Tout le jour à cheval par des chaleurs excessives. »

« Campara, 7 juin 1796.

« Nous n'avons pas mis plus de vingt jours à chasser les Allemands de la Lombardie et du Mantouais. Les châteaux de Milan et Mantoue seraient bientôt rendus, si la promptitude de nos mouvements n'avait laissé en arrière nos équipages de siège. Beaulieu avait effectivement une cavalerie plus nombreuse que la nôtre ; mais dans le Milanais il n'a pas pu en tirer avantage. Le Milanais, qui, comme vous le dites, est le plus beau pays de l'univers, est coupé de canaux profonds d'eau vive, qui ne laissent de libres que les grands chemins, de sorte que nous n'avions jamais affaire qu'à des têtes de colonnes, et nos soldats surpassant les leurs en courage, le nombre était inutile. D'ailleurs notre infanterie s'est souvent mêlée avec la cavalerie et l'a toujours culbutée.

« Nos troupes se livrent malheureusement à tous les désordres. La rapidité de notre marche a relâché les chaînes de la discipline, et j'augure mal des suites. »

« Corona, 23 juin 1796.

« Lors du passage du Pô, j'étais à 15 lieues au-dessus de Plaisance. Ces 15 lieues, nous les fîmes en un jour et une nuit avec la troupe. A Lodi, j'étais à l'affaire du pont. Partout où est le général Masséna, je suis aussi, je commande toujours son avant-garde. Comme ma troupe est légère, je flanque les colonnes de lignes pour les éclairer et les préserver de la cavalerie. Voilà ce qui fit que je ne pus me replier sur le pont qu'au moment du passage. La même chose m'est arrivée au passage du Mincio à Borghetto. Telle est la raison du silence tenu à mon égard. Quand une division n'opère que moralement, c'est-à-dire par sa présence, on ne parle que du général divisionnaire... Tout, dans le Milanais, a été disputé sur les ponts et les chaussées... Je me trouve à présent l'avant-garde de l'armée entière, gardant tout l'espace depuis

la tête du lac jusqu'à l'Adige. Nous couvrons ainsi l'armée du siège de Mantoue.

« Il paraît que nous marcherons dans le Tyrol. Toute l'infanterie légère, plus propre à cette expédition, est réunie derrière moi. Il paraît que nous tiendrons bientôt concile à Trente, dont nous ne sommes qu'à 10 lieues.

« Je n'ai point répondu au Directoire ; je me soucie fort peu d'être connu autrement que par mon assiduité à demeurer à mon poste. Le Directoire a dû voir par les états de situation de l'armée que je n'ai jamais quitté ma brigade. J'ai d'ailleurs eu, depuis lors, des félicitations de la part du Directoire par le général en chef, sur l'affaire des hauteurs de Céva, où ma brigade en sauva une autre par un mouvement des plus hardis.

« ..... Le café, le sucre et les liqueurs ne sont point mon fait. Je les ai constamment refusés, même chez les grands d'Italie. Je ne prends que de l'eau-de-vie dans les moments où la fatigue la rend indispensable. Encore nous en manquons depuis un mois. Du lait ou du gros vin sont nos seules boissons dans les montagnes du Tyrol. »

Après le combat de Borghetto, l'ennemi se retira sur les montagnes, pour défendre l'entrée du Tyrol ; le 10 messidor (28 juin), Masséna ordonna à Joubert d'attaquer le col de Campion, entre l'Adige et la tête du lac de Garde. Le chef de bataillon Marchand tourna l'ennemi par la droite, et les soldats de Joubert, sans tirer un seul coup de fusil, gravirent des rochers escarpés et enlevèrent tous les retranchements à la baïonnette. Joubert raconta ainsi cette affaire à son père :

« Corona, 8 juillet 1796.

« Vous parlez de la bravoure des Tyroliens et des impériaux : avec 600 carabiniers, j'ai attaqué, dans des redoutes fermées qui se tenaient les unes aux autres, sur une montagne haute de plus d'une lieue, 400 paysans à cocarde blanche et

armés d'arquebuses, et deux bataillons allemands faisant plus de 1,200 hommes, en présence de plus de 2,000 Allemands rangés en bataille sur une autre montagne, que 700 hommes seulement tenaient en échec, et mes carabiniers ont tout enlevé. J'avais 1,300 hommes, l'ennemi 3,500, et je lui ai mis toute sa gauche en déroute. Vous devez juger par là du découragement de l'ennemi et de la hardiesse de nos troupes. On dit que mon camarade, le général autrichien, me traite de téméraire, et dit qu'il m'y prendra, enfin que je la lui payerai; de sorte que je prends garde, et que je lui prépare un autre tour. Cette journée a été si fatigante pour moi, portant moi-même mes ordres, parce que je ne trouvais personne qui pût aller aussi vite que moi (et je multipliais aussi mes officiers), que mon estomac a considérablement souffert. Je ne digère que difficilement.

« La paix amènera le crédit en France. Nous en avons besoin. Quant à nous, grâce à l'argent des Italiens, nous ne sommes pas mal. »

TROISIÈME CAMPAGNE

BATAILLES DE LONATO, DE CASTIGLIONE, D'ARCOLE

La Haute-Italie avait été conquise en deux mois. Il s'agissait de la garder. Bonaparte, en mai, avait communiqué au directeur Carnot son plan, qui consistait à franchir les montagnes du Tyrol, pour rejoindre l'armée du Rhin, et porter la guerre au cœur de l'Allemagne. Le Directoire fut épouvanté de ce plan gigantesque, et voulut imposer à Bonaparte un plan plus dangereux encore. Carnot voulait que l'armée fût divisée en deux corps. L'un avec Kellermann défendrait la Lombardie, pendant que Bonaparte, avec le deuxième corps, irait punir les cours de Rome et de Naples. Les Français ont toujours perdu l'Italie aux XVI[e] et XVII[e] siècles, en se divisant. Cette faute amena en 1799 nos désastres de la Trebbia et de

Novi, où Joubert perdit la vie pour cette erreur militaire dont il n'était pas coupable, comme nous le verrons.

Bonaparte, plutôt que d'accepter le plan de Carnot, offrit sa démission. Le Directoire le laissa alors libre de défendre l'Italie, comme bon lui semblerait. La tâche était lourde même pour lui. Il résolut de suite de défendre la ligne de l'Adige, comme celle qui couvrait mieux l'Italie. En juin 1796, Beaulieu avait été remplacé par Wurmser, qui emmena avec lui des bords du Rhin 30,000 hommes de vieilles troupes, qui portèrent l'armée autrichienne à 60,000 hommes, outre 15,000 en garnison à Mantoue. Les Français avaient 40 à 45,000 hommes. Wurmser commit la même faute que Beaulieu en divisant son armée, dont le quartier général était à Trente. Il détacha 20,000 hommes qui devaient suivre le lac de Garde du côté occidental et arriver à Brescia, pendant que lui-même, avec 40,000 hommes, descendrait entre l'Adige et le lac de Garde. La jonction des deux corps devait avoir lieu à la pointe du lac. Bonaparte, avec son coup d'œil d'aigle, vit de suite qu'en concentrant toutes ses forces, il avait le temps d'accabler les 20,000 hommes qui devaient déboucher sur Brescia avant l'arrivée de Wurmser à Peschiera.

Joubert, avec sa brigade, défendait la position de Corona en avant de Rivoli, entre le lac et l'Adige. Attaqué par toute l'armée de Wurmser, il fut enveloppé et forcé de battre en retraite. Mais sa résistance avait été si opiniâtre, malgré l'énorme infériorité du nombre, qu'il fallut un jour ou deux à Wurmser pour forcer le passage et pour pouvoir s'étendre dans la plaine, ce qui donna à Bonaparte le temps de concentrer toutes ses troupes en abandonnant le siège de Mantoue.

Déjà le corps autrichien de 20,000 hommes qui avait suivi la rive du lac de Garde à l'ouest, débouchait par Salo, s'emparait de Brescia, et menaçait nos communications avec Milan. Bonaparte court à marches forcées sur Lonato, où il arrête l'ennemi. Ce fut à l'occasion de cette première rencontre, qu'il dit plus tard : « J'étais tranquille, Dallemagne était là, avec la trente-deuxième demi-brigade. » On sait que le général Dallemagne était du Bugey, et que la fameuse trente-deuxième était composée en grande partie de volontaires de l'Ain, incorporés dans cette demi-brigade. Augereau reprend Brescia le 1er août. Le lendemain, Bonaparte

est enveloppé par les Autrichiens. Sans s'émouvoir de l'échec subi d'abord par ses deux ailes, il forme une colonne serrée avec deux demi-brigades, appuyée par un régiment de dragons, et fond sur le centre ennemi que Kusdanovitch avait affaibli pour envelopper les Français. Les Autrichiens, coupés en deux, sont en pleine déroute, nous laissant 20 canons. Telle fut la bataille de Lonato, où Bonaparte obtint la victoire par une manœuvre qui lui réussit également à Castiglione.

Bonaparte se retourne alors pour faire face à Wurmser, qui, au lieu de chercher à faire sa jonction avec les 20,000 Autrichiens battus à Lonato, était allé à Mantoue, espérant surprendre l'armée de siège, qui avait disparu, ne laissant devant Mantoue que ses affûts de canon brûlés. Wurmser se précipite alors au Nord pour rejoindre ses deux divisions battues à Lonato, et s'étend dans les plaines de Castiglione. Bonaparte fait alors tous ses efforts pour rallier toutes ses troupes. Sentant l'importance d'une bataille qui va décider du sort de l'Italie, il déploie une activité inouïe, jusqu'à porter ses ordres lui-même. Ce fut dans un de ces mouvements si brusques qu'il se trouva à Lonato avec 1,000 hommes, entouré par 4,000 Autrichiens auxquels il fit mettre bas les armes par une simple sommation. La vérité de ce fait nié par les historiens allemands, attesté par M. Thiers sur le témoignage d'un homme peu connu, est confirmée par le récit de Joubert, dans une lettre que nous verrons bientôt.

Le 5 août (18 thermidor) 25,000 Français, rangés en bataille sur les hauteurs de Castiglione, reçurent le choc de 46,000 Autrichiens. Bonaparte devina de suite le plan de Wurmser, qui cherchait à étendre sa droite, pour gagner Lonato, afin d'envelopper les Français. Bonaparte favorisa ce mouvement en repliant sa gauche, tenant son centre immobile, et en poussant sa droite en avant pour s'emparer de la redoute de Medolano. Il attendait pour marcher lui-même avec le centre, l'arrivée de Serrurier qui, venant de Mantoue, devait tomber sur les derrières de l'ennemi. Aussitôt que l'on entend le canon de Serrurier, Augereau, dont l'avant-garde était commandée par Joubert, attaque le centre de l'ennemi, appuyé sur la tour de Solferino. La gauche des Français reprend l'offensive, la ligne affaiblie des Autrichiens est rompue, et Wurmser bat en retraite. En quinze jours, 30,000 Français avaient détruit une armée

de 60,000 hommes. Résultat inouï qui consterna en Italie tous les gouvernements rétrogrades.

Voici les lettres où Joubert raconta à son père les batailles de Lonato et de Castiglione :

« Vérone, 9 août 1796.

« Joubert à son père,

« Le 11 thermidor, l'armée de Wurmser, forte de 50,000 hommes, a attaqué nos deux postes principaux, Salo et Corona : je commandais le dernier. Ils ont été tournés et forcés ; nous avons fait une belle retraite sur Peschiera, le 12. Le même jour, Vérone et Porto-Legnano ont été évacués par nous, et les troupes se sont rapidement portées dans la partie de Salo, qui, étant sur nos derrières, nous faisait craindre d'être coupés. Le 13, Salo a été repris, et le général Guieux, qui était cerné dans le château, dégagé. Mais l'ennemi ne se trouvait pas là en force ; il avait filé sur Brescia, y avait pénétré, nous avait pris deux mille malades, une quantité d'officiers généraux malades ou convalescents, et beaucoup d'effets militaires. Le général Bonaparte, inquiet de la hardiesse des mouvements de l'ennemi, qui avait jeté de la cavalerie sur nos flancs et nos derrières, nous coupant toutes les routes, Bonaparte, qui se voyait pris par le flanc, par le front et sur ses derrières, laissait raisonner ceux qui lui conseillaient une retraite derrière l'Adda. Le 13, il avait fait lever le siège de Mantoue ; toutes les pièces de siège furent abandonnées, et le général Serrurier, qui le commandait, se retirait avec ses troupes à Ponte-Montecaria, derrière l'Oglio. Les bagages de tous les officiers de l'armée avaient été pillés par les paysans italiens qui s'assemblaient par centaines et massacraient les traîneurs ; rien n'était plus critique que notre position. Cependant le 14, toute l'armée est réunie de Lonato à Montechiaro ; tous les officiers résolus parlaient de bataille ; l'armée la demandait à grands cris ; Bonaparte ne désirait que ce moment. « J'apprendrai, dit-il, à Wurmser ce

« que l'on gagne à couper 25,000 Français » ; et le même jour nous marchons sur Brescia. Mais il était trop tard, l'ennemi averti avait fui ; nous délivrâmes une partie de nos malades. Le 15, l'armée, au lieu de continuer sa retraite, se retourna brusquement, à la nouvelle que Wurmser la suivait dans la plaine et nous avait enlevé Castiglione et les magasins qui étaient dedans. Et au moment où les Allemands nous croyaient en marche vers le Pô, ils furent attaqués sur tous les points : dans la partie de Brescia, par le général Despinois ; dans celle de Lonato et Salo, par Masséna. La journée du 16 fut sanglante et décisive. Le général Despinois était divisé dans les montagnes en deux colonnes, la sienne et celle de l'adjudant-général Herbin. Herbin fit des merveilles, repoussa l'ennemi à cinq lieues, lui fit des prisonniers. Despinois fut culbuté sur Brescia, sans perte, parce qu'il ne se battit pas. Mais ce n'étaient là que des corps détachés ; l'armée était à Lonato, et c'est là que l'ennemi fut battu complètement sur tous les points. Le résultat fut trois drapeaux, six mille prisonniers et le champ de bataille couvert de morts ; le résultat fut que les deux corps de Wurmser furent coupés et n'eurent plus de communication entre eux.

« Le 17, quatre mille Allemands, séparés de l'armée par l'affaire de la veille, envoyèrent à Lonato sommer trois cents hommes qui le gardaient, de se rendre. Bonaparte s'y trouvait en personne : « Apprends, dit-il, à ton général que tu parles « à Bonaparte, et que pour prix de son insolence, s'il n'a pas « mis bas les armes sous cinq minutes, je le passe au fil de « l'épée. Qu'on lui débande les yeux. Vois, continua-t-il, les « montagnes garnies de mes troupes, et n'oublie pas que le « terme n'est que de cinq minutes. » Il n'y avait pas plus autour de Lonato de 4,000 Français dispersés. Les Allemands étaient réunis et pouvaient percer ; mais Bonaparte avait parlé : ils mirent bas les armes. »

BATAILLE DE CASTIGLIONE

« Le 18, toute l'armée fut réunie dans la plaine de Castiglione. Wurmser couvrait avec la sienne le siège de Peschiera, petite ville vénitienne, à la pointe du lac de Garde, et à l'origine du Mincio, que nous avions mise à l'abri d'un coup de main. La nuit du 17 au 18, le général en chef nous parla toute la nuit des dispositions à prendre. Nous n'avions en face de l'ennemi que 7,000 hommes ; il paraissait au nombre de 20,000. — Pas de doute que nous ne fussions attaqués à la pointe du jour. Trois divisions étaient attendues ; mais à neuf heures du matin il était à craindre qu'elles ne fussent pas toutes arrivées, et il était à présumer que les Allemands auraient le temps de nous forcer. Nous résolûmes tous, au point du jour, en face de l'ennemi, de faire un mouvement rétrograde sur Castiglione, de nous y serrer, et de nous y défendre jusqu'à ce que les divisions Masséna et Despinois fussent arrivées, et de lui livrer alors bataille, passant brusquement de la défensive à l'offensive. Nous attendions encore la division Serrurier ; mais comme il avait 25 milles à faire, on ne comptait pas beaucoup sur lui. Au point du jour, le mouvement rétrograde se fait ; l'ennemi nous suit pas à pas, garnit les positions que nous quittons, et croyant ou que nous nous retirons, ou que nous voulons nous jeter sur le lac pour donner la main à Peschiera, il dégarnit son centre placé sur un monticule très militaire, et fait filer de gros corps d'infanterie et de cavalerie entre le lac et notre ligne. Ce mouvement donne le temps à nos divisions d'arriver. A neuf heures, nous entendons une fusillade et du canon sur notre droite. Bonaparte court à moi : « Vois-tu Serrurier qui attaque à son arrivée? Tu « devrais déjà être engagé ; pars avec tes chasseurs et force « le centre de l'ennemi. » Rien n'était plus heureux que cette arrivée imprévue de Serrurier. L'armée applaudit au signal de la bataille, et je suis déjà en marche. Les colonnes de la

plaine étaient ébranlées sur notre droite ; cinquante bouches à feu y tonnaient rapidement. Mon feu était engagé au centre : le général Augereau me soutenait avec de la troupe de ligne ; en une heure et demie je m'emparais à la baïonnette du village de Solferino, défendu par 6,000 Autrichiens et six grosses pièces d'artillerie. La gauche de l'ennemi fut forcée en même temps, et sa droite obligée de fuir presque sans combats. Nous poursuivîmes l'ennemi jusques à Borghetto, où il passa le Mincio en désordre. Le 19, Augereau fit mine de l'attaquer à Borghetto, tandis que Masséna, qui était entré la nuit dans Peschiera, attaqua 6,000 hommes dans le camp retranché qui faisait le corps de siège ; ils furent forcés et laissèrent quinze pièces de canon. On poussa rapidement sur Castel-Novo et Vérone où nous sommes actuellement. L'ennemi s'est sauvé dans le plus grand désordre sur le Tyrol, et Wurmser, en huit jours, a perdu plus de 25,000 hommes, tout le renfort qui lui était venu du Rhin. Voilà ce qui s'appelle détruire rapidement une armée ! On nous a crus battus dans l'Italie, et à peine peut-on croire encore que nous sommes vainqueurs. Voilà en détail les opérations du plus singulier événement de la guerre. Pour ce qui me regarde, je n'osais, après ma défaite de Corona, me présenter à Bonaparte ; mais tous les volontaires avaient parlé de ma défense. Il me prévint lui-même et me dit que j'avais fait mon devoir. »

Dans le reste de la lettre, Joubert raconte son départ de Brescia, pour aller à la bataille de Castiglione, en ces termes :

« Le 16 thermidor, j'étais à Brescia, j'allais me mettre au lit. Une ordonnance arrive : « Partez, bien portant ou « malade, m'écrivait le chef de l'état-major, pour Castiglione ; « soyez-y arrivé avant six heures du soir. » Deux généraux avaient été tués le 16 ; il devait y avoir bataille le 18 ; on voulait que je les remplaçasse. J'arrivai à l'heure indiquée : Voilà Joubert, dit un des aides-de-camp du général en chef,

c'est un bon augure pour la journée de demain. « Il faut « encore que tu donnes un coup de collier, me dit Bonaparte, « et nous nous reposerons ensuite. » Je l'ai vivement donné ce coup de collier ; je suis à présent à Vérone ; ruiné, tous mes équipages sont perdus ; malade, jamais je ne fus si épuisé. Mon frère court dépenser trente louis qui nous restaient, pour nous refaire un porte-manteau. Cependant Bonaparte m'a promis de faire en sorte que je fusse remboursé. Au reste, mon père, j'attends la paix après un aussi grand événement, et j'espère vous embrasser bientôt. »

« Vérone, le 30 thermidor an IV (17 août 1796).

« La droite de l'armée du Rhin combine déjà ses opérations avec les nôtres, et nous allons, je crois, faire un mouvement général pour resserrer le reste de l'armée de Wurmser entre les deux nôtres.

« Vous allez voir le rapport de Bonaparte au Directoire sur nos dernières opérations. Il y parle de tous mes camarades, et je suis à peu près le seul oublié. J'en ai vivement fait mes plaintes au chef de l'état-major qui me demandait mon rapport historique ; je vous le fais passer, vous y verrez si j'ai motif de me plaindre. J'affecte de n'y rien dire de moi, quoique tout le monde sache que je me suis battu de ma personne, comme un désespéré, sans manquer, comme vous le verrez par mes dispositions, au devoir du général ; mais je suis sûr que personne n'osera me refuser cette justice.

« Je ne puis attribuer ce silence sur mes opérations qu'aux raisons qu'a le général Masséna de ne point faire connaître un événement où l'on verrait de sa faute. Nous étions en difficulté sur le poste de Corona : je prétendais que je pouvais être tourné par ma gauche ; que nos forces n'y étaient point suffisantes ; qu'il fallait, pour me soutenir, avancer la tête d'une autre brigade ; je prétendais qu'une demi-brigade que j'avais eu ordre de placer sur ma droite pouvait être coupée

sans que je pusse la secourir. Le chef de l'état-major vint pour juger ce différend qui intéressait l'armée, car Corona en était la clé. Il vit que j'avais raison, et il allait rectifier ma position ; mais l'ennemi le prévint, et je fus attaqué avant le changement. Tout ce que j'avais prévu est arrivé ; c'était ce qu'on disait partout au quartier-général. Je n'ai donc aucune inquiétude là-dessus, mais Masséna n'a eu intérêt de ne rendre compte de rien que pour ne pas faire parler davantage ; et j'ai raison d'être fâché d'un silence qui fait tort non-seulement à moi, peu m'importerait, mais à toutes mes braves troupes et à des officiers qui se sont distingués. Piqué de voir ma brigade oubliée, j'ai profité de l'ordre du chef de l'état-major de faire un narré historique de mes opérations pour avouer franchement mon mécontentement. Au reste, si vous me demandiez où j'étais, je vous répondrais que je faisais l'avant-garde de Masséna le 11, le 12 (bataille de Lonato), et qu'à la bataille du 18 (bataille de Castiglione), je faisais celle du général Augereau, attaquant le centre de l'ennemi. Les généraux divisionnaires ont encore tout eu pour eux : *Sic vos non vobis fertis aratra, boves !*

« Mon adjoint et intime ami Marchand, qui a été blessé à Corona, a été chargé de vous donner de mes nouvelles, à mon départ subit de Bresse pour l'armée. Ce digne jeune homme, j'ai bien cru avoir à le pleurer. La balle le perçait sous le sein gauche, et était restée dans le corps ; les chirurgiens la croyaient dans la poitrine, mais ils se sont trompés. Il se porte aussi bien que possible dans pareille occasion, et il s'achemine honorablement pour son pays, près de Grenoble. Si jamais vous aviez occasion de le voir, traitez-le comme le meilleur de mes amis et le plus honnête homme que je connaisse. Nous avons parcouru notre carrière militaire ensemble ; je dois beaucoup à ses conseils, et c'était toujours mon bras droit. De combien de pas difficiles il m'a tiré où je serais demeuré, si je n'eusse pas été aussi dignement secondé ! Sang-froid, bravoure, instruction, manières engageantes,

caractère solide et fidèle, voilà l'officier dont me prive l'affaire de Corona. Je compte beaucoup sur Pannetier ; mais il lui faut, avant qu'il arrive au but de Marchand, au moins toute l'expérience que ce dernier avait prise avec moi, deux ans de service à l'état-major dans des circonstances difficiles.

« Dites à ceux à qui la lecture de ma lettre du 22 thermidor et le rapport de B..., où je suis oublié, ont fait impression, que je me soucie fort peu de ceux qui me jugent de loin, et que mes compatriotes de Pont-de-Vaux, que j'ai commandés à Corona et à Solferino, me rendront en tout temps justice avec toute l'armée. A Corona, je commandais la 18e légère où est André, capitaine. A Solferino, je commandais, entre autres, le 51e de ligne où est le bataillon de l'Ain dont je sors ; donc tous les volontaires de Bourg et de Pont-de-Vaux m'ont vu à l'œuvre, et je puis défier les censeurs. »

« Vérone, 6 fructidor an IV (23 août 1796).

« Je puis, comme vous le dites, avoir été desservi ; mais je ne puis jamais être dégoûté, et mon devoir sera toujours la première de mes affections. Au reste, Bonaparte est trop grand pour avoir écouté des choses désagréables à mon égard. S'il ne m'a point flatté dans ses rapports, c'est qu'il sait que je n'en ai pas besoin. Je veux bien qu'on lui ait laissé ignorer ce que toute l'armée sait, que je me suis battu en désespéré, et avec tout l'avantage possible, sans jamais rien perdre de mon sang-froid ; mais il ne peut pas toujours se faire qu'on parle du même homme, et c'est peut-être un bien. Si j'ai eu des jaloux, c'est parce qu'on a parlé de moi une fois. J'ai fait mon devoir, je le ferai ; jamais je ne cacherai la vérité. Pour de la gloire, je n'en suis point passionné ; je l'aime raisonnablement, et l'opinion que mes camarades ont de moi me suffit. Quant à l'affaire du 11 thermidor, j'ai marché, je me suis trouvé partout, j'ai tout dirigé ; mais quand un général ordonne, il est censé tout faire, il répond de tout. Bonaparte

a voulu être laconique, il n'y a rien là à dire. Le général autrichien a presque eu raison, mais ma retraite lui a coûté 400 morts sur le champ de bataille, 1,200 blessés ; mais j'ai arrêté, avec des troupes battues, sa marche triomphante ; chaque pied de terrain que le nombre lui faisait gagner, il le payait de centaines d'hommes, et je crois que c'est lui qui a eu à se repentir de sa témérité.

« Vous devinez assez juste les événements de cette guerre, mais je crois que si vous avez encore longtemps à les juger, vous ne verrez pas beaucoup de victoires. Plus nous allons, plus l'ennemi se resserre ; nos armées se joignent, mais l'ennemi s'approche de son centre, et combien de chances favorables pour l'attaque n'aura-t-il pas sur nous ! Nous laissons de droite et de gauche des villes fortes, des pays à contenir, des habitants qui nous haïssent cordialement. Nous faisons la guerre sans argent ; nos armées se fondent, point de recrutement, un mauvais esprit dans les départements. Je prévois que nous devons avoir la paix ou des revers. La fortune change de parti, et je n'ai jamais espéré en vain la victoire après que nous avons été battus. Les Allemands, après tout, sont des hommes et défendent leurs foyers. Une défaite en pareil cas, où nous mènerait-elle ? Que l'expérience vous fasse ressouvenir de la retraite des Prussiens dans la Champagne, de Dumouriez dans la Belgique, de Pichegru et Jourdan des Pays-Bas au-delà du Rhin, de Wurmser devant Strasbourg et de Wurmser faisant lever le siège de Mantoue. Tous ces événements ont coûté des armées. Que le Directoire y pense, et que des succès ne l'enorgueillissent point : les revers succèdent rapidement aux succès ; c'est comme les nuits aux jours.

« Le bruit se répand que Moreau a été battu par Charles ; les Vénitiens le disent, nous ne le croyons pas, mais enfin c'est dans les choses possibles. Ce qu'il y a de sûr, c'est que nous devrions déjà être partis pour Trente et que nous sommes encore à Vérone. Il est vrai que le retard n'est encore que

d'un jour, et qu'on ne peut encore rien dire. Au reste, je crois que nous n'avons rien fait que pour une paix glorieuse, et si on en laisse passer l'occasion, il faut s'attendre à tout. »

Les lettres que nous venons de lire et celles qui suivront, indiquent une altération profonde dans la santé de Joubert, ainsi qu'un refroidissement notable de Bonaparte à son égard. Comment expliquer autrement le silence de celui-ci sur la part prise par Joubert aux opérations contre Wurmser, tandis que dans ses rapports il mentionnait d'autres moins dignes ? Joubert, quoique ressentant vivement un oubli qui devait être fort remarqué par son père et dans son pays, ne montra ni ressentiment ni aigreur contre son général en chef. Il accepta avec résignation, et sans envie contre les autres généraux, la position secondaire qui lui était faite, soit par son échec à Corona, avant la bataille de Lonato, soit par son état maladif. Bonaparte était trop grand, suivant l'expression même de Joubert, pour ne pas rendre bientôt justice à son lieutenant, et nous le verrons réparer avec magnanimité les torts qu'il avait eus à son égard.

Il est juste aussi de reconnaître que Bonaparte eut quelques raisons assez plausibles pour montrer quelque temps une certaine réserve à Joubert. Un général en chef a le droit d'exiger de tous ceux qui servent sous lui une soumission entière à ses volontés et une grande réserve dans l'expression de leur opinion personnelle sur les opérations qu'il dirige. Joubert était très franc, disait ouvertement sa manière de penser sur notre situation en Italie dans ses conversations comme dans ses lettres ; et lorsqu'il s'exprimait, avec sa vivacité ordinaire, sur les dangers d'une guerre poussée à outrance si loin de la France, Bonaparte pouvait par suite avoir, sans trop d'injustice, une certaine irritation contre lui. Ainsi, Joubert écrivait souvent à un représentant, né à Pont-de-Vaux, Deydier, qui fut un de ses protecteurs, et dont le nom pour cela mérite d'être conservé. Quand Joubert était dans le comté de Nice simple lieutenant, il avait déjà exprimé à son père son étonnement de voir dans le *Moniteur* un rapport à la Convention, renfermant une relation qu'il avait envoyée à Deydier sur l'établissement de l'administration française à Nice.

Le 23 août 1796, il écrit de nouveau sur ce sujet à son père :

« Deydier fait, je crois, imprimer les lettres que je lui envoie. Bonaparte m'a parlé d'une lettre imprimée dans un journal, et qui ne peut être écrite que par moi, étant le seul général dans le Tyrol. Informez-vous de ce fait. Je n'aime pas qu'on m'imprime. Assez de fous paraissent sur la scène, sans que j'en augmente le nombre. Et ma patrie a besoin de mon bras et non de ma plume. »

« Brescia, le 2 complémentaire.

« Ailleurs qu'à l'armée, je ne veux avoir à rendre de compte qu'à vous. Je ne me soucie d'être connu que de vous. »

Cette trop grande franchise de Joubert put mécontenter et éloigner de lui momentanément son général en chef. Mais les caractères ouverts finissent presque toujours par inspirer plus de confiance que d'autres plus réservés. Car, avec les gens qui disent toujours ce qu'ils ont au fond du cœur, on n'a pas à craindre d'arrière-pensées. Cette confiance, inspirée par la sincérité bien connue de Joubert, explique la sympathique attraction qu'il exerça toujours sur ceux qui avaient affaire à lui, même sur les hommes se livrant le moins, comme Bonaparte et Sieyès.

L'inaction de Joubert, en septembre et octobre 1796, eut pour cause moins sa disgrâce auprès du général en chef que le mauvais état de sa santé. La chaleur, si défavorable aux tempéraments nerveux comme le sien, et les fatigues avaient altéré la constitution si délicate de Joubert, qui pendant ces deux mois commanda à Brescia et à Legnano, et ne prit aucune part aux opérations de Bonaparte dans le Tyrol italien, qui eurent lieu après la bataille de Castiglione. Joubert écrivit de Brescia à son père :

« L'armée est partie le 16 pour le Tyrol. Je suis encore *in statu quo*. N'en soyez pas satisfait ; car dans notre position, malheur à ceux qui ne peuvent pas suivre l'armée. »

Il fait probablement allusion aux intrigues vénitiennes qui devaient plus tard amener le massacre des Français à Vérone.

« Mais la même Providence qui m'a gardé dans d'autres événements critiques me sauvera peut-être encore et d'une longue maladie et d'une trahison. Je ne crains que cela. »

D'autres lettres prouvent que les habitants de Brescia conspiraient contre les Français.

Pendant que Joubert reste à Brescia, Bonaparte poursuit dans le Tyrol Wurmser qui commet encore la faute de diviser son armée en deux corps, au milieu desquels était Bonaparte. Le 4 septembre, bataille de Roveredo. Le 5, occupation de Trente par les Français. Wurmser espère les enfermer dans la vallée du Haut-Adige. Bonaparte franchit des gorges jugées impraticables, et se plaçant entre l'Autriche et Wurmser, il bat les Autrichiens, leur enlève un matériel immense, et les refoule sur l'Italie. Il les atteint de nouveau à Saint-Georges, remporte une nouvelle victoire, et force Wurmser à se renfermer dans Mantoue avec les débris de son armée. Le plan de Bonaparte était de prendre les Autrichiens entre lui et la place de Legnano, occupée par les Français. Mais la négligence du commandant de cette place permit à Wurmser de gagner Mantoue.

Pendant cette marche des Français dans le Tyrol italien, les Vénitiens qui crurent que Bonaparte ne réussirait pas dans une expédition aussi aventureuse, se préparèrent à accabler les Français battant en retraite. L'aristocratie voyait avec terreur les idées nouvelles répandues dans la population, surtout dans la bourgeoisie, par la présence de l'armée française. La conduite lâche et perfide des gouverneurs vénitiens inspira à tous les généraux la plus profonde antipathie pour la nation vénitienne, dont les nobles s'entendaient avec l'Autriche, et dont les paysans, soulevés par le fanatisme, massacraient nos soldats isolés La lettre suivante de Joubert montre combien il ressentait vivement les torts du gouvernement vénitien vis-à-vis de la France, torts qui furent si durement expiés.

« Brescia, 9 septembre 1796.

« J'existe dans le plus exécrable pays où puisse habiter un Français. Je sais officiellement que Bonaparte a battu complètement les Autrichiens entre Roveredo et Trente ; qu'il leur a

tué 2,000 hommes, fait 5 à 6,000 prisonniers, pris 7 drapeaux et dix-huit pièces de canon ; que, depuis, il s'est emparé de Trente, il poursuit l'ennemi ; et l'on vient me dire que nous avons été battus, que nous nous sommes retirés sur Roveredo, que l'ennemi est à Vérone et qu'il menace Brescia : chose impossible, mais que l'on vient me débiter avec emphase dans un beau palais où je suis arrivé languissant de Vérone, ayant été obligé d'en partir avec tous les malades, parce qu'il pouvait se faire que l'armée s'enfonçant dans le Tyrol, le corps ennemi qui était à Vicence n'insultât cette ville. Et l'on vient me dire cela dans un moment où je suis tellement malade, que je ne puis presque me soutenir. A tout instant, voilà les belles consolations que je reçois des seigneurs vénitiens : aussi viens-je de leur interdire ma porte. J'ai ordonné à Martin, mon domestique (volontaire de Pont-de-Veyle), que je n'entendais point être en pension chez ces messieurs, qu'il me fit ma cuisine et ne reçût rien de la maison. C'est cependant une maison si riche qu'elle a table ouverte pour les Français, 25 domestiques et des voitures à discrétion. Le maître, étonné, est venu pour me faire ses plaintes ; il a trouvé porte fermée. Il m'a envoyé son homme d'affaires, et je lui ai fait dire que partout où j'allais, je vivais à ma manière et voulais être maître chez moi. Il m'a cependant envoyé un médecin ; je n'ai pas voulu le recevoir et j'ai fait appeler celui qui me plaisait. Il y a de quoi rire de voir dans un palais mon pot au feu et mes grenouilles figurer avec des galas de vingt couverts. On rit de la maladresse de mon Martin, et les 25 laquais, qui avaient commencé à m'ennuyer avec leurs questions : *Ella commandi qualche cosa* ? fuient à présent mes appartements : cela m'amuse. Des officiers qui fréquentent le palais ont voulu me faire des représentations, sûrement de la part du procurateur, disant que tous les généraux ne s'étaient point comportés de même ; que c'était une originalité de mener l'attirail d'un camp dans une maison où il y avait bonne cuisine, et que, pour un malade, c'était ridicule. Je leur ai répondu





que j'étais trop franc pour fraterniser avec mes ennemis, que les généraux qui avaient logé avant moi n'avaient fait que passer, et qu'enfin je ne verrai pas davantage des officiers qui payaient leur écot en écoutant tranquillement blasphémer contre la République. Ma réponse a plu et déplu : c'est l'ordinaire. »

Nous plaçons ici plusieurs lettres qui indiquent les préoccupations de Joubert pendant ce repos forcé de deux mois. Le 4 septembre 1796, il écrit à son père pour lui annoncer le retour à Pont-de-Vaux de son frère, qui était son aide-de-camp, et que sa mauvaise santé forçait à retourner dans ses foyers. Joubert, en faisant l'éloge des bonnes qualités de son frère, le recommande à son père avec une tendre sollicitude. Il avait pour ce frère cadet les soins d'un père. « Je lui ai recommandé d'éviter Lyon, et d'aller de Grenoble à Bourg, par crainte des assassins. »

C'était le temps où les compagnies de Jéhu assassinaient les patriotes autour de Lyon.

La maladie de Joubert n'était pas aussi sérieuse qu'il le pensait. Son médecin lui assurait qu'elle était due uniquement à la fatigue physique et morale, que le repos lui rendrait la santé et que sa poitrine n'était point attaquée.

« Il semble, écrit-il à son père, que cette année les malheurs ne finissent pas dans notre famille (Joubert venait de perdre sa sœur Charlotte qu'il aimait beaucoup), et avec ces chagrins domestiques joignez toutes les inquiétudes mortelles de mon état. A chaque heure répondre de la vie de plusieurs milliers d'hommes, hasarder à propos la vie de ses soldats pour la leur sauver, ne négliger aucune précaution pour se défendre des embuscades et des surprises de nuit ; voir dans cette lutte continuelle succomber ses amis, ses connaissances, par les blessures ou les maladies, il y a là de quoi tourmenter un homme. Et moi qui ne sens rien faiblement, je m'affecte d'autant plus profondément que, dans notre état, il faut avoir l'art de cacher aux autres ses affections particulières. Il faut paraître confiant quand on est inquiet, dur

envers le soldat, quand souvent il n'inspire que de la pitié ; il faut enfin avoir un visage qui ne soit point le miroir de son cœur. »

« Brescia, le 2 complémentaire, an IV (18 septembre 1796).

« Quand je suis employé, je suis tout à mon devoir..., mais je ne cours pas après les aventures. Je laisse passer les plus pressés, et j'ai toujours vu que dans les grandes prospérités je faisais toujours les derniers rôles. Mon esprit se raidit au contraire dans les revers.... Personne n'est plus attaché que moi à la gloire de nos armes, et ma santé souffre souvent des mauvaises nouvelles. »

« Brescia, 2 octobre 1796.

« Ma maladie parait diminuer. La faiblesse et la maigreur restent. Je vais m'acheminer pour l'armée. Masséna me demande avec empressement. Il est chargé d'une expédition pour Trieste. Je ne sais si je me rendrai à ses invitations, ou si j'instruirai tout bonnement le général que je suis en état d'agir, afin qu'il me place où bon lui semblera.

« Les Autrichiens se renforcent en Italie ; il faut qu'ils ne nous craignent guère sur le Rhin et le Danube, et si Jourdan et Moreau travaillaient comme nous, les impériaux ne pourraient pas si facilement remplacer de notre côté une armée à mesure que nous la détruisons. Quoi qu'il en soit, nous avons assuré notre indépendance, il le fallait ; nous voulons le Rhin pour limite, c'est déjà fait. Mais nous voulons déposséder l'empereur de l'Italie, c'est vouloir se battre à outrance, et il ne faut donc attendre la paix que d'un événement heureux ou fâcheux qui disposera les esprits à la paix et y forcera le gouvernement. »

Bonaparte venait, par l'impéritie du commandant de Legnano, de perdre l'occasion d'anéantir l'armée de Wurmser. Il voulut placer

dans ce poste important un homme sûr. Il pensa à Joubert, qui fut nommé commandant de cette place en octobre 1796.

Jamais la situation des Français en Italie ne fut plus critique qu'à la fin d'octobre 1796 ; Moreau venait d'opérer sa célèbre retraite d'Allemagne. L'Autriche, délivrée de toute inquiétude de ce côté-là, envoya dans le Frioul Alvinzi avec 40,000 hommes, et Davidovich avec 20,000 hommes dans le Tyrol, en leur ordonnant de se réunir à Vérone pour accabler les Français, réduits au nombre de 30,000. « Je suis désespéré, écrivit Bonaparte au Directoire, et ce qui me reste de braves voit la mort infaillible. » Il se plaignait amèrement et avec raison de la négligence que l'on mettait à envoyer des renforts à une armée qui avait si bien mérité du pays et qui avait tant souffert. Bonaparte ressentit aussi alors la maladie physique qui avait atteint Joubert en septembre et octobre. On attribua ses souffrances, sa maigreur, à une gale rentrée, mais sa maladie était probablement, comme chez Joubert, une affection nerveuse ou épuisement déterminé par les fatigues excessives du corps et de l'âme, et par la dépense énorme de force vitale qu'entraînait l'activité dévorante des généraux de l'armée d'Italie.

La lettre suivante de Joubert montre que Bonaparte, qui dut dans ce moment si critique examiner avec soin toutes les ressources dont il pouvait disposer, lui rendit alors toute sa confiance.

« Legnano, 7 brumaire an IV (28 octobre 1796).

« Je commande Legnano, et je suis à la veille d'y soutenir un siège. Bonaparte a passé dans ma place et m'a entretenu avec la plus grande familiarité, et il m'a dit en partant : « Tiens vingt jours, et ensuite sors, si tu peux, avec les « honneurs de la guerre. » Les ennemis sont en marche, et leur nombre est porté à 60,000 par des rapports. Je les mets à moitié, et je crois que c'est tout. Ils sont forts en cavalerie, et leur infanterie est, dit-on, composée de recrues.

« J'ai reçu ordre du général en chef de lui faire un rapport sur la défense de Corona en été et en hiver, et sur toute la ligne de l'Adige au lac, et de lui dire tout ce que j'avais pu apprendre étant sur les lieux. »

C'était à Corona que Joubert avait subi un échec devant Wurmser, et c'était là qu'il devait résister bientôt à Alvinzi.

« Si je suis assiégé, j'espère préparer, par une honorable résistance, l'occasion à Bonaparte de battre complètement l'ennemi. Si, au contraire, nous allons au-devant des Allemands, je me sens beaucoup mieux, je demande à marcher. Des batailles qui vont se livrer dépend le sort de l'Italie, et il y a double à parier pour nous. Soldats aguerris, confiants, brigades bien organisées, chefs éprouvés ont de grands avantages contre des troupes battues tout une année et réformées avec de grands efforts, commandées d'ailleurs par des généraux incertains de leurs opérations. Du 2 frimaire an IV de la République à frimaire de l'an V, nous aurons, je l'espère, rempli une brillante carrière, et le résultat en sera ou la paix ou la jouissance paisible de la belle Italie. »

Comme on le voit, Joubert ayant recouvré sa santé et toute son énergie morale, grâce au repos à la cessation des chaleurs, à la fin d'octobre, se prépara à prendre une part active aux opérations qui suivirent la bataille d'Arcole.

BATAILLE D'ARCOLE

Le général Vaubois, qui commandait sur le haut Adige, venait de subir le revers le plus grave éprouvé jusqu'alors par les Français en Italie. Deux demi-brigades avaient lâché pied sans résistance sérieuse. Exemple dangereux. Vaubois était menacé de perdre les positions de Corona et Rivoli. De son côté, Bonaparte avait vainement essayé d'arrêter Alvinzi à Caldiero. Après cette bataille malheureuse pour lui, Bonaparte était sur le point d'être enveloppé avec 15,000 hommes par plus de 50,000, Serrurier ne pouvant quitter le siège de Mantoue. Ce fut dans cette situation désespérée que le général en chef conçut le plan le plus extraordinaire qu'ait jamais enfanté son puissant génie. Il se jeta dans les marais de l'Adige. Là, le combat ne pouvait avoir lieu que sur des chaussées

étroites, où la valeur des Français compensait l'infériorité de leur nombre. Inattaquable à Ronco comme dans une place forte, Bonaparte, par diverses chaussées dont il était maître, put déboucher sur les flancs et les derrières des Autrichiens. Les détails de la bataille d'Arcole sont connus de tous ceux qui s'intéressent à la gloire du nom français. Aucune de nos victoires en Italie ne produisit un effet aussi prodigieux en France à cette époque. L'imagination populaire, en s'attachant de préférence à cette image du général Bonaparte, un drapeau à la main, traversant le pont d'Arcole sous la mitraille, a porté instinctivement le même jugement que les tacticiens les plus compétents, qui déclarent presque tous que Bonaparte fut à Arcole supérieur pour ainsi dire à lui-même, par la profondeur de ses combinaisons stratégiques.

Joubert eut aussi la gloire de contribuer à la victoire d'Arcole. Et lorsque les Autrichiens battirent en retraite, il les poursuivit, atteignit leur arrière-garde à Compaza, et, après un combat furieux, il leur fit 1,200 prisonniers. Il rentra ensuite dans Legnano.

La bataille d'Arcole n'avait fait qu'éloigner le danger. Les Autrichiens firent de nouveaux efforts pour envoyer en Italie une armée plus formidable que celles détruites à Castiglione et à Arcole. Les Français reçurent aussi des renforts qui portèrent leur nombre à 45,000. Bonaparte divisa alors son armée en quatre corps à peu près égaux. Serrurier, avec 10,000 hommes, continua le siège de Mantoue. Augereau, avec 10,000 hommes, gardait Legnano. Masséna commandait aussi 10,000 hommes à Vérone. Restait le corps d'armée de Vaubois, chargé de garder les gorges du Tyrol, par où Wurmser avait débouché devant Castiglione. Le général en chef avait besoin dans ce poste, le plus important de tous, comme le prouva la bataille de Rivoli, d'un général sur lequel il pût compter comme sur lui-même, *suivant ses propres paroles*. Le souvenir du désastre éprouvé par Vaubois était encore présent à tous les esprits. Bonaparte nomma Joubert général de division et le plaça aux gorges du Tyrol. Un an auparavant, jour pour jour, Joubert avait été nommé général de brigade. Il s'empresse d'écrire de Rivoli à son père, le 22 novembre 1796 :

« Le 2 frimaire an V est pour moi ce qu'a été le 2 frimaire an IV. Le général en chef m'ordonne de commander la division

Vaubois et envoie ce général se reposer à Livourne. Il me prévient qu'il a demandé pour moi ce grade au Directoire. Accepterai-je, ou non? Ecris-moi vite. Hier, nous nous sommes battus. Mon avant-garde seule a battu l'ennemi et lui a pris 3 canons et 1,500 prisonniers....

« Avec mon avant-garde, j'étais joyeux ; avec une division, la tristesse me saisit, je crains les événements. Cependant il faut servir.... Jamais nous ne nous sommes si mal battus; jamais les Autrichiens ne se sont si bien battus. Nous sommes vainqueurs par le dévouement des généraux. Le général en chef a chargé à pied, avec son état-major ; il a été précipité dans un marais jusqu'au col; sans son frère il était perdu. »

Cette affaire du 1er frimaire, dont il est parlé dans cette lettre, eut lieu en avant de Rivoli. Il s'agissait de reprendre une redoute construite sur le Montebaldo par les Autrichiens. Joubert occupa ensuite Corona et Rivoli.

Le 27 novembre 1796, Joubert écrit de Rivoli à son père :

« Je suis toujours assez riche pour obliger mes compatriotes. Je n'ai pas besoin d'être stimulé pour cela.

« Me voilà avec une division malgré deux refus. Le général en chef m'écrit toujours en général divisionnaire et ne me parle que d'affaires de service. Il a dit en parlant de moi : « Je compte sur lui comme sur moi. » Avec ces beaux mots, me voilà, avec 8,000 hommes aujourd'hui et demain avec dix, réduits au quart de pain, et l'ennemi sur les bras. Pour ôter à Bonaparte de la confiance qu'il peut avoir en moi, je lui écris que dans l'état de dénuement où les administrateurs me laissent, je ne réponds point des événements. En attendant, me voilà lancé malgré moi. J'agirai d'après les circonstances et je défie les événements. J'aurai toujours fait mon devoir.

« .... J'ai repris Corona et Rivoli avec mon avant-garde, et je défends ces postes avec huit mille hommes. »

Le 22 novembre 1796, de Rivoli, Joubert écrivit au général en chef Bonaparte :

« Je ferai mon possible, général, pour répondre dignement à vos vues pour le moment. Mais je vous prie d'observer que le commandement de ma brigade est déjà plus qu'il ne m'en faut et que j'attends avec impatience un général de division. Il en existe assez sans en faire de nouveaux. Les événements, d'ailleurs, se multiplient trop avec vous, général. Pour exécuter convenablement tout ce que vous commandez, il ne faut pas être novice.

« Je ne saurai trop vous répéter, général, qu'une division de 9,000 hommes est pour moi un fardeau qui m'accable. Une brigade est mon fait, et tout en obéissant au général en chef, je ne puis m'empêcher de le lui représenter. »

Le 8 décembre, Joubert écrit à son père, de Rivoli :

« L'intérêt que vous avez pris à ma santé a sûrement contribué à mon rétablissement. »

Dans cette même lettre, Joubert engageait son père à venir le voir à l'armée, mais il le priait d'attendre le résultat des prochains engagements :

« Je ne veux pas que vous vous trouviez dans une débâcle, que je crains furieusement, si la paix ne vient pas.

« Vous me parlez souvent de quartiers d'hiver. Nous n'en espérons pas. Un pied de neige couvre la terre, et nous sommes sur le pied de campagne. Mantoue nous coûtera bien des hommes et des travaux.

« Je vous suis obligé de vos gazettes. Je n'en lis plus. Je n'aime pas plus qu'on parle de nous, que d'entendre parler des autres. Je n'ai fait aucun rapport de nos dernières affaires, qui ont été les plus chaudes et les plus terribles (à Arcole). Vous ne me croyez occupé que de gloire ; vous vous trompez, mon père ; je ne soupire qu'après le repos. Il m'est

imposible, dans l'occasion, de ne pas suivre l'impulsion naturelle; il faut se montrer. Mais je vous assure que je désire n'avoir plus occasion de guerroyer, et encore une fois que le repos seul est l'état que je désire et dont j'ai besoin. »

Le Directoire ayant confirmé la promotion de Joubert au grade de général de division, il se décida enfin à accepter et écrivit au général en chef Bonaparte, le 18 décembre 1796 :

« Je n'accepte ce grade qu'avec inquiétude. Au reste, sous vos ordres j'agirai toujours avec confiance. Et puis il faut laisser quelque chose à César et à sa fortune. »

Ces mots durent aller au cœur du général en chef et expliquent peut-être en partie la confiance illimitée et l'affection qu'il ne cessa jamais de montrer depuis lors à Joubert.

« 29 frimaire an V (le 21 décembre 1796).

« Joubert à son père,

« Ce n'est qu'avec inquiétude que j'ai accepté hier le grade de général de division. Le même jour où j'ai reçu votre lettre qui m'exhortait à le faire, le général en chef m'a annoncé que le Directoire avait approuvé ma promotion, et il ajoute par *post-scriptum :* « Je vous engage à vous choisir deux aides-de-camp, et à les choisir d'un courage à toute épreuve. » J'ai choisi pour aides-de-camp Pannetier et André, capitaine, tous deux officiers de distinction. »

Proposant Pannetier au général en chef, il lui écrit :

« Je n'en ai jamais parlé, mais je m'en suis toujours servi.

« Je vais donc encore faire l'épreuve de la fortune. Je m'en défie furieusement. Mais enfin, je suis poussé, il faut relever mon vol. Je vois malheureusement aujourd'hui qu'il est plus difficile de l'arrêter que de le commencer.

« Faire son devoir, le faire avec distinction, sans se mêler des partis, voilà le vrai patriote, l'homme estimable, et voilà bien pourquoi je ne me soucie guère d'une grande charge où l'on est entraîné dans les partis, où du moins l'on est entraîné à des liaisons qui décident souvent de votre sort, avec des gens qui ne peuvent exister sans troubler l'Etat par des opinions exclusives. »

Dans une lettre du 13 nivôse (2 janvier 1797), dont il ne reste qu'un fragment, Joubert dit :

« Je ne compte ni sur Mantoue ni sur la paix. Je compte sur des batailles terribles en Italie, sur des provinces envahies au nord de la France, où je ne vois pas un général ; je compte sur des troubles en prairial. Enfin, je compte sur tous les malheurs qui doivent être la suite de la lâcheté (et de l'absence) de principes que je vois professer à tous ceux qui viennent de France. »

BATAILLE DE RIVOLI

La correspondance de Joubert contient quatre récits de cette célèbre victoire. Il est intéressant de comparer ces récits, écrits sur le champ de bataille par un général qui, après Bonaparte, eut la plus grande part à ces quatre grandes journées, avec les versions des historiens qui ont le plus d'autorité. Nous donnerons d'abord un résumé succinct de l'histoire de M. Thiers, et du *Mémorial de Sainte-Hélène*, puis les lettres de Joubert, et nous contrôlerons ces diverses versions au moyen du rapport du général Berthier, chef d'état-major de l'armée d'Italie, rapport qui concorde parfaitement avec les récits de Joubert. Nous avons cherché à donner une idée claire, nette, accessible pour tous, des diverses opérations qui constituent la bataille de Rivoli, et à préciser la part prise par Joubert aux glorieuses journées des 12, 13, 14, 15 janvier 1797. Ces pages sont écrites pour les lecteurs étrangers aux études straté-

giques ; les militaires qui voudraient approfondir le sujet, devraient consulter le grand ouvrage de Jomini sur les guerres de la Révolution.

L'empereur d'Autriche, à la fin de décembre 1796, mit en marche sa cinquième armée, divisée comme toujours en deux corps qui, cette fois-ci, devaient rester indépendants l'un de l'autre. Provera avec 15,000 hommes devait opérer sur l'Adige par les plaines du Padouan, marcher sur Mantoue pour ravitailler cette place, se jeter ensuite dans la Romagne pour réorganiser l'armée du pape qui avait promis le concours le plus actif, et former ainsi, avec la garnison de Mantoue, une armée de 30,000 hommes. Alvinzi avec le corps principal de 45,000 hommes, devait attaquer les Français, comme Wurmser, entre l'Adige et le lac de Garde. Comme Wurmser, Alvinzi rencontra Joubert à Corona et à Rivoli. Mais cette fois-ci le jeune général commandant en chef sa division, libre de ses mouvements, prit si bien ses dispositions, qu'avec ses 10,000 hommes il tint tête deux jours à toute l'armée autrichienne, et permit ainsi à Bonaparte de détruire, avec 40,000 hommes, les armées autrichiennes dont le nombre était beaucoup plus élevé.

Dans l'endroit où Joubert attendait les Autrichiens, la chaîne du Montebaldo sépare le lac de Garde et l'Adige. La grande route est entre l'Adige et la montagne. Mais à Incarnale la route abandonne le bord du fleuve qui vient baigner le pied des monts, et s'élève par une espèce d'escalier tournant pour déboucher sur le plateau de Rivoli. Ce plateau domine l'Adige, et est entouré par les sommets du Montebaldo. Le 12 janvier, Alvinzi, avec ses 46,000 hommes, attaqua Joubert. Le principal corps autrichien, avec toute la cavalerie et l'artillerie, suivait la grande route le long de l'Adige, et devait déboucher par l'escalier d'Incarnale sur le plateau de Rivoli. Trois autres corps d'infanterie avaient gravi les montagnes qui dominent ce plateau, et devaient descendre pour combiner leurs efforts avec le corps principal. Un cinquième corps, commandé par l'émigré Lusignan, vint se placer sur les derrières de l'armée française. Joubert soutint, deux jours durant, le choc de l'ennemi à Corona en bas de Rivoli, et à Rivoli même. Mais il écrivit à Bonaparte, qu'attaqué par des forces immenses, il allait être enveloppé, et ne pourrait se maintenir sur le plateau de Rivoli, clef de la position, sur lequel il avait concentré ses forces, si on ne venait à son secours.

Jusqu'alors le général en chef, trompé par des attaques assez vives des Autrichiens du côté de Vérone, était encore dans l'incertitude sur les projets de l'ennemi. Mais la lettre de Joubert dissipa tous ses doutes, et convaincu par la lettre de son brave et intelligent lieutenant que l'attaque principale était sur Rivoli, Bonaparte partit de Vérone avec la division Masséna. Ayant reconnu les positions de l'ennemi avec Joubert, il vit de suite qu'il fallait conserver à tout prix le plateau, position qui permettrait d'accabler successivement les corps divisés de l'ennemi.

Joubert s'était resserré pour n'occuper qu'un espace proportionné à ses forces. Bonaparte, avant le jour, ordonne d'attaquer et de s'étendre plus largement sur le plateau. Les Autrichiens, supérieurs en nombre de moitié, mais sans artillerie à opposer à nos 60 canons, se replient devant Joubert qui commande la droite; mais la gauche des Français est rompue par le corps de Liptaï. La 14e demi-brigade seule résiste. Déjà les Autrichiens sont sur ses canons; « Grenadiers de la 14e, laisserez-vous enlever vos pièces ! » s'écrie un officier. Cinquante grenadiers s'élancent, s'attellent aux pièces et les ramènent. Bonaparte court à Rivoli, ramène la fameuse 32e, et rallie les deux demi-brigades qui avaient plié. Masséna se place à la tête de la 14e, et repousse l'ennemi.

Joubert à la droite, poussant l'ennemi d'une crête à l'autre sur le Montebaldo, avait gagné beaucoup de terrain. Il s'aperçoit à temps que les Autrichiens, vainqueurs sur les autres points, vont le prendre à dos, et qu'après avoir occupé la chapelle Saint-Marc, ils commencent à déboucher sur le plateau avec leur artillerie et cavalerie. Joubert se replie au pas de course.

« En ce moment, dit M. Thiers, Bonaparte était isolé avec les seules divisions Joubert et Masséna, enveloppé avec 16,000 hommes par 40,000 au moins. Il conserve tout son sang-froid. Sa gauche est protégée par l'héroïsme de la 14e et de la 32e demi-brigades. Bonaparte ordonne alors un mouvement décisif. » Nous verrons par les lettres de Joubert que ce fut lui qui conseilla ce mouvement. Une batterie d'artillerie légère et deux escadrons de cavalerie, sont dirigés sur la partie du plateau où débouchent les Autrichiens. A l'extrême droite, Joubert charge avec l'infanterie légère. « Joubert a son cheval tué sous lui, dit Thiers; il se relève plus terrible, et s'élance sur l'ennemi un fusil à la main. » Tous s'élancent à la fois,

fantassins, cavaliers, artilleurs, mitraillant les Autrichiens qui ont débouché sur le plateau. Ceux-ci sont précipités dans l'escalier tournant d'Incarnale. Quelques pièces faisant un feu plongeant, labourent cette masse humaine. Bonaparte jette ensuite Joubert avec son infanterie légère sur la ligne ennemie rangée en demi-cercle devant lui. Les Autrichiens cèdent partout et vont se perdre sur les sommets du Montebaldo.

Bonaparte se retourne alors sur les soldats de Lusignan, qui, un moment auparavant, voyant les Français enveloppés, avaient battu des mains, en criant : « Nous les tenons donc enfin ! » La 18e et la 75e demi-brigades s'ébranlent, sûres de la victoire, en entonnant le *Chant du départ*. Les 4,000 hommes de Lusignan battent en retraite et vont donner contre la division Rey qui arrive de Vérone. Tous sont faits prisonniers. « Il était cinq heures, dit M. Thiers, et l'*armée autrichienne était anéantie*. (Nous reviendrons sur cette partie du récit de M. Thiers, en parlant du rapport de Berthier.) Bonaparte songe au Bas-Adige menacé par Provera, il pense que Joubert et Rey suffiront pour porter les derniers coups à l'ennemi. Il rallie la division Masséna, et vole au secours du corps qui assiège Mantoue. » Les troupes ont 14 lieues à faire. Elles ne prennent aucun repos, marchent la nuit, combattent le jour. — Le 16 janvier le général en chef atteint, sous Mantoue, Provera, qui avait sommé Miollis de se rendre. Celui-ci lui avait répondu à coups de canon. Wurmser sort de la place. Une bataille générale s'engage. Le résultat de cette bataille, dite de la *Favorite*, fut la reddition de Mantoue.

Tel est le résumé de l'Histoire de M. Thiers, copié par beaucoup d'autres historiens. M. de Las Cases, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, raconte la bataille de Rivoli, à peu de choses près, comme M. Thiers ; il fait jouer cependant un plus grand rôle à Joubert, et nomme à peine Masséna. Occupons-nous maintenant des récits faits par Joubert lui-même, témoin oculaire.

Dans les papiers laissés par le général Joubert, se trouve un manuscrit in-folio de 250 pages, renfermant des extraits de toutes les lettres qu'il a écrites pour affaires de services, surtout au général Bonaparte, depuis le 22 novembre 1796 (2 frimaire), époque de sa nomination au grade de général de division, jusqu'au 21 août 1797.

Au moyen de ce recueil, un militaire pourrait suivre jour par

jour, dans le plus grand détail, la série d'opérations stratégiques et administratives qui précédèrent et suivirent la bataille de Rivoli, le récit circonstancié de cette bataille et de la conquête du Tyrol, qui est le plus beau titre de gloire de Joubert.

Nous faisons à ce recueil de nombreux emprunts.

Comme nous l'avons vu, Joubert avait été chargé par Bonaparte de défendre ces points essentiels, Corona et surtout Rivoli. Les travaux de défense, l'organisation de son corps d'armée, qu'il modifia en face de l'ennemi, en amalgamant les bataillons de volontaires dans ses demi-brigades de ligne, lui donnèrent moins de peines et de soucis que le manque de vivres, de munitions et d'habillements ; il écrit au général en chef :

« On me fait mourir de faim, mes fours sont prêts, et il manque de farine. Aujourd'hui il est une heure, et pas de pain. Avec une pareille administration les généraux ne peuvent répondre de rien. Je n'ose sortir. On me crie : du pain. Le soldat qui souffre manque de force quand il faut se battre. J'ai voulu sortir, le plus morne silence règne dans les camps, et j'ai vu des soldats chercher leur subsistance dans les buissons. Je ne suis pas homme à désespérer jamais de rien ; mais je vous tromperais, si je vous cachais ma situation. »

Les vivres arrivent. Aussitôt Joubert prend ses dispositions.

« Il faut qu'au moment où l'ennemi nous croira sur la défensive, nous l'attaquions. Je ne vois pas d'autres moyens de défendre ces hauteurs, où nos troupes périraient, si elles y étaient toutes réunies. »

« 9 frimaire.

« Tant que je serai chargé de la défense de Corona et de Rivoli, je serai sur la défensive à Rivoli, et sur l'offensive à Corona. Je compte si fort sur la plaine, que sans un de ces événements auxquels la prudence humaine ne peut rien, je répondrais d'y arrêter l'ennemi. »

Joubert prend donc ses dispositions à Corona. Il écrit au général Lebley :

« L'essentiel pour les chefs de colonne est d'arriver ralliés sur les plateaux de Corona, pour y culbuter vivement l'ennemi ; qu'ils recommandent surtout de tirer le moins possible. Si les deux demi-brigades sont repoussées, qu'elles se rallient vivement aux colonnes qui monteront, et si elles ne peuvent sur-le-champ le faire en ordre, qu'elles éclairent en tirailleurs. Il y aura une réserve à Caprino pour favoriser la retraite, si elle est nécessaire.

« Le dénuement des soldats ne cesse point. En novembre, par un froid très vif dans les Alpes, la neige couvrait la terre. Beaucoup de soldats n'ont ni souliers ni roupes. Les compagnies qui sont à Corona sont obligées de demeurer fermées, parce qu'elles sont pieds nus. A peine peut-on trouver quelques hommes pour aller à la découverte. Si nous avons des mouvements à faire (dans la neige), nous sommes absolument ruinés en souliers. J'ai des demi-brigades, qui n'ont pas quitté la montagne, absolument nues.

« On me donne 40 carabiniers par demi-brigade légère. Je ne crois pas que cette arme convienne aux Français. Nos carabiniers deviendraient des tirailleurs, et on ne pourrait rien tirer d'eux à la baïonnette. »

Dans les lettres que Joubert écrit au général en chef, il lui explique, jusque dans les moindres détails, son plan de défense de Corona et de Rivoli. Le succès avec lequel il résista à l'attaque d'Alvinzi prouve combien ses dispositions avaient été bien calculées.

Tous les historiens sont d'accord pour dire que Bonaparte fut quelques jours dans l'incertitude sur les projets des Autrichiens, qui avaient fait sur le corps de Masséna, en avant de Vérone, des attaques assez vigoureuses, pour faire croire que leur attaque principale était de ce côté. Ce fut une lettre de Joubert qui éclaira le général en chef sur les vraies dispositions de l'ennemi. Nous ne donnons pas ici cette lettre, qui est très-longue, et contient des

détails minutieux sur la position des divers corps sous les ordres de Joubert. Ces détails ne pourraient intéresser que ceux qui auraient une carte très détaillée des lieux.

« Le rapport que je vous fais est exact, dit-il en terminant, soyez sûr que l'ennemi fera tous ses efforts pour me jeter sur les blocus (de Mantoue) ou sur Peschiera. Je crois voir que son dessein est toujours de jeter un corps derrière moi. Il craint de m'attaquer de front. Il a vu hier ce qu'il lui en a coûté. Mais il le ferait sûrement si je lui prêtais le flanc, et il n'y a qu'une demi-brigade forte à Garde pour m'assurer à Rivoli. Faites-y venir 4 à 5,000 hommes d'infanterie, deux régiments de cavalerie, attaquez vigoureusement de mon côté, et si, comme je n'en doute pas, nous réussissons, il n'y a plus de passage de l'Adige. Si j'étais acculé, vous n'auriez pas de grandes facilités pour donner du secours à Augereau. *Je pense qu'il serait bon d'attaquer alternativement aux deux extrémités en prenant des forces au centre.* Pardonnez si je suis long. Mais les mouvements de l'ennemi sur Vérone, ses tentatives réitérées pour vous inquiéter et vous empêcher de porter du secours aux ailes, me confirmeraient dans mon opinion. »

Tout le plan de campagne de Bonaparte est dans cette lettre : *attaquer alternativement aux deux extrémités en prenant des forces au centre*. Le puissant génie de Bonaparte comprit de suite que Joubert avait raison, et en se portant de son centre Vérone, d'abord sur Alvinzi à sa gauche, puis sur Provera à sa droite, il détruisit l'armée autrichienne.

Nous allons maintenant donner intégralement les lettres où Joubert raconte les journées des 23, 24, 25, 26 nivôse an V (12, 13, 14, 15 janvier 1797), à Corona et Rivoli

« Au quartier-général de Caprino, le 27 nivose, l'an V
de la République française (16 janvier 1797.)

« Le général de division Joubert à son père,

« Victoire ! Je viens de faire le plus beau coup qui se soit

fait dans cette célèbre campagne. 22,000 hommes m'ont attaqué : le premier jour, j'ai résisté et repoussé l'avant-garde ennemie ; le second, j'ai appris qu'une division me tournait. Je me suis replié sur ma réserve, et j'ai encore soutenu l'attaque de l'avant-garde ennemie. Le général en chef, peu instruit des mouvements de l'ennemi, croyait à une fausse attaque de mon côté ; je l'ai détrompé. Plein de confiance en moi, il est arrivé avec deux divisions à mon secours. Deux heures avant leur arrivée, le 24, au clair de la lune et par un froid excessif, nous avons fait la reconnaissance de l'armée ennemie, qui se préparait à l'attaque de ma division, et deux heures avant jour, j'ai attaqué moi-même. La division Masséna n'a pu me soutenir qu'à huit heures du matin ; la division Rey a été en retard. Jamais bataille plus sanglante. L'ennemi nous avait tournés : supposez un cercle d'ennemis et nous dedans, des déroutes et des charges pendant dix heures de suite ; et enfin, au moment où l'ennemi chantait déjà victoire, où je ne voyais plus de moyens d'échapper, où tout l'état-major, Bonaparte et ses généraux allaient succomber, j'ordonne une charge. J'étais à pied, Berthier à cheval ; je lui fais part de mes mouvements ; la cavalerie part ; je suis à la tête de l'infanterie ; en un clin d'œil, de vaincus nous avons été complètement vainqueurs sur notre front. Bonaparte, avec son sang-froid, ordonne l'attaque des ennemis qui nous séparaient de la division Rey, qui n'avait pu nous rejoindre. Bientôt tout est culbuté, et la journée du 25 est pour nous. Pendant cet intervalle, l'armée que l'ennemi avait vis-à-vis Legnano passe l'Adige près de cette ville ; Augereau ne peut l'empêcher. La nuit de la victoire, Bonaparte le sait, part avec Masséna pour combattre de ce côté, et me laisse avec Rey pour commander l'attaque de Corona. Je rassemble les débris de ma division une heure avant jour, la même nuit du combat, et je rattaque avant l'arrivée de Rey. Lorsqu'il arrive, je dispose ses troupes, et tout a si bien réussi que j'ai fait 6,000 prisonniers, renvoyé Alvinzi, général en chef

autrichien que j'avais en face, sans troupes dans le Tyrol, et ne devant son salut qu'à la vitesse de son cheval. Huit pièces de canon, six drapeaux, onze mille prisonniers, sont le résultat de notre double victoire.

« L'ennemi ayant passé l'Adige s'est divisé en deux corps : l'un s'est porté sur Mantoue, l'autre a gardé le pont nouvellement établi. Augereau a attaqué hier le corps qui gardait le pont, a fait 2,000 prisonniers, pris 20 pièces de canon, brûlé tous les pontons. L'autre corps, qui n'a plus de retraite, s'est présenté devant le blocus de Mantoue, à Saint-Georges, a sommé Miollis, qui commandait, de se rendre. On a répondu à coups de canon ; la fusillade s'est engagée ; l'ennemi n'a pu forcer. Bonaparte arrivait dans l'instant avec Masséna. Cette nuit, j'ai renvoyé Rey ; Augereau est aux trousses de ceux qui venaient forcer le blocus ; ils vont donc être accablés, et l'armée ennemie détruite. Aujourd'hui, si l'ennemi est battu, il est sans ressource ; si de concert avec la garnison de Mantoue, il force le blocus, demain, Bonaparte, qui aura réuni toutes ses troupes, les y refoulera tous, et Mantoue, augmentée de garnison, n'en sera que plus vite à nous. Quant à moi, après quatre jours des combats les plus acharnés, je suis tranquille sur mon champ de victoire, et je pense à porter des secours à ceux qui en auront besoin.

« Martin, par trop de zèle, a jeté mes équipages au milieu des ennemis ; un de mes domestiques, Lancelon, a été fait prisonnier. La fidélité de ces deux braves gens a sauvé mes porte-manteaux où étaient mes objets précieux ; ils se sont échappés à travers les balles, chacun un porte-manteau à la main. La victoire nous a rendu ma voiture ; ma perte ne passe pas 1,200 livres.

« A la bataille du 25, une balle a percé mon galon de chapeau, le chapeau, et froissé le galon de mon collet, sans me blesser. J'ai eu trois de mes adjudants-généraux de brigade blessés, Mayer, Sandos et Lebley, et quatre officiers de mon état-major. Ma belle jument a été mise hors de service à la

première demi-heure de la bataille ; éloigné de mes domestiques, je me suis battu à pied le reste du jour. Je vous le répète, jamais si belle victoire. André et Pannetier, qui est allé l'annoncer cette nuit à Bonaparte, se portent bien. »

Le capitaine André était au quartier-général de Bonaparte. Joubert lui écrivit, le lendemain de la bataille de Rivoli, la lettre suivante :

« Caprino, le 28 nivôse, l'an Ve de la République française (17 janvier 1797).

« Joubert à son ami,

« Nous venons de nous couvrir de gloire. Mon début de général divisionnaire a été des plus brillants ; la fortune a absolument secondé toutes mes opérations. Mes espions m'apprenaient un rassemblement de 22,000 hommes devant ma division, qui n'était composée que de 10. Comme le froid m'avait fait cantonner, je portai tout de suite mes troupes à leur place de bataille. L'ennemi, croyant me surprendre, se présenta, le 23, devant Corona avec 6,000 hommes, où je n'avais d'ordinaire que 1,500 hommes ; mais il en trouva 3,000 bien retranchés. Son attaque tenait de la furie. Mon quartier général étant à deux lieues de là, et me trouvant dans le cas de donner des ordres pour une affaire générale, je n'arrivais à Corona, avec un renfort de 1,500 hommes, qu'après trois heures du feu le plus vif, et au moment où les Autrichiens sautaient dans les retranchements, et où nos troupes étaient en déroute. Ma présence arrête mes chasseurs : « En avant, mes amis, voilà votre général ! » Aussitôt, tous me suivent ; les postes sont repris et les Autrichiens culbutés avec un carnage effroyable. Dans l'instant de leur retraite, 6,000 hommes de renfort leur viennent. Il était une heure, et je m'attendais à une nouvelle attaque ; mais je fus surpris de les voir seulement se mettre en bataille devant mon front, placer leurs postes et éclairer leurs feux.

« Charmé d'avoir le temps de faire de nouvelles dispositions, je fais monter encore 2,000 hommes dans un poste retranché par la nature. Je me promettais la victoire pour le lendemain matin ; je l'avais annoncée à tout le monde. Sur les quatre heures du matin, j'apprends qu'un corps de 6,000 hommes filait sur ma gauche et voulait me prendre sur mes derrières pendant l'attaque de front. Déjà ils avaient égorgé un poste derrière ma ligne, tout près de mon quartier général. Je renonce sur-le-champ à la bataille, et je fais au point du jour ma retraite, à une lieue de là. L'ennemi, étonné, craignant une surprise en me voyant quitter en plein jour un poste si fort, me suit lentement. J'ai le temps de me mettre en bataille, et de repousser le soir l'attaque de l'avant-garde. Le corps qui me tournait suivait toujours son système ; ne pouvant lui opposer des forces, déjà je me retirais sur une position où il fallait nécessairement me prendre de front, et où, avec le secours de ma cavalerie et de mon artillerie, j'étais résolu d'attendre la bataille, mais par mon mouvement la retardant encore d'un jour, par deux motifs : le premier, parce que je savais que l'ennemi n'avait pas de vivres depuis deux jours, et que plus il tardait à m'attaquer, plus il s'affaiblissait ; le second, pour attendre Bonaparte, à qui j'avais écrit : « Vous croyez qu'on me fait une fausse attaque, vous vous trompez ; j'ai 22,000 hommes devant moi. Arrivez avec 6,000 hommes d'infanterie, deux régiments de cavalerie et quelques pièces d'artillerie légère ; nous battrons l'ennemi et vous irez ensuite porter secours à Augereau sur Legnano ; mais si vous persistez à demeurer au centre, vous suivez les projets de l'ennemi qui vous y amuse. En attendant, comme je doute de votre arrivée, je vais faire comme si j'étais seul. » Il était minuit ; mon mouvement s'exécutait, lorsque Bonaparte arrive avec le renfort demandé. Nous faisons la reconnaissance de l'armée ennemie au clair de la lune et par un froid excessif, et au point du jour je commence l'attaque. Tu verras le résultat sur les nouvelles : dix heures de charge et de déroute

alternatives des deux côtés. Un moment la victoire a été à l'ennemi, nous étions tournés de tous côtés ; nous étions au dedans d'un cercle d'ennemis. Une charge que j'ai faite à propos nous a redonné la victoire pour ce jour mémorable du 25.

« Bonaparte est reparti avec son renfort pour aller au secours d'Augereau, qui n'avait pu empêcher le passage de l'Adige vis-à-vis Mantoue.

« La nuit du combat, je rallie ma division et j'attends celle de Rey, que je devais encore commander. On m'instruit que l'ennemi, *encore supérieur en nombre*, se forme en colonnes d'attaque ; je recommence la bataille le 26, deux heures avant le jour. Mon plan a été si juste, si bien exécuté, que l'ennemi a été enveloppé à son tour, et je l'ai entièrement détruit et obligé la principale force à mettre bas les armes. A midi, tout était fait : le général en chef autrichien fuyait seul dans le Tyrol ; j'avais pris tout son canon, 6,000 hommes et six drapeaux ; la veille, cinq canons et 5,000 hommes en deux jours, j'ai pu dormir sur mon champ de victoire.

« Pendant ce temps, Bonaparte arrivait près de Mantoue. Un corps ennemi s'y présentait ; un autre gardait le pont sur l'Adige. Ces deux corps attaqués ont été aussi complètement battus ; le pont a été brûlé, et tout le corps qui avait osé passer, fait prisonnier. Nous avons, en cinq jours, fait plus de 25,000 prisonniers à l'ennemi, et tué ou blessé 12,000 hommes, et je jouis de la douce joie d'avoir démasqué le plan de l'ennemi par des marches combinées, d'avoir donné le temps à Bonaparte de secourir ses ailes, d'avoir enfin moi-même complètement battu l'ennemi. . . . .

« Fleurus, Jemmapes n'ont pas été si chauds. Nous sommes dans l'enthousiasme de la victoire. »

Le 18 janvier 1797, Joubert écrit de Caprino à son père :

« Je vous envoie copie d'une lettre à l'un de mes amis (le capitaine André) ; elle vous instruira de nos étonnants

succès........ Provera s'est rendu avec ses 6,000 hommes, tout son convoi, ses canons, 15 drapeaux. Croyez-en ma parole, nous avons fait 21,000 prisonniers. De jurements, jamais. Mais cela est si extraordinaire qu'il faut l'affirmer sur son honneur.

Joubert, outre ces lettres à son père et au capitaine André, écrivit de sa main, sur la marge de l'in-folio sur lequel ses aides-de-camp faisaient des copies de sa correspondance, pour affaires de service, les pages suivantes, qu'il voulait conserver sans doute, comme pour lui servir de mémorial à lui-même. Combien il serait à désirer qu'il y eût beaucoup de récits semblables de nos plus célèbres victoires.

Nota. — Le 26 nivôse (15 janvier, dimanche), a eu lieu la bataille de Rivoli. Après avoir reçu cette lettre (1), à huit heures, Bonaparte partit de Vérone et me joignit à minuit. Nous fîmes la reconnaissance de l'armée ennemie au clair de la lune, et le lendemain, à cinq heures du matin, avant le jour, l'affaire commença. La division Masséna n'était point encore arrivée. Bonaparte me chargea de la droite de ma division, Berthier du centre, et Masséna de la gauche. Nous soutînmes, avec cette seule division, l'effort de l'ennemi jusqu'à midi. Je pris deux drapeaux de mon côté. Mais enfin l'ennemi nous culbuta à la gauche. Berthier plia à son tour et moi ensuite; le plateau de Rivoli fut forcé. 5,000 hommes nous avaient tournés entre Rivoli et Vérone, au moment de l'arrivée des 4,000 hommes de Masséna, de sorte que la victoire était décidément aux Allemands. Dans cette extrémité, ne pouvant plus garder aucun poste, nous nous mêlâmes pendant deux heures; les charges étaient alternatives, ainsi que les déroutes, mais nous finissions toujours par être écrasés. Berthier, de mauvaise humeur, me dit qu'au moins je devais

(1) La lettre que Joubert avait écrite au général en chef pour le prévenir que l'attaque principale de l'ennemi était sur Rivoli et non ailleurs.

trouver une ligne pour placer ma division. Je lui rappelai que le général de division était Bonaparte, que je ne commandais en ce jour que la droite de ma division ; qu'au reste il n'y avait qu'une charge bien entendue qui pût nous sauver; qu'il fît avancer deux escadrons de cavalerie, qu'il se mît à leur tête, et qu'avec il chargeât l'infanterie, qui se formait sur les hauteurs en avant; que, de mon côté, j'allais former une division d'infanterie, et qu'avec j'allais reprendre le plateau de Rivoli. Ces mesures furent exécutées de suite. Masséna dirigeait heureusement en cet instant une charge avec des troupes fraîches. L'effort fut général et complet. Je repris à la baïonnette les ouvrages de Rivoli et cinq pièces de canon. Berthier porta le désordre dans les colonnes qui voulaient se former au centre, et Masséna repoussa complètement la droite de l'ennemi. Le massacre fut affreux. Les prisonniers se montèrent à 1,800. Bonaparte organisa ensuite une colonne et fit attaquer les 5,000 hommes qui nous avaient tournés, et qui étaient demeurés dans l'inaction, par 2,000 hommes que Rey emmena trop tard et qui ne purent point se joindre à nous. Ces 5,000 hommes croyaient d'ailleurs la victoire décidée, et ne crurent pas nécessaire de descendre de leurs hauteurs pour nous prendre. En trois quarts d'heure ils furent acculés au lac et tous pris. Pendant cette action, Provera avait passé l'Adige et marché sur Mantoue. Bonaparte partit à cette nouvelle avec la division Masséna, et me laissa avec les 2,000 hommes de Rey pour continuer le lendemain et me rendre maître de Corona. Ce fut l'affaire du 26, appelée *deuxième affaire de Rivoli*. »

Joubert rendit compte à Bonaparte de la journée du 26 en ces termes :

« J'ai parfaitement suivi vos dispositions pour l'attaque de Corona. Le succès a été au-delà des espérances. Nous avons attaqué sur trois colonnes. Le général Baraguay-d'Hilliers commandait au centre, marchait par Pazon ; Vial comman-

dait la droite et filait par Saint-Marc. Veau commandait à gauche et suivait le revers du Montebaldo. 5 ou 6,000 prisonniers, Alvinzi lui-même précipité dans les rochers et se sauvant comme un éclaireur sur l'Adige, tel est en abrégé le résultat de cette affaire.

« La résistance a été vigoureuse pendant deux heures. Mais enfin l'ardeur de nos troupes a forcé l'ennemi à se rendre. Nous avons pris plus de 140 officiers. J'écris au général Rey de se rendre à Villafranca. »

Joubert, après sa victoire du 26, écrit aussi au général Vial :

« La victoire ne nous aveugle pas. Soyons toujours actifs. Tout le corps qui a passé l'Adige pour forcer le blocus de Mantoue est prisonnier. *Vive la République !* »

Enfin, l'on trouve, dans l'in-folio contenant la correspondance officielle du général Joubert, le rapport qu'il fit au général en chef sur les journées des 23, 24, 25, 26 nivôse an V. Ce rapport, indiquant avec détail la position de chaque corps, a trois pages in-folio et intéresserait surtout les militaires voulant se rendre compte des opérations sur les lieux ou sur une carte très détaillée. Ce récit officiel de la bataille de Rivoli, par Joubert, est d'ailleurs entièrement conforme aux relations adressées par lui à son père et à son ami, ainsi qu'au rapport du général Berthier, particulièrement en ce qui concerne la part prise à l'ensemble des opérations par Masséna, Berthier et Rey. Cette pièce vient donc confirmer l'exactitude des lettres de Joubert, car dans un rapport au général en chef, présent à la bataille, aucune omission ni altération des faits n'était possible.

A la suite de son rapport au général en chef, Joubert écrit :

« Je demande pour mon aide-de-camp Pannetier le grade de capitaine. Je vous prie de vous informer auprès de Masséna s'il ne mérite pas davantage ; il s'est distingué avec moi depuis Montenotte sans avancement. »

Nous ferons suivre ici les lettres de Joubert de quelques extraits du rapport de Berthier. Ce général raconte les deux premières journées, sous ce titre : *Première affaire de la Corona.* « L'ennemi, dit-il, auquel on doit rendre la justice d'avoir parfaitement masqué ses mouvements, nous laissait dans l'incertitude de savoir si ses plus grandes forces étaient à Rivoli ou sur le bas-Adige. Bonaparte crut devoir se tenir à Vérone, prêt à se porter partout où il serait nécessaire. Dans le moment où les avant-postes de Masséna étaient attaqués près de Vérone, Joubert le fut à la Corona, où l'ennemi avait déjà obtenu quelque succès et pris une redoute, lorsque Joubert, secondé du général Meyer, reprit à la tête de quelques braves la redoute à l'assaut, et força l'ennemi à reprendre ses positions. Dans la nuit du 24, Bonaparte apprit que le poste de la Corona avait été attaqué par des forces si supérieures que Joubert crut devoir l'évacuer pour prendre une position en avant de Rivoli.

« Les forces déployées devant le général Joubert ne laissèrent plus de doutes sur les intentions de l'ennemi. Il était clair que d'Alvinzi voulait percer par Rivoli. Bonaparte fixe aussitôt ses idées, met en mouvement une partie de la division Masséna, et arrive à onze heures.

« Les dispositions du général Joubert, excellentes pour sa division isolée, ne convenaient plus au moment où Bonaparte, avec des renforts, venait prendre le commandement. Il ordonna donc qu'à l'instant même on reprît la position en avant du plateau de Rivoli, *et notamment le poste de San-Marco, que l'on avait évacué, et qui est la clef de la position du plateau.* » « Berthier ajoute que l'ennemi occupait une ligne imposante, sa droite à Caprino, et sa gauche en arrière de Saint-Marco. »

Berthier continue son rapport sous un nouveau titre : *Bataille de Rivoli :* « La reprise de Saint-Marco à cinq heures du matin engagea la bataille. Au jour, le général Joubert, à la tête d'une partie de sa division, attaqua l'ennemi par le prolongement des hauteurs de Saint-Marco. Joubert faisait des progrès. ». . . . .

Nous ne pouvons transcrire ici la relation si longue de Berthier, qui concorde exactement avec les lettres de Joubert et l'histoire de M. Thiers. Nous observerons seulement que Berthier dit en termes formels que ce fut Joubert qui reprit le plateau de Rivoli, ce qui

décida la victoire (1), et que Masséna ne remplit qu'un rôle secondaire dans ces pages immenses (douze pages in-folio), où Joubert ne cesse d'être en scène.

Enfin Berthier, sous ce troisième titre : *Deuxième affaire de Rivoli*, raconte ainsi la quatrième journée, où Joubert commanda seul, comme le 23 et le 24 : « *L'ennemi, sur la fin de l'affaire du 25, avait maintenu un poste à Saint-Marco* (2). Le général Joubert ordonna au général Vial de reprendre le poste de Saint-Marco pendant la nuit du 25 au 26, ce qui engagea encore l'affaire du 26 deux heures avant le jour. La division du centre, commandée par le général Baraguay-d'Hilliers, se porta à Saint-Martin, d'où elle chassa l'ennemi et lui prit des canons. La colonne de droite, commandée par le général Vial, disputa les crêtes à l'ennemi. Mais le général Joubert, qui avait dirigé une colonne commandée par l'adjudant-général Veau, pour tourner l'ennemi et le prévenir sur la Corona, en suivant le revers du Montebaldo, y arriva avant lui. Alors l'ennemi, voyant sa retraite coupée, se mit en déroute ; il fut entouré, et 6,000 hommes mirent bas les armes. Tout ce qui était sur le bas de l'Adige se retira en déroute vers le Tyrol. »

En rapprochant les lettres de Joubert et le rapport de Berthier de l'Histoire de M. Thiers, on remarque quelques légères différences entre le récit de la bataille de Rivoli par ce célèbre historien, ordinairement si exact, et le témoignage de deux témoins oculaires. Il nous semble que M. Thiers n'a pas donné aux deux journées du 23 et du 24 l'importance qu'elles ont, d'après les rapports des deux généraux. Mais surtout on comprend difficilement comment M. Thiers a pu dire en parlant de la journée du 25, la plus décisive

(1) Berthier, page 6, dit : « Le général Joubert reprend le plateau de Rivoli, culbute l'ennemi dans le bas de l'Adige, et lui enlève plusieurs canons. »

(2) Une contradiction semble exister dans le rapport de Berthier en ce qui concerne la position de Saint-Marco qu'il indique comme reprise par les Français le 25 au matin,et plus loin comme occupée par les Autrichiens le 25 au soir. Mais qu'on veuille bien se rappeler qu'il y eut, pendant la journée du 25, alternatives de succès et de revers Saint-Marco était une position d'une certaine étendue sur laquelle les Autrichiens purent maintenir un poste isolé le 25 au soir. D'ailleurs la situation avancée des Autrichiens sur ce point explique pourquoi Joubert crut devoir les tourner le 26 par le revers du Montebaldo, mouvement qui décida la déroute de l'armée d'Alvinzi.

sans contredit, où Bonaparte commandait en personne : « *Il était cinq heures et l'armée autrichienne était anéantie* », et en parlant de la journée du 26 : « *Joubert poursuivit l'ennemi et lui fit* 7,000 *prisonniers.*» Ces passages de l'Histoire de M. Thiers ne tendent-ils pas à faire croire au lecteur que Joubert ne rencontra aucune résistance sérieuse le lendemain du départ de Bonaparte ? Et cependant l'armée autrichienne était si loin d'être anéantie, que Berthier, dans son rapport officiel, dit : « L'ennemi, sur la fin de l'affaire du 25, avait maintenu un poste à Saint-Marco. » Nous avons vu, toujours d'après le rapport de Berthier, que Bonaparte reconnaissant les lieux dans la nuit du 24 au 25, avait ordonné de reprendre ce poste de Saint-Marco, *qui était, suivant le général en chef, la clef de la position du plateau.* Les Autrichiens, maîtres de ce poste, contenaient donc encore les Français sur le plateau de Rivoli, et il fallut que Joubert leur livrât bataille le 26, et les tournât, pour les déloger de Saint-Marco, et occuper de nouveau Corona. Sans l'énergie et l'habileté avec lesquelles Joubert exécuta les instructions que Bonaparte lui avait données avant de partir pour Mantoue, en lui laissant la liberté de modifier ces instructions suivant les circonstances, sans la victoire du 26, la plus grande partie de l'armée d'Alvinzi se retirait en bon ordre sur le Tyrol, avec presque toute son artillerie.

Au général Bonaparte doit revenir avant tout la gloire de toutes ces combinaisons profondes, avant, pendant et après la bataille de Rivoli, qui constituent : « *cette immortelle opération jugée par les militaires une des plus belles et des plus extraordinaires dont l histoire fasse mention.* » (Thiers.) Bonaparte disait un jour à l'astronome Lalande que la bataille de Rivoli était celle de toutes ses victoires à laquelle il attachait le plus de prix. Mais après le général en chef de l'armée d'Italie, ce fut certainement Joubert qui contribua le plus grandement à cette célèbre victoire (1). La bataille dura quatre jours. Joubert commanda en chef la 1re, la 2e et la 4e journées. Nous avons vu Bonaparte, cinq mois auparavant, deviner avec son puissant génie, que Rivoli sera le point où se décidera le sort d'une nouvelle campagne, et, reconnaissant en même temps dans Joubert

(1) On peut voir à la page 244 de l'ouvrage du général Pommereuil, intitulé: *Campagnes du général Bonaparte*, combien Joubert se fit d'honneur par ce succès. (Lalande, *Vie de Joubert.*)

l'homme qui pourra le remplacer à ce poste important, lui demander à Legnano un plan de défense de Corona et de Rivoli (1).

« On comprend, dit M. Thiers, pourquoi Napoléon attacha plus tard au nom de Masséna celui de Rivoli. » On le comprend peu, au contraire. Ce titre aurait appartenu à Joubert, s'il eût vécu ; lui mort, personne ne devait le prendre. Le nom de Masséna rappelle assez d'autres victoires, Montenotte, Essling, Zurich surtout, sans qu'il soit nécessaire à ses admirateurs de lui attribuer la part de gloire qui revient légitimement à Joubert ; et nous le répétons, qu'on lise le *Mémorial de Sainte-Hélène*, les témoignages de Berthier et autres présents à la bataille du 14 et 15 janvier 1797, on verra que Masséna ne contribua guère plus à la victoire que Vial, Rey et autres généraux.

Que le nom de Joubert reste donc éternellement attaché au souvenir de cette victoire de Rivoli, dont le nom durera autant que le nom français.

Un mois après la bataille, Joubert reçut du gouvernement d'alors la lettre suivante :

« Paris, 12 février 1797.

« Le Directoire exécutif au général Joubert.

« Le Directoire exécutif vous invite, citoyen général, à recevoir le témoignage de sa satisfaction pour les services précieux que vous rendez à la République. Les glorieuses journées des 25 et 26 à Rivoli, et vos opérations récentes dans le Trentin, vous donnent *des droits à la reconnaissance nationale*. Continuez, brave et heureux général, volez à de nouveaux succès ; ils sont dus à votre courage et à vos talents militaires. »

(1) Bonaparte, dans sa dépêche au Directoire, dit : « ... Cela donna lieu à la bataille de Rivoli, que nous avons gagnée le 25 et le 26, et où nous avons fait à l'ennemi 13,000 prisonniers. » Comme on le voit, Bonaparte semble presque attacher autant d'importance à la journée du 26 qu'à celle du 25, et ce fut le 26 en effet que l'on fit le plus grand nombre de prisonniers et qu'Alvinzi faillit être pris.

Nota. — Sainte-Beuve, dans ses *Causeries du Lundi,* s'exprime ainsi qu'il suit : « Je ne recommencerai pas un récit de cette journée de Rivoli ; on ne refait pas un tableau après les maîtres (voir *Mémoires de Napoléon,* tome II, pages 69-80 ; tome IV, pages 27-34 et 52-70) qu'il suffise de dire que Joubert, avec sa division, a été comme le centre et le noyau de Rivoli, qu'il a porté le premier poids de l'affaire, qu'elle a roulé longtemps sur lui, qu'il avait commencé la veille, qu'il a été chargé d'achever le lendemain de la victoire ; que dans l'immortelle journée, au moment le plus critique de la mêlée, quand on était tourné au revers de la chapelle de San-Marco et qu'on allait être cerné, quand pendant deux heures d'horrible confusion et de refoulement, les charges étaient alternatives ainsi que les déroutes, quand chacun sur son point, et par où il pouvait, faisait rage (Berthier, Masséna, Leclerc, Lassalle), *lui, il redevint grenadier, chargea à pied, le fusil à la main, et reprit à la baïonnette les ouvrages de Rivoli.* Certes, s'il avait vécu, personne n'aurait eu plus de droits que lui à être duc de Rivoli. Mais, cette part faite (et elle est assez belle), qu'on n'essaye pas un seul instant de séparer Joubert de Napoléon dans toute la conduite de cette affaire ni dans ses suites. »

La gloire d'un grand capitaine provient avant tout de son propre mérite, mais beaucoup aussi du mérite de ses lieutenants. C'est justice de rendre à chacun ce qui lui appartient. Napoléon, sans Desaix, eût été battu à Marengo, et ce fut grâce à Joubert qu'il gagna la bataille de Rivoli. Si Grouchy, à Waterloo, n'eut pas une inspiration aussi heureuse que Desaix ou Joubert, ce fut la punition de cet absolutisme qui avait habitué les lieutenants de Napoléon à ne plus penser par eux mêmes, et à n'avoir plus l'initiative, la spontanéité des généraux de la République.

CHAPITRE III

EXPÉDITION DANS LE TYROL ITALIEN OU LE TRENTIN. — CAMPAGNE DANS LE TYROL ALLEMAND. — JOUBERT ADMINISTRE LES ÉTATS VÉNITIENS. — SON RETOUR EN FRANCE. — VUES GÉNÉRALES SUR LES CAMPAGNES D'ITALIE.

EXPÉDITION DANS LE TYROL ITALIEN OU LE TRENTIN

Après la bataille de Rivoli, Joubert reçut l'ordre de marcher sur Trente, dans le Tyrol italien. Il écrivit à Bonaparte :

« J'exécuterai vos ordres avec la dernière ardeur, mais faites attention, général, que deux combats me réduisent à 5,000 hommes en comptant les égarés, les officiers et les lâches, et avec cela il faut m'enfoncer dans des gorges. L'ennemi aura de 15 à 18,000 hommes. »

Avant de partir pour son expédition dans le Tyrol italien, Joubert écrit à son père, le 20 janvier 1797, de Caprino :

« Je reçois votre lettre consolante du 23 ; vous l'écriviez dans un moment où je faisais autre chose qu'écrire. J'arrive de Vérone combiner le plan d'attaque de Trente ; dans quelques jours je l'exécute. Je m'occupe à reconnaître l'ennemi pour le prendre avec plus d'avantage. J'ai été reçu au quartier de Bonaparte avec cette joie qu'on éprouve à voir un homme

qui a fait une bonne opération. Voilà dix nuits que je passe blanches. Se battre le jour, faire les dispositions la nuit, nourrir la troupe pendant ce temps, tout a été fait. Dans un pays où pendant l'été ma brigade mourait de faim, ma division a eu ses distributions régulièrement faites tous les jours de combat. A huit heures du soir les cartouches, à dix heures du matin le pain, à quatre heures l'eau-de-vie. Je paraissais au point du jour sur la ligne, la joie était peinte sur les physionomies. Je vais souffrir à présent ; le même ordre ne pourra plus exister. Mais le soldat paraît avoir une si grande confiance, il s'anime si visiblement à ma voix, que je n'ai que les éléments à craindre ; et puis je traverserai les montagnes comme un aigle pour arriver plus vite à mes communications.

« Vous avez raison de le dire, ces désœuvrés perdent leur temps et leur esprit, et nous détruisons les armées de l'empereur. Voilà la sixième que l'armée d'Italie passe en revue, cette campagne. Quand les bourgeois de Vienne sauront que nous avons pris 21,000 de leurs enfants, un corps de volontaires, je ne sais où en sera leur ardeur pour la continuation de la guerre. Au reste, moi qui n'ai jamais trop cru à une prompte reddition de Mantoue, je commence à me rendre.

« Je ne suis plus fâché d'être général de division ; car ma première opération a été un coup de maître. Avec 10,000 hommes arrêter deux jours 22,000 hommes par un combat heureux et une retraite à propos, avertir Bonaparte de la vraie attaque de l'ennemi, lui donner le temps de venir sans être entamé, contribuer efficacement à la victoire du 25, *détruire seul, le 26, le corps d'attaque* (1), me disposer ensuite à marcher avec un corps de 5,000 hommes, en gardant mes positions, pour porter secours aux autres divisions ; et tout cela du 23 au 27 : voilà, je crois, de belles manœuvres.

(1) Ceci se rapporte à la bataille de Rivoli.

Mais rien n'est fait pour un militaire, tant qu'il lui reste à faire. Je voudrais prouver que j'entends l'attaque comme la défense ; y réussirai-je ? L'événement vous le prouvera. Au reste, il y a à parier pour ; tout le monde le croit sûr ; mais moi, qui doute toujours jusqu'au parfait succès, je fais comme si j'avais affaire à un ennemi supérieur. »

« Caprino, 4e pluviôse, l'an Ve de la République (24 janvier 1797).

« Joubert à son père,

« J'ai vivement représenté les inconvénients de la nouvelle entreprise. Les divisions Augereau et Masséna sont depuis deux jours en mouvement ; la mienne devait l'être cette nuit. Les ordres ne viennent point, et je serai encore tranquille demain. On croyait qu'il n'y avait qu'à marcher : je connais assez la guerre, et je juge trop bien nos ennemis pour ne pas savoir qu'ils nous attendent. On réussira, j'espère ; mais après le succès, ce ne sera pas un de nos plus petits périls d'échappé. Quant à moi qui ai la tâche la plus difficile, mon plan est fait. L'exécution sera prompte et terrible ; j'attaquerai partout sans compter ; il faudra que je couche le soir où j'aurai donné les ordres le matin. Après avoir bien réfléchi, reste une dernière ressource, se battre, et j'y compte. Une bonne charge lève presque toujours les plus grands obstacles, et je n'ai qu'une crainte, c'est que tout le monde ne soit pas aussi bien disposé que moi. Hier, j'ai eu tous mes généraux, adjudants généraux et chefs de corps à dîner. Je n'avais pas besoin de les exciter ; les deux tiers avaient des balles ou des contusions des dernières affaires. J'ai seulement fait comprendre à ces braves gens, qui me devinent, qu'il fallait de l'audace ; et ils l'inspirent à leurs bataillons. Mais l'inquiétude qui ne me quitte pas, c'est celle que me donne l'excès du froid qu'il fait. Quand je songe au bivouac du Tyrol dans ce temps-ci, je ne puis m'empêcher de gémir sur le sort des troupes. Mantoue nous coûte bien cher, en nous forçant à une campagne d'hiver.

« Je pourrais aussi avoir des craintes pour moi ; les grands succès que j'ai eus m'ont fait des envieux et peut-être des ennemis. On prétendait devant mon aide-de-camp, dans une auberge de Vérone, qu'on avait trouvé six cents louis dans le pillage de ma voiture ; Pannetier n'a pas eu besoin de donner un démenti ; des officiers, qu'il ne connaissait pas, l'ont fait pour lui, en disant qu'ils me connaissaient, et que je n'étais pas capable d'amasser tant d'argent. Pannetier ajouta seulement en souriant : « Allez dans son écurie, vous y verrez ses chevaux de la rivière de Gênes. » Il n'y eut qu'un cri contre le calomniateur ; mais n'en voilà pas moins de faux rapports. Je suis sur le tapis ; général de brigade, je n'excitais la jalousie de personne.

« Le plus jeune des généraux de division, j'ai soutenu tout l'effort du général en chef de l'armée ennemie ; j'ai fini par détruire son corps : on ne me pardonnera pas cela. Mon opération sur Trente est de la dernière difficulté. Si je succombe, ce qui est très possible, on me le pardonnera moins encore. Plus je réfléchis, moins je me trouve à ma place ; tout, jusqu'au succès, me désespère. Encore une fois, dès que je vois jour, je me débarrasse de tout ce fardeau et je quitte le métier. Je suis né pour les armes et non pour le commandement. Je maudis l'instant où je fus fait caporal ; et je voudrais avoir l'apathie de ceux qui finiront par s'établir bourgeoisement. C'est là où est le bonheur, et c'est là sûrement où, s'il est possible, j'irai le chercher. En attendant je vais, en faisant mon devoir, faire taire encore la cabale. Combien de gens avaient dit : « Peut-on confier une division à un étourdi ? » qui disent à présent que j'ai sauvé l'armée. Beaucoup auront désiré me voir dans l'embarras, piqués d'avoir vu leur attente trompée, qui seront encore surpris de mes nouveaux efforts. Fort ou faible, j'espère que vous entendrez parler de mes opérations avec éloge. »

On lit dans une lettre plus ancienne de Joubert à son père :

« Nous allons aller en avant le 1er pluviôse (20 janvier). Ce n'est pas mon avis. Le froid et la famine vont nous assiéger. D'une armée brillante, nous allons tomber dans toutes les misères. Les hommes sont fous. La prospérité les aveugle. Cette campagne nous fera perdre du monde, activera le cabinet de Vienne qui en préparera plus vite ses forces, et ne nous mènera à rien. Mantoue ne sera pas plus vite pris.

« Je ne dois rendre compte que de mes canons et de mes baïonnettes. Un général de division n'est pas un financier, et je ne touche de gratifications que pour l'espionnage et ma table. Je les emploie si bien qu'aujourd'hui je n'avais pas le sou, et j'ai demandé 1,500 livres à Bonaparte pour fournir à mes dépenses et renouveler mes équipages. J'ai donné mes derniers dix louis à un espion, celui qui m'a prévenu de l'heure, du nombre et du lieu, celui qui m'a fait peut-être sauver l'armée.

« *P. S.* J'ai courageusement fait sentir à Bonaparte mon avis sur son expédition. Elle peut réussir; mais il peut nous en coûter cher. S'il neige, nous sommes perdus, et le froid est excessif. »

Joubert, avant d'entrer en action, était le plus prudent des hommes, on peut même dire qu'il s'exagérait les difficultés. Nous l'avons vu en 1796 blâmer ouvertement le général en chef, pour sa persistance à marcher toujours en avant. Nous le voyons maintenant blâmer cette expédition dans le Tyrol, comme il cherchera plus tard à détourner Bonaparte de sa marche sur Vienne. Carnot partagea toujours à cet égard les opinions de Joubert. Et cependant les événements prouvèrent que Bonaparte avait trouvé le seul moyen de forcer l'empereur à la paix, montrant ainsi la supériorité de son génie sur les talents et les connaissances des meilleurs généraux du temps. Cette habitude de faire avec toute franchise des objections, d'ailleurs très sérieuses, indisposa d'abord Bonaparte contre Joubert, en 1796, avant et après Castiglione ; mais le général en chef reconnut bien vite que celui de ses lieutenants qui osait lui dire le plus vivement et en face son opinion personnelle sur ses projets, était aussi celui qui exécutait ses ordres avec le plus

d'énergie et d'intelligence. Bonaparte accorda alors à Joubert plus de confiance qu'à aucun autre de ses généraux, comme on le verra dans la dernière campagne, où il lui confia dans le Tyrol un corps de 20,000 hommes, armée presque égale à celle avec laquelle il marcha sur Vienne, ce qu'il ne fit jamais ni pour Masséna ni pour Augereau.

Et n'est-il pas permis de regretter qu'il ne se soit pas trouvé près de Napoléon, avant les campagnes d'Espagne et de Moscou, des généraux assez francs et assez indifférents à la faveur du maître pour faire entendre, sur ces conceptions gigantesques du génie, la voix du bon sens et de la modération?

Joubert se met en marche vers la fin de janvier pour le Tyrol italien. Le 28 janvier, il rend compte à Bonaparte d'une rencontre qu'il a eue avec l'ennemi dans les gorges de Maury :

« Le général Vial se battit là dans la neige jusqu'à la ceinture tout le jour. Les redoutes de Brentenico auraient été terribles pour d'autres que pour des Français..... Il sera difficile de croire que deux colonnes, malgré ces obstacles, se soient réunies et présentées le même jour en ligne de bataille à Maury, après avoir défilé homme par homme sous le feu d'un grand nombre de canons.

« Ma division est pieds nus. Il fait un temps déplorable. Il manquait trois mille souliers quand nous sommes partis de Rivoli ; jugez de l'état où nous sommes à présent. »

Malgré l'infériorité numérique de son armée, les difficultés que présentait un pays de montagnes et l'hiver, Joubert conquit rapidement le Tyrol italien, et écrivit à son père, de Trente, le 4 février 1797 :

« Je suis à Trente, et Mantoue est à nous ; sa garnison est prisonnière de guerre. Vous voyez que nous savons, en Italie, rendre aux Autrichiens les coups qu'ils nous portent sur le Rhin.

« Ma marche a été des plus pénibles : pluie et neige, redoutes sur redoutes dans des gorges, j'ai tout forcé avec 8 ou 9,000

hommes, et j'ai passé Trente, après avoir fait 2,000 et tant de prisonniers dans mes différentes rencontres avec l'ennemi ; il m'a laissé 3,000 malades dans ses hôpitaux.

« Je m'occupe à établir ma ligne, opération pénible. En deux jours, j'ai fait dans les montagnes, à travers les glaces et la neige, plus de quinze lieues à pied. Je loge dans le palais du prince-évêque ; j'y fais les honneurs de sa maison à mon état-major et aux officiers de ma division ; et avec tout cela je n'ai point de repos, et mes chevaux n'en ont que quand la montagne me force d'aller à pied. Ce soir, la musique du prince nous réjouira à souper pour célébrer la prise de Mantoue. J'attends Wurmser et son état-major à son passage. Voilà de beaux moments ; il faut faire en sorte qu'ils ne se changent pas en cyprès : c'est mon affaire.

« Bonaparte m'annonce 20,000 hommes sous mes ordres dans le Tyrol, ma division composée de 10,000 hommes, et deux autres composées de cinq chacune.

« Voilà un beau rôle ; vienne ensuite la paix, je n'aurai plus rien à désirer. »

Le 17 février 1797, Joubert écrit de Trente à son père la lettre suivante, qui est intéressante à bien des titres :

« Vous avez paru désirer de me voir figurer au premier rang ; que pouvez-vous désirer de plus ? Je suis à quatre-vingts lieues de Bonaparte qui marche sur Trieste, qui a déjà passé deux fleuves, pris deux généraux et fait 1,500 prisonniers. On m'a ordonné, en deux mots, de marcher sur Botzen et Brixen pour faire ma jonction avec l'armée. J'attaque demain avec 16,000 hommes ; et si, comme j'y compte, je réussis, je me lance dans le Tyrol allemand. En cas de malheur et que je sois repoussé jusqu'en Italie, ce qui pourrait arriver, j'ai les ordres en poche pour commander la Lombardie, le Mantouan, le Véronais, toutes les places fortes et les troupes qui s'y trouvent ; voilà de l'éclat ! Je me livre à la

fortune, mais je m'en défie ; et si la chance est favorable, je m'en défierai plus encore et rechercherai les postes secondaires que vous prétendez que je ne dois plus accepter. Un soldat se bat dans tous les rangs. Dans une République, on n'est général qu'un temps. J'ai sous mes ordres le brave Dumas, qui a commandé en chef cinq armées, je lui ai confié mon aile droite, et nous sommes intimes. Pourquoi ne pourrais-je pas me trouver dans le même cas ? »

On comprend la confiance que Bonaparte avait dans Joubert, non-seulement au point de vue des opérations militaires, mais aussi en ce qui concernait l'administration des pays conquis, quand on lit des lettres semblables à celles que Joubert écrivit au général en chef, le 28 janvier, quand on se rappelle les déprédations d'autres généraux.

« Il est inutile que vous me recommandiez si souvent de ne lever dans le Trentin aucune contribution qui puisse nous rendre odieux. Deux choses me portent à exécuter ponctuellement vos ordres : 1° l'intérêt de ma division ; 2° la répugnance que j'ai à me mêler de quelque comptabilité que ce soit. »

Pendant les derniers temps de son séjour à Trente, Joubert écrivit à son père les lettres suivantes :

« 17 février 1797.

« Les dernières affaires m'ont été heureuses : mais la fortune est femme, et je ne sais pourquoi je me défie d'elle. Charles est devant moi. J'ai à présent 16,000 hommes. Aurais-je jamais cru me trouver à un poste si éminent? Vous en seriez-vous jamais douté vous-même ? Bien loin d'être ébloui, je suis ennuyé de l'autorité que je me trouve avoir dans un pays conquis, où je ne cherche qu'à diminuer les horreurs de la guerre, où je me suis interdit toute contribution pécunaire, où j'ai empêché une maladie épidémique de se propager. J'ai

fait enterrer dans un jour jusqu'à 400 morts dans des hôpitaux; j'ai préservé ma division de cette contagion autrichienne. Les bourgeois qu'elle gagnait, je les ai obligés à sortir d'un accablement funeste. Encouragés par mon activité, ils se sont donné des soins et nous respirons un air pur. Mes proclamations ont fait mettre bas les armes à tous les paysans du Trentin; mon corps s'augmente à vue d'œil; mes courses continuelles m'ont fait connaître toute l'étendue du Tyrol italien, de manière à y faire habilement manœuvrer mes 20,000 hommes contre 30,000; ma ligne se couvre de camps retranchés que j'ai indiqués moi-même; j'aurais lieu d'être content, et je ne le suis pas. Je vois d'un œil d'envie Kléber et autres qui ont pu donner leur démission. On continue trop la guerre; nous ne combattons plus pour notre indépendance.

« Dans quinze jours, j'espère que nous vengerons la France des affronts du Rhin. Vaubois a été battu et chassé de Trente. Comme je vous l'ai dit, la fortune est une femme; mais je suis prêt à tout événement: il n'y aura pas de ma faute. Qu'un revers, si j'en éprouve, ne vous étonne pas; nous le reparerons. »

« Trente, le 6 ventôse an V de la République
(24 février 1797).

« J'ai reçu votre lettre; vous m'y supposez bien des qualités que je n'ai pas. Pour être homme de pouvoir, il faut de l'ambition, et je n'en ai pas. Pour désirer des places, il faut une science approfondie du cœur humain, et une conduite politique à l'avenant; je dédaigne tant de prudence. Malgré tout ce que vous m'en dites, je suis décidé à quitter une carrière dont je ne voulais parcourir que les degrés moyens et où je me trouve au faîte, sans l'avoir désiré. J'e n'ai accepté avec plaisir que le grade d'adjudant-général chef de brigade, et c'était là ma place. J'ai été porté plus haut contre mon gré. A présent j'ai trois divisions sur les bras, et je suis décidé à les quitter. *J'aime rendre des services;* qui ne serait sensi-

ble à la joie d'en rendre? Mais je préfère un poste, une position où l'homme jouit de lui-même, à l'éclat d'une grande place où l'on ne vit jamais pour soi. D'ailleurs ce qu'on appelle réputation dépend toujours des événements, et encore une fois je serais un fou de courir de nouvelles chances sans ambition.

« Je finirai la guerre, si l'on veut me placer secondairement comme d'autres le sont. Si l'on veut que je marque, je vire de bord, et je trouverai une autre carrière... c'est une résolution prise. D'ailleurs mille motifs particuliers, et qui me regardent personnellement, m'obligent à cela, et pour le bien public, il vaut mieux que quelqu'un, qui servira à ma place avec goût, l'occupe, que si je la conservais moi-même avec répugnance. Un avocat plaide toujours avec mauvaise grâce une bonne cause, quand on le force à employer des moyens qui répugnent à sa raison.

« Mes fatigues sont excessives, et ce défaut de santé est pour beaucoup dans ma nouvelle résolution. Vous n'en serez sûrement pas fâché. »

Cette curieuse lettre répond, on le voit, à des espérances, à des incitations qui se renouvelleront peut-être plus tard, et desquelles Joubert ne se défendit plus si bien. Le père de Joubert désirait pour lui un rôle politique, ce qui lui souriait peu.

EXPÉDITIONS DANS LE TYROL ALLEMAND ET LA CARINTHIE

Bonaparte, en février et mars 1797, s'occupa du règlement des affaires de l'Italie centrale. Après avoir conclu avec le pape le traité de Tolentino, il revint sur l'Adige pour exécuter, dit M. Thiers, la marche militaire la plus hardie dont l'histoire fasse mention. Il résolut de franchir les Alpes pour aller à Vienne. Moreau, avec une grandeur d'âme qu'on ne saurait trop admirer, lui avait envoyé les 30,000 meilleurs soldats de son armée du Rhin sous Bernadotte.

Bonaparte avait 70,000 hommes, mais il en fallait 20,000 pour garder l'Italie. Il conserva pour lui 25,000 hommes, et en mit 20,000 sous les ordres de Joubert, qui, dit M. Thiers, depuis Rivoli avait mérité toute sa confiance.

Le 17 mars, les Français entrent en campagne. Joubert, à la gauche, reçoit l'ordre d'envahir le Tyrol allemand, *de battre l'ennemi*, de le rejeter au-delà du Brenner, et de rejoindre le général en chef en Carinthie. Masséna, au centre, attaque le col de Tarwis, le point le plus élevé des Alpes noriques. On se bat au-dessus des nuages. Bonaparte, à la droite, avec 25,000 hommes, remporte sur la rivière le Tagliamento la victoire qui porte ce nom, et recueille Masséna qui a franchi le Tarwis. Dans le Tyrol, Joubert *livre des combats de géants* (Thiers), bat successivement les généraux Kerpen, Landon, l'archiduc Charles, traverse victorieusement le Tyrol dont la population s'est soulevée comme un seul homme, fait un à-droite, et à travers le Puttersthal, va rejoindre son général en chef en Carinthie.

Les Français avaient déjà fait 20,000 prisonniers. Bonaparte marchait sur Vienne. Tout cédait devant lui ; mais apprenant que l'armée du Rhin n'a pu venir le rejoindre à travers l'Allemagne, il se décida à écrire au prince Charles la lettre fameuse : « Les braves militaires font la guerre et désirent la paix, etc. » L'armée française rencontra à Léoben les envoyés de l'empereur, et le 8 avril furent signés un armistice et les préliminaires de la paix.

Tous les historiens répètent que cette conquête du Tyrol allemand est le plus beau titre de gloire de Joubert. Nous n'avons pu recueillir dans les auteurs qu'un très petit nombre de faits sur cette marche de Joubert Aussi nous sommes heureux de pouvoir présenter ici quelques détails nouveaux extraits de sa correspondance, sur une expédition qui fit connaître le nom du général bressan dans toute l'Europe.

Pendant que Bonaparte était à Bologne pour le traité de Tolentino, Joubert lui écrivait pour l'engager à ne pas s'arrêter si longtemps dans les Etats-Romains :

« Charles, l'archiduc, fait beaucoup de tapage dans le Tyrol. Je ne voudrais pas qu'il eût le loisir de nous prendre dans la ligne que nous occupons ; Trente et la Brenta ne sont

pas une bonne position pour une armée qui ne fait que se défendre. Aucune partie n'est liée à l'ensemble, et cela prête trop aux combinaisons de l'assaillant. Pour agir avec avantage dans la ligne que nous occupons, il faut être aussi offensif que l'ennemi, et alors votre présence est nécessaire.

« Je viens de marcher quinze heures à pied pour faire le tour de ma ligne. Je ne suis plus étonné des revers de Vaubois. J'occupe la même ligne que lui ! Pour se sauver dans un pays si étendu qu'on pouvait le tourner partout, il lui aurait fallu un corps de réserve autour duquel il pût pivoter. Quand vous prendrez l'offensive, l'ennemi aura le même désavantage que Vaubois, il lui faudra beaucoup de monde pour se défendre et une activité dont il n'a encore donné aucun exemple. Mantoue est à nous. Nous l'avons bien conquis. Mantoue fera époque dans les annales militaires. Il nous coûte beaucoup ; mais il coûte 20,000 hommes à l'empereur. »

Le 27 ventôse (17 mars), Joubert donne de Trente l'ordre d'entrer dans le Tyrol allemand aux généraux Vial, Dumas, Baraguay-d'Hilliers, auxquels il indique toutes les dispositions qu'ils doivent prendre :

« Vous savez aussi bien que moi, leur écrit-il, que les attaques de front dans les montagnes doivent s'éviter avant d'avoir essayé d'inquiéter l'ennemi sur ses derrières. Au reste le plus opiniâtre l'emporte toujours à la guerre. »

Joubert multiplie ses instructions à ses généraux et officiers : se battre ralliés, réunis, il n'y a que cela dans ce pays ; il leur recommande de ne pas trop s'attacher aux règles, d'agir avec rapidité surtout. Il rallie la brigade Dallemagne, et regrette la blessure qui condamne à l'inaction son compatriote qu'il appelle son fidèle compagnon de gloire.

Le 17 mars, Joubert reçut l'ordre de marcher sur Brixen. Les Autrichiens occupaient les deux rives de l'Adige. Joubert enveloppa

à Saint-Michel les corps ennemis qui se trouvaient sur le Lawis. Après un combat très opiniâtre, il tua 2,000 Autrichiens, en prit 4,000 avec trois canons et deux drapeaux. L'ennemi s'étant retiré sur la rive droite de l'Adige, le 23 mars Joubert, à la tête de ses trois divisions, se porta à Salusa. Le général Vial s'empara du pont de Neumark et passa la rivière pour empêcher l'ennemi de se retirer sur Botzen. L'ennemi se défendit vigoureusement et le combat paraissait incertain, lorsque le général Dumas, commandant la cavalerie, se précipita dans le village du Tramin. L'ennemi battit en retraite, laissant 2 canons, 1,000 prisonniers, et le général autrichien Landon, ne pouvant se retirer sur Botzen, se jeta dans les montagnes.

Tels furent les combats de Lawis, de Neumark et du Tramin, qui ouvrirent à Joubert l'entrée du Tyrol allemand. Mais l'affaire la plus décisive fut le combat de Clausen, au cœur du Tyrol.

Joubert entra dans la ville de Botzen, et sans s'y arrêter, marcha droit à Clausen. L'ennemi, profitant de toutes les ressources présentées pour la défense par des gorges placées au milieu de montagnes presque aussi élevées que celles de la Suisse, avait pris les meilleures dispositions. Le général Kerpen, renforcé d'une belle division de l'armée du Rhin, bien couvert par des redoutes, attendait les Français dans une gorge étroite près de Clausen. L'avant-garde des Français se déconcerta un moment, en présence des difficultés qu'elle avait à vaincre. Non-seulement l'armée autrichienne était supérieure en nombre et fortement retranchée; mais le pays tout entier était en feu. On entendait retentir au fond des profondes vallées le tocsin appelant à la défense de leur pays natal, jamais conquis par l'étranger, les célèbres chasseurs tyroliens. Ceux-ci couvraient les hauteurs et faisaient un feu plongeant qui décimait les Français. Joubert a tout prévu : son sang-froid rassure tout le monde sur l'issue du combat. Son armée, concentrée toute entière et sous sa main, ne craint point d'être entamée. Mais il faut obéir à Bonaparte et marcher en avant. Joubert ordonne à son infanterie légère de gravir des rochers qui semblaient inaccessibles, pour débusquer les Tyroliens et tourner les redoutes ennemies (1). Quand

(1) Joubert évalue à 2,000 le nombre des Tyroliens insurgés que les Français tuèrent dans divers engagements.

les ailes de l'ennemi sont suffisamment resserrées par cette attaque inattendue, Joubert se met à la tête des 11e et 32e demi-brigades, rangées en colonne serrée, et marche sur le centre des Autrichiens, qu'il perce après un effort court, mais terrible. L'ennemi, coupé en deux, cède partout, et est poursuivi si vivement par Joubert, que celui-ci entre avec les Autrichiens dans Brixen.

Le général Dumas, toujours en tête de la cavalerie, tua de sa propre main plusieurs cavaliers, et pendant plusieurs minutes arrêta seul, sur un pont, un escadron de cavalerie ennemi, ce qui lui valut parmi les soldats, pleins de souvenirs classiques, le surnom d'Horatius Coclès du Tyrol. Ce général Dumas était fils du marquis de la Pailletterie et d'une négresse. Parvenu, malgré sa naissance, au plus haut grade, il était un emblème vivant de l'égalité nouvelle. Ce fut le père du célèbre romancier Alexandre Dumas.

Le général autrichien Kerpen, renforcé de nouveau à Mittenwald par une division de l'armée du Rhin, est battu une dernière fois, et se retire au-delà du Brenner.

Joubert écrit à son père, de Brixen, 9 germinal an V (29 mars 1797) :

« Une affaire générale, trois combats sanglants, huit mille hommes faits prisonniers, dix pièces de canon, des drapeaux, l'armée du Tyrol coupée de celle du prince Charles dans la Carinthie par trois marches forcées, mêlées d'attaques, des magasins pour nourrir trente mille hommes pendant six mois : voilà les résultats de mon opération sur Botzen et Brixen. Mais je ne sais plus où est Bonaparte qui doit courir du côté de Vienne. Je me trouve au milieu d'un pays tout soulevé contre le nom français. La rapidité de mes opérations avait amené du désordre qui a augmenté le mécontentement. Des fusillades faites à propos ont ramené l'ordre ; mais je n'en suis pas moins au milieu de vingt mille paysans armés de carabines dans des montagnes terribles. L'ennemi se renforce sur Inspruck par le Rhin. J'ai bien servi les projets de Bonaparte pour sa marche sur Vienne ; mais que vais-je devenir ? que va-t-il faire de moi ? Voilà ce qui m'inquiète. »

Le soulèvement des montagnards tyroliens donna autant d'embarras au général français que les armées de l'empereur. Joubert se trouva alors aux prises avec les mêmes difficultés qui amenèrent tant de désastres en Espagne sous l'Empire, qui avaient coûté en Vendée tant de sang, tant de sacrifices, aux généraux de la République. Il montra dans ces terribles circonstances la fermeté, l'humanité, la justesse de coup d'œil qui distinguent les hommes destinés aux grandes scènes, aux commandements les plus élevés.

Comme Bonaparte lui-même, Joubert eut l'esprit assez large pour s'élever au dessus des préventions étroites qui animaient alors l'armée presque entière contre le clergé catholique. Il comprit que, si quelques fanatiques, oubliant que la mission du prêtre exige qu'il reste étranger aux luttes politiques et militaires, avaient contribué à soulever la population du Tyrol, la grande masse du clergé catholique, fidèle à ses habitudes douces et paisibles, ne demandait pas mieux que d'être en dehors de la lutte des deux armées. Cette classe portant plus que nul autre un intérêt réel et intelligent aux gens de campagne, dont elle voyait de plus près les souffrances, devait être le meilleur instrument de pacification dans le Tyrol comme en Vendée. Son général en chef lui recommandait de *la cajoler*, peut-être en réponse à une lettre où Joubert lui mandait : « Le fanatisme s'en mêle, autant le Tyrol italien est paisible, autant le Tyrol autrichien se monte, c'est une Vendée. »

Pour dissiper les calomnies absurdes répandues sur ses soldats, il recommande à ceux-ci le plus grand respect pour les cérémonies et les ministres du culte ; il exprime le désir, et il fallait du courage pour cela en ce temps-là, que ceux de ses soldats qui ont conservé des sentiments et pratiques catholiques, assistent à la messe dans les villages. Joubert en agissant ainsi, eut bien vite gagné la confiance des curés. Beaucoup entrèrent en relation et en correspondance avec lui. Frappés de sa loyauté, convaincus de sa sincérité lorsqu'il leur exprimait son désir de diminuer les horreurs de cette guerre, ils lui fournirent toutes les indications dont il avait besoin pour réaliser cette noble intention, ses vues d'humanité. Le clergé contribua ainsi puissamment à arrêter le mouvement insurrectionnel qui avait éclaté d'abord avec tant de violence, quoique Joubert n'eût rien négligé pour en prévenir l'explosion. Ainsi en entrant dans le Tyrol italien, il avait répandu dans le pays cette proclamation :

« J'arrive dans le Tyrol avec les ordres précis du général Bonaparte d'avoir tous les égards pour les habitants, de ne faire aucune réquisition d'argent, seulement celles en subsistances qu'exige la rapidité de ma marche. Mon caractère me porte à exécuter des ordres si bienfaisants. J'aurai soin de nommer au commandement de Roveredo et de toutes les places des militaires aussi probes que je me flatte de l'être. Mais aussi, Tyroliens, je ne souffrirai point que vous partagiez l'opiniâtreté de l'empereur à continuer une guerre injuste qui mine les peuples et que les Français font malgré eux. »

Joubert ordonne ensuite que toutes les armes soient remises dans les places fortes, et déclare qu'il ne traitera pas suivant les égards dus aux militaires pris les armes à la main, les habitants qui seront pris sans uniforme ; qu'il arrêtera les pères de ceux qui sont enrôlés dans les Brasseliers tyroliens ; que leurs biens seront confisqués. »

« J'ai prouvé, écrit-il, que j'aimais les voies de la douceur, je prouverai aussi que je suis sévère. »

Il écrivit aussi au général autrichien au sujet des mesures de rigueur qu'il est obligé de prendre, dit-il, par la perfidie des bourgeois qui viennent visiter sans armes ses cantonnements pour espionner, puis font des surprises d'assassins.

« Nous n'arriverons jamais, ajoute-t-il, aux extrémités où sont arrivés les Autrichiens sur nos frontières, à Condé, à Valenciennes, etc. Nous avons jusqu'à présent autant fait preuve d'humanité que de courage. J'espère que ces deux qualités nous accompagneront dans le Tyrol comme ailleurs. »

Le général français écrivit aussi aux municipalités des villes :

« Les procédés que l'on aura avec nous dans les campagnes détermineront toujours ceux que j'aurai avec les villes, parce que les campagnes ne se conduisent que d'après leur conseil. »

Malgré toutes ces mesures, lorsque les Français entrèrent dans le Tyrol allemand, ils trouvèrent partout où ils passèrent le pays complètement abandonné par ses habitants. Beaucoup de soldats isolés furent surpris et tués par les Tyroliens. Les soldats français commirent d'ailleurs beaucoup d'excès, qui s'expliquent sans être justifiés par le dénuement absolu où étaient ces troupes. Les Autrichiens avaient ruiné à fond le pays, et n'avaient laissé aucun magasin, mais seulement 2 ou 3,000 malades abandonnés dans la plus absolue détresse et mourant comme des mouches, dit un rapport de Joubert, qui fit tous ses efforts pour adoucir leur sort. Nous le voyons également, d'après ses lettres, avoir pour les prisonniers ennemis tous les égards possibles, et entrer dans une colère terrible contre l'administration qui avait laissé voyager sans souliers, par un froid très vif, plusieurs milliers d'Autrichiens.

L'ordre et la discipline étaient maintenus partout où était Joubert. Mais sa marche était trop rapide pour qu'il pût empêcher les violences commises par les traînards, cette peste des armées. Instruit de leurs violences contre les Tyroliens paisibles, et voyant l'impuissance des conseils de guerre, il se décida à faire un appel au patriotisme et à l'esprit qui animait alors l'armée d'Italie. Il lança un ordre du jour foudroyant où, après avoir exposé les excès commis par quelques soldats, il s'écrie en terminant :

« Et je suis obligé de me demander si je commande à des hordes de brigands ou à des bataillons de républicains. »

Les soldats, sensibles à ce reproche, se chargèrent eux-mêmes de livrer les coupables. Plusieurs exécutions eurent lieu. Depuis lors la discipline fut parfaite, et Joubert put écrire à Bonaparte :

« La sagesse de nos troupes autant que la terreur de nos armes ont désarmé l'ennemi. »

Les Tyroliens se rapprochèrent peu à peu des Français, et dans une lettre au général en chef, Joubert affirme que les Tyroliens vinrent lui proposer une paix particulière.

« Je leur ai répondu, dit-il, que nous arrangerions cela, tout mauvais diplomate que je sois. »

Jusqu'alors Joubert avait marché au nord. Après avoir quitté Brixen, il tourna vers l'est, et s'avança dans la magnifique vallée du Puttersthal, pour rejoindre Bonaparte en Carinthie. L'archiduc Charles, avec quatre divisions de l'armée du Rhin, arrêta les Français dans les gorges d'Inspruck. Après une canonnade assez vive, Joubert décida l'affaire, dit Bonaparte dans son rapport au Directoire, en marchant à la tête de la 85e demi-brigade en colonne serrée par bataillons. L'ennemi, culbuté, laissa deux canons et quatre cents prisonniers. Les Français débouchèrent dans la Carinthie, et entrèrent dans Lientz où ils trouvèrent des magasins immenses.

Enfin, le 8 avril 1797, Joubert fait sa jonction avec son général en chef à Saxembourg. Il était temps, ses soldats n'avaient plus de cartouches. Au moment où, au quartier-général, tout le monde racontait sa perte, Joubert se précipite vers la tente de Bonaparte, et veut pénétrer dans l'intérieur. La sentinelle, fidèle à sa consigne, refuse de le laisser passer. Joubert force le passage, la sentinelle, le suit en se plaignant amèrement de la violence qui lui est faite. Bonaparte se lève, serre son lieutenant dans ses bras, et se tournant vers la sentinelle : « Va, républicain, lui dit-il, Joubert qui a forcé les gorges du Tyrol, a bien pu forcer ta consigne. »

Dans cette glorieuse expédition dans le Tyrol, dont la réussite assura le succès de la marche hardie de Bonaparte sur Vienne, Joubert n'avait pas suivi les instructions du général en chef qui lui avait enjoint de diviser en deux son corps d'armée.

« Si je n'eusse eu la sagesse de me réunir, vous n'entendiez plus parler de moi », écrit-il à Bonaparte.

Heureuse désobéissance ! Combien de désastres évités en Espagne, si les lieutenants de l'empereur avaient obéi moins servilement aux ordres venus de Paris, et avaient su se guider davantage suivant les circonstances et suivant les inspirations de leur génie.

Il est facile de comprendre les angoisses que durent éprouver le père et les compatriotes de Joubert pendant cette expédition dans le Tyrol allemand. Joubert, après avoir battu Kerpen, l'avait rejeté en Allemagne, mais il avait laissé sur son flanc le général Landon qui, tandis que les Français s'enfonçaient en Allemagne, avait

reparu sur l'Adige et coupé les communications de Joubert avec l'Italie. Le bruit de la perte de cette armée se répandit en ce pays et de là en France (1). Les journaux royalistes, toujours avides de mauvaises nouvelles, annoncèrent plusieurs fois la défaite de Joubert. Aussi quelle joie ce dut être en Bresse, quand arriva à Pont-de-Vaux la lettre suivante :

« Saxembourg en Carinthie, 21 germinal an V
(10 avril 1797).

« Joubert à son père,

« Je suis sorti vainqueur du Tyrol. On aura peut-être fait courir le bruit que j'y ai succombé avec toutes mes troupes, parce que j'ai interrompu de suite toutes mes communications avec Trente, et que, laissant un corps ennemi derrière moi, je me suis jeté au milieu des gorges, à travers une multitude de paysans armés, pour forcer les passages et faire ma jonction avec le général Bonaparte qui est aux portes de Vienne. Mon projet a réussi ; je fais à présent l'arrière-garde ; j'espère bientôt faire une aile de son armée. Pendant vingt-quatre heures, je me suis vu sous le fer homicide des Tyroliens levés en masse, et pendant une marche de vingt lieues, dans les pays les plus terribles, je les ai contenus. Ma marche est quelque chose d'extraordinaire ; avec Bonaparte peut-on faire autre chose ? Puissent tant d'efforts héroïques nous amener la paix !

« Une bataille et sept combats, 9,000 prisonniers, 12 pièces de canon, 2,000 Tyroliens sur le carreau, et 500 hommes de pertes seulement pour mon compte ; voilà du merveilleux et du vrai ! Avec 16,000 hommes traverser le Tyrol, ce qu'aucun

(1) Même à Vienne en Autriche, on crut si bien que les divisions commandées par Joubert avaient été anéanties dans le Tyrol, qu'on y chanta des *Te Deum* pour cette prétendue victoire.

La conduite de Joubert dans le Tyrol est célébrée dans la lettre d'un officier datée de Saxembourg en Carinthie, du 23 germinal, et insérée dans l'*Ami des Lois*, n° 523.

Français n'avait seulement tenté ; voilà qui est beau ! Voyons où cela aboutira. »

Huit jours après cette lettre écrite, l'armée d'Italie recueillit enfin le fruit de ses travaux héroïques, et Bonaparte signait à Leoben cette paix tant désirée par Joubert, qui s'empressa d'écrire à son père :

« Au quartier-général près Leoben, le 29 germinal an V
de la République française (18 avril 1797).

« Le général de division Joubert à son père,

« La paix est faite avec l'empereur. Je l'ai vu signer le 28 germinal au soir, au quartier-général de Bonaparte, à Ioss près Leoben, à trente lieues de Vienne. L'ambassadeur de Naples, Gallo, Porph, général autrichien, et Saint-Vincent, aide-de-camp de l'empereur, stipulaient pour lui, Bonaparte, pour la République. Des courriers ont de suite été expédiés au Rhin pour empêcher tout combat ultérieur, à Vienne et à Paris, pour avoir les ratifications d'usage. Les articles sont secrets ; vous les verrez, quand on les publiera, aussi glorieux pour la République qu'on peut se l'imaginer, et avantageux pour l'empereur, de manière à rendre l'union stable entre les deux puissances.

« Rien ne m'inspirait, dans ma réponse au département, que l'amour de mon pays et la vérité des faits ; ils devaient naturellement alarmer un ami de la paix, qui la voyait s'éloigner par la coupable résistance d'une jeunesse égoïste refusant de grossir l'armée, et par l'impuissance d'une administration qu'on pouvait, comme toutes les autres, supposer faible. La manière dont elle a fait circuler ma lettre prouve cette dernière assertion ; elle m'a fait chansonner, ridiculiser, et dans quel moment ? Tandis qu'avec 15,000 Français je détruisais autant d'Allemands dans les gorges terribles du Tyrol, tandis qu'après avoir défait entièrement le corps qui m'était opposé, je traversais ces gorges, qu'aucune nation étrangère ne franchit jamais,

en rendant vains les efforts de 50,000 Tyroliens connus par leur férocité, repoussant seulement la force par la force, évitant leurs embûches par des mouvements précis et vifs, en contenant enfin, par une discipline sévère dans mes troupes, de grandes contrées qui auraient pu doubler le nombre de mes ennemis. On faisait des caricatures sur mon compte à Bourg, et je sauvais mes divisions d'une destruction à laquelle elles s'attendaient, qu'on avait déjà fêtée à Vienne et Inspruck, et que d'imprudents journalistes français ont inventée dans leurs feuilles. Je traversais le Tyrol, c'est-à-dire quarante lieues de gorges infernales, le tombeau de plusieurs armées, pour aller faire ma jonction avec Bonaparte dans le cœur de l'Allemagne, et, par un mouvement aussi surprenant, intimider plus encore les impériaux et les forcer à la paix. Une bataille, six combats gagnés, huit mille prisonniers faits, douze pièces de canon enlevées, deux mille paysans jetés sur le carreau dans leurs attaques multipliées, et cinq cents hommes seulement de perte de mon côté, voilà le résultat de mes opérations, et ce que je puis opposer en parallèle à la conduite de mes détracteurs.

« Vous parlez de persécutions ! Des monstres seuls pourraient persécuter votre innocence et celle de ma famille. Quant à moi, je ne serai pas le premier homme qui ait rendu des services à sa patrie et qui ait trouvé dans ses foyers l'ingratitude pour récompense. Cependant, comme j'aime la paix et surtout que j'abhorre les partis, je trouverai assez de coins dans la France pour y vivre tranquille et honoré, si mes concitoyens me refusent le repos que je mérite. Je suis fâché que les anarchistes se soient emparés de ma lettre, voilà mon seul regret ; mais dans un pays où l'on a souffert tous les partis, on ne peut rien écrire sans indisposer l'un et s'attacher l'autre, malgré soi.

« Est-ce ma faute, et faut-il que je fasse des rétractations puériles et inutiles ? On me chansonnerait bien plus encore. Vous vous alarmez en vain. Peu m'importe qu'on parle bien

ou mal de moi dans les partis ; je ne suis jaloux que des suffrages des Français qui n'en adoptent aucun, qui aiment la gloire de leur pays et la prospérité d'un gouvernement établi, ne ressemblant ni à la royauté ni à l'anarchie, qui enfin n'ont aucune arrière-pensée, royaliste ou jacobine. Au reste, j'écris de nouveau au département pour lui annoncer la paix, et je profite de cette occasion pour lui déclarer franchement quels sont mes principes et quel homme on veut persécuter : je joins cette lettre.

« Ma division est à Villach en Carinthie. J'ai profité de l'armistice pour aller voir Bonaparte, et j'ai vu faire la paix. De petites tracasseries ne m'empêchent pas de ressentir tout le plaisir que doit exciter une si heureuse circonstance. Encore quelques mois, et je jouirai de la douceur de vous embrasser. »

Cette lettre, qui révèle chez le jeune général des sentiments à la hauteur de la grandeur des circonstances, montre qu'au moment même où Joubert se couvrait d'une gloire immortelle, il rencontrait dans son pays de nombreux détracteurs. Cela ne pouvait être autrement. Outre les envieux, que toute gloire légitime offusque, les partisans de l'ancien régime, qui avaient espéré avant le 18 fructidor détruire la Révolution par elle-même, détestaient Bonaparte et Joubert, dont les victoires avaient consolidé le Directoire, et avaient mis à néant tous ces projets dont l'exécution reposait sur l'appui de l'étranger. On ne cherchait qu'une occasion pour attaquer Joubert, qui fournit lui-même cette occasion à ses ennemis. On lit dans une de ses lettres à Berthier :

« Trente, 5 mars.

« Je vous envoie copie d'une lettre en réponse à une lettre de félicitation que mon département (1) a bien voulu m'écrire.

---

(1) Partout ici ce mot département est pris dans une acception qu'il n'a plus : on désignait ainsi l'administration collective et élective placée à la tête de chacune des 86 divisions du territoire français.

Elle est un peu brusque, mais méritée, et il serait à propos qu'il y en eût une pareille par département. »

Dans cette lettre au département de l'Ain, Joubert s'élevait avec force contre la faiblesse des administrations locales qui laissaient les déserteurs dans leurs foyers sans les inquiéter. Jamais réclamation ne fut plus légitime. Mais combien elle dut froisser de gens, surtout parmi les anciennes et riches familles qui ne pouvaient s'accoutumer à la loi nouvelle faisant peser l'impôt du sang également sur tous.

Nous n'avons pu retrouver dans les registres du Directoire administratif de l'Ain aucune trace de cette lettre de Joubert, ni de l'adresse à laquelle elle répondait. Ces pièces cependant ont existé aux archives du département. (1)

M. Riboud (Thomas), dans une lettre à M. de Lalande, lui assure que Joubert attribuait aux administrateurs de l'Ain des faits auxquels ils étaient restés étrangers.

« Mais alors, écrivait en même temps le représentant Deydier au père de Joubert, s'ils sont innocents des faits à eux attribués, ils ne doivent pas prendre pour eux les paroles de Joubert, et s'ils sont coupables de ce dont on les accuse, celui ci les a traités comme ils le méritaient. Il faut regarder cette lettre comme celle d'un militaire patriote justement indigné de ce que si peu de Français secondent l'armée dans ses glorieux travaux. »

On peut voir dans l'Histoire de M. Thiers jusqu'à quel point la désertion des soldats rentrant dans leurs foyers avait désorganisé l'armée. Le fait dut exister dans le département de l'Ain comme ailleurs. Et Joubert avait de justes motifs pour être irrité contre

---

(1) Est-ce trop s'aventurer que de voir, dans des actes semblables la cause des rancunes implacables que Joubert avait soulevées contre lui, en s'élevant énergiquement contre la coupable tolérance de l'administration locale vis-à-vis des déserteurs ? Les plaintes de Joubert étaient bien légitimes cependant, et nous en trouvons la preuve dans une lettre écrite de Toulon au Directoire par Bonaparte partant pour l'Egypte, lettre datée du 28 floréal an VII (17 mai 1798). Bonaparte se plaint que l'armée d'Egypte, en se rendant à Toulon, a été affaiblie par des désertions nombreuses. « Toutes les demi-brigades, dit-il, ont perdu de 500 à 600 hommes en route. Le département de l'Ain est celui qui paraît accorder le plus de protection aux déserteurs ; on en compte 400 de la 18e demi-brigade qui sont dans ce département. » (*Correspondance de Nap.* tom. IV.)

ceux qui, par leur tolérance coupable, compromettaient le salut de son armée devant l'ennemi.

Instruit par son père du soulèvement contre lui et sa famille produit par sa première lettre, il en écrivit une deuxième pour s'expliquer ou se défendre.

« Au quartier-général de Ioss, le 18 avril 1797.

« Le général de division Joubert à l'administration centrale du département de l'Ain.

« La paix est faite avec l'empereur. Après avoir eu le bonheur d'y avoir contribué sous les ordres de Bonaparte, j'ai eu le plaisir de la voir signer à son quartier-général, le 28 germinal au soir, à Ioss.

« Le voilà arrivé ce beau moment qui doit rallier tous les Français ; puissent toutes les haines finir et tous les partis s'éteindre !

« Ma lettre en réponse à celle de votre administration a été mal interprétée. Les anarchistes s'en sont, dit-on, emparés ; je ne le fus jamais. A-t-on oublié que les suppôts d'Albitte me chassèrent de mon pays pour m'être récrié contre son despotisme ?

« D'un autre côté, on m'a chansonné, ridiculisé ; et ce qu'il y a de plus pitoyable, dans le plus beau moment de ma vie militaire.

« Je déclare à l'administration que le zèle seul pour mon pays a dicté ma première lettre ; que je n'ai point voulu l'attaquer particulièrement ; que j'en eusse écrit autant à tous les départements, parce que partout on prenait des mesures impuissantes pour arrêter la désertion ; et qu'enfin, éloigné de deux cents lieues, je ne pouvais juger que d'après les faits, et malheureusement les faits parlaient.

« Je déclare au département que je déteste tous les partis et méprise toutes les petites persécutions, je ne dis point des administrations, qui sont trop justes pour en faire, mais les

persécutions de tant de gens soulevés contre un homme demandant hardiment contre eux l'exécution de la loi méconnue ; qu'en conséquence, si, lorsqu'il me sera permis d'aller me reposer dans mes foyers, j'y trouve encore les esprits aigris, je conserverai mon énergie pour les moments où la patrie, menacée d'invasions étrangères, pourra avoir besoin de moi, et chercherai surtout à vivre sans querelle intestine.

« On m'écrit que vous avez arrêté de mettre ma lettre dans vos archives, je ne sais pour quel motif, mais vous aurez sûrement la justice d'y placer avec elle la présente, qui devra suffisamment éclairer tous ceux qui les liront sur la pureté de mes intentions. »

Si Joubert fut méconnu de quelques-uns de ses compatriotes, il eut de larges compensations dans les témoignages universels de sympathie qui lui arrivèrent de tous les points de la France. Le gouvernement, organe de l'opinion publique à son égard, lui envoya, à l'occasion de ses victoires dans le Tyrol, la lettre suivante :

« Paris, le 17 avril 1797.

« Le Directoire exécutif au général Joubert.

« L'armée d'Italie en se divisant, citoyen général, en deux corps d'armée, a montré partout la même audace et cueilli partout des lauriers également chers à la République. La conquête du Tyrol, à laquelle vous avez une part si brillante, a été aussi rapide que celle du Frioul et de la Carinthie ; et vous avez justifié entièrement à nos yeux, dans le commandement des trois divisions que le général en chef vous a confié, les témoignages distingués qu'il nous a souvent rendus de vos talents militaires. »

Le Directoire avait déjà envoyé des félicitations à Joubert à l'occasion de sa blessure de Montenotte, et après Rivoli. Mais dans cette troisième lettre, on peut remarquer chez les membres du gou-

vernement l'intention évidente de mettre Joubert au même niveau que Bonaparte, pour les opérations de cette dernière campagne.

Carnot, dans ses Mémoires, appelle l'expédition de Joubert dans le Tyrol une campagne de géants. Aucune armée étrangère n'avait pénétré jusqu'alors dans ce pays. Sous Louis XIV, les Bavarois, de concert avec l'armée française d'Italie, essayèrent en vain de l'occuper. Les premiers s'arrêtèrent à Toblac et les Français devant Botzen, où la route abandonne la vallée de l'Adige pour se diriger sur Clausen, où Joubert livra son combat le plus brillant.

JOUBERT, ADMINISTRATEUR DANS LES ÉTATS VÉNITIENS

Pendant le temps qui s'écoula entre les préliminaires de Leoben et le traité de Campo Formio, Joubert fut chargé de gouverner le Vicentin et d'autres parties du territoire de Venise sur la terre ferme. Pour comprendre ce qui suit, il faut se souvenir que le Sénat de Venise, pendant la marche de Bonaparte sur Vienne, avait tenté sur nos derrières un soulèvement dont la réussite eût anéanti notre armée.

Joubert écrit à Bonaparte le 7 mai 1797 :

« Je trouve partout le pays organisé à la manière française et des cocardes nationales. Il me semble que c'est une sotte manière de punir des assassins que de les assimiler à nous. Partout le peuple est attaché à son exécrable gouvernement, à Saint-Marc. Le bourgeois seul, qui craint pour ses propriétés et le noble pour sa tête, affectent une soumission qui masque de nouvelles trahisons. Par la mollesse à punir des complots où des centaines de Français ont péri, on a encouragé de nouvelles tentatives. Les hommes que vous avez chargés de surveiller l'Italie se sont plus occupés d'y faire les grands seigneurs que de s'y montrer en républicains, et se vendent à tous les partis. Voilà le cri public. Je vous prie de m'écrire si je dois tolérer les cocardes et de quelle manière je dois me

conduire dans le pays vénitien. Je répugne à voir des drapeaux tricolores, des arbres de liberté dans ce pays. Tout cela est par force ou par grimace. J'ai eu cent fois l'idée de leur ôter ces signes de liberté dont ils ne sont pas dignes. »

Au moment où Joubert écrivait ces lignes, il venait d'apprendre l'assassinat de plusieurs Français par des Vénitiens à Bassano, et l'insurrection de sept communes dans les montagnes du Vicentin :

« Les contre-révolutionnaires vénitiens, écrit-il à Bonaparte, fondent leurs espérances sur ces montagnes, comme vous le verrez par le relevé des lettres prises à la poste vénitienne. Ces lettres vous persuaderont que les ex-praticiens ne rêvent que contre-révolution et qu'ils ont plusieurs plans de campagne. Les Autrichiens, de leur côté, ont des intelligences dans ce pays. »

Est-il bien étonnant que Bonaparte, ainsi renseigné par tous ses généraux, et ne pouvant garder toute l'Italie, en faisant le traité de Campo-Formio, ait sacrifié Venise dont les Français avaient tant à se plaindre ? Joubert prévoyait ce résultat. En ordonnant l'arrestation de deux meneurs principaux de la municipalité de Bassano, il écrit au général Veau :

« Les Bassanois sont des imbéciles qui ne voient pas qu'en nourrissant de vieilles haines contre leurs voisins, ils donnent aux puissances des facilités pour les subjuguer. »

Malgré ces préventions trop fondées malheureusement contre un pays où les Français ne furent bien accueillis que par une petite partie de la bourgeoisie, Joubert, en juillet 1797, organisa avec soin le gouvernement central du Vicentin et du Bassanois, après avoir pris des informations sur les gens les plus capables de seconder ses vues pour le maintien de l'ordre et une politique libérale, mais modérée. Il écrit le 14 mars à Bonaparte :

« Je n'ai nommé fonctionnaires que des propriétaires et des gens attachés au nouveau système.

« Si vous voulez organiser l'Italie en grands départements, rien de si dangereux que d'entretenir cet esprit de désunion qui règne dans les diverses parties de la terre ferme, désunion dont se servait très-bien l'ancien gouvernement pour se rendre absolu. »

Joubert mit fin aux assassinats en ordonnant qu'on brûlerait les maisons placées dans le voisinage du lieu théâtre du crime. Pendant qu'il comprime la révolte dans les montagnes, il engage les populations voisines à être tranquilles :

« Que les Italiens sachent bien, écrit-il, que les Français seuls donnent la liberté aux peuples qu'ils ont soumis et qu'eux seuls combattent pour la liberté. »

Joubert s'efforçait d'ailleurs de former peu à peu ces populations récemment émancipées à ce qu'il appelle le gouvernement représentatif; ainsi il écrit le 29 prairial au président de la Société populaire de Vicence :

« Dans un pays où l'opinion publique n'est pas formée, la discussion est dangereuse, si elle n'est pas confiée à des personnes instruites et raisonnables. L'organisation qui semble le mieux convenir à l'état des choses, c'est de s'en tenir à une Société de pure instruction où les membres prononceraient des discours pour éclairer le peuple, et liraient des ouvrages à sa portée.

« La Société devra surtout faire connaître au peuple que chaque citoyen ne doit concourir au bien public que par son opinion individuelle, et que lorsqu'une multitude fait connaître sa volonté tumultueusement, cette multitude est une faction que l'on doit détruire et dont on doit punir les chefs.

« Je vous prie, citoyen président, de persuader à la Société que je prends un vif intérêt aux progrès qu'elle fera faire à

l'esprit public, et que je me ferai un plaisir d'assister à ses séances. »

La correspondance de Joubert à cette époque est intéressante aussi, en fournissant quelques renseignements sur l'esprit des armées d'Italie, sur la manière dont Joubert comprenait la direction de ses soldats, en ce qui concernait leur moral, autant que pour la partie purement militaire de son commandement.

Le 23 juin 1797, Joubert écrit à son père, de Vicence :

« Vous ne devez point être fâché d'entendre dire que ma division soit destinée pour le midi de la France ; c'est une preuve que je la maintiens aussi bien dans la discipline que je sais la faire battre. On dit que le département du Var m'a demandé ; que Milan veut aussi que je reste en Italie. Il est certain que je ne rougirai devant personne en Italie, et ne tremblerai devant personne en France, en faisant exécuter les lois. Mais tous ces bruits d'armée, que répandent les papiers publics, sont faux. On ne peut destiner les troupes que quand la paix sera faite ; et tous les jours nous nous organisons de manière à entrer tout de suite en campagne : on n'est donc pas encore d'accord. A Venise, nous avons mis les scellés sur les effets impériaux. Rien ne transpire du sort des provinces vénitiennes ; elles s'organisent provisoirement, et sous la protection de nos armes. Je nomme moi-même un gouvernement central pour le Vicentin et le Bassanois ; tous les autres généraux en font autant dans leurs provinces. La paix n'est donc pas encore faite, et moins encore la destination des troupes. Quoi qu'il en soit, je suis plus général que gouverneur, et lorsqu'il sera permis de choisir sa place, je ferai des demandes qui ne s'accorderont pas avec la surveillance du Midi ou de toute autre partie de la République. Nous sommes fort tranquilles ; nos divisions s'augmentent ; nous les habillons, nous guérissons les galeux. Il n'existera pas dans un mois de plus belle armée.

« Le 20, nous faisons une fête en l'honneur des morts pendant

la campagne. On manœuvrera ; il y aura des exercices d'armes, des courses à pied, à cheval, double paye, double subsistance. Ainsi se maintiennent l'énergie et l'ardeur des troupes. On remplacera, ce jour-là, tous les vieux drapeaux par des neufs, qui porteront le nom des batailles où les corps ont assisté. On y lira : *Batailles de Millesimo, Mondovi, Passage du pont de Lodi, Batailles de Castiglione, Lonato et Arcole, 1re et 2e Batailles de Rivoli, Mantoue et Passage du Tyrol.* Chaque demi-brigade pourra se glorifier de quelques-uns de ces hauts faits ; les batailles de Rivoli et le passage du Tyrol feront honneur à toutes les miennes. »

« Vicence, 24 messidor an V (12 juillet 1797).

« Je ne croirais plus à la paix, si les bruits qui se répandent étaient vérifiés et si les sottises de Clichy l'emportaient. Le fait est que ses intrigues ont éloigné la conclusion du traité et beaucoup refroidi les conférences. Le congrès change même de place ; il doit se tenir à Udine, sur le théâtre de la guerre, ce qui sent la menace de la part de Bonaparte. Les ennemis du gouvernement sont bien scélérats ; pour accomplir leurs projets, ils vont encore faire ruisseler le sang des Français dedans et dehors.

« Le 26 nous avons une fête générale dans toute l'armée. J'ai ordonné une pyramide représentant les batailles de la division et offrant aux yeux le nom des morts qu'elle a eus dans la campagne d'Italie. Cette pyramide, haute de 96 pieds, placée dans un vaste champ de Mars, sera attaquée et défendue par les troupes de ma division et par son artillerie. Après cette petite guerre à poudre, je présenterai aux corps des drapeaux où seront inscrits les faits d'armes et batailles remarquables où chacun s'est trouvé. Ces drapeaux remplaceront les vieux que nous avons apportés de France, et qui n'ont plus que les bâtons noircis, honorables restes ! Passage du Tyrol, Rivoli, Arcole, Mantoue, Castiglione, Lonato, Pont

de Lodi seront des souvenirs immortels que Bonaparte consacre à jamais. Après la réception des drapeaux, les courses à pied et à cheval, les tirs de cible à fusil et à canon, et du pistolet à cheval termineront la fête. Je me traînerai au milieu de mes camarades pour honorer l'urne des Laharpe, Dubois et Stengel, de Sandos et Frontin, frappés tous les deux à mes côtés, l'un à Rivoli, l'autre à Castiglione; celle enfin de tous les héros de notre armée morts pour la patrie. Tant de sang aura-t-il inutilement arrosé les belles plaines de l'Italie? Malheur à Clichy! (1) »

Malheur à Clichy, c'est-à-dire aux contre-révolutionnaires : tel était dans l'été de 1797 le cri général dans l'armée d'Italie comme dans toutes les armées de la République. Comme on le voit, Joubert était animé du même esprit que tous ses camarades. Il écrit le 6 juin au général Veau :

---

(1) Tous les historiens sont d'accord pour dire que les intrigues royalistes en France faillirent compromettre les résultats obtenus par les victoires de l'armée d'Italie. L'empereur d'Autriche, auquel ses agents en France annonçaient une contre-révolution prochaine, ne donnait pas de suite aux préliminaires de Leoben, et ce ne fut qu'après le 18 fructidor, qui anéantit l'espoir du triomphe des royalistes en France, que la diplomatie autrichienne mit fin à ces lenteurs calculées et conclut le traité de Campo-Formio Joubert qui désirait si ardemment la paix, comme nous l'avons vu d'après ses lettres, comprenant l'influence des Clichyens sur la continuation de la guerre, avait pour eux une antipathie très vive, qu'il manifestait hautement avec sa franchise ordinaire, ce qui lui avait valu la haine cordiale de ceux-ci.

Sainte-Beuve, dans ses *Causeries du Lundi*, tome XV, page 178, dit :

« Pendant la campagne du Tyrol, le plus beau fleuron militaire de notre jeune héros,... on faisait des caricatures et des chansons sur Joubert dans son pays natal. On l'avait cru perdu dans le Tyrol et l'on s'en réjouissait, il était républicain sincère, il aimait la loi et la discipline. .

« Pendant que se signait cette paix achetée par tant de travaux et de victoires, l'esprit de parti continuait d'infester la France ; la réaction levait la tête.... Et le 18 fructidor, ce coup d'Etat fâcheux mais nécessaire, n'était pas encore venu rappeler à l'ordre les mauvais Français.... On est bien près de former des vœux pour l'ennemi du dehors, quand on désire que les choses aillent très mal au dedans. »

Paroles sévères qui pourraient, hélas ! s'appliquer à d'autres générations qu'à celle des contemporains de Joubert.

« Je vous recommande d'entretenir l'esprit de patriotisme dans vos demi-brigades. Nous en avons plus que jamais besoin. Si quelques troupes entachées d'aristocratie passent, et que vous aperceviez des disputes, consignez vos troupes. »

Le 9 juin, il fait paraître l'ordre du jour suivant :

« Je fais connaître avec plaisir la lettre que je viens de recevoir du général Bonaparte, et je saisis cette occasion de témoigner mes sentiments à mes braves camarades. La sagesse honore les militaires comme la victoire. Vous prouvez que vous êtes dignes d'aller en France jouir du repos dû à vos grands travaux. (Les troupes auxquelles était lu cet ordre du jour n'avaient pas reçu leur paie depuis près de deux mois ; à peine vêtues, mal nourries, elles observaient la plus sévère discipline.)

« Le général en chef vous rend toute la justice que vous méritez. Officiers et soldats, je suis charmé de vous marquer moi-même ma satisfaction. Conservez cet esprit d'union et de discipline qui fera notre force et qui assure à tous les Français le maintien d'un gouvernement libre, et le respect des personnes et des propriétés. Songez que vous êtes l'espoir de la France entière. Faites que le gouvernement ait non-seulement votre courage à récompenser, mais encore toutes les vertus qui distinguent le soldat citoyen. N'oubliez surtout jamais quelles furent vos intentions quand vous volâtes aux frontières. Nourrissez votre enthousiasme du souvenir des prodiges qu'il a produits depuis la guerre. Conservez-le pur jusqu'au dernier soupir, et ne doutez pas qu'avec une conduite aussi régulière, un patriotisme aussi intact et aussi soutenu, on ne distingue toujours les vieilles brigades d'Italie et qu'elles ne soient toujours chères à la patrie. »

Joubert ne négligeait rien, comme on le voit, pour entretenir parmi ses soldats l'enthousiasme patriotique qui avait enfanté tant de prodiges, ainsi qu'un esprit d'union et de discipline. De mœurs

austères, il donnait à tous l'exemple d'une vie frugale et simple. Après ses repas, il faisait quelques courses à pied ou à cheval, puis se remettait au travail. Insensible pour les autres comme pour lui-même, quand il s'agissait de discipline, dès que ses troupes étaient cantonnées, il s'efforçait de réprimer les habitudes vicieuses des soldats, par exemple, en faisant fermer de bonne heure les cafés et autres maisons dangereuses. Malgré sa sévérité, les soldats avaient pour lui cette affection qu'ils ont presque toujours pour le général qui combat à leur tête, et qui porte un intérêt réel à leur bien-être moral et physique. Ils savaient que Joubert avait une prédilection particulière pour les officiers qui s'occupaient avec soin de tout ce qui pouvait améliorer le sort des hommes qu'ils commandaient. Recommandant à Bonaparte pour une promotion le capitaine Davin : « Très-brave, dit-il, c'est le père du soldat. » « Beaucoup d'indulgence, écrit-il à ses conseils de guerre, pour les petites choses et les incertaines ; mais de la sévérité pour les cas graves et qui demandent exemple. »

Nous le voyons, dans ses lettres, se plaindre sans cesse des violences et des excès de ses soldats On se tromperait étrangement si on concluait que ses troupes se livraient réellement à de très grands excès. Joubert, élevé dans les mœurs douces et honnêtes d'une famille de magistrats, était exaspéré par des actes qui auraient à peine amené un léger sourire sur le visage d'un général des XVIIe et XVIIIe siècles, élevé dans les camps au milieu d'une soldatesque sans frein. On ne saurait trop remarquer le progrès qui s'opéra sous ce rapport pendant nos grandes guerres de la République et de l'Empire. La guerre de trente ans au XVIIe siècle avait fait un désert de la moitié de l'Allemagne du centre. Après 1814, les traces de notre passage furent bien vite effacées. Napoléon, imbu de cet esprit nouveau, respecta toujours les droits de l'humanité, autant qu'ils peuvent être respectés à la guerre. Où trouver dans l'histoire de ses longues guerres des faits rappelant les horreurs qui remplissent les histoires des XVIe et XVIIe siècles, par exemple, rien qui soit comparable aux ravages de Turenne dans le Palatinat ?

Ce progrès fut dû certainement à la situation nouvelle faite à l'armée par la Révolution. Le soldat ne fut plus un être mis à part pour la vie entière par le sergent racoleur. Quand tous furent appelés à la défense de la patrie pour un temps limité, le soldat ne

resta plus étranger aux intérêts, aux sentiments de ses compatriotes sans uniforme. Ce fut un citoyen comme un autre. Il n'y eut plus de mœurs, d'habitudes propres à l'armée ; le laboureur, l'artisan honnête conservèrent sous le drapeau la douceur et l'honnêteté qu'ils avaient dans la vie civile.

Pendant leurs conquêtes en Italie, les soldats de Bonaparte et de Joubert suivaient avec le plus vif intérêt le cours des événements politiques dans l'intérieur de la France. Et lorsque la cause de la Révolution, en ce qu'elle avait de légitime, fut sérieusement menacée avant le 18 fructidor par les contre-révolutionnaires s'appuyant sur l'étranger, Bonaparte intervint au nom de ses frères d'armes. Dans une proclamation à son armée, datée de Milan, à l'occasion de la fête du 14 juillet : « Des montagnes, disait-il, nous séparent de la France, mais nous les franchirons avec la rapidité de l'aigle pour défendre la liberté. » Grâce à l'appui qu'il trouva dans les armées, le Directoire put faire son coup d'Etat du 18 fructidor, qui mit fin aux tentatives de contre-révolution en France.

Cet amour de la liberté céda bientôt le pas à l'amour de la gloire. Cet esprit républicain, dont le souvenir reste attaché aux nobles figures de Marceau, de Hoche, de Joubert, de Desaix et de tant d'autres, ne dura pas... Mais l'on peut se demander si, animées d'un autre sentiment, sous une autre forme de gouvernement, nos armées eussent sauvé la patrie menacée par l'Europe entière et déchirée par ses propres enfants.

Et ne doit-on pas garder une place d'honneur dans le trésor des souvenirs de la France à ces grandes armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, si braves, si patientes, dont la sagesse, la modération, au milieu de tant de souffrances et de privations, excitèrent si souvent l'admiration de l'Europe ? (Voir pour exemple le récit de l'entrée des Français à Amsterdam) « L'enthousiasme républicain et la victoire, dit M. Thiers, soutenaient ces armées, les plus braves, les plus sages qu'ait eues la France », ces armées de 100,000, de 200,000 hommes, où les officiers sans paie, mangeant le même pain que les soldats, marchaient à côté d'eux le sac sur le dos. Jamais nation menacée dans sa dignité ou son indépendance présenta-t-elle un mouvement plus magnifique, un élan plus grandiose que celui qui fit voler vers les frontières de la France les quatorze armées de la

Convention ? Dans cette première période de nos grandes guerres, avec des officiers et des généraux improvisés, on purgea le sol sacré de la patrie des armées étrangères. Mais avec quels sacrifices, avec quelles souffrances ! Ne l'oublions jamais. C'est à ces phalanges héroïques que nous devons cette France d'aujourd'hui, si grande malgré ses désastres, et dont la prospérité morale et matérielle est enviée par tous les peuples.

Mais si les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse méritent surtout notre reconnaissance pour avoir sauvegardé notre indépendance et notre territoire, les travaux plus brillants de l'armée d'Italie frappent davantage notre imagination. *Nous faisons une épopée,* écrit quelque part Joubert, du champ de bataille de Castiglione ou de Rivoli. Quelle épopée, en effet, que cette marche triomphale de la Méditerranée à l'Adriatique, et jusques au cœur de l'Allemagne à travers les Alpes ! 50,000 Français luttant contre 200,000 Autrichiens, en un an gagnent 14 batailles rangées, livrent 70 combats, prennent 400 canons de campagne, 110 drapeaux, font 100,000 prisonniers. (Dépêches de Bonaparte, 17 février 1797.) La France ne parut jamais si grande. Et le souvenir de ces victoires du général Bonaparte restera éternellement gravé en notre pays au fond de la mémoire des masses. Ce souvenir a pu être obscurci quelque temps par de grandes fautes, d'éclatants revers, mais l'image triomphante finit toujours par dissiper les nuages et par reprendre en France son empire sur le cœur et l'esprit des populations.

Et même pendant la Révolution, aux yeux de quelques-uns des partisans les plus obstinés de l'ancien régime, toute cette gloire transfigura, pour ainsi dire, la France nouvelle, qui ne leur apparaissait jusqu'alors que couverte du sang des échafauds. On vit des émigrés, des Vendéens, pleurer de joie au récit de nos victoires en Italie, et l'admiration, la reconnaissance pour ceux qui grandissaient ainsi la France, rallièrent des cœurs que la Terreur semblait avoir aliénés pour toujours.

Quelles que soient les horreurs que l'esprit du mal, inhérent aux choses humaines, mêle toujours aux guerres même les plus légitimes, tant qu'un cœur battra à la vue de ce qui est noble et grand, on admirera chez ceux qui sacrifient leur vie pour l'honneur ou l'indépendance de leur pays, l'effort sublime de l'amour de la société

dominant l'amour de soi. Et les cœurs généreux seront toujours ravis d'être arrachés aux réalités vulgaires, aux intérêts mesquins de la vie journalière, en ressentant quelque chose de cet enthousiasme qui inspire le mépris de la mort à ceux qui combattent pour une noble cause, comme les volontaires des premières guerres de la Révolution (1)

RETOUR DE JOUBERT EN FRANCE

La paix étant signée à Campo-Formio, Joubert revint à Pont-de-Vaux, en vendémiaire an V, pour rétablir sa santé, et retourna en brumaire en Italie. Bonaparte le députa alors à Paris pour présenter au Directoire les drapeaux de l'armée d'Italie avec la dépêche suivante :

« Au Directoire, le général Bonaparte,

« Je vous envoie les drapeaux dont la Convention fit présent à l'armée d'Italie, par un des généraux qui ont le plus contribué aux différents succès des dernières campagnes. Le général Joubert, *qui a commandé à Rivoli*, a reçu de la nature les qualités qui distinguent les guerriers. Grenadier par le courage, il est général par le sang-froid et les talents militaires. Il s'est trouvé souvent dans ces circonstances où les connaissances et le talent d'un homme influent tant sur le succès. C'est de lui qu'on a dit, avant le 18 fructidor : Cet homme vit encore *(allusion aux haines violentes des contre-révolutionnaires*

(1) Tous ces fabuleux exploits, dira-t-on, ne nous ont pas empêchés d'être réduits à nos frontières d'avant 89. La grandeur, l'influence d'un peuple ne se mesurent pas à l'étendue de son territoire. La Suisse, la Hollande, en sont la preuve aux XVIe et XVIIe siècles. Une nation est grande et forte, qui a dans un passé récent des souvenirs comme ceux que nous avons retracés dans un rapide récit. Nos ancêtres nous ont légué là un héritage qui vaut mieux que de vastes provinces dont quelques-unes avaient le droit de s'appartenir à elles-mêmes, comme la Suisse et la Belgique. Ces souvenirs valent des légions.

contre Joubert), malgré ses blessures et mille dangers, il a échappé aux périls de la guerre. Il vivra longtemps, je l'espère, pour la gloire de nos armes, le triomphe de la Constitution de l'an III, et le bonheur de ses amis. »

Le général en chef de l'armée d'Italie et son lieutenant arrivèrent en même temps à Paris, en frimaire. Dans la séance publique du Directoire, du 10 décembre 1797, où Bonaparte présenta le traité de Campo-Formio, Joubert présenta les drapeaux ennemis. Tous deux prononcèrent des discours ; voici celui de Joubert :

« Citoyens Directeurs,

« Je suis chargé, avec le chef de brigade Andréossi, de vous présenter le drapeau de l'armée d'Italie ; elle a fini sa tâche. Après quatre ans de la lutte la plus opiniâtre, une année de victoires lui a suffi pour donner de beaux jours à la République.

« Un souhait lui restait à former, celui de venger la France des attentats horribles du cabinet britannique, et bientôt plusieurs de ses invincibles colonnes vont franchir l'espace qui les sépare de l'île fatale où l'on osait nous préparer des fers. En vain de grands obstacles se présentent : le génie de Bonaparte et les destins de l'armée d'Italie ne les ont-ils pas jusqu'à présent vaincus ?

« Qu'on la suive depuis le passage du Var, cette étonnante armée, on la verra se soutenir avec une poignée d'hommes, dans sa conquête de Nice, contre les efforts réunis et multipliés des Austro-Sardes, leur arracher à Gilette l'espoir d'envahir le territoire français ; reconquérir Toulon sur toutes les forces de la coalition, que les trahisons de Pitt y avaient introduites. On la verra, la même année, s'emparer des Alpes ; et après avoir été assaillie de toutes parts par les maladies, par la famine et par les privations de tous genres, menacer enfin à son tour les despotes d'Italie.

« Quelle que fût sa faiblesse, quels que fussent le nombre et la hardiesse de ses adversaires, elle ne fit jamais un pas

rétrograde. Dewinz avec 30,000 Hongrois de troupes choisies, en fit l'épreuve dans la rivière de Gênes; 10,000 Français l'arrêtèrent dans les lignes de Borghetto, sauvèrent encore une fois les départements méridionaux, et la bataille de Loano vint compléter sa défaite.

« Que dirai-je de Bonaparte? Que dirai-je de ses campagnes de l'an IV et de l'an V? L'univers entier en retentit, et déjà elles ont déterminé, dans le système politique, des changements heureux qui consacrent à jamais la puissance et la souveraineté d'un grand peuple.

« Voilà le monument qui transmettra à la postérité la plus reculée les événements militaires et diplomatiques de ces célèbres campagnes; il est beau de le montrer aux yeux étonnés de la nation, le jour même qu'on lui proclame la paix la plus glorieuse, qui donne à la France les limites des anciennes Gaules, la rend l'Etat de l'Europe le plus respectable, et finit tout-à-coup la Révolution et ses secousses. Ils le savaient bien, ceux qui ne voulaient pas la République, qu'elle deviendrait inébranlable, si les préliminaires de *Leoben* se changeaient une fois en traité définitif; aussi que n'ont-ils pas fait au dedans pour aider l'impuissance de la coalition au dehors? Mais l'armée d'Italie avait l'instinct de la République; sa voix a tonné, les autres armées ont aussitôt répété le même cri, le gouvernement a frappé, les conspirateurs ont disparu, et le traité tant différé a enfin été conclu.

« *Vous, qu'une imagination indiscrète égare, et qui voulez toujours la République en tourmente, vous osez répéter qu'on pouvait faire encore davantage, en continuant la guerre; sans doute l'armée d'Italie eût tout vaincu, tout subjugué, elle eût pu conquérir le monde; mais est-ce ainsi que l'on conserve des Républiques? Que devint Rome après ses conquêtes? La modération d'un gouvernement qui sait arrêter à propos le cours de ses victoires, n'est-elle pas aussi admirable que le courage et le dévouement des armées qui triomphent?*

« Vous dont l'opinion fut jusqu'à présent vacillante, trouvez dans le monde une nation qui ait fait de plus grandes choses, qui ait acquis plus de gloire, ou reconnaissez enfin le génie de la liberté. Le moment est arrivé qui doit avoir résolu tous les doutes, où il faut être républicain, où il faut surtout ne plus rêver révolution. L'armée d'Italie, au nom de laquelle je parle, plus décidée que jamais à ne reconnaître que la constitution de l'an III, est convaincue que le même gouvernement libre, qui a fait la gloire du peuple français, peut enfin seul en faire le bonheur ; et c'est dans son sein qu'elle vient déposer le drapeau de ses victoires, gage précieux de son dévouement et de son amour pour la République. »

Bonaparte, en choisissant Joubert pour l'accompagner dans une circonstance aussi solennelle, voulut sans doute faire voir par là que de tous les généraux de l'armée d'Italie, Joubert était celui qui avait le plus contribué aux triomphes de cette armée. Aucun officier général dans cette célèbre campagne ne fit un chemin aussi rapide dans la hiérarchie militaire. Au commencement de 1796, Joubert était le plus jeune et le plus récemment nommé parmi les généraux de brigade ; en 1797, il était parmi les généraux de division, chargé du commandement le plus important.

Nous engageons ceux qui parcourent ces pages à lire dans M. Thiers ou autres historiens les détails de cette fête, qui fut certainement la plus belle des fêtes de la Révolution, et qui laissa un aussi profond souvenir en France que la fête de la Fédération du 14 juillet 1791, la seule qui puisse lui être comparée.

Nous avons vu les ouvriers à l'œuvre. Essayons d'apprécier en quelques mots le fruit des efforts de l'armée d'Italie, le traité de Campo-Formio. Le principal ennemi de la Révolution française fut l'Autriche. Par ce traité, elle se reconnut vaincue, et céda à la France la Belgique d'où elle menaçait sans cesse notre frontière. Au point de vue du droit historique, la Lombardie, ancien fief de l'empire d'Allemagne, possédée depuis si longtemps par la Maison d'Autriche, pouvait être revendiquée par cette puissance à plus juste titre qu'aucune autre portion d'Italie. Mais la France ne pouvait abandonner une population qui nous avait montré tant d'attache-

ment, qui s'était si fort compromise pour notre cause. La conduite lâche et perfide du gouvernement vénitien à notre égard indiquait à tous l'indemnité que nous pouvions offrir à l'Autriche. Ni généraux ni soldats n'avaient pu oublier encore le massacre de 400 Français à Vérone, et les préparatifs faits par les Vénitiens pour nous accabler à notre première défaite. L'aristocratie vénitienne, qui avait pendant tant de siècles présenté le type d'un gouvernement habile, modéré, libéral en religion comme en politique, n'était plus qu'une institution décrépite avec son livre d'or, monstrueux monument de son orgueil et de son mépris pour ses semblables. Aucun régime n'était plus odieux en Europe que celui où deux ou trois cents nobles gouvernaient trois millions d'Italiens, privés de tous droits politiques, en s'appuyant sur une armée d'Esclavons à moitié barbares, pires que les Croates de l'Autriche.

L'armée n'avait guère connu le bas peuple vénitien que par l'assassinat de nos blessés d'Arcole et de Rivoli et de nos soldats isolés, et par le massacre d'un équipage français à Venise. La bourgeoisie, amollie par le goût des plaisirs, éloignée systématiquement par l'aristocratie de la gestion des affaires publiques, était alors incapable de gouverner. Venise fut cédée à l'Autriche : don fatal pour l'Italie, fatal pour l'Autriche, source éternelle de guerres pour ces deux pays et pour l'Europe entière, tant que celle-ci n'aura pas reconnu les droits de la plus ancienne peut-être des nationalités chrétiennes.

Sauf Venise, la Haute-Italie était libre, libre autant qu'elle pouvait l'être par un affranchissement si inattendu, si peu préparé. Toutes ces Républiques qui surgirent sous les pas de l'armée française, la Cisalpine, la Cispadane, la Transpadane, les républiques romaine, parthénopéenne, ne furent guère autre chose que des instruments de destruction dirigés contre les institutions du passé, contre des despotismes aveugles. Ces essais d'un régime incompatible avec les habitudes d'un peuple étranger depuis si longtemps à toute liberté servirent surtout à donner aux Italiens le goût de la vie politique, l'espoir d'un avenir meilleur et l'aspiration vers une patrie commune.

Le traité de Campo-Formio confirma les résultats du traité de Tolentino, par lequel le Pape avait cédé les Légations, qui formèrent la République cispadane. Le temps n'était pas loin où Championnet allait infliger à la cour de Naples le juste châtiment de son odieuse

politique. Les aristocraties génoise et vénitienne perdaient pour toujours leur pouvoir séculaire. Modène, Parme, la Toscane, étaient profondément modifiés. Partout le souffle de la Révolution française renversait les institutions du passé, souffle trop souvent destructeur, mais fécond aussi comme ces orages de l'équinoxe, qui portent au loin les semences des grands arbres et précèdent les molles brises du printemps.

La présence de l'armée française en Italie suffisait à elle seule pour réveiller l'esprit public L'historien italien Cantù, fervent catholique, reconnaît que les mœurs italiennes se modifièrent avantageusement depuis l'occupation de l'Italie par les Français. « La jeunesse italienne, écrivait Joubert à Bonaparte, jalouse notre gloire, s'essaye à la mériter en nous imitant. » Avec le drapeau tricolore, pénétrait partout ce mouvement tumultueux d'idées, de sentiments, de maux et de biens, de vérités et d'erreurs, qui s'appelle la Révolution française. La composition seule de l'armée française était une propagande vivante. Ces généraux qui n'avaient pas trente ans, de si modeste naissance, écrasaient de tout le poids de leur gloire les prétentions surannées d'une noblesse caduque. Cette égalité se conciliant avec l'obéissance la plus stricte et le plus absolu commandement, cette hiérarchie militaire si forte, mais ouvrant ses rangs les plus élevés aux plus dignes, sans distinction de naissance ni de religion, cette organisation enfin qui n'était que la mise en pratique des principes de 89, et qui était le gage et le présage de l'application des mêmes principes dans les institutions civiles, constituaient le meilleur des enseignements politiques.

On doit reconnaître que de toutes les classes de la société italienne, celle qui a le plus profité de l'exemple donné par les Français fut l'aristocratie. Aujourd'hui, quand en d'autres pays il semble qu'il n'y ait pas de moyen meilleur pour prouver qu'on est de bonne souche, que de professer la haine du progrès et le culte du passé, ne voit-on pas au contraire les plus grandes familles italiennes à la tête du parti libéral dans la péninsule ? Ces Patriciens dont les noms sont liés aux souvenirs les plus glorieux de l'Italie du Moyen-Age, prêtent l'appui de leurs noms connus dans toute l'Europe à la cause nationale : ils restent ainsi dans leur pays à la tête de la société nouvelle qui autrement irait prendre pour guides des révolutionnaires sans prudence ni pitié.

Puisse le mouvement généreux qui entraîne l'Italie vers des destinées nouvelles, dignes de son passé, s'étendre et se modérer en même temps. Nous devons le désirer en France, d'abord par sympathie pour une nation de laquelle nous avons tout reçu, surtout à l'époque de la Renaissance artistique et littéraire, et aussi parce que nous avons intérêt à avoir autour de nous des peuples marchant comme nous dans les voies de la liberté, quelle que soit la forme de leur gouvernement, républicain ou monarchique.

CHAPITRE IV

BONAPARTE PART POUR L'ÉGYPTE. — JOUBERT EN HOLLANDE. — JOUBERT, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE ; IL RENVERSE LA MONARCHIE DE LA MAISON DE SAVOIE. — — DÉMÊLÉS DE JOUBERT AVEC LE DIRECTOIRE ; SA DÉMISSION.

La Révolution française devait ébranler et transformer non-seulement l'Europe, mais le monde entier. L'Orient allait avoir son tour.

Bonaparte, de retour à Paris, convaincu par une rapide observation des hommes et des choses, que le moment n'était pas encore venu pour lui d'intervenir dans la politique intérieure de la France, chercha sur quel point du monde il pourrait occuper son activité infatigable : il fixa ses regards sur l'Egypte ; c'est là qu'il agira pour grandir sa gloire au-dessus de toute comparaison avec d'autres renommées rivales.

Au point de vue de la politique pratique, l'expédition d'Egypte fut la plus grande faute du Directoire, et le sage Larevellière le démontra très bien. Selon lui, la République avait assez à faire chez elle et chez ses voisins, sans aller chercher des aventures au bout d'une mer de laquelle nous n'étions pas les maîtres ; il était imprudent de risquer et d'éloigner ainsi les meilleurs généraux et les meilleurs soldats au moment où une nouvelle coalition se formait pour envahir la France, et avant de conquérir de nouveaux pays, il fallait organiser ceux qu'on avait conquis ; il disait qu'on exposait 40,000 de nos meilleurs soldats aux hasards d'une bataille navale, que l'on dépensait là des ressources financières qui auraient suffi pour tout réorganiser en France. Les désastres d'Aboukir, de la Trebia, de Novi, la perte de l'Italie, et plus tard la perte de l'Egypte ne prouvèrent que trop ces vérités. L'expédition d'Egypte fut la

première explosion de cet esprit d'aventure qui devait aboutir à la campagne de Russie.

Le Directoire consentit à l'expédition qui devait, disait-on, nous ouvrir le chemin vers l'Inde anglaise ; il était poussé par cette haine pour l'Angleterre qui a perdu en France tant d'hommes d'État. L'Angleterre nous faisait, en 1797, une guerre injuste; néanmoins un parti puissant à Londres demandait la paix avec la France. En agissant de concert avec le parti whig, le gouvernement français aurait obtenu une paix honorable. Mais Bonaparte avait dit : « C'est en Egypte qu'il faut attaquer l'Angleterre, » et l'on suivit le brillant général au lieu d'écouter Larevellière, dont le bon sens et la simplicité républicaine ne flattaient pas assez l'amour-propre français.

Au commencement de l'année 1798, pendant que Bonaparte faisait les préparatifs de son expédition d'Egypte, Joubert fut nommé général en chef de l'armée française en Hollande. Nous n'avons pu trouver nulle trace d'une prétendue rivalité entre Bonaparte et Joubert à cette époque ; tout prouve au contraire que Joubert était fort attaché à son ancien général en chef, comme l'affirmait Napoléon à Sainte-Hélène. Bonaparte affectionnait aussi beaucoup Joubert, comme le prouve la lettre suivante qu'il lui écrivit au moment même où il partait pour l'Egypte (cette lettre est inédite) :

« A bord de l'*Orient*, le 22 floréal an VI de la République une et indivisible (le 11 mai 1798).

« Bonaparte, membre de l'Institut National, général en chef, au général Joubert.

« Je serai demain à la voile, mon cher général, et quand vous recevrez cette lettre, je serai probablement au bout de la Méditerranée. Votre présence était trop nécessaire en Hollande. C'est ce qui m'a empêché de vous demander. Mais j'espère qu'un jour vous viendrez nous rejoindre. Dans toutes les circonstances et dans tous les événements, vous devez compter sur mon amitié.

« Je vous salue *et vous aime*,

« BONAPARTE. »

Ce n'était pas seulement de l'amitié, mais encore une haute estime que Bonaparte avait pour celui de ses lieutenants auquel il avait témoigné le plus de confiance, à la fin de sa campagne d'Italie. Ainsi, au moment où, partant pour l'Egypte, il faisait ses adieux à ses parents et amis, ceux-ci lui exprimaient leurs inquiétudes sur l'avenir, sur l'état de la France, sur les événements fâcheux qui pouvaient survenir, pendant son absence, à l'intérieur et à l'extérieur. Bonaparte, pour les tranquilliser sur les suites de son éloignement, leur répondit : « *Je vous laisse Joubert.* » Ce mot suffira dans l'avenir à la gloire de l'homme de Rivoli. Il est malaisé de *surfaire* l'homme sur qui, à un tel moment, un pareil juge a ainsi sommairement et définitivement prononcé.

JOUBERT EN HOLLANDE

Les sept provinces unies, conquises par les Français en 1795, avaient été transformées en une République unitaire, dite la République Batave. Les Hollandais étaient, comme nous, divisés en divers partis, les fédéralistes ou modérés qui voulaient surtout le maintien des privilèges des provinces, et les Jacobins. Tous ces partis ressentaient le contre-coup des événements qui se passaient en France.

Bonaparte, à son retour d'Italie, s'engoua du projet de descente en Angleterre dont Hoche avait eu la première idée. Cet engouement dura trois mois. Dans le plan de descente de Bonaparte, le corps français qui occupait la Hollande devait former l'aile droite de son armée et devait opérer en Ecosse.

Ce fut Bonaparte qui conseilla d'aller prendre dans le trésor de Berne l'argent qui manquait et de faire un coup d'Etat en Hollande pour vaincre la résistance des fédéralistes au pouvoir, qui ne voulaient pas livrer à la France les finances et la flotte hollandaises. « C'était, disait-il dans une lettre, le seul parti à prendre pour que la Hollande pût nous être utile. »

Le Directoire de Paris résolut de forcer la main à la Convention de Hollande et choisit pour cette triste tâche Joubert qui apporta, dit Sainte-Beuve, « dans les conséquences de ce coup d'Etat, contre-coup du 18 fructidor en France, la modération qui était dans

son caractère et qui servait utilement de correctif à la chaleur de ses opinions ».

Le 22 janvier 1798, la minorité unitaire, étant soutenue par Joubert et le général hollandais Daendels, envahit la Convention, expulsa 53 députés fédéralistes et installa un Directoire de 5 membres qui suspendit la Constitution; mais les excès des Jacobins soutenus par l'envoyé de France, Lacroix, ne tardèrent pas à compromettre le gouvernement français vis-à-vis des autres puissances.

Joubert était *chaud patriote*, suivant l'expression du temps, mais son patriotisme était éclairé, il vit qu'on était allé trop loin; il reconnut que la vraie politique de la France en Hollande consistait à soutenir le parti modéré, et il s'intéressa d'une manière particulière à l'homme le plus distingué de ce parti, le général Daendels, surnommé le Lafayette hollandais. Ce général, qui combattit avec honneur dans les rangs de l'armée française, était l'objet, plus que tout autre, des persécutions de Lacroix et des Jacobins du pays. Plus que tout autre aussi, il était navré de douleur en voyant qu'un parti anarchiste s'était emparé de la Révolution du 22 janvier. Dans un dîner chez Lacroix, il se plaignit vivement à lui de Ducange, dont les intrigues causaient le malheur public. Lacroix et son agent Ducange firent un rapport au Directoire sur cette conversation avec Daendels, conversation qui fut racontée avec de perfides altérations. Ce général allait être arrêté, lorsque, sur le conseil de Joubert, il prit le parti de venir se justifier lui-même à Paris et s'entendre avec le Directoire. Joubert lui remit plusieurs lettres de recommandation. Nous allons en donner quelques extraits.

La première lettre est adressée à Barras, membre du Directoire, le 29 floréal an VI. Joubert expose sa façon de penser sur les intrigues qui agitent la Hollande.

« On a réduit, dit-il, au désespoir les amis les plus sincères des Français en donnant toute confiance à des hommes que l'opinion publique a flétris en ce pays. Les partis sont en ce moment déchaînés les uns contre les autres..... »

Dans une autre lettre au citoyen Gauthier (des Orcières), membre du Conseil des Anciens, on lit :

« Depuis longtemps le gouvernement batave, influencé par des intrigants, auxquels Lacroix a aussi donné sa confiance, place dans tous les emplois des hommes qui, par des mesures arbitraires, inquiètent un peuple marchand, et font disparaître le crédit et la confiance nécessaires aux spéculations commerciales. Le parti sincèrement attaché à la France, tous les hommes éclairés et de bonne foi prévoyaient qu'une réaction suivrait immédiatement un tel système d'anarchie.....

« Daendels, ajoute Joubert, a toujours été l'homme de la France. C'est celui sur lequel je comptais le plus. Il se plaint de l'anarchie et il a raison ; car si le gouvernement français n'y prend garde, l'argent et le crédit auront bientôt disparu, et la République batave et son alliance nous seront alors sans utilité.

« Je vous recommande donc Daendels comme un brave homme indignement sacrifié. »

Le citoyen Gauthier envoya cette lettre à Merlin (de Douai), directeur, qui lui répondit le 7 prairial an VI : « Je te renvoie, mon cher ancien collègue, la lettre du général Joubert. Le Directoire est informé de tous les faits, et il a pris des mesures pour remédier au mal. »

Le général Daendels retourna en Hollande et, d'accord avec le gouvernement de Paris, il mit fin aux excès des Jacobins de son pays en ôtant le pouvoir au Directoire hollandais qui était à leurs ordres.

Joubert dans une longue lettre à son père explique ses démêlés avec Lacroix.

Le récit qu'il fait de cette affaire, qui eut alors assez de retentissement, concorde parfaitement avec les histoires de M. Thiers et autres, ce qui prouve la confiance que peut inspirer sur d'autres questions historiques la correspondance de Joubert.

Il écrit à son père, de La Haye, le 23 juin 1798 :

« Le Directoire paraît avoir eu la plus grande confiance dans les mesures que je lui ai proposées, et dans celles que les circonstances m'ont fait prendre à l'impromptu sans instruction...

« Lacroix retourne furieux à Paris, il a juré ma perte. C'est un vrai démon que cet homme-là, et il a fallu tout mon sang-froid et ma prudence pour lui rompre en visière. Il avait juré de désorganiser ce pays. Et dans peu, s'il eût continué, nous y aurions vu figurer les Anglais et les Prussiens. »

Le Directoire, très satisfait des services de Joubert en Hollande, ne tarda pas à l'appeler à un poste plus élevé en le nommant général en chef de l'armée du Rhin. Les Hollandais virent partir Joubert avec regret, et la République batave lui fit présent d'un cheval, d'un sabre et d'une armure antique.

Joubert, nommé le 11 juillet 1798, était à son quartier-général à Mayence, lorsqu'il reçut l'ordre d'aller prendre le commandement en chef de l'armée d'Italie le 14 octobre 1798 Il fut donc pendant deux ou trois mois à la tête de cette armée du Rhin où il avait fait ses premières armes et où son nom vient s'associer heureusement aux noms glorieux de Jourdan, de Marceau, à celui de Hoche, auquel on s'est plu à le comparer si souvent.

M. le général André, neveu de Joubert, a eu l'obligeance de nous communiquer trois lettres inédites du général Bonaparte à Joubert, pendant que ce dernier était en Hollande. La première de ces lettres est évidemment relative aux succès de Joubert dans l'affaire du general Daendels.

« Paris, le 11 pluviôse an VI (30 janvier 1798).

« J'ai reçu, citoyen général, vos lettres de La Haye du 6 pluviôse. J'éprouve un sensible plaisir des éloges que tout le monde vous donne.

« C'était le seul parti à prendre pour que la Hollande pût nous être utile et cessât d'être influencée par l'Angleterre.

« Je répondrai en détail dans sept à huit jours à votre lettre relative à l'expédition d'Ecosse.

« Je vous remercie des renseignements que vous m'avez fait passer.

« Je vous salue et vous embrasse.

« Bonaparte. »

On remarquera dans cette lettre le passage relatif à une expédition qui devait être dirigée sur l'Ecosse. Tous les historiens parlent avec grands détails du projet de descente en Angleterre pour lequel le Directoire fit d'énormes préparatifs au commencement de 1798. Mais aucun ne parle d'une descente possible en Ecosse. Cette lettre prouverait que les préparatifs de défense faits par les Ecossais à cette époque, si agréablement décrits par Walter-Scott dans l'*Antiquaire*, avaient leur raison d'être.

La deuxième lettre de Bonaparte donne des détails nouveaux sur les préparatifs de l'expédition d'Angleterre, et on voit, d'après cette lettre, que le plan de Bonaparte, qui devait commander cette expédition, était le même en 1798 qu'au camp de Boulogne. *Passer en profitant de la nuit et du mauvais temps, et frapper un grand coup en se passant de manœuvres et de combats maritimes.*

« Dunkerque, le 24 pluviôse an VI de la République une et indivisible (12 février 1798).

« La flottille du Texel, citoyen général, avec les gros transports, obligeront nécessairement les Anglais à tenir une escadre considérable pour les bloquer.

« Nous avons tiré des différents ports de la Manche une grande quantité de gros bateaux pêcheurs, et nous aurions besoin encore de cinq divisions, chacune de cinquante bateaux escortés par une vingtaine de chaloupes canonnières, pour renforcer notre flottille et nous mettre à même d'embarquer un corps d'armée considérable, qui puisse frapper un grand coup, en nous passant de toute espèce de manœuvres et de combats maritimes.

« Les citoyens Forfait et Andréossi, que vous connaissez, se rendent à La Haye avec des lettres du Directoire exécutif et de moi pour le Directoire exécutif de la République batave. Je vous prie de les seconder dans leur mission de tout votre crédit, et de leur faire connaître au vrai sur quoi nous devons compter.

« Je vous prie de me faire connaître quand les seize vaisseaux du Texel et les embarquements pourraient être

prêts à partir, et s'il serait probable de passer en échappant à l'escadre qui vous bloquerait, en profitant de la nuit ou du mauvais temps qui l'aurait éloignée.

« Je vous salue *et vous aime. Tout va assez bien ici. Je compte aller jusqu'à Anvers, après quoi m'en retourner à Paris.*

« BONAPARTE. »

Au général Joubert.

« Paris, le 22 ventôse an VI de la République une et indivisible (12 mars 1798).

« J'ai reçu, citoyen général, les différentes notes que vous m'avez envoyées sur la demande de la République batave, relative à une extension des frontières que nous lui avons promises par le dernier traité.

« Vous ne devez pas douter que, si je puis y influer pour quelque chose, l'intérêt que vous y mettez n'augmente encore celui que j'y mettrai.

« Je vous salue *et vous aime,*

« BONAPARTE. »

Toutes les violences contre la Hollande, en vue de l'expédition en Angleterre, n'aboutirent à rien. Bonaparte tourna toutes ses pensées vers l'expédition d'Egypte, qui devait perdre la République, en la privant de ses meilleurs soldats et des ressources financières dont elle avait besoin pour réorganiser son administration intérieure.

JOUBERT, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE

Vers la fin des premières campagnes d'Italie, le général Berthier, parlant de Joubert, disait : « Ce jeune homme étonne, je prédis qu'il arrivera un jour au commandement en chef de l'armée. » Le 14 octobre 1798. Joubert fut désigné pour remplacer à Milan, quartier-général de l'armée d'Italie, le général Brune, destitué pour avoir étrangement abusé de ses pouvoirs. Le Directoire,

d'après les services que Joubert venait de rendre en Hollande, pensa qu'aucun général n'était plus capable que lui de remplir le poste le plus important alors dans les armées de la France.

La tâche à remplir exigeait plus qu'un homme ordinaire. Les difficultés présentées par l'administration de toutes ces républiques italiennes, œuvres informes, devenues bien vite la proie d'anarchistes rapaces, avaient amené une rupture entre Brune et le Directoire. Ces embarras intérieurs étaient aggravés par les dangers qui, du dehors, menaçaient nos conquêtes. Au moment où Joubert s'installait à Milan, la coalition nouvelle qui s'était formée contre la France, démasquait ses batteries. L'entrée de la Russie dans cette coalition, l'absence de Bonaparte dont les Autrichiens croyaient la perte certaine après le désastre d'Aboukir, leurs intrigues à Naples, à Turin, dans toute l'Italie, l'épuisement de nos finances, les menées des royalistes dans l'intérieur de la France, tout faisait espérer aux ennemis de la République française qu'elle ne tarderait pas à succomber.

L'affaire la plus importante dont Joubert eut à s'occuper en arrivant en Italie fut la conduite à tenir vis-à-vis du roi de Piémont, Victor-Emmanuel IV, qui avait succédé le 8 octobre 1796, à son père Amédée III.

En novembre 1798, tous les efforts de la coalition tendaient à décider Victor-Emmanuel à prendre part à une levée de boucliers générale contre la France ; le nouveau roi se trouvait dans une position très difficile. Prince religieux, il éprouvait quelques scrupules à rompre le traité d'alliance avec la France qui lui imposait la neutralité ; mais tous ses conseillers et courtisans, animés de la haine la plus violente contre la Révolution, rassuraient sa conscience en lui disant que la foi jurée à des oppresseurs n'engageait pas. Le Piémont, entouré par trois républiques, était profondément agité par la propagande révolutionnaire. En avril 1797, des démocrates piémontais, excités par les exaltés des républiques cisalpine et ligurienne (Gênes), s'étaient emparés d'Asti. Le roi, ayant repris Asti, fit pendre à une potence les cinquante-trois membres du comité révolutionnaire. D'autres têtes encore furent sacrifiées, malgré l'intercession de la France. Une compression aussi terrible appelait des représailles sanglantes, et l'on ne saurait trop louer Joubert d'avoir su plus tard contenir si vigoureusement les démo-

crates triomphants que l'exil seul fut la punition des réactionnaires.

La République ligurienne avait fini par déclarer la guerre au roi de Piémont. Le Directoire signifia aux Génois qu'ils eussent à poser les armes, et déclara à Victor-Emmanuel qu'il se chargeait de maintenir la tranquillité de ses Etats, mais qu'il fallait pour cela que l'armée française occupât la citadelle de Turin. Malgré les remontrances du roi, Joubert installa ses soldats dans cette citadelle. Le Directoire ne tarda pas à reconnaître que cette précaution était insuffisante. Les républicains piémontais avaient essayé, mais en vain, de s'emparer de la citadelle d'Alexandrie, à la faveur d'une mascarade. Six cents hommes, dit-on, avaient péri dans cette effroyable bagarre. Les Français ne pouvaient laisser les deux partis aux prises dans le Piémont, à la veille d'avoir sur les bras l'Europe entière. Ils ne pouvaient s'exposer à voir, en cas de défaite, leur retraite coupée par la cour de Turin, qu'on soupçonnait, non sans raison, d'avoir des intelligences avec nos ennemis. « La France, dit M. Thiers, avait sur la cour de Piémont le droit que les défenseurs d'une place ont sur tous les bâtiments qui en compromettent la défense. » La dépêche suivante de Joubert au Directoire prouve qu'il croyait fermement qu'il était indispensable d'opérer un changement politique en Piémont, pour assurer les derrières de l'armée française :

« **Milan, le 10 novembre 1798.**

« Citoyens directeurs,

« Je vous ai touché quelque chose, dans ma dernière dépêche, de l'état de l'Italie; mais plus je l'envisage, plus je le vois critique. Nous sommes sur des volcans dont l'éruption est prochaine. Un bruit sourd la précède, et ce bruit est si général, les avant-coureurs de l'orage se multiplient avec tant de rapidité sur tous les points de l'armée que je commande, que j'ai cru de mon devoir de vous dire la vérité.

« Tous les généraux s'accordent à me rapporter que les Autrichiens font des mouvements sur l'Adige, dans le Tyrol et dans les Grisons. De l'armée de Rome, on assure que les Napolitains sont prêts à l'envelopper avec des troupes nom-

breuses ; qu'à Caserte on tient journellement des conseils de guerre où siègent des Anglais : Nelson qui exige que le roi agisse à l'instant même ; de Florence, que la cour arme ses paysans et augmente ses forces militaires ; des petits Etats qui sont impuissants dans leur haine, que la joie la plus exagérée se manifeste chez les oligarques. Et du Piémont enfin, les nouvelles les plus sûres me parviennent que la Cour a fait délivrer des poignards ; que dans le moment même ils s'aiguisent, et je ne parle pas au figuré ; que son arsenal rempli de fusils a été presque entièrement vidé, et qu'on a eu grand soin de les distribuer dans la partie qui avoisine le plus les Grisons, et dans la vallée d'Aoste.

« Votre ambassadeur à Turin m'écrit que ses négociations sont infructueuses, qu'on ne daigne pas seulement répondre à ses propositions. J'ai écrit moi-même à M. Priocca pour l'approvisionnement des places fortes. Il a fait répondre verbalement que le roi a accordé ce que je demandais, à des conditions que je devais connaître ; et ces conditions sont l'évacuation de la citadelle de Turin, la demande, qui n'avait pas encore été faite, de réduire à 6,000 le nombre des Français dans les places du Piémont.

« L'aide-de-camp, porteur de la dépêche, m'écrit que je n'obtiendrai rien par les voies de la douceur ; qu'on cherche évidemment à gagner du temps, et qu'on compte sur de grands événements qui doivent nous être funestes. Et qui n'y compterait pas d'après cet aperçu rapide ? Qui peut ne pas voir arriver à grands pas le moment où l'armée d'Italie, pressée de toutes parts par les armées coalisées et par les assassinats organisés, ne soit encore une fois dans le cas de vaincre la nature pour enchaîner la victoire, ou victime de trop de confiance, de succomber enfin sous ses glorieux et inutiles efforts ? Enfin, quel œil le moins clairvoyant n'aperçoit pas que la guerre est déjà commencée en Italie ? Les armées manœuvrent, s'obligent à des mouvements réciproques, et il ne faut qu'un coup de canon pour amener des engagements décisifs,

« Cependant, quelles sont les précautions que les Français prennent pour prévenir les dangers qui les menacent ? Ils ont renforcé leur armée de 15,000 hommes ; mais ces 15,000 hommes marchent sur Rome, tandis que les Autrichiens s'avancent sur le Piémont. Et il y a cette différence dans notre marche que les Français s'enfoncent davantage au milieu des ennemis qui les environnent, tandis que les Autrichiens viennent donner la main à 25,000 royalistes piémontais, et à un peuple fanatique armé jusqu'aux dents, pour couper les derrières de l'armée d'Italie.

« Quarante mille conscrits vont y accourir ; mais ils seront sans organisation, sans armes, sans chef ; et comment pourront-ils franchir un pays où la guerre sera allumée, et où une armée coalisée serait en état de fermer le passage même à deux divisions aguerries ? Car il ne faut pas vous le dissimuler, citoyens directeurs, le plan du roi de Sardaigne est celui-ci : au signal donné, les Autrichiens forceront le passage qui les sépare du lac Majeur ; les troupes sardes se rassembleront, et, de concert avec un peuple ivre de haine, bloqueront nos places où sont de faibles garnisons sans aucun approvisionnement.

« Dans cette hypothèse, me dégarnirai-je pour marcher sur mes derrières ? Faible partout, pressé partout, je succomberai certainement. Emploierai-je toutes mes forces pour assurer mes communications ? Je suppose que j'y réussisse ; harcelé de tous les côtés, il me serait impossible d'établir même le théâtre de la guerre en Piémont. L'armée serait obligée de se retirer en désordre sur nos frontières, et là commenceraient sur terre les revers de la République.

« Je crois vous avoir prouvé, citoyens directeurs, que les préparatifs que vous faites ne suffisent pas pour donner des succès à notre armée en Italie. J'examine à présent les dispositions du peuple cisalpin que la liberté a le plus intimement lié à notre cause, et dont nous devons attendre les plus puissants secours. Deux partis s'agitent violemment : le premier

veut la liberté et se compose des hommes énergiques ; le second veut un gouvernement modéré qui flatte ses préjugés, en attendant mieux. A la tête figurent les amis les plus déclarés de l'Autriche. Le parti énergique a effrayé le Directoire par des formes exagérées ; le second l'a trompé par une apparente soumission ; il vous a entourés de faux rapports. Il triomphe en ce moment, et avec lui l'aristocratie la plus repoussante. Les patriotes s'attendent à une proscription, ils sont à la tête du gouvernement ; ils voient l'abîme où cette proscription va plonger l'armée française et eux, et, dans cet état incertain, ils ne peuvent rien pour la chose publique.

« Si je leur demande 25,000 hommes, d'après le traité, ils me répondent que toutes les administrations départementales sont gangrenées ; qu'une loi qui ferait marcher un jeune homme sur deux cents par commune, ne serait pas exécutée. Il est inutile, il serait même dangereux de la provoquer. Si je demande de l'argent, on fait des lois ; mais le gouvernement est sans force pour les faire exécuter. Enfin, je ne saurais m'empêcher de le dire, nous faisons, pour ce moment, un contre-sens en politique dans la Cisalpine.

« Deux mesures peuvent sauver l'armée ; et je dis plus, si l'on peut encore les prendre à temps, elles nous préparent les succès les plus brillants : la première est d'anéantir la cour de Turin. Que trois demi-brigades de la Suisse passent le Saint-Gothard, comme je l'ai demandé. Dans le même temps, je dirige sur Turin une division assez forte pour m'en emparer et l'on donnera au Piémont une administration provisoire. Les troupes qui se rangent sous les drapeaux de la liberté sont tout de suite mises dans les rangs de l'armée ; les autres sont dissipées. Huit jours suffisent pour terminer cette opération. Je pourrai après cela opposer 25,000 hommes aux Autrichiens dans les bailliages italiens où je ne peux pas en mettre un aujourd'hui. Le plan de la coalition serait rompu, et nous aurions, s'il était nécessaire, tout le temps de prendre l'offensive.

« La seconde mesure est de laisser le gouvernement cisalpin

dans les mains des patriotes, et votre ambassadeur le maître de diriger ses opérations. Alors les administrations départementales seront changées. On donnera de l'énergie au peuple, et à Brescia, à Modène, à Reggio, dans toute la Cisalpine, on fera tout pour la guerre de la liberté. Les amis de l'Autriche seront confondus. Aujourd'hui ils sont dans le délire de la joie ; elle se manifeste surtout chez les ministres étrangers qui ont fait de Milan le centre des correspondances de la coalition.

« Citoyens directeurs, je vous devais la vérité, je vous l'ai dite. En vous montrant le mal, je vous ai indiqué les remèdes. J'ai encore la franchise de vous annoncer que, si vous ne vous empressez pas de les adopter, je serai incapable de seconder vos vues en Italie ; je ne pourrais vous y présager que des revers, et vous n'auriez rien de mieux à faire que d'employer ailleurs mon zèle et mon dévouement. »

Le Directoire comprit, comme Joubert, l'imminence du danger et la nécessité de prendre sur-le-champ d'énergiques résolutions. Il s'arrêta au projet de faire abdiquer le roi de Piémont. La manière dont cette opération si délicate fut concertée et exécutée par Joubert, sans l'effusion d'une goutte de sang, suffirait, disent plusieurs historiens, pour établir sa réputation ; car il déploya dans cette occasion autant d'énergie et d'habileté que de prudence et de modération.

Le 13 novembre 1798, le Directoire adressa à son ambassadeur près la Cour de Turin la lettre suivante :

« Les armements extraordinaires qui se font en Piémont ne peuvent, citoyen ambassadeur, que jeter des nuages sur les sentiments de cette cour, et ces nuages s'épaississent lorsqu'on rapproche de cette mesure l'assassinat des républicains, le refus d'approvisionner les places occupées par nos troupes, et les difficultés sur le paiement du prix des biens nationaux cédés par la Cisalpine. Il faut enfin que le roi de Sardaigne s'explique nettement ; et il n'y a qu'un moyen de prouver au

Directoire que les mesures qu'il prend dans ses Etats n'ont pas pour objet de seconder les efforts de nos ennemis.

« Vous demanderez donc, citoyen ambassadeur, aussitôt que vous aurez reçu cette lettre, une audience au ministre sarde, et vous requerrez qu'on statue sans délai sur la demande que vous ferez : 1° de l'approvisionnement immédiat des places pour quatre mois ; 2° de la mise actuelle à la disposition du général en chef de l'armée d'Italie de 9,000 hommes avec l'artillerie, conformément au traité, pour être employés, s'il est besoin, contre l'empire d'Allemagne, et pour être rendus, au plus tard dans la quinzaine, dans les lieux qui seront indiqués par ce général. »

Le même jour, 13 novembre 1798, le Directoire adressa au général Joubert la lettre suivante, pour l'engager à se concerter avec l'ambassadeur français :

« Le Directoire exécutif vous transmet, citoyen général, copie d'une lettre qu'il adresse à l'ambassadeur de la République auprès du roi de Sardaigne. Vous connaissez trop les secrets sentiments de cette cour pour ne pas juger que la mesure prise était indispensable. Mais comme la réponse qui sera faite au citoyen Eymar peut entraîner de votre part des démarches auxquelles vous devez être préparé, le Directoire vous adresse sa lettre à cet ambassadeur, afin que vous ne la fassiez parvenir qu'au moment qui vous paraîtra convenable.

« Si la cour de Piémont refuse ou tergiverse, vous en serez à l'instant instruit. Il faudra dans ce cas s'assurer que le roi de Piémont ne pourra rien tenter contre la République, et, à cet effet, vous penserez sans doute qu'il sera bon de doubler toutes les garnisons ; vous le pourrez facilement en annonçant que vous allez les changer ; vous vous trouverez ainsi le maître du pays.

« Il est bien vraisemblable que le refus du roi de Sardaigne sera suivi immédiatement de quelque agression de sa part ; le

Directoire ne doute pas que vous ne soyez en mesure, non-seulement de repousser cette attaque, mais encore de prendre tout de suite l'offensive » (1).

Joubert prit si bien toutes ses mesures militaires qu'il était maître par surprise de toutes les places fortes du Piémont, avant que le gouvernement de ce pays eût soupçonné ses desseins. Le général Suchet, chef d'état-major de Joubert, lui adressa un rapport sur les opérations militaires qui assurèrent ainsi la conquête du Piémont, sans qu'une goutte de sang fût versée. Voici ce rapport :

« Reggio, 27 décembre 1798 (5 nivôse an VII).

« Mon général, avant de me séparer de vous, je dois vous retracer ce qui s'est exécuté d'après vos ordres.... (Nous donnerons d'autres extraits de ce rapport.)

« Le 7 frimaire, au matin, vous avez été instruit du mouvement de l'armée de Naples. Dès le 22 brumaire, un aide-de-camp avait été envoyé par vous en Piémont pour presser les approvisionnements de siège, porter aux commandants militaires l'ordre de se tenir sur leurs gardes, et s'assurer des moyens de pourvoir extraordinairement aux approvisionnements en cas d'événements, et pour se présenter à M. Priocca et l'engager à ordonner enfin les approvisionnements promis, et surtout faire cesser les assassinats. L'insolence de ce ministre annonçait, dès lors, les mouvements de Naples et l'intelligence de la cour de Turin avec la coalition. Les assassinats se continuaient, et toutes les troupes de passage éprouvaient des pertes. Les approvisionnements ne se faisaient pas : vous les ordonniez à des particuliers, et déjà ils allaient être en grande partie complétés ; mais vous méditiez et prépariez

(1) La *Biographie universelle* dit, dans son article sur Joubert, qu'il ne fit qu'exécuter les ordres du Directoire, opposés à son opinion sur cette affaire. Nous avons vu par la lettre de Joubert combien se trompe la *Biographie universelle*, dont il ne faut accueillir qu'avec réserve les assertions sur les hommes et les choses de la Révolution.

déjà un événement qui devait servir d'une manière plus décisive l'intérêt de l'armée et la juste vengeance de la nation française.

« Au premier avis des hostilités commencées sur les frontières de Naples, vous déterminez l'expédition du Piémont ; et sans vous inquiéter de la nombreuse armée des Autrichiens qui vous menacent par de fréquents mouvements, vous retirez de la ligne la force principale qui devait leur être opposée, en ordonnant au général Victor de se porter avec toute sa division sur les bords du Tessin. Le mouvement s'exécute avec toute la rapidité possible. La tête de la colonne arrivait à peine à Pavie, qu'une nouvelle division se formait à l'improviste dans Milan même : elle est destinée à opérer le mouvement, de concert avec la division Victor et la colonne mobile d'Alexandrie ; une levée extraordinaire de chevaux est ordonnée en même temps pour assurer les transports de l'artillerie. Le 14, des officiers traversent le Piémont, et en allant publier les premiers succès de l'armée de Rome, vont porter aux généraux, à Suse, à Coni, à Alexandrie, à Gênes, et jusqu'à Turin, l'ordre d'agir et des instructions précises qui, en en déterminant les mouvements, en ont assuré la réussite. Le général Grouchy avait remplacé le général Ménard ; il recevait des instructions détaillées sur la marche qu'il doit tenir au milieu même de la capitale et en présence de la cour.

« Le 16, tous les généraux de division de l'armée sont prévenus du mouvement, tous reçoivent les ordres et instructions à suivre en cas d'attaque ; la ligne entière connaît le poste qu'elle doit occuper et défendre. Toutes les chances étaient prévues, et le général Maynoni, particulièrement prévenu le premier, avait reçu l'ordre exprès de tomber sur les Autrichiens, pour les empêcher de pénétrer en Piémont, dès le premier signal de mouvement de leur part. Le général Lapoype recevait, dans le même temps, l'ordre d'observer les Anglais et d'assurer, de concert avec le consul Belleville, la défense des côtes.

« Le 16, au matin, pendant que les trois divisions s'ébranlent et pénètrent dans le cœur du Piémont, les gouverneurs de Suse, Coni, Alexandrie et Tortone sont saisis et les garnisons désarmées ; Novare est surpris et la marche du gros corps de troupes se dirige droit sur Turin : tout fuit, tout cède à notre approche. Vous partez vous-même le 17, vous organisez à Novare une administration, vous déchargez le pays d'une contribution imposée, vous ordonnez l'occupation du château d'Arone ; vous aviez pris des drapeaux suisses pour les faire rendre à ces corps devenus auxiliaires, par leur ministre à Milan.

« Vous poursuivez votre marche avec les troupes, et le 19 au soir, vous entrez dans la citadelle. Déjà le roi avait abdiqué ; il part le 20, et le 21 au matin, les troupes françaises entrent dans la ville et plantent l'arbre de la liberté.

« A peine étiez-vous en possession et de cette ville et de toutes les provinces, les premières troupes reçoivent l'ordre de rétrograder pour se rendre en toute diligence sur la ligne. Dès le 21, elles étaient en pleine marche, et la division Victor se dirigeait sur le Pô où, placée à cheval sur ce fleuve, elle assure le centre de l'armée et présente à l'ennemi une résistance imposante. Une autre partie de ces forces marche sur Bergame et forme ainsi, sur le penchant des montagnes, une division de réserve, autant à portée de secourir la division de Valteline que l'aile gauche de l'armée. La majeure partie des troupes piémontaises reçoit ordre de quitter le Piémont ; des places leur sont assignées dans les divisions de l'armée. Le corps de l'artillerie manifeste une grande satisfaction de servir la République. Le serment de servir la République est prêté par les Piémontais, Suisses et autres ; des officiers proscrits par la cour sont réintégrés ; des règlements pour la subsistance, ainsi que pour la police et la discipline, pour les manœuvres de cavalerie et d'infanterie, sont publiés et envoyés à tous les corps ; tous les drapeaux sont retirés pour être remplacés par d'autres à la française.

« Le gouvernement provisoire reconnu, la contribution de deux millions est acquittée entre les mains du commissaire du gouvernement; des équipages de pont, d'artillerie, des munitions, sortant du bel arsenal de Turin, sont expédiés à l'armée active; des chevaux sont requis et conduisent à l'armée de nombreux équipages d'artillerie.

« Les ci-devant gardes du roi et une grande quantité d'officiers républicains sans emploi composent un corps excellent de 150 hommes à cheval, tous officiers dévoués; la garde nationale est mise en activité.

« De nouveaux ordres pour l'approvisionnement et la défense des places sont donnés; un ordre sévère prescrit à tous les militaires de rejoindre leurs corps; déjà l'effet s'en fait sentir.

« Avant de quitter Turin, vous épurez le gouvernement; deux membres en sont écartés, et trente-trois habitants, désignés par leur fanatisme pour la royauté, reçoivent ordre de se rendre à Grenoble pour y rester en ôtages sous la surveillance de la municipalité.

« Les Anglais se présentent à Oneille; mais déjà ils avaient été prévenus, et les Français, réunis aux Liguriens, leur en ferment l'entrée. »

Tel fut l'ensemble des opérations par lesquelles l'armée française, cessant tout-à-coup de faire face aux Autrichiens, se porta en arrière pour s'emparer du Piémont, et faisant presque immédiatement volte-face, reprit sa position à l'est de la Lombardie. Le rapport de Suchet prouve que ce qui détermina surtout le mouvement agressif de Joubert contre Victor-Emmanuel, fut la nouvelle de la marche des Napolitains qui entrèrent dans les Etats-Romains le 12 novembre pour attaquer Championnet. Joubert est instruit de la marche des Napolitains le 7 frimaire (27 novembre); le 22 brumaire (12 novembre), il avait déjà envoyé son aide-de-camp au ministre sarde Priocca, dont l'insolente réponse prouve assez la connivence sinon du roi, du moins de ses ministres, avec la cour de Naples. Joubert, reconnaissant ainsi la mauvaise volonté du gou-

vernement piémontais, met en mouvement ses trois divisions le 16 frimaire (6 décembre). Et le 9 décembre 1798, les généraux français, maîtres de la capitale de Victor-Emmanuel, lui déclarent qu'il ne peut plus rester dans ses Etats, que la Révolution a gagnés, comme tous les Etats voisins, et qui vont être le théâtre d'une guerre prochaine. Le même jour le roi signe un acte de renonciation, par lequel il ordonne à tous ses sujets d'obéir au gouvernement provisoire, et à l'armée piémontaise de se considérer comme faisant partie de l'armée d'Italie. Cet acte fut aussi signé par le duc d'Aoste et Joubert. Victor-Emmanuel devait conserver l'île de Sardaigne en toute souveraineté.

Le Piémont fut provisoirement placé sous l'administration française; mais dans les actes du Directoire d'alors et de Joubert, rien n'indique la pensée d'une annexion possible du Piémont à la France. Dans la pensée du gouvernement français, l'occupation des Etats de Victor-Emmanuel était une mesure purement militaire, et Joubert, en instituant un gouvernement provisoire composé de quinze personnes du pays, ne fit, suivant l'expression de Garat, que mettre le Piémont aux mains des Piémontais. Les premiers actes de ce gouvernement furent la suppression de la torture, du droit d'aînesse, des titres de noblesse. L'historien italien Botta reconnaît que Joubert appela au gouvernement provisoire les personnes qui brillaient le plus par leur savoir, leur naissance, leurs vertus (1).

Malheureusement, après le départ de Joubert, les Jacobins piémontais firent exclure du gouvernement provisoire plusieurs membres des plus éminents parce qu'ils étaient nobles, renversèrent toutes les institutions propres au Piémont, en voulant imiter servilement la constitution politique de la France, et préparèrent ainsi les voies à la mesure déplorable prise par le Directoire français en avril 1799, lorsqu'il divisa le Piémont en départements à la française, blessant ainsi le sentiment national. Nous remarquerons que ce fut après la démission de Joubert de son com-

---

(1) Ce fut le Bressan Joubert qui, après avoir installé un gouvernement en Piémont, eut la gloire de décréter le premier, au delà des Alpes, que les protestants jouiraient des mêmes droits que les catholiques, pourraient obtenir tous les emplois, et avoir le libre exercice de leur culte. La proclamation de ces libertés excita dans les vallées Vaudoises un vif enthousiasme, qui se traduisit, entre autres manifestations, par de grands feux allumés sur les sommets des Alpes.

mandement de l'armée d'Italie qu'on inaugura cette politique nouvelle, qui contribua à soulever contre nos soldats les Piémontais, déjà si exaspérés par les excès de tout genre des révolutionnaires exaltés du pays. Cette insurrection, en gênant les mouvements de nos armées, fut une des causes principales des succès rapides des coalisés dans la campagne de 1799.

Quant à l'abdication imposée au roi Victor-Emmanuel, l'on trouvera bien justifiables les mesures du Directoire, si l'on se reporte par la pensée à l'année 1798. La France était à la veille d'une lutte décisive contre l'Europe entière, nous faisant la guerre la plus injuste. Qu'avions-nous fait à la Russie, par exemple ? Les puissances européennes ne se croyaient plus obligées à observer vis-à-vis de la France les règles du droit des gens. La cour de Naples faisait attaquer notre armée à Rome sans déclaration de guerre préalable, nous montrant suffisamment ce que nous avions à craindre de la cour de Turin. L'assassinat de nos plénipotentiaires à Rastadt, cet attentat inouï dans l'histoire des nations civilisées, qui eut lieu en avril 1799, ne fut qu'une imitation pour ainsi dire des assassinats continuels des Français en Italie et en Piémont à la fin de 1798. La conduite de Joubert et du Directoire fut donc suffisamment justifiée par l'imminence d'une guerre où la France épuisée semblait devoir succomber. L'armée française trouva dans les arsenaux du Piémont 1,800 canons, 100,000 fusils, des magasins immenses. Grâce à ces ressources, à la sécurité que cette mesure assura à l'armée d'Helvétie, la France put soutenir sans être entamée, la guerre de 1799. Mais le danger passé, pourquoi n'avoir pas rendu au Piémont son indépendance après Marengo ? Cela eût mieux valu sans doute. Mais ne soyons pas injustes pour nos devanciers. La France ne manqua pas de bonne volonté pour le Piémont. Au commencement de la première guerre de la Révolution, M. de Sémonville, ambassadeur de France, avait offert au roi de Sardaigne la Lombardie, s'il voulait s'allier avec la France contre l'Autriche. Ce roi aima mieux nous faire pendant quatre ans une guerre acharnée. Il expia en 1800 les torts qu'il avait eues en 1796.

Les peuples qui crient le plus contre l'ambition de la France, contre son amour des conquêtes, oublient trop que la France républicaine n'a fait de conquêtes que parce qu'on voulait la conquérir elle-même. Les premières guerres de la Révolution, que rien ne

justifiait de la part de l'étranger, donnèrent à la France ses frontières naturelles. Ce fut la coalition de 1799 qui nous fit entrer dans une voie nouvelle. Cette coalition, qui aboutit à Marengo, nous fit détruire en Italie l'autonomie du Piémont et autres Etats, ce à quoi nous n'aurions jamais pensé sans cette coalition. Et plus tard, si l'esprit militaire sans cesse croissant, et l'amour de la gloire remplaçant chez nous l'amour de la liberté, nous poussèrent souvent, non toujours, à des conquêtes illégitimes, quels furent les plus grands coupables, sinon ceux qui, par des guerres incessantes contre notre nation, la forcèrent à diriger toutes ses forces vives dans cette direction ?

Dans sa conquête du Piémont, Joubert se conduisit avec tant de modération, de loyauté et de respect pour le malheur, il sut si bien contenir les ressentiments assez légitimes des démocrates, si cruellement décimés peu de temps auparavant, que Victor-Emmanuel, touché des procédés généreux du jeune général, lui offrit un de ses tableaux les plus précieux, estimé plus de 100,000 livres, pour lui exprimer sa reconnaissance. Joubert refusa. « Nous serions tous deux coupables, dit-il au roi, moi en l'acceptant, vous en me le donnant. » Le roi parut, dit-on, extrêmement surpris de cette réponse ; il avait eu souvent occasion de faire des offres semblables, qui toujours avaient été acceptées avec empressement. Il est juste d'ailleurs de rappeler que le désintéressement de Joubert se rencontra chez d'autres généraux. Ainsi le général Clausel reçut également de Victor-Emmanuel l'offre d'un tableau d'une très grande valeur : *la femme hydropique*, de Gérard Dow. Clausel accepta le tableau, mais pour en faire don au musée de Paris, dont il est l'un des plus précieux ornements.

La République eût probablement duré en Piémont et en Italie, s'il se fût rencontré alors beaucoup d'hommes taillés à l'antique comme Joubert et Clausel ; mais malheureusement il n'en fut rien, et nous allons voir combien étaient rares, dans toutes ces républiques improvisées, les vertus nécessaires au maintien des républiques.

DÉMISSION DE JOUBERT

Joubert avait eu un heureux début dans son commandement en chef de l'armée d'Italie. Malheureusement il rencontra, dans l'administration de la Cisalpine, des difficultés qui amenèrent entre lui et le Directoire une divergence de vues, et par suite sa démission. L'Italie, si glorieusement conquise, était devenue une proie sur laquelle s'acharnaient des pillards de toute espèce. L'absence complète d'administration civile empêchant toute organisation régulière pour la subsistance et le paiement des troupes, l'armée prélevait directement sur le pays ce dont elle avait besoin. On comprend quels abus effroyables devaient résulter de cet état de choses. Les généraux s'entendaient avec des compagnies de fournisseurs, qui faisaient des profits scandaleux, et beaucoup de généraux avaient la faiblesse de prendre part à ces profits, par exemple, en portant sur leurs états un nombre d'hommes double de l'effectif réel.

L'arrivée de Joubert mit un terme momentanément à ces effroyables dilapidations. Sa probité sévère était connue de tous. On savait que, loin d'imiter l'avidité de quelques-uns de ses compagnons de gloire, il avait, dans son expédition du Tyrol et pendant qu'il administrait le Vicentin, exigé du commissaire ordonnateur Villemansi que les sommes destinées à son traitement et à ses dépenses personnelles fussent employées pour les besoins de sa division. (Riboud.) La compagnie Baudin, qui dévorait l'Italie, eut peur, et on n'entendit plus parler de ses déprédations.

Le Directoire avait déjà essayé de mettre un terme à cette anarchie administrative. Pendant que le général Brune commandait à Milan, Trouvé, qui avait rendu les plus grands services comme ambassadeur de France à Naples, fut envoyé à Milan pour organiser dans la haute Italie tous les services civils. Le 30 août 1798, Trouvé fit adopter aux assemblées primaires une Constitution à peu près semblable à la Constitution de l'an III qui régissait alors la France, régularisa la levée des impôts par des lois nouvelles, etc. Le Directoire, quoique très content de la marche suivie par Trouvé, fut obligé de le rappeler, à cause de la haine que lui portaient les Jacobins italiens, qui profitaient du désordre auquel il avait mis fin.

Trouvé avait à peine quitté Milan, que le général Brune se permit, avec une audace qui prouve l'ascendant croissant de l'armée sur le pouvoir civil, de modifier la constitution déjà acceptée par le peuple italien, et de convoquer les assemblées primaires pour leur faire approuver ces modifications. Brune exigea aussi la démission des trois directeurs nommés par Trouvé, et l'un d'eux, ayant refusé de quitter son poste, fut arraché de vive force du palais du gouvernement. Ce coup d'Etat, qui eut lieu le 19 octobre 1798, produisit un effet déplorable sur l'opinion publique en Italie. Le Directoire français, cependant, ne faiblit point : il destitua Brune, cassa tout ce qu'il avait fait, le remplaça par Joubert, et fit partir pour Milan Fouché, espérant qu'il arriverait assez à temps pour empêcher au moins la réunion des assemblées primaires. Mais Fouché, loin d'empêcher Brune d'agir à son gré jusqu'à l'arrivée de Joubert, prétendit que la Constitution avec les changements introduits par Brune étant approuvée, rien ne ferait plus mauvais effet que de faire un troisième appel au peuple. « Il avait raison, dit M. Thiers, et gagna même Joubert à son avis. »

Il avait raison, sans doute, au point de vue de la déconsidération jetée en Italie sur l'administration française par ces tiraillements ; mais un intérêt aussi important, le soin de sa propre dignité et du maintien de son autorité, devait engager le Directoire à ne point souffrir de la part de ses généraux des actes d'insubordination comme ceux du général Brune. Le Directoire rappela Fouché, ordonna le rétablissement de la constitution de Trouvé, et fit tous ses efforts pour amener Joubert à appuyer ses mesures avec vigueur.

D'une assez grande quantité de lettres adressées par les directeurs à Joubert à cette occasion, nous extrairons de nombreux passages qui éclaircissent, ce semble, une partie obscure de l'histoire de cette époque, et prouvent la haute estime qu'avaient pour le jeune général les hommes les plus éminents de la France.

Dans diverses lettres adressées à Joubert, le Directoire exprimait l'espoir que celui-ci seconderait les mesures qui avaient pour but de casser les opérations du général Brune. « Le Directoire, disait-on au général en chef, est loin d'improuver votre éloignement pour vous immiscer dans toute opération politique ; il n'en compte pas moins sur votre concours..... Le Directoire ne désire pas que, contre vos principes, vous vous mêliez d'affaires publiques ; mais l'ambassa-

deur près de la République cisalpine a ordre de conférer avec vous, et lorsque vous aurez promis votre appui pour l'occasion, le gouvernement n'aura pas la plus légère inquiétude sur les résultats. Ne pensez pas, général, que si le gouvernement n'approuve pas vos idées sur cette opération purement politique, sa confiance en vous en soit altérée ; elle est pleine et entière. Il vous en donne une grande preuve en chargeant l'ambassadeur de ne pas rappeler au Corps législatif ceux des expulsés en vendémiaire que vous aurez jugés Autrichiens, anti-Français ou immoraux. Le Directoire ne sera pas embarrassé du succès, quand les agents de la République seront d'accord entre eux, et quand ils prendront leurs instructions pour règle de conduite. »

« 20 novembre 1798.

« Il n'est pas besoin de vous rappeler que toute votre vigilance, toute votre sévérité, doivent se déployer contre les dilapidateurs qui, en enlevant à la République des ressources nécessaires pour l'entretien de l'armée, rendent encore le nom français odieux, et préparent ainsi de nouvelles résistances par le désespoir des peuples. Vous ne pouvez trop vous prononcer contre ces viles *sangsues* dont le contact peut ternir la réputation la plus pure, et qui sont d'autant plus dangereuses que les reproches de leur conscience leur imposent l'obligation de cacher leur perversité sous des formes plus patriotiques, et de cacher leurs crimes par des complaisances de toutes espèces. Le Directoire connaît trop vos principes, votre moralité, votre prudence, il compte trop sur les leçons d'une expérience qui laisserait désormais les fautes sans excuses, pour n'être pas persuadé que vous savez vous garantir de tous les pièges qu'on a pu et qu'on pourrait vous tendre.

« LAREVELLIÈRE-LEPAUX. »

Joubert, malgré l'invitation des directeurs, persistait à leur présenter de vives observations sur les mesures qu'ils voulaient prendre dans la Cisalpine. Barras lui répond le 26 novembre 1798 :

« J'ai reçu, mon cher général, votre dernière lettre. Les observations qu'elle contient n'ont rien changé aux mesures ordonnées par le Directoire à l'ambassadeur. Le citoyen Rivaud, porteur de cette lettre, est envoyé à Milan comme ambassadeur, à l'effet de mettre sur-le-champ à exécution les arrêtés du Directoire, avec les ménagements convenables, et en écartant définitivement des premières autorités les partisans de l'Autriche et les ennemis de tout ordre. Cela s'opérera sans réaction, et la confiance renaîtra avec la constitution et l'indépendance de ce peuple. L'ambassadeur de Naples à Paris quitte cette résidence, et dans ma conférence avec lui, hier au soir, j'ai acquis l'assurance que la cour de Naples était décidée d'attaquer. On est en mesure à Rome, ou bien près de l'être, et je ne doute pas des succès de l'armée républicaine.

« Turin n'est pas de bonne foi ; le peuple est fanatisé, mais il existe à la cour même un parti contre le gouvernement actuel. Il est urgent de terminer l'organisation définitive et la constitution de la Cisalpine.

« BARRAS. »

Joubert ne crut point pouvoir se prêter au désir du Directoire, et ne voulant pas faire comme Fouché, promettre et ne pas tenir, crut de son devoir de sortir d'une position fausse en donnant sa démission. Le motif qu'il donnait, le mauvais état de sa santé, était fondé d'après un rapport adressé au Directoire par les médecins de l'armée. Le Directoire n'accepta pas cette première démission, et Barras lui écrivit le 14 décembre 1798 :

« Votre démission n'est point acceptée, mon cher général. Le Directoire veut vous laisser la gloire de battre les ennemis de la République ; il attend par votre premier courrier la nouvelle de l'occupation de Turin par l'armée républicaine, l'arrestation du tyran et des assassins qui composent sa cour.

« Je suis affligé que vous n'ayez pas épanché dans le sein du Directoire toutes vos peines, que vous ne lui ayez pas dit avec la franchise qui vous appartient ce qui a pu les occasion-

ner. Sa confiance en vous ne peut être plus entière ; il vient, par un arrêté, d'ordonner à l'ambassadeur de faire sortir, dans les vingt-quatre heures, du territoire cisalpin les citoyens Fouché et Trouvé, sous peine d'être arrêtés et traduits en France. J'ai vu Botot. Je suis fâché qu'il n'ait pas attendu Rivaud à Milan.

« Les conscrits et les réquisitionnaires marchent de toutes parts ; de sorte que votre armée sera bientôt en mesure d'agir contre tous les gouvernements en guerre avec la République. Il n'est pas nécessaire que je vous rappelle les glorieuses destinées de l'armée d'Italie. Vous êtes son chef, environné de sa confiance ; vous ne tromperez pas l'attente de la patrie, et la conduirez à la victoire.

« Barras. »

Le directeur Larevellière lui écrivit aussi le 14 décembre 1798 :

« Le Directoire a reçu votre lettre, en date du 17 de ce mois, par laquelle vous lui annoncez que vos peines morales et physiques vous rendent trois mois de convalescence nécessaires ; vous y déclarez en même temps que l'opération du Piémont consommée, vous n'accepterez aucun commandement en chef.

« Le Directoire exécutif, citoyen général, n'accepte point votre démission. Ce n'est pas au moment où la République réclame les secours de tous les patriotes sincères qu'un général, qui a donné des preuves multipliées de ses talents et de son civisme, peut renoncer au poste d'honneur qui lui est assigné, et qu'un gouvernement républicain peut y consentir.

« Le Directoire exécutif n'a pu attribuer qu'à une erreur sur ses véritables intentions la résolution que vous annoncez. Sa confiance en vous, citoyen général, reste entière. Il n'a cessé de vous en donner toujours de nouvelles preuves. Vous vous dites accablé de peines morales : croyez-vous que dans

ces moments difficiles il est un poste où l'on serve son pays sans en éprouver ? Si le gouvernement n'a pas eu la même manière de voir que vous sur certains points, vous ne pouvez pas en conclure qu'il ne compte plus sur votre zèle et vos talents. Dans l'opération même que le Directoire exécutif a cru devoir ordonner, il a chargé l'ambassadeur Rivaud de prendre votre avis sur tous ceux que vous regardez comme amis de l'Autriche ou comme des êtres immoraux, afin de les écarter de tous les emplois, et il ne doute pas que vous l'aurez aidé à se garantir des mauvais choix qu'il aurait pu faire. Enfin, la latitude qu'il vous a donnée par ses dernières dépêches pour agir en Italie, n'est-elle pas le complément de la confiance qu'il vous accorde ?

« Non, général, vous ne quitterez pas le chemin du devoir et celui de la gloire. Vous assurerez par vos sages dispositions et par votre valeur le triomphe de la liberté, la prospérité de la République française et celle de toutes les Républiques alliées, et vous devez compter sur les efforts du Directoire exécutif pour vous seconder, ainsi que sur son entière confiance dans vos vues et dans vos moyens. »

Larevellière-Lepaux, président du Directoire, était un ancien Girondin, l'un des hommes qui ont servi la France pendant la Révolution avec le plus de dévouement, d'intelligence et de probité. L'on doit savoir un gré infini à M. Thiers d'avoir réhabilité Larevellière, qui fut plus que tout autre homme d'Etat, calomnié, ridiculisé par les contre-révolutionnaires, surtout à cause de sa bonté et de sa douceur parfaites. Nul ne fit preuve de plus de courage civil en ces temps difficiles. Il s'était rallié aux Girondins, au moment même de leur proscription. Il sut tenir tête à la Montagne comme au général Bonaparte. En des temps plus calmes, dans un pays tenant moins aux formes, à l'extérieur, il eût été capable de gouverner la France sagement et virilement ; mais il fallait alors, pour donner de la force au pouvoir, à défaut du prestige de la naissance, le prestige du génie militaire ou de l'éloquence. Larevellière était difforme, bégayait un peu. Ses habitudes trop modestes pour

le chef d'un pays comme la France prêtaient au ridicule. On lui a surtout reproché d'avoir voulu se poser en fondateur d'un culte nouveau. Ce qui n'est pas vrai ; car il n'assista jamais aux réunions des Théophilanthropes, ces honnêtes disciples de Rousseau qu'on a tant vilipendés pour leurs réunions académiques où l'on se livrait à d'innocentes dissertations sur l'existence de Dieu et nos devoirs envers nos semblables. (1)

Le directeur Merlin (de Douai) écrivit aussi à Joubert le 14 décembre 1798 :

« Quelle étrange détermination vous prenez, citoyen général : abandonner le poste d'honneur au moment où il importe le plus à la République que vous y restiez ferme et imperturbable ! Est-ce là ce qu'attendaient de vous vos vrais, vos sincères amis ? La voix de la patrie serait-elle plus faible auprès de vous que celle de je ne sais quel amour-propre ? Seriez-vous incapable de sacrifier de misérables prétextes de mécontentement aux grands intérêts de la cause sacrée que vous avez si bien et si glorieusement défendue jusqu'à ce jour ? Non, non, Joubert a pu s'oublier un moment, mais revenu à lui-même, il restera digne de son nom, et la République le retrouvera tout dévoué à sa gloire, et prêt à tout faire pour la soutenir. Eh ! quel est le républicain qui n'éprouve pas journellement des dégoûts dans les fonctions plus ou moins éminentes qu'il est dans le cas de remplir ? Et si ces dégoûts étaient un motif légitime de démission, quel est le législateur, quel est le magistrat, quel est le guerrier qui restât en place

---

(1) Nous nous sommes confirmé encore davantage dans le jugement favorable que nous avions porté sur Larevellière, après avoir reçu du célèbre historien Henri Martin, la lettre suivante :

« J'ai bien tardé à vous remercier de votre très intéressante publication sur le général Joubert. Je suis resté longtemps en Italie...... Je ne puis vous dire à quel point je trouve attachante la lecture des documents qui révèlent un des plus beaux caractères d'une si grande époque et montrent dans Joubert un autre Hoche. J'ai vu avec grand plaisir aussi la justice que vous rendez à Larevellière.

« 6 octobre 1860.

« HENRI MARTIN. »

vingt-quatre heures ? Et alors, comment la République se soutiendrait-elle? Ces réflexions que je vous présente, vous les avez sans doute déjà faites, et sans doute elles vous auront fait regretter d'avoir offert aussi légèrement une démission qui, si elle était acceptée, ferait sourire les ennemis de la liberté. Heureusement le Directoire ne l'accepte pas, et son refus doit être pour vous un nouveau gage de son estime et de sa confiance. Je me félicite de partager à cet égard, comme sur tous les points, les sentiments de mes collègues, et je me fais un plaisir de vous en transmettre ce témoignage individuel. Je le fais par suite des relations amicales qui se sont établies entre nous depuis le premier moment où j'ai fait votre connaissance à votre retour d'Italie, en frimaire an VI (décembre 1797). »

Joubert avait l'âme trop élevée pour ne pas comprendre un si noble langage. Il fit taire ses scrupules, retira sa démission, et termina son expédition contre le Piémont, et bientôt il reçut de Larevellière-Lepaux la lettre suivante :

« Le Directoire exécutif, citoyen général, a reçu les dépêches par lesquelles vous lui apprenez le résultat de vos opérations sur le Piémont, elles lui ont fait le plus grand plaisir, mais elles ne l'ont point surpris ; il n'attendait pas moins de la sagesse de vos dispositions et de votre amour pour la patrie. Quant à la manière de rendre cette conquête aussi utile aux intérêts de la République française qu'à la tranquillité et au bonheur des Piémontais, il s'en rapporte entièrement à vous. La bonté des moyens que vous avez employés pour vous rendre maître du pays lui répond du succès de ceux dont vous saurez user pour remplir ce second objet.

« L'éloge que vous faites de la conduite du général Grouchy dans cette affaire délicate, a fait penser au Directoire exécutif que vous vous chargeriez avec plaisir de lui en témoigner toute sa satisfaction. »

Malheureusement pour le Directoire comme pour Joubert, ce dernier retrouva bientôt les mêmes embarras pour l'administration de la République cisalpine, et déterminé par des motifs que nous examinerons plus tard, il donna de nouveau sa démission à la fin de décembre 1798.

Merlin (de Douai) lui écrivit de nouveau le 10 nivôse an VII (30 décembre 1798) :

« J'ai reçu, citoyen général, sous la date du 1er de ce mois (21 décembre), une lettre signée de vous, mais dans laquelle je ne vous ai pas reconnu et que je ne saurais croire votre ouvrage.

« Ce qui justifie mon opinion, c'est que j'y trouve des assertions diamétralement contraires aux principes et aux vues que je sais vous être propres.

« Lorsque vous êtes venu conférer avec le Directoire, dans la séance qui a précédé de quelques jours votre départ pour l'armée d'Italie, vous avez déclaré nettement que vous ne vouliez pas vous mêler de politique, et vous avez demandé avec instance que le Directoire vous restreignît aux opérations militaires. Comment se fait-il donc que des mesures purement politiques, que le Directoire s'est vu dans la nécessité de prendre, aient déterminé l'offre de votre démission, et vous aient inspiré, pour une place à laquelle vos talents vous ont appelé, des dégoûts si extraordinaires et si affligeants ?

« Vous aimez la République comme vous l'avez défendue, c'est-à-dire avec passion, et très-sincèrement vous êtes convaincu, comme tous les bons esprits, que la République n'aurait qu'une existence éphémère si la force armée s'élevait au-dessus de la puissance civile. Comment se pourrait-il donc que vous approuvassiez les actes du plus monstrueux despotisme exercés par votre prédécesseur, le 28 vendémiaire dernier ? (19 octobre 1798).

« Vous voulez que le gouvernement de la République jouisse au dehors de toute la considération qui lui est nécessaire, autant pour maintenir la prépondérance du nom français

que pour améliorer de plus en plus la cause de la liberté ; et vous êtes trop éclairé pour ne pas sentir que tout acte qui diminuerait ou détruirait cette considération serait une calamité pire que la perte d'une bataille. Comment pourriez-vous donc approuver la désobéissance formelle de Fouché aux ordres réitérés du Directoire exécutif, tant pour l'annulation des opérations du général Brune, que pour éloigner de lui et faire sortir du territoire de la République cisalpine le fournisseur Laporte, dont le nom est si honteusement fameux dans toute l'Italie ? Vous ne pensez sûrement pas qu'un gouvernement puisse jouir de la moindre considération lorsqu'il souffre que ses agents extérieurs se moquent de ses arrêtés.

« Vous aimez à vous entourer de républicains sûrs, éprouvés, et dont les principes patriotiques se soient manifestés dès 1789. Comment donc auriez-vous pu vous engouer de Suchet, aristocrate enragé en 1789, 1790, etc., et dont le patriotisme apparent ne date que de la peur dont il a été frappé à la suite du siége de Lyon ?

« Vous avez pris sur vous de donner au général Moreau une destination que le Directoire exécutif n'avait pas cru devoir lui confier. Vous avez fait plus ; vous avez vous-même pressé le Directoire de le nommer à votre place, et vous avez déclaré positivement que vous ne connaissiez que lui de propre à la remplir. — Comment donc aujourd'hui pourrais-je regarder comme émanée de vous une lettre dans laquelle vous vous plaignez de ce que l'on met le général Moreau en opposition avec vous ? avec vous qui seul l'avez mis sur le chandelier ? avec vous qui n'avez qu'un mot à dire pour le faire rentrer dans l'obscurité de ses fonctions d'inspecteur ?

« Sévère comme vous l'êtes sur l'article de la probité, et digne de votre réputation sur ce point important, *ce qui n'est pas peu dire*, vous n'aimez pas, vous ne pouvez pas aimer les hommes qui, dans l'exercice de grandes fonctions publi-

ques, cherchent à *faire des affaires*, et à tirer parti de leurs places pour s'enrichir. — Comment donc pourriez-vous vous aveugler sur Fouché, au point de trouver naturel qu'il se fût, en contravention aux ordres formels du Directoire, arrêté à Turin pour y finir *des affaires particulières qu'il n'avait pu terminer à Milan*, comme s'il eût pu décemment avoir à Milan d'autres affaires que celles de la République, et comme si des affaires *particulières* avaient pu, à son égard, n'être pas des affaires honteuses, et bien dignes de la manière dont il a fini sa mission, en se faisant compter par le payeur de l'armée une somme assez considérable que le général Brune avait mise, on ne sait pourquoi, à sa disposition, mais dont, à coup sûr, il ne pouvait plus alors disposer que pour lui-même, et en enlevant pour son propre compte la voiture et les chevaux qui avaient été donnés par le Directoire cisalpin à la légation française ?

« Je pourrais pousser beaucoup plus loin cette énumération ; mais j'en ai dit assez pour vous faire voir à quel point vous abusent ceux qui vous crient sans cesse que le Directoire est trompé sur les hommes et sur les choses, et qui, sous ce prétexte, voudraient ou vous entraîner dans leur désobéissance machiavélique (but qu'ils n'atteindront certainement pas), ou au moins vous dégoûter de vos fonctions, ce qui ne laisserait pas que de faire passablement rire l'étranger.

« La postérité ne verra ni Suchet, ni Fouché, ni tant d'autres motivant par leurs procédés ou leur conduite votre détermination à conserver, à quitter le commandement de l'armée ; elle ne verra que Joubert consolidant pour toujours la liberté d'une partie du monde, ou se refusant à cette tâche glorieuse. Pourriez-vous, citoyen général, être insensible à une perspective aussi importante ? Non, vous ne le serez pas ; vous redeviendrez vous-même, et vous achèverez votre brillante carrière comme vous l'avez commencée. »

Merlin (de Douai) était cet éminent jurisconsulte dont Napoléon disait à Sainte-Hélène : « Je m'en servais au Conseil d'Etat comme d'un flambeau. Il était sage, droit, honnête, érudit sans être brillant. Un des vétérans de la bonne vieille cause. » Ces lettres de Merlin prouvent les espérances qu'avaient fondées sur Joubert tous les hommes éminents qui voulaient en France une République légale et modérée.

Enfin, le 7 janvier 1799 (18 nivôse an VII), le président du Directoire Larevellière écrivait à Joubert la lettre suivante :

« Jamais agent civil ou militaire, citoyen général, ne reçut de son gouvernement une plus grande marque de confiance que celle que vous a donnée le Directoire, lorsque connaissant votre sentiment sur les opérations dont l'exécution était confiée au citoyen Rivaud, il chargeait cependant cet ambassadeur d'en conférer avec vous, et il comptait sur votre appui pour le succès... Mais le Directoire connaissait votre droiture, votre prudence, votre sagacité ; il ne pensait pas que des intrigants pussent longtemps vous en imposer.

« ..... L'explication, dans laquelle le pouvoir exécutif entre avec vous, vous est une preuve nouvelle de sa parfaite estime. D'autres que vous ont vaincu les ennemis de la République ; vous êtes dignes d'aspirer à une autre espèce de gloire ; dissipez cette foule de déprédateurs qui lui ont fait tant de tort. Que la victoire tourne à son profit, et non pas à celui d'une nuée de vautours, voilà l'espérance que l'on a conçue de vous, et votre conduite dans le Piémont est bien faite pour la justifier et l'accroître. Ceux même contre qui l'on vous a inspiré des préventions et que vous regardez comme vos ennemis personnels, ne parlent qu'avec éloge de votre talent militaire et de votre probité. Personne ne jouit plus que vous de considération et d'estime. Tous les agents de la République sont prêts à vous seconder, à vous prévenir. Votre confiance est un besoin pour eux ; pourquoi la leur refuseriez-vous ? Celui qui vous a éloigné d'eux (Fouché) a pu, dans le principe, avoir auprès de vous quelque crédit. Sa place

seule aurait suffi pour lui en donner ; mais sans entrer dans des détails superflus, le Directoire ne vous fera à ce sujet qu'une observation : Fouché était chargé de faire exécuter le premier arrêté du Directoire, l'a-t-il fait ? N'a-t-il pas fait le contraire de ce qui lui était prescrit ? Devait-il accepter une mission qu'il ne devait pas remplir, et dans le cas où ses devoirs n'auraient pas été d'accord avec son opinion, ne pouvant pas vaincre sa répugnance personnelle, ne devait-il pas abandonner sa place au lieu de trahir la confiance du gouvernement ? Ce trait seul suffirait pour fixer votre opinion sur son compte.

« Le Directoire ne vous parlera plus de cet objet ; vous ne verrez sans doute dans cette dépêche qu'un effet de l'estime que vous lui avez inspirée, et un motif de plus de justifier sa confiance.

« Larevellière-Lepaux. »

Pourquoi Joubert resta-t-il sourd à cet appel si cordial des deux directeurs, gens honnêtes, probes, modérés comme lui, et qui ne demandaient autre chose que le respect de l'autorité établie par la loi ? Il est bien regrettable qu'aucune lettre de Joubert, celle surtout à laquelle répondit Merlin, ne nous ait pas donné les motifs de sa conduite. Réduit à de simples conjectures, nous nous expliquons ainsi qu'il suit la résolution qu'il crut devoir prendre.

La Révolution française était arrivée à un moment critique pour elle. Après dix ans employés à démolir le passé, à poser les principes d'un ordre nouveau, rien n'avait encore subi en France de réorganisation sérieuse et définitive. Pour l'accomplissement de cette tâche, qui devait être le couronnement de 89, une chose était avant tout nécessaire : un gouvernement assez fort pour dominer tous les partis, assez énergique pour satisfaire, après une si longue et si cruelle agitation, le besoin d'ordre, de calme, de sécurité pour les personnes et les propriétés, qui semblait à cette époque être le seul vœu, le seul désir de la France.

La question était de savoir d'où sortirait ce pouvoir ayant assez d'unité, de durée pour s'imposer à tous ? A quelle classe, à quel parti appartiendraient cette autorité, cette dictature même, à laquelle

11

presque tous étaient décidés d'avance à se soumettre? Une invincible répugnance éloignait la majorité de la nation d'un retour vers la dynastie déchue qui avait fait cause commune avec toute l'Europe nous envahissant. L'ancien parti des monarchistes constitutionnels était confondu avec le royalisme pur, depuis qu'une effroyable commotion avait renversé son œuvre, la Constitution de 1791. Le parti jacobin, pendant deux ans, par le Comité de salut public, avait gouverné la France avec une intelligence et une fermeté incontestables; mais le souvenir de la Terreur jetait sur le nom seul de ce parti une telle défaveur, qu'on eût tout accepté plutôt que le retour de sa domination. Restaient encore les débris de la Gironde, cœurs généreux, esprits élevés. C'est ce parti qui était alors au pouvoir.

La France, qui avait vu successivement à l'œuvre ces divers partis, cherchait quelque chose de nouveau, et tous les esprits devaient naturellement se porter du côté de l'armée, qui avait sauvé la Révolution, et qui était pure de tous ses excès. Le nom des jeunes généraux qui la commandaient n'était encore connu que par l'éclat de leurs victoires. Confier le pouvoir, la réorganisation de la France nouvelle, à l'un de ces hommes, devait paraître une solution heureuse, acceptable par tous, sans distinction d'opinions. Les généraux sentaient bien qu'un courant irrésistible amenait le pouvoir entre leurs mains. Aussi ne cachaient-ils pas leur mépris pour ce qu'ils appelaient le *gouvernement des avocats*. Les hommes qui avaient toujours été, comme Fouché, attentifs au mouvement de l'opinion publique, pour se préparer d'avance quelque influence ou quelque action sur ceux dont le règne était prochain, se détachaient du Directoire, nouaient déjà des intelligences avec l'armée contre le gouvernement. Ceci explique la conduite de Fouché, acceptant une mission du Directoire, et agissant en Italie contrairement à ses instructions.

L'antagonisme des généraux en masse vis-à-vis du Directoire était tel, que le général Jourdan lui-même, si honnête, si exempt d'ambition et de passion, était aussi animé que les autres contre le Directoire, auquel il reprochait, dans un discours à l'un des deux Conseils, l'insuffisance des ressources de la France en 1798, tandis que ce sera l'éternel honneur de ce gouvernement d'avoir su, malgré le dénuement absolu que lui avaient légué les gouvernements antérieurs, pacifier la France au dedans et garantir l'intégrité de son

territoire contre l'étranger. Aussi l'explication la plus simple et la plus naturelle de la conduite de Joubert, n'est-elle pas celle-ci ? Le jeune général, voyant cette disposition si générale dans l'armée vis-à-vis du Directoire, ne voulut point se séparer de ses compagnons de gloire, par esprit de corps comme aussi par méfiance de lui-même.

Joubert refusait de prêter son concours à la politique du Directoire ; mais il avait trop de droiture pour profiter de la position qu'il devait au gouvernement pour rester en lutte sourde avec lui et pour se préparer les moyens d'entrer plus tard en lutte ouverte avec lui. Joubert ne voulut pas d'une position qui embarrassait son honneur. Il donna sa démission Elle fut refusée. Il continua à servir avec la même ardeur. Mais il renouvela bientôt sa démission, qui cette fois fut acceptée. Cette seconde démission fut donnée pour des motifs bien légitimes que nous allons exposer.

Les restes du parti girondin et *de la plaine*, qui gouvernaient alors la France, avaient des intentions excellentes, ils voulaient le triomphe de la liberté par le gouvernement de la loi ; mais comme leurs devanciers de la Législative et de la Convention, ils ne voyaient pas que la liberté et la loi ne pouvaient dominer au-dessus de tous les partis, qu'à la condition d'un pouvoir fortement organisé, d'une autorité assez imposante et assez énergique pour se faire accepter par tous. Les Girondins, pour n'avoir pas su à temps s'allier avec les partisans d'une monarchie constitutionnelle, Mirabeau, Lafayette, avaient subi le joug sanglant de Danton et de Robespierre. En 1798 et 1799, Merlin, Larevellière et leurs amis, par leurs craintes exagérées d'une dictature militaire, par leurs précautions intempestives, arrivèrent sur l'écueil qu'ils voulaient éviter. Ils ne pouvaient sauver la forme de gouvernement qu'ils aimaient, qu'en s'appuyant sur l'armée, qui seule alors était franchement républicaine. Faire une large part dans le gouvernement aux généraux honnêtes et capables était le seul moyen de sauver la République des fureurs de ses ennemis et des excès de ses amis. Guillaume III en Angleterre, Washington en Amérique, ont prouvé qu'après une révolution, la cause de la liberté ne peut être plus sûrement confiée qu'à des mains qui sachent manier l'épée. (1)

---

(1) Nous montrerons dans notre étude sur Hoche que le Directoire commit une faute irréparable en écartant Hoche du gouvernement après l'y avoir appelé. Hoche en mourut de chagrin.

Brune avait abusé en Italie du pouvoir qui lui avait été confié. Ce n'était pas une raison pour que les directeurs multipliassent les précautions injurieuses contre d'autres généraux, Jourdan, Moreau, Joubert, Suchet, dont l'appui pouvait seul sauver la Constitution de l'an III. Il fallait au contraire choisir parmi les généraux les hommes les plus dignes de confiance, et leur donner surtout dans les pays conquis une autorité presque illimitée, sans laquelle il leur était impossible d'organiser, de gouverner, de protéger de si vastes contrées.

Ainsi en quelles mains plus pures le Directoire pouvait-il confier le gouvernement de l'Italie qu'entre les mains de Joubert? Son excessive méfiance de lui-même, son manque d'ambition, ses goûts modestes, bourgeois pour ainsi dire, devaient éloigner à son égard toute crainte d'empiètement sur le pouvoir civil, au-delà des bornes constitutionnelles. La confiance inspirée à l'armée par sa capacité, son énergie, son activité, ne pouvaient avoir leur entier effet pour la défense de l'Italie, que s'il disposait d'un pouvoir très étendu. Mais bien loin de confier cette autorité dont il avait besoin à l'homme d'épée que la Providence semblait avoir destiné à seconder leurs vues, ceux qui gouvernaient alors la France entourèrent le général de l'armée d'Italie d'agents civils indépendants de lui, le contrôlant, le contrecarrant, à cheval sur les formalités administratives, comme si nous avions été en paix avec l'Europe et maîtres paisibles de l'Italie depuis vingt ans. Le Directoire marchait à la ruine de la Constitution, à laquelle il était sincèrement attaché, par des mesures justes en elles-mêmes, mais intempestives et blessantes autant que possible dans la forme pour les généraux qui seuls pouvaient assurer l'exécution de ces mesures. (1)

Ainsi, quelque temps avant la démission de Joubert, le Directoire, pour mettre un terme à d'effroyables dilapidations, avait eu une idée qui eût été excellente si la paix avait été assurée, et les généraux

(1) La mésintelligence entre Joubert et les directeurs Larevellière et Merlin, qui aboutit à la démission de Joubert, est un exemple frappant des malentendus qui existent si souvent en temps de révolution, entre gens qui ont le même but, les mêmes intentions, mais qui, variant sur les moyens, se séparent et se combattent pour le malheur de la cause commune et pour la perte des défenseurs de cette cause, que chacun veut soutenir à sa manière et sous des noms différents.

ailleurs que devant l'ennemi : il installa dans les pays conquis des commissions chargées de l'administration civile et financière, de la perception des impôts dans toute l'Italie, et des fournitures à faire pour les besoins de l'armée. Ces commissions, indépendantes des états-major, ne laissaient aucun maniement de fonds aux généraux. Il n'y eut qu'un cri dans l'armée pour dire qu'on déshonorait les militaires par ces mesures. Championnet chassa de Naples les commissaires nommés par le Directoire. Championnet fut destitué. Joubert était son général en chef et son ami. Ils avaient concerté ensemble l'expédition de Naples, qui avait eu un si brillant succès. Aussi Joubert fut-il profondément irrité de cette mesure contre le meilleur de ses lieutenants. Mais bientôt le Directoire mit le comble à la mesure, en destituant le chef d'état-major de Joubert, Suchet, auquel on attribuait une fâcheuse influence sur l'esprit de son général en chef. Oter ainsi, sans motif sérieux, à Joubert un homme qui avait toute sa confiance, était une indignité à laquelle il ne pouvait répondre autrement que par sa démission.

Suchet, qui devint plus tard maréchal de France et s'illustra en Espagne, avait déjà été distingué à la bataille de Loano par Joubert, qui le retrouva à Milan en 1798, chef d'état-major de Brune. Le nouveau général en chef obtint du Directoire la nomination de Suchet comme son chef d'état-major. Tous deux se lièrent par les liens de la plus tendre amitié. Suchet était d'une famille de négociants de Lyon, de même condition, presque de même pays que Joubert, qui appréciait fort, comme Moreau plus tard, les éminentes qualités qui devaient appeler Suchet à une si haute position sous l'Empire. Aussi on comprend combien Joubert dut être vivement froissé, quand un arrêté du Directoire ordonna à Suchet de rentrer en France dans trois jours, sous peine d'être inscrit sur la liste des émigrés, mesure sans exemple dans l'armée et sans motifs ; car, rendu à Paris, Suchet n'eut pas de peine à faire tomber les accusations absurdes dirigées contre lui, et fut envoyé à l'armée d'Helvétie pour commander une brigade.

Cette disgrâce de Suchet suffirait pour expliquer la démission de Joubert, qui eut encore d'autres motifs, comme nous le verrons. Démission à jamais regrettable pour la France comme pour lui. En effet, M. Thiers affirme, avec tous les mémoires du temps, que la principale cause de la perte de la bataille de Novi fut le retard

apporté par le mariage de Joubert à son départ pour l'Italie Combien il est plus probable encore qu'il eût été vainqueur en 1799, s'il avait passé au quartier-général de l'armée d'Italie les six mois qu'il dépensa inutilement en France avant de reprendre le commandement de cette armée.

Le rapport suivant de Suchet montre, par tout ce que Joubert fit au cours des deux mois pendant lesquels il commanda en Italie, ce qu'il aurait fait s'il avait eu neuf mois au lieu de dix-huit jours, pour se préparer à la lutte contre les coalisés.

« Au quartier-général de Reggio, le 5 nivôse an VII
(27 décembre 1798).

« Suchet, chef de l'état-major général, au général en chef Joubert.

« Mon général,

« Avant de me séparer de vous, je dois vous retracer ce qui s'est exécuté, d'après vos ordres, à l'armée d'Italie, dans l'espace de deux mois.

« Vous avez mis la solde au courant et maintenu la fourniture de l'habillement aux troupes, dès les premiers jours de votre arrivée ; vous avez assuré les subsistances, pressé les approvisionnements, au point d'avoir toutes les places, tant de la Cisalpine que du Piémont, en état non seulement de nourrir de nombreuses garnisons, mais encore d'alimenter les troupes en cas de guerre et de circonstance difficile, sans compromettre la sûreté des places ; vous avez activé les réparations d'artillerie, augmenté les ateliers et multiplié les ressources soit en poudre, soit en affûts et autres constructions. Dans le même temps, vous vous occupiez de la formation de l'armée de Rome ; elle a été portée à 25,000 combattants, y compris les auxiliaires. A ces troupes aguerries, conduites par des généraux connus, ont été ajoutés une nombreuse artillerie, des chevaux et des munitions, et plus de 500,000 francs des caisses de l'armée. »

Ce fut cette armée organisée par Joubert qui, sous Championnet, conquit Naples.

« La Valteline a été reconnue et mise sur un pied de défense imposant. Vous avez assuré vos points de communication et vos rapports avec l'armée d'Helvétie, et vous en avez tiré de nouvelles forces pour la défense de cette nouvelle frontière. Vous avez visité l'armée, la ligne et les places fortes; vous avez vu les besoins des soldats, vous avez ordonné et obtenu en partie une nouvelle répartition d'habillement; les hôpitaux ont été momentanément mieux entretenus; les fortifications ont reçu une amélioration et de l'accroissement; les troupes ont acquis plus d'énergie, et toutes les parties du service une plus grande activité par les fonds considérables que vous leur avez accordés. »

Suchet donne ici des détails sur une flottille armée par Joubert, pour une expédition aux îles Ioniennes.

« La marine des lacs a été augmentée, des barques ont été établies et armées sur les lacs Lugano, Majeur, de Côme et de Garde. Une flottille s'est formée sur le Pô; déjà quinze barques sont totalement armées ou sur le point de l'être; pour faciliter le passage du Pô et la rapidité des opérations militaires, un pont de trente barques a été établi à Saint-Nicolo, entre Saint-Benedetto et Borgo-Forte; des têtes de pont s'y construisent et pourront bientôt recevoir du canon.

« Pour activer les travaux de Mantoue et assurer la défense de cette place, et la sûreté de ses approvisionnements, un général sévère et actif (Delmas) y a été envoyé. »

Ici se placent dans le rapport de Suchet les détails sur l'expédition de Joubert dans le Piémont, détails que nous avons placés plus haut.

« Vous étiez encore occupé des soins d'affermir votre nouvelle conquête, et vous disposiez déjà les moyens d'en pré-

parer une nouvelle, également commandée par l'intérêt de l'armée. Il fallait de nouveau venger la République, et surtout assurer les derrières de notre armée de Rome, en la délivrant d'un ennemi qui pouvait l'inquiéter par sa position.

« L'adjoint Hénin se rend à Massa pour concerter les moyens de s'emparer de Lucques et pour préparer la réussite de ce projet avec le général Miollis. Toutes ces forces, formant une division que commande le général Serrurier, attendent à Modène l'ordre d'agir. En vous éloignant du Piémont, vous laissez au général Grouchy des instructions bien détaillées sur toutes les parties de son commandement.

« Ainsi, tandis que 9,000 hommes marchent sur la Toscane, une armée considérable s'organise et se met en mesure de marcher au premier signal ; chaque division reçoit ses ambulances et caissons bien pourvus ; elle a à sa suite du pain et du biscuit pour quatre jours, de l'eau-de-vie, des souliers, et la plus grande partie des soldats sont pourvus de roupes.

« Le résultat de cette organisation rapide assure la disposition presque subite de quarante bataillons français de guerre, de trente à trente-trois escadrons, neuf compagnies d'artillerie légère qui forment la ligne ; le reste de l'armée garde les places et l'intérieur de la Cisalpine et du Piémont. Il faut ajouter à ces forces près de 8,000 auxiliaires qui, organisés par vos soins, pourront dans l'occasion devenir d'un secours utile.

« Le 11 nivôse, à minuit, vous recevez l'ordre du gouvernement de suspendre la marche des troupes en Toscane ; vous faites poursuivre à la tête de la colonne sa marche sur Lucques, et cette opération suffit pour chasser les Napolitains de Livourne, et mettre Lucques et son artillerie en notre pouvoir ; l'oligarchie fournit par vos ordres deux millions ; le grand-duc vous en offre autant.

« Les besoins de l'armée sont ainsi assurés. Vous ordonnez que la solde soit entièrement mise au courant, et elle va l'être et sera maintenue. Les onze régiments piémontais ont été

organisés en quatre demi-brigades, suivant les mêmes bases que l'armée française ; ils ont été passés en revue et vont recevoir des drapeaux tricolores en échange de ceux qu'ils tenaient du roi. Les régiments suisses, d'après une convention passée avec le commissaire du Directoire helvétique, forment deux légions qui vont aussi recevoir très incessamment des drapeaux neufs.

« Les troupes cisalpines sont également organisées en quatre demi-brigades ; vous êtes aussi parvenu à donner à toutes les forces auxiliaires une organisation semblable à la nôtre, uniforme, meilleure et plus utile.

« Deux demi-brigades sont parties pour Rome, ainsi qu'une légion cisalpine.

« Telle est, mon général, la situation imposante où je laisse l'armée, au moment où le sort m'éloigne de vous ; tels sont les résultats de vos travaux pendant deux mois, depuis que vous avez pris le commandement.

« Voilà ce qui était à faire et ce qui a été fait par vos soins dans un court espace de temps, avec un succès que j'ai mis tous mes efforts à accélérer. Mon être entier a été consacré à cet unique objet qui me présentait la double satisfaction de mon devoir à remplir et de votre estime à mériter ; elle sera, avec le témoignage de ma conscience, le prix le plus flatteur de mes travaux.

« Tout à vous pour la vie.

« SUCHET. »

Ce tableau sommaire des travaux de Joubert, opérés en si peu de temps, ne montre-t-il pas qu'il avait l'une des qualités essentielles d'un grand général, l'art d'organiser et d'administrer une armée ? Le jeune général de vingt-neuf ans évidemment n'était pas au-dessous d'un des plus grands commandements confiés à un général sous la République. Car son autorité s'étendait sur l'Italie entière. Nous remarquons qu'il fut probablement le premier qui organisa ces corps auxiliaires qui furent si utiles plus tard à la grande armée. Nous remarquerons aussi qu'il remit son armée dans l'état le plus bril-

lant, sans qu'une plainte se soit élevée contre lui chez les Italiens qui s'estimaient trop heureux de voir succéder à la rapacité la plus effrénée les plus grands ménagements pour le peuple conquis (1). A quelle gloire serait arrivé Joubert, si le temps, l'âge et l'expérience des grandes affaires avaient pu développer et mûrir en lui de si hautes facultés, alliées à un si noble cœur !

Pendant qu'il commandait en Italie, le jeune général n'eut pas seulement à s'occuper de son armée, il fut aussi obligé, comme malgré lui, de s'occuper des affaires politiques de ce pays. Garat dit qu'il présenta au Directoire, quand il était à Milan, des vues politiques dont la grandeur commandait le respect, et dont la sagesse aurait sauvé l'Italie. Combien il est regrettable que ces dépêches de Joubert ne soient pas connues. Mais Garat et autres contemporains sont d'accord pour dire que Joubert, pour protéger la frontière et l'indépendance de la France contre la coalition, proposait d'affranchir toute l'Italie et de la réunir en une seule nation. On comprend qu'en 1798 il ne pouvait parler que d'une république italienne, une et indivisible; mais Joubert avait trop de largeur dans l'esprit pour ne pas accepter toute forme de gouvernement en Italie, pourvu que ce gouvernement fût franchement libéral et ami de la France. Que serait-il advenu en 1799, et plus tard, si les vues attribuées à Joubert avaient été réalisées? Son plan, probablement, tendait à une fédération des divers Etats italiens.

Le Directoire ne partagea point ces vues politiques, comme on le voit par la dépêche suivante adressée par lui le 14 décembre 1798 :

---

(1) « Cette confiance de tous les peuples de l'Italie dans Joubert, ce vœu que tous formaient hautement de le voir au milieu d'eux à la tête de l'armée française, est une des choses qui honorent le plus la mémoire de Joubert. Partout Joubert les traitait en peuples que la République française voulait affranchir et non pas soumettre. Les troupes commandées par Joubert étaient toujours soumises à la plus exacte discipline, et lui-même était toujours soumis à la plus exacte morale. On en citait beaucoup de preuves et d'exemples en Italie. » (Eloge de Joubert par Garat.)

Joubert, dans ses premières lettres écrites d'Italie, manifeste une grande antipathie pour le caractère italien. Plus tard il semble avoir reconnu qu'il ne devait pas juger par des hommes formés sous le despotisme le caractère d'une nation qui se modifia rapidement sous ses yeux, et il finit par s'intéresser vivement au sort de l'Italie.

« Si les opérations militaires, citoyen général, conduisent nos troupes en Toscane, avant que l'Autriche se soit déclarée contre nous, il sera nécessaire que vous fassiez précéder leur entrée par une notification au grand-duc et une proclamation qui porteront en substance que les Français entrent en Toscane, non en ennemis, mais pour en expulser les Napolitains et les Anglais, et empêcher qu'ils ne se remettent en possession de ce pays ; que d'ailleurs le grand-duc, en éloignant de lui toute influence ennemie, peut être tranquillement dans ses Etats ; qu'on ne changera rien aux formes du gouvernement ni à la religion, et qu'on y respectera les propriétés. »

Dans une autre dépêche du 22 décembre 1798, le Directoire explique à Joubert qu'il est convenable de suspendre l'entrée en Toscane, pour ne pas mettre en mouvement la cour de Vienne, mais que cela ne s'applique pas à la République de Lucques, et que l'armée française peut favoriser le parti des patriotes qui avec son concours sera toujours certainement le plus fort, ce qui donnera le double avantage de nous ménager des ressources et d'en priver les ennemis.

La fin de cette dépêche révèle les vues étroites qui prévalurent après le départ de Joubert, et aboutirent à ôter aux Italiens le gouvernement des affaires italiennes.

Tous les historiens, le général Pannetier entre autres, disent que Joubert se portait sur Livourne, après avoir donné des ordres précis aux différents corps qui composaient son armée de 70 à 80,000 hommes, capable, dit son compatriote, d'entreprendre avec elle les plus grandes choses, lorsqu'il reçut à Reggio un contre-ordre du Directoire. Ce fut là qu'il donna sa démission, dégoûté par les intrigues des commissaires Rivaud et Amelot qui, par leurs rapports au Directoire, contrariaient tous ses plans.

La dépêche du Directoire qui va suivre établit, ce semble, d'une manière assez certaine que ce contre-ordre qui arrêta sa marche sur Livourne, fut une des causes principales de sa démission. On verra également par cette dépêche que le Directoire reconnut, mais trop tard, qu'il avait eu tort de ne pas accepter les vues de Joubert, dont la réalisation nous eût fait une alliée utile de l'Italie, qui aurait

compris la grandeur et la générosité de cette politique et aurait présenté aux coalisés une masse compacte et résistante, si les plans de Joubert avaient été suivis.

« Paris, le 21 nivôse, l'an VII de la République (10 janvier 1799).

« Le Directoire exécutif au citoyen Joubert, général en chef de l'armée d'Italie.

« Le Directoire exécutif vient de recevoir, citoyen général. votre lettre du 11 de ce mois, par laquelle vous lui faites part de la détermination (1) que vous avez prise d'après la dépêche du 2, relativement à l'expédition projetée sur Livourne.

« Le Directoire n'a, par sa dépêche du 2, suspendu cette expédition que pour ôter à l'Autriche tout prétexte de crier à l'agression et de nous imputer la reprise des hostilités contre elle. S'il avait pu prévoir la révolte qui a éclaté dans plusieurs communes de la République romaine, ou s'il en eût eu connaissance, il n'aurait pas hésité de donner l'ordre positif de marcher sur Livourne, ou au moins de demander impérativement le passage pour nos troupes à travers la Toscane, pour joindre le général Championnet, toujours en protestant de la neutralité.

« Au reste, vous êtes sur les lieux, citoyen général, personne ne peut mieux que vous connaître ce qui peut être utile ou nécessaire pour le salut des deux armées que vous commandez. Les positions et les circonstances pouvant à cet égard changer d'un moment à l'autre, le Directoire exécutif ne peut que s'en rapporter à votre prudence ; il approuve d'avance toutes les opérations militaires qu'elles vous paraîtront exiger.

« *Le président du Directoire exécutif,*

« LAREVELLIÈRE-LEPAUX. »

---

(1) Cette détermination était la résolution de quitter de suite l'armée.

Cette lettre, par laquelle le Directoire donnait pour ainsi dire carte blanche à Joubert, arriva trop tard ; Joubert maintint sa démission et rentra en France (1).

---

(1) Larevellière dans ses *Mémoires*, 3 vol. in-8°, donne beaucoup de pièces officielles relatives aux démêlés du Directoire avec les généraux de l'armée d'Italie. La lecture de ces pièces n'a pas modifié notre opinion ; il y eut des torts des deux côtés.

Ces Mémoires de Larevellière doivent être mis parmi les documents les plus intéressants sur la Révolution. Ce qui distingue cet homme d'Etat entre tous ceux de son temps, c'est le bon sens, le sens pratique ; il s'opposa à la réunion de Genève à la France, il aurait voulu faire comprendre à l'Europe, à l'Italie, aux généraux qui occupaient ce dernier pays, que cette occupation était provisoire et cesserait avec la paix ; il pensait avec raison, comme l'événement l'a prouvé, que la manie des conquêtes finirait par mettre toute l'Europe contre nous, et que nous succomberions tôt ou tard dans cette lutte inégale.

Larevellière n'assista jamais, quoi qu'on en ait dit, au culte des théophilanthropes, mais il pensait avec raison qu'une religion était nécessaire au peuple français. (Voir les considérations d'un sentiment très élevé qu'il expose sur cette question au 3e vol. de ses *Mémoires*, p. 14.)

— Pour ces démêlés de Joubert avec le Directoire, nous avons aussi consulté les *Mémoires* de Fouché. Son témoignage ne doit être accepté qu'avec réserve ; néanmoins, sa haute intelligence et le rôle capital qu'il a joué donnent une grande importance à ses jugements sur les hommes et les choses de son temps.

« Brune, dit Fouché, t. I, p. 52, fut remplacé par le brave, modeste et loyal Joubert. C'était sans contredit le plus intrépide, le plus habile et le plus estimable des lieutenants de Bonaparte. A peine fûmes-nous en relations, que nous nous entendîmes. » On voit très bien, dans les mémoires de Fouché, comment il gagna la confiance de Joubert, républicain ardent. Fouché prétendait, non sans quelque raison, qu'il fallait faire prévaloir le système de l'unité de l'Italie divisée en républiques, par le prompt renversement des vieux gouvernements pourris. « Cette politique tranchante ne pouvait convenir, dit-il, au ministre cauteleux, qui exploitait alors nos affaires étrangères. »

Le Directoire consentit, sur les observations de Joubert, au renversement du roi de Piémont ; il aurait consenti de même au renversement du duc de Toscane, comme nous l'avons vu par les lettres adressées à Joubert, mais il ne consentit jamais, et il eut raison, à ratifier le coup d'Etat de Brune, à Milan, ni à transiger avec les faiseurs d'affaires. Fouché ne souffle mot de ce dernier point sur lequel s'étend si longuement Larevellière dans ses *Mémoires*. Fouché, p. 32, avoue qu'il avait obtenu par Barras une partie des fournitures de l'armée, et fait de grands bénéfices. Joubert, en accordant une confiance entière à Fouché, commit une imprudence qui explique les légères critiques que lui adresse, dans ses *Mémoires*, Larevellière, qui rend justice d'ailleurs à ses grandes qualités.

Il n'y eut aucun général de cette époque dont le mérite ait été aussi généralement attesté par les contemporains. « Sa valeur, dit Fouché, était relevée par la simplicité de ses mœurs, par son désintéressement, et on trouvait chez lui la justesse du coup d'œil avec la rapidité de l'exécution, une tête froide avec une âme ardente. »

CHAPITRE V

JOUBERT COMMANDANT DE L'ARMÉE DE PARIS, LE 30 PRAIRIAL. — SIEYÈS CHERCHE A S'ENTENDRE AVEC JOUBERT, POUR RENVERSER LA CONSTITUTION DE L'AN III ; IL ÉCHOUE. — ON VEUT METTRE JOUBERT A LA TÊTE DE L'ÉTAT. — SON MARIAGE.

Joubert rentra en France au commencement de février 1799. Quelques jours après sa démission, il avait reçu de Barras la lettre suivante :

« Paris, le 11 février 1799.

« Nous avons reçu, mon cher général, votre lettre par laquelle vous nous prévenez que le général Delmas est investi provisoirement du commandement de l'armée. Le Directoire a sur-le-champ arrêté le départ de *Bernadotte*, nommé commandant de l'armée d'observation, pour lui donner le commandement de l'armée d'Italie. Je désire que votre santé se rétablisse ; je ne vois qu'avec un vif regret votre départ de l'armée d'Italie. Les ennemis de la République s'en réjouissent. Donnez-moi souvent de vos nouvelles, et ne doutez jamais de l'estime particulière et de l'amitié bien sincère que je vous ai vouée.

« BARRAS. »

Barras, à cette époque, commençait ses intrigues avec Sieyès pour faire sortir du Directoire Larevellière et Merlin ; il devait chercher à rester en bons termes avec un général brouillé avec eux.

Joubert, à son arrivée en France, fut d'ailleurs caressé, courtisé par les chefs de tous les partis, dont chacun cherchait à attirer de son côté un homme qui jouissait d'une aussi grande considération. Ainsi, à peine arrivé à Pont-de-Vaux près de son père, il reçut de Louis Bonaparte, père de Napoléon III, la lettre suivante, qui prouve avec évidence la bonne intelligence qui régnait alors entre Joubert et la famille Bonaparte. Louis Bonaparte avait servi en Italie en 1796, et il revenait alors d'Egypte, d'où son frère l'avait renvoyé en France.

« Au général Joubert, à Pont-de-Vaux.

« Tournus, 18 fructidor an VII (7 février 1799).

« Louis Bonaparte à son général Joubert.

« Je passe devant chez vous, mon général, sans pouvoir m'arrêter. Un long voyage nécessite une diligence extrême ; j'ai entrepris le voyage du Mont-Cenis à Paris à franc étrier. J'espérais avoir le plaisir de vous voir à Paris.

« Mon frère et tous les anciens enfants de l'armée d'Italie m'ont chargé de leurs amitiés pour vous ; et si j'eusse pu m'acquitter de leurs commissions, les embrassades fraternelles auraient duré longtemps.

« J'ai été étonné, en arrivant en France, de l'opinion si extraordinaire que l'on a de l'armée d'Egypte. J'espère que vous et les gens distingués de la République n'aurez pas été la dupe du babil de quelques poltrons que la vue de quelques dangers de plus effraye, parce qu'ils ne sont pas accoutumés à servir la République pour le plaisir de la servir.

« L'armée est dans le meilleur état possible ; l'union la plus parfaite règne là comme en Italie. Une seule chose met une grande différence entre cette armée-là et les autres : c'est le spectacle bizarre de mœurs entièrement opposées aux nôtres. Il manque du vin ; mais le soldat a du café, de l'excellente eau-de-vie, et l'on s'occupe à faire de la bière. Pour des femmes, le soldat en trouve ; mais tout ce qui voit principa-

lement en elles l'âme de la société, une des plus douces jouissances de la vie, n'en trouve point. Le peu qu'il y a sont absolument des machines, aussi peu respectables que les êtres malheureux qui corrompent en Europe nos mœurs et notre caractère.

« Recevez, mon cher et très cher général, les assurances multipliées de l'affectionné dévouement de votre concitoyen et ami.

« *P.-S.* On me dit que votre santé n'est pas parfaite; veuillez me donner de vos nouvelles, rue du Raincy, n° 505, près la barrière Mousseaux.

« Tous les braves de l'ancienne armée d'Italie vous regrettent beaucoup. En vérité, on n'y conçoit plus rien : ce sont les fournisseurs, objets de notre mépris, qui mènent aujourd'hui les armées. Vous ne vous attendiez pas, mon cher général, quoique un des vainqueurs du 2 frimaire, que l'on aurait fait dépendre de cette bataille le succès de l'armée d'Italie ?

« Rappelez-moi au souvenir de votre père.

« Louis Bonaparte. »

Joubert passa à Paris, sauf un court séjour en Bresse, cinq mois, de février à juillet 1799. Il fut mêlé pendant son séjour à toutes les luttes des partis qui se disputaient alors le pouvoir. Pour se rendre compte du rôle qu'il joua au milieu de cette crise qui devait aboutir au 18 brumaire, il faut se rappeler l'état intérieur de la France en 1799.

La Constitution dite de l'an III, œuvre de la Convention, était en vigueur depuis 1796. Deux assemblées, élues par les mêmes électeurs, devaient se faire contrepoids ; le pouvoir exécutif était confié à cinq directeurs nommés par le Corps législatif. La presse était libre, mais toute société populaire était interdite. Les cultes étaient séparés de l'Etat.

Les cinq directeurs furent Carnot, Letourneur, Barras, Rewbet, enfin Larevellière ; ce dernier, sensé, courageux, s'était volontairement associé à la proscription des Girondins ; il obtint un nombre de voix beaucoup plus élevé qu'aucun de ses collègues.

Les directeurs s'installèrent au Luxembourg, en empruntant une table au concierge. La situation était effroyable. Le trésor était vide, on avait 5 fr. de rente pour 10 francs. L'armée désertait en masse, n'ayant point de solde. Nous avons vu par les premières lettres de Joubert en quel état était l'armée d'Italie ; celle du Rhin se désorganisait, et l'insurrection de la Vendée, loin d'avoir été domptée par le régime de terreur maintenu par la Convention, grandissait chaque jour.

Il est de mode aujourd'hui d'attribuer presque exclusivement à la Convention nos grandes victoires républicaines, il serait bien plus équitable d'en faire les honneurs au Directoire Ce fut lui qui, par son énergie et son habileté, rétablit la confiance en peu de temps, et raffermit la République chancelante.

Ce fut le Directoire qui fournit les moyens de réorganiser les armées confiées à Hoche qui, après avoir pacifié la Vendée, alla sur les bords du Rhin commander l'armée de Sambre-et-Meuse, la plus belle qu'ait eue la République. Bonaparte n'aurait pas pu mener à bien en Italie ses campagnes de 1796, de 1797, s'il n'avait eu derrière lui un gouvernement énergique et intelligent.

Les victoires de nos armées dérangeaient les calculs des révolutionnaires : aussi les journaux royalistes traînaient dans la boue les généraux républicains, niaient leurs succès glorieux.

A Paris, où l'on était bien informé, beaucoup d'hommes distingués, Boissy d'Anglas, Thibaudeau, Daunou, Benjamin Constant, madame de Staël, Talleyrand, se rallièrent à cette tentative honnête de République régulière. Mais dans les départements, les royalistes n'usaient de la liberté qui leur était accordée, de la tolérance qu'on avait pour eux, que pour chercher à renverser la République. Ils parvinrent, grâce surtout à la terreur qu'ils inspiraient, à obtenir la majorité dans les Assemblées. Le massacre des Patriotes à Lyon, dans le Midi, les menaces des meneurs montraient assez que, redevenus les maîtres, ils n'épargneraient aucun des Conventionnels.

Jamais la République n'avait couru un plus grand danger, surtout à cause des divisions qui existaient entre les cinq membres du Directoire. Plusieurs hommes des plus marquants, parmi ceux qui devaient tout à la Révolution, cherchaient à s'entendre avec le roi et les royalistes. La trahison de Pichegru est un fait certain, mais que dire de Moreau, qui, en livrant au Directoire la correspondance

de Pichegru avec le Prétendant trouvée cinq mois auparavant dans un fourgon autrichien, eût rendu inutile un coup d'Etat ? Que penser de Carnot qui, par son opposition à toute action énergique du Directoire contre les royalistes, paralysait toutes les forces du gouvernement ? Il dominait complètement un des directeurs, Barthélemy.

Larevellière discerna où était le salut de la Révolution ; intimement d'accord avec Rewbel, girondin comme lui, il chercha un appui dans l'armée qui était animée par le républicanisme le plus ardent, et avec le concours de Barras, qui ne pouvait attendre de merci de la part des royalistes, il fit le coup d'Etat du 18 fructidor. Les salles des deux assemblées furent fermées. Deux directeurs et 180 députés furent déportés. La publication des pièces qui montrent que Pichegru, président des Cinq-Cents, correspondait avec le prince de Condé qui combattait la France, et que Lyon était le centre d'une vaste association royaliste, rallia au Directoire tous ceux qui voulaient conserver les conquêtes de la Révolution. Le parti Jacobin se reconstitua partout.

L'Autriche qui n'avait point donné de suite aux préliminaires de Léoben, ne pouvant plus compter sur l'appui des royalistes, signa le traité de Campo-Formio, l'une des paix les plus glorieuses que la France ait jamais faites.

Malheureusement la division se mit de nouveau dans le sein du Directoire en 1799. Larevellière, Merlin et Treilhard, marchaient d'accord, mais Barras et Sieyès, s'appuyant sur les deux conseils, entravaient la marche du gouvernement. Les royalistes étaient plus audacieux que jamais, et les Jacobins s'alliaient avec eux pour renverser les hommes qu'ils accusaient de perdre la République par leur modérantisme. C'était toujours la même haine implacable de la Montagne contre les Girondins, qui fit jouer à Carnot un si triste rôle pendant qu'il fut directeur. Ceux qui se disaient constitutionnels ou partisans de la Constitution de l'an III, comme Sieyès, se coalisèrent avec les Jacobins comme Barras pour rendre tout gouvernement impossible.

On voulait forcer Larevellière et Merlin à donner leur démission. Aucune vexation ne leur fut épargnée. Les deux assemblées refusaient leur concours. On votait les impôts, mais on ne votait pas les lois pour la perception de ces impôts qui ne se recouvraient point.

La liberté la plus absolue de la presse, la réouverture de tous les clubs étaient demandées à grands cris, surtout par les royalistes. Le moment était bien choisi, en effet, pour diminuer la force du gouvernement qui avait à lutter contre toute l'Europe. Mais qu'importe la patrie pour l'esprit de parti? Le directeur Treilhard céda et donna sa démission. Sa rudesse cachait une grande faiblesse de caractère. Mais Larevellière, avec sa bonhomie, ses dehors si modestes, sa douceur habituelle, avait au fond du cœur une inflexibilité de principes, un sentiment du devoir tels qu'il résista à toutes les attaques. Merlin, qui avait pour lui la plus haute estime, avait déclaré qu'il suivrait l'exemple de Larevellière. Tous les efforts furent donc dirigés contre celui-ci. Sieyès et Barras se décidèrent à lui demander formellement sa démission : Larevellière, dans une discussion longue, orageuse, les écrasa tous deux sous le poids de son dévouement désintéressé à la République (tous savaient qu'il ne faisait de vœu que pour la retraite), en leur apprenant qu'il connaissait toutes leurs trames, tous leurs projets contre la Constitution de l'an III. Il prouva que de tous les torts qu'on lui reprochait, aucun n'était fondé, y compris son prétendu désir d'être chef de secte. Il répéta qu'il restait uniquement, parce qu'il voyait bien que ce n'était pas à lui qu'on en voulait, mais à la constitution. Il leur prédit le résultat de leurs efforts, que Sieyès serait dupe de Barras et Barras dupe de Sieyès, et que tous deux seraient dupes de Bonaparte.

Certainement dans cette lutte, sur laquelle nous nous étendons un peu longuement, à cause de la part qu'y prit Joubert, le beau rôle appartint à Larevellière jusqu'au dernier moment. Après avoir résisté autant que sa conscience lui dit de le faire, il céda aux instances des républicains modérés et donna sa démission : « Je cède, dit-il, puisque vous croyez que ma résistance nous expose à des périls; mais, je vous le déclare, la République est perdue. » Les trois directeurs nouveaux furent Roger-Ducos, ancien girondin, dévoué à Sieyès ; Gohier et Moulins, hommes obscurs, mais chauds patriotes. Ces choix représentaient la coalition des constitutionnels et des Jacobins.

Tel fut le coup d'Etat du 30 prairial (18 juin), auquel Joubert prêta l'appui de son nom, et même de son épée. Car peu de temps auparavant, Barras et Sieyès l'avaient fait nommer commandant de

la 17e division militaire, qui comprenait Paris. Il fut donc chargé de maintenir la tranquillité publique pendant cette journée qui vint satisfaire toutes les rancunes des états-majors.

Il est juste, d'ailleurs, d'observer que Larevellière tomba, parce que tous sentaient qu'il n'était plus soutenu par l'armée, qui lui avait fourni l'appui dont il avait besoin pour le coup d'Etat du 18 fructidor. Nous devons enfin ajouter que, malgré la sympathie que doit inspirer le noble caractère des directeurs renversés au 30 prairial, l'on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce coup d'Etat fut l'expression de l'état général de l'opinion publique, qui ne voyait plus dans le gouvernement la force, l'énergie, l'autorité imposante dont la France avait besoin.

Joubert n'attendit pas longtemps la récompense de sa participation au 30 prairial. En juillet 1799, il fut nommé une deuxième fois général en chef de l'armée d'Italie.

Le 30 prairial ouvrit la voie à une foule de combinaisons politiques qui toutes avaient pour but le renversement ou la transformation de la Constitution de l'an III.

Sieyès, chef de la majorité des cinq directeurs, trois contre deux, Gohier et Moulins, était maître du terrain. « Il avait au plus haut degré, dit Sainte-Beuve, le sentiment des situations; il avait le premier compris et proclamé la Révolution commençante dans sa brochure : *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ? Rien. Que doit-il être ? Tout.* Sieyès fut encore le premier à deviner la solution par où elle allait finir. « Il nous faut une tête, disait-il, et un bras ». La tête c'était lui, le bras c'était un général à ses ordres; il crut trouver dans Joubert ce général. « Sieyès, dit M. Thiers, après le 30 prairial, dit à ses collègues qu'il fallait sauver la République, si l'on ne pouvait sauver la Constitution. Il tint le même langage à Joubert. Mais celui-ci, vieux soldat de l'armée d'Italie, en avait les sentiments, il était chaud patriote, et les vues de Sieyès lui parurent suspectes. Il s'en ouvrit aux directeurs Gohier et Moulins, et parut se rattacher à eux. » Joubert avait prêté les mains au renversement de Larevellière et de Merlin qu'on lui avait représentés comme les obstacles les plus grands à la marche régulière de la Constitution de l'an III, c'est-à-dire à l'établissement définitif d'une République tempérée. Ce qui excuse son illusion, c'est qu'elle fut partagée par presque tous les membres du parti constitutionnel, qui comptait

dans son sein quelques-uns des hommes les plus éminents du parti républicain modéré ; mais les partisans de la Constitution de l'an III et les Jacobins ne tardèrent pas à voir où Sieyès en voulait venir, et beaucoup de ceux qui l'avaient aidé au 30 prairial se séparèrent de lui. Joubert fut du nombre, et devint bientôt, contrairement à l'opinion généralement reçue par les historiens, un adversaire de la majorité du Directoire, mais cela en secret, comme nous le verrons par une lettre de lui.

Le Directoire se personnifiait alors dans Sieyès, comme il s'était personnifié avant lui dans Larevellière, tant le besoin d'unité dans le pouvoir exécutif sera toujours puissant. Roger-Ducos était le séide de Sieyès. Barras lui prêtait aussi son concours contre les deux autres directeurs Gohier et Moulins, qui étaient sincèrement attachés à la Constitution de l'an III, et dont la résistance au 18 brumaire ne fut ni sans énergie ni sans intelligence. Ce qui manquait à ces derniers, c'était l'appui d'un général. Beaucoup de faits puisés à des sources diverses nous font conjecturer qu'il y eut une certaine entente entre Joubert et le parti républicain constitutionnel, représenté désormais par ces deux directeurs : d'abord l'antipathie que celui-ci éprouvait pour Sieyès, incompatibilité d'humeur que sa franchise habituelle ne dissimulait guère. Sieyès n'inspira jamais de sympathie à beaucoup de gens. On sait que le principal obstacle aux arrangements pris par les auteurs du 18 brumaire, fut la répulsion profonde de Bonaparte pour Sieyès dont le concours lui était indispensable. Ce ne fut qu'au dernier moment que Bonaparte se décida à lui adresser la parole (car il ne pouvait prendre sur soi de lui dire un seul mot) pour se concerter avec lui. L'importance que Sieyès sut acquérir s'explique surtout par cette remarque anciennement faite : que rien ne réussit auprès des Français réputés têtes légères comme le renom d'esprit profond.

Chacun ne parlait qu'avec admiration de son projet de constitution, qu'il offrait toujours à tout le monde, mais qu'il remettait dans sa poche à la moindre observation. Car ce qu'il cherchait, c'était non la discussion de ses idées, mais un homme d'action qui pût l'aider à mettre en pratique ses théories, fruit de ses longues études. Il crut avoir trouvé cet homme dans Joubert. Ce choix que fit Sieyès d'un si jeune général, pour en faire l'instrument de ses desseins,

honore infiniment ce dernier. En effet, quel que soit le peu de sympathie inspiré par le caractère froid et absolu de Sieyès, on ne peut nier qu'il ait été un des penseurs et des publicistes les plus éminents de la Révolution.

Lorsqu'il rencontra Joubert, il jugea celui-ci digne d'être son collaborateur, singulier honneur que Joubert seul, parmi les hommes de la Révolution, partage avec Mirabeau et Napoléon. Sans entrer ici dans l'examen détaillé de la constitution de Sieyès, qui ne fut admise qu'en partie au 18 brumaire, le principe fondamental de cette conception digne d'études n'était rien moins que républicain. Ce que Sieyès appelait la démocratie représentative pouvait faire illusion à des esprits superficiels. Mais Napoléon ne s'y trompa point. Il vit dans ce système d'idées, qui se retrouvent en grande partie dans la Constitution impériale, l'instrument dont il avait besoin pour arriver à la monarchie. Joubert s'était peu occupé de théories et de trames politiques, mais l'honnêteté et un sens droit donnent souvent autant de perspicacité que l'habileté la plus consommée. Quoique trompé au premier abord sur les intentions de Sieyès, il devina bientôt son arrière-pensée, qui était le rétablissement de la forme monarchique, au moyen de la dictature militaire comme transition, ou tout au moins une constitution qui ne serait plus républicaine que de nom. Joubert refusa cette dictature, malgré toutes les chances de réussite que pouvaient avoir deux hommes comme lui et Sieyès, vers lesquels se tournaient alors toutes les espérances (1).

(1) Fouché raconte dans ses Mémoires une conversation qu'il eut avec Sieyès après le 30 prairial. « Sieyès témoigna de l'inquiétude sur le nouvel essor de l'esprit anarchique avec lequel, disait-il, on ne pourra jamais gouverner. Fouché répondit qu'il était temps que cette démocratie sans but et sans règle fît place à l'aristocratie républicaine ou gouvernement des meilleurs (*aristoi*) le seul qui pût se consolider. — Je lui parlai alors de Joubert, ajoute Fouché, comme d'un général pur et désintéressé; je lui disais qu'il n'y avait pas à craindre son ambition, mais qu'il ne tournerait jamais son épée contre la liberté de sa patrie. — Sieyès ne me répondit que par un: C'est bien ; je ne pus lire autre chose en son regard oblique. »

Sieyès, averti par son complice, comprit qu'il ne pouvait pas compter sur Joubert pour un coup d'Etat liberticide.

De son côté, Joubert, au dire d'Henri Martin, en voyant de près Sieyès, l'avait pris en défiance. Le jeune général se tint donc en garde contre Sieyès, c'est-à-dire contre la majorité des cinq directeurs.

Aussi le fameux mot de Sieyès : Il faut une tête et un bras, c'est-à-dire Joubert au service de Sieyès, ne se réalisa pas. Le bras refusa de prêter son appui à la tête, pour imposer aux Français la Constitution de Sieyès, à la place de la Constitution de l'an III. Les projets élaborés avant le 30 prairial n'eurent pas de suite. « Lorsqu'il fut appelé à commander les troupes de la capitale, dit le général Pannetier dans son oraison funèbre de Joubert, le gouvernement était alors désuni, on lui offrit d'en prendre les rênes, mais il s'y refusa. Il était sans ambition. » Cette assertion de l'ami et du compagnon d'armes de Joubert, qui dut recevoir toutes ses confidences, suffirait pour prouver que Joubert refusa de prêter son concours à Sieyès pour un coup d'Etat contre la Constitution de l'an III. Mais l'affirmation si positive du compatriote de Joubert est confirmée par d'autres contemporains. Nous citerons, entre autres, la duchesse d'Abrantès qui, par la position de son mari et son esprit si remarquable, fut à même autant que personne autre, de connaître toutes les illustrations et les événements de la République et de l'Empire. Voici son jugement sur Joubert : « Joubert est une des plus grandes figures de notre drame politique. C'était un vrai républicain, mais sans la plus légère teinte de jacobinisme (1), et ne nourrissant, au milieu des plus nobles pensées, aucune idée que le républicanisme le plus pur aurait désavouée. Il n'était pas comme Bernadotte.... On a accusé Joubert d'avoir eu l'intention de se faire chef de l'Etat. Beaucoup de biographes attestent cette absurdité ; quand je dis absurdité, ce n'est pas que je pense que la chose elle-même n'eût pu être convenable, si Bonaparte eût été roi en Egypte et si Joubert eût été vainqueur à Novi. Mais comme je connais Joubert, non seulement par l'étude que j'ai faite depuis sa mort, de tout ce qui a quelque rapport avec un caractère que j'admire, mais de plus par les détails les plus minutieux, les plus circonstanciés que je tiens de ses amis les plus intimes, de ses parents les plus proches, je dis que c'est une absurdité de l'accuser d'une chose que lui-même aurait considérée comme une attaque à son honneur. »

(1) Un jour, à la Société du Manège, il venait d'entendre un discours tout à fait incendiaire : le jeune général ne put se contenir, et se levant avec une figure enflammée, disent les Mémoires du temps : « Voulez-vous donc, s'écria-t-il, que les républicains soient confondus avec des échappés des bagnes ? Les Clichyens ont bien raison de le dire, s'ils nous jugent d'après des hommes comme vous ! »

Un seul fait reste certain, c'est qu'après le 30 prairial, on voulut mettre Joubert à la tête de l'Etat ; mais il est impossible de savoir avec certitude à quelles combinaisons politiques Joubert se serait rattaché, s'il avait été vainqueur à Novi.

« Le mariage de Joubert, dit Napoléon dans le *Mémorial*, le jeta dans les intrigues du Manège. » Le Manège était le nom d'une espèce de club où se réunissaient en 1799 les Jacobins, mêlés avec des hommes qui avaient des arrière-pensées contre-révolutionnaires, comme Sémonville.

Nous avons sur les intentions de Joubert un témoignage plus désintéressé que celui de Napoléon, c'est celui de Gohier, qui était président du Directoire au 18 brumaire. Dans ses *Mémoires* (2 vol. in-8°, 1824), qui sont des plus intéressants et qui sont animés d'un esprit d'honnêteté et de dignité, Gohier dit (vol. I, page 52) :

« Après le 30 prairial, Joubert fut rappelé par l'armée d'Italie comme le seul homme qui pût y ramener la victoire. Ce jeune et brave militaire, dont les talents et l'instruction avaient devancé l'âge, ne voulut partir qu'après m'avoir ouvert son cœur, qu'après m'avoir fait part des renseignements précieux qu'il avait recueillis, et des moyens qu'il croyait propres pour sauver la République.

« C'est à votre patriotisme, me dit ce général républicain, que j'ai cru devoir en confier l'aperçu. C'eût été naturellement au président du pouvoir exécutif seul que ses observations auraient dû être présentées, mais à la manière dont votre collègue Sieyès s'est exprimé avec moi sur notre Constitution, à l'étrànge langage qu'il m'a tenu, j'ai vu qu'il n'était pas fait pour entendre le mien. Citoyen directeur, les périls qui menacent la République sont grands, mais il reste encore assez de ressources pour la défendre, *si tous ceux qui lui sont vraiment attachés ne se désunissent pas*, si l'énergie républicaine, au lieu d'être comprimée, se trouve soutenue par ceux à qui le 30 prairial a remis les rênes du gouvernement. Tous les amis de la République ont les yeux sur le Directoire. Barras en ce moment, dans sa profonde politique,

étudie Sieyès et il n'est pas douteux qu'après l'avoir connu, il ne forme avec vous la majorité (1). La nomination de Bernadotte au ministère de la guerre en est déjà un heureux présage. Personne n'est plus en état que ce ministre d'apprécier les observations que je lui soumets ainsi qu'à vous.

« Citoyen directeur, comptez plus encore sur l'énergie de mon caractère que sur mes talents militaires ; si je ne meurs pas en combattant les ennemis de la République, soyez bien sûr que je ne vivrai que pour la défendre. Je pars pour l'armée avec l'intention de ne pas laisser aux Austro-Russes le temps de réunir toutes leurs forces, déjà trop nombreuses. A mon arrivée, je leur livre le combat. Dans peu de jours, attendez-vous à recevoir la nouvelle d'une grande victoire ou celle de ma mort. »

Il faut rapprocher de ces paroles de Joubert qui sont, comme son testament politique, le Mémoire qu'il présenta au Directoire le 17 messidor an VII, sur les moyens et hommes à employer pour sauver la République. (Voir page 198.)

Gohier ajoute : « Nommé le 17 messidor général en chef de l'armée d'Italie, que Joubert ne s'est-il rendu de suite à son poste, *comme il en avait pris l'engagement, comme il en avait d'abord l'intention !* La bataille de Novi n'eût pas été perdue. Mais l'amour lui fit oublier ses premières résolutions, je n'ose pas dire ses devoirs. Des hommes qui ne consultèrent pas ce que Joubert devait à sa gloire, aux intérêts de sa patrie, *l'arrêtent*, lui proposent une femme digne de lui, et Joubert se marie. L'hymen donne aux ennemis le temps de réunir toutes leurs forces. Arrivé le 23 thermidor à l'armée, Joubert se trouve à la tête de 40,000 hommes contre 80,000

Joubert n'était pas seulement un militaire distingué ; les trop courtes observations *dont il m'a confié le dépôt* (voir le Mémoire, page 198) prouvent que, si personne ne savait mieux que lui la manière dont il fallait défendre la République, personne aussi ne lui

(1) Joubert se trompait sur Barras. Gohier et Moulins auraient sauvé la République au 18 brumaire, si Barras s'était joint à eux pour leur donner la majorité dans le Directoire, mais il se tint à l'écart au moment décisif.

était plus inviolablement attaché. Ces observations ne fussent-elles propres qu'à démentir l'opinion de certaines gens qui, intéressées à le placer dans leur parti, ont osé lui supposer des vues indignes de son caractère, je ne pouvais me dispenser de les publier (allusion à une opinion sur Joubert dont le *Mémorial de Sainte-Hélène* s'est fait l'écho ; voir plus loin).

« Les bons citoyens virent avec plaisir que le jeune et vertueux républicain, qu'on n'accusera pas de jacobinisme, pensait avec la saine partie du Directoire que la République ne peut se maintenir que par l'énergie républicaine et par les hommes qui en sont susceptibles. »

On peut donc conjecturer qu'avant son départ pour l'Italie, Joubert vit se grouper autour de lui les hommes qui croyaient encore à la possibilité de conserver en France la République avec le règne des lois et un gouvernement modéré. Un jour on parlait devant Joubert des dangers qui menaçaient la liberté à l'intérieur, des coups d'Etat qui se préparaient; il écoutait et réfléchissait profondément, et tout d'un coup élevant la tête et la voix, et mettant la main sur son épée : « Quand cela se verra, s'écria-t-il, c'est que nous ne serons pas là. »

Les *Mémoires de Gohier* montrent combien sont peu fondées les assertions du *Mémorial de Sainte-Hélène*.« Joubert, dit Napoléon, ne prétendait à rien moins qu'à tenter ce que j'ai exécuté en Brumaire. Seulement *il eût agi avec les Jacobins*. Les intrigues de ce parti l'avaient porté au commandement de l'armée d'Italie à la place de Scherer. Il n'eût exécuté à Paris qu'une échauffourée. Il n'avait pas encore assez de gloire, de consistance, de maturité. *Il était de nature à acquérir tout cela*. Mais il n'était pas assez fait; il était trop jeune encore (29 ans). » Dans ce jugement de Napoléon sur Joubert, on doit d'abord remarquer la haute opinion qu'il avait de lui et de l'avenir qui lui était destiné. Surtout il faut se rappeler que Napoléon comprenait sous le nom de Jacobins les républicains de toutes nuances. Joubert ne pactisa jamais avec les Jacobins proprement dits, c'est-à-dire avec les hommes qui, en 1799, voulaient revenir aux mesures de 93. Ceci est suffisamment prouvé par un passage de l'*Histoire de la Révolution française* par Tissot. Ce dernier, qui fut mêlé pendant la Révolution à toutes les menées du jacobinisme le plus exalté, et qui par suite, dans son ouvrage, donne des renseignements qui ne sont pas ailleurs, dit à propos de Joubert : « Quoique

l'un des officiers qui avaient approuvé le 18 fructidor, dit Tissot, quoique patriote comme un soldat de l'armée d'Italie, Joubert, qui d'ailleurs ne connaissait ni Paris, ni la Révolution, ni les hommes dont elle avait eu un si grand besoin, avait pour eux une assez forte antipathie. Sémonville, qui s'insinuait par de petits mots progressifs, le mystérieux Sieyès, seraient parvenus sans peine à faire marcher Joubert le sabre à la main contre les Jacobins. J'ai pu juger *à cette époque* de ses dispositions par des paroles au moins très imprudentes, mais qui sont demeurées ignorées du parti qu'elles menaçaient. »

Joubert put marcher momentanément dans le même sens que les Jacobins, mais il appartint toujours au parti républicain modéré ; c'est avec ce parti qu'il voulait agir pour sauver la République en modifiant la Constitution de l'an III, pour fortifier le pouvoir exécutif.

A un certain moment, après nos grandes victoires de 1796-97, une fraction importante de la meilleure société parisienne s'était rattachée franchement à la tentative de République légale et modérée. Citons Benjamin Constant, qui resta fidèle jusqu'à sa mort à la cause libérale, Mme de Staël, Daunou, Guinguéné, Chénier, Talleyrand, de Narbonne, etc. Au sein de ce parti nouveau, dirigé par ceux des Girondins qui restaient parmi les directeurs et dans les assemblées, on caressa la pensée que Joubert, s'il triomphait en Italie, pourrait aspirer au rôle que Washington avait rempli aux Etats-Unis. Un fait semble confirmer cette manière de voir. Talleyrand prit, dit-on, une part active aux négociations pour le mariage de Joubert, dont s'occupa aussi Deydier, de Pont-de-Vaux, qui avait connu Sémonville au club du Manège.

Les républicains intelligents pensaient que le vice principal de la Constitution de l'an III était la division et la mobilité du pouvoir exécutif, confié à cinq directeurs dont un était rééligible chaque année, et que, pour maintenir cette Constitution, il fallait concentrer le gouvernement dans les mains d'un seul homme, ayant une renommée militaire qui le rendît redoutable aux anarchistes, aux royalistes, et aux ennemis du dehors.

Un général sincèrement républicain, populaire dans l'armée, nommé président pour cinq ans ou dix ans, pouvait mieux que tout autre maintenir la République. Cela valait certainement mieux

que la constitution de Sieyès qui, avec son grand électeur, cochon à l'engrais, comme disait Bonaparte, devait probablement aboutir, comme cela eut lieu, au renversement de la République.

Les républicains sincères eurent donc raison de se séparer de Sieyès, et la nouvelle combinaison qu'ils imaginèrent, une modification de la Constitution de l'an III, en ce qui concernait le pouvoir exécutif, et cela au bénéfice de Joubert, cette combinaison était certainement loyale, raisonnable, surtout quand on se rappelle que depuis six mois on n'avait pas reçu de nouvelles de Bonaparte, et que presque tous avaient perdu l'espoir de le voir revenir d'Egypte.

Tous les historiens sont unanimes pour affirmer qu'on pensa à Joubert pour le mettre à la tête du gouvernement en 1799. On ne l'a dit d'aucun autre général. Hoche était mort. Masséna avait terni sa gloire par ses dilapidations qui, à Rome, avaient soulevé contre lui les officiers de son armée ; l'esprit de ruse, l'ambition déjà si impatiente de Bernadotte, inspiraient une méfiance légitime ; Augereau n'était qu'un soldat ; Moreau n'inspirait aucune confiance aux amis de la Révolution. Sieyès d'abord, les républicains modérés ensuite, pensèrent donc à Joubert pour en faire le chef de l'Etat. L'exécution de ces projets fut d'ailleurs subordonnée aux résultats qu'obtiendrait Joubert en Italie. Sa mort allait mettre à néant tous ces desseins.

Thiers, Sainte-Beuve, tous les Mémoires du temps et tous les contemporains sont unanimes pour affirmer que la cause de la défaite de Joubert à Novi fut son mariage qui lui fit perdre plusieurs semaines à Paris.

Gohier raconte dans ses Mémoires (vol. I, page 203), une entrevue qui eut lieu chez lui entre Bonaparte et Moreau :

« Tous les deux, un moment, se contemplèrent en silence ; Bonaparte le rompit le premier, témoigna à Moreau le désir qu'il avait depuis longtemps de le connaître.

« Vous arrivez d'Egypte victorieux, lui répondit Moreau, et moi d'Italie après une grande défaite. Si Joubert, qui avait formé la résolution de profiter du premier moment d'enthousiasme que causerait sa présence, s'était rendu à l'armée aussitôt qu'il en fut nommé le chef, il n'est pas douteux que

les Russes et les Autrichiens, avec les seules troupes qu'ils avaient alors, n'eussent pas été capables de résister à l'impétuosité de l'attaque de Joubert. Mais *le mois* que son mariage le retint à Paris leur ayant donné le moyen de réunir toutes leurs forces, et la reddition prématurée de Mantoue les ayant accrues de 15,000 hommes, arrivés la veille de la bataille, il était impossible que notre brave armée ne fût pas accablée par tant de forces réunies. »

Comment expliquer la conduite de Joubert ? Selon Sainte-Beuve, il fut enguirlandé, enlacé par le beau monde ; et une coterie parisienne, prévoyant qu'il allait arriver à une haute fortune politique, chercha à le fixer dans ses rangs par un mariage. « Joubert, dit ce fin observateur de la nature humaine, en venant à Paris, était exposé à une redoutable épreuve. Là où Bonaparte n'avait pas cru devoir demeurer impunément pour sa gloire, dans un Paris en fermentation, à côté d'un gouvernement qui achevait de se décomposer et de s'user, comment Joubert aurait-il pu résister ? Ses belles qualités elles-mêmes, son honnêteté, sa droiture, sa candeur, la chaleur et la pureté de son civisme donnaient prise sur lui, donnaient envie et moyen aux principaux chefs des partis de le tirer à eux sous le prétexte du bien public. »

Joubert fut séduit par M. de Sémonville, qui, maître des requêtes avant 89, s'était lancé de suite dans le mouvement révolutionnaire ; en 1799 il s'unissait avec les Jacobins les plus exaltés, ce qui ne l'empêcha pas, après le 18 brumaire, de gagner la faveur de Napoléon, qui, sous l'empire, fit de lui un sénateur.

La *Biographie générale* parle de son talent inné pour l'intrigue. Ce fut à ses insinuations, dit-on, que Napoléon dut la pensée d'épouser Marie-Louise, il fut nommé par l'empereur grand référendaire du Sénat, ce qui ne l'empêcha pas, en 1814, de se rallier aux Bourbons l'un des premiers.

On est allé jusqu'à dire, mais sans en donner de preuves suffisantes, que Sémonville comme Pichegru, l'ami de Saint-Just, fut un correspondant secret de Louis XVIII. Ce qui a pu donner cette idée, ce fut la faveur extraordinaire dont il jouit auprès de ce roi qui, en 1818, le nomma marquis, et alla, contrairement à toutes

ses habitudes, lui faire visite au château de Grand-Pré en Champagne (1). Sémonville néanmoins s'empressa de se rallier à Louis-Philippe en 1830.

M. de Sémonville pensa que le meilleur moyen de gagner la faveur du jeune général dont on voulait faire le chef de l'Etat, était de le marier avant son départ pour l'armée avec sa belle-fille ; il avait épousé la veuve d'un colonel, M. de Montholon, fils d'un président au Parlement de Metz.

Joubert se laissa malheureusement séduire ; âgé de 29 ans, d'un caractère ardent, il ne sut point résister aux entraînements de l'amour, toutes les femmes l'excuseront comme madame d'Abrantès (2). En Bresse les républicains ne virent pas de bon œil le mariage de Joubert dans un pareil moment avec une ex-noble. Ces préventions contre la noblesse étaient malheureusement trop jus-

---

(1) Cette existence étrange de Sémonville et de beaucoup d'autres meneurs des plus exaltés dans les clubs de 1799, ne devrait-elle pas servir de leçon aux radicaux actuels, qui font bon accueil à tous ceux qui ne reculent devant aucune violence de langage pour déconsidérer le gouvernement des républicains modérés ? Les Jacobins coalisés avec les royalistes renversèrent le Directoire ; Larevellière, Merlin, Gohier firent place à Bonaparte. Celui-ci déporta en masse sans jugement tous les chefs Jacobins qui, périrent presque tous, pendant que leurs alliés les royalistes reprenaient peu à peu leurs biens et leurs charges à la cour. Les radicaux en s'alliant aux royalistes, jouent le rôle de Bertrand, dupe de Raton.

(2) Mme d'Abrantès parle de la belle figure de Joubert ; ses portraits et la tradition en Bresse le font voir tout autre. La vérité est probablement qu'avec des traits peu réguliers, il avait une heureuse physionomie s'enflammant facilement et exprimant alors les nobles sentiments qui faisaient battre son cœur. Quant à la personne qui inspira à Joubert l'amour qui le perdit, voici le portrait qu'en trace Mme d'Abrantès :

« Ce qui devait faire le bonheur de sa vie fut la cause de sa mort ; son mariage le perdit. Mais comment n'aurait-il pas aimé celle qu'il épousait ? Qui de nous a perdu le souvenir de Zéphirine de Montholon, de sa grâce charmante, de son esprit si fin, si bien comme il le fallait toujours en tout ? Et comme elle était jolie ! Quelle expression fine et maligne sans rien de méchant ! Joubert me semble bien pardonnable. »

M. de Lalande lui-même, à ce propos, a pris soin de noter que le portrait le plus ressemblant de Joubert est celui qui le représente au cou de sa charmante femme.

Lalande parle aussi dans son journal d'une aventure de Joubert avec une femme mariée de la Bresse. Nous avons entendu des contemporains de Joubert faire des récits tellement différents de cette liaison que nous n'en dirons rien.

tifiées par la présence de tant de gentilshommes français dans les rangs de nos ennemis.

Voici deux lettres de Joubert relatives à son mariage. Le 9 juillet 1799 (21 messidor), il écrivait de Paris à son père :

« Je suis nommé au commandement de l'armée d'Italie et ne puis le refuser, quelque critiques que soient les circonstances. Mme Sémonville n'est arrivée que depuis quatre ou cinq jours. Je suis convenu d'en finir avant mon départ. Je dérobe ma marche au gouvernement et me rends à Grand-Pré pour y épouser Mlle Sémonville, décadi prochain ; sa mère et son père l'y accompagneront. Je vous prie de m'envoyer mon acte de naissance, un certificat des annonces faites à la municipalité de Pont-de-Vaux. Tout cela est nécessaire. Il faudra que Grognet fasse le certificat d'avance. Il faudra remettre le tout sur-le-champ, pour que le courrier soit rendu décadi à Grand-Pré. Sans cela vous m'auriez fait faire à toute une famille une démarche inutile. Je vous prie encore, mon père, de joindre votre consentement. J'ai lieu de croire que vous me l'enverrez avec plaisir. Je vous amènerai le 3 ou le 4 de l'autre mois Mlle Sémonville, son père et son époux.

« Je resterai un jour ou deux au plus, je vais ensuite à la rencontre de Souvarow. Ne dites que le moins possible tout cela ; on le saura assez au coup frappé.

« Je vous prie de prier ma cousine Giraud de nous prêter sa maison. Ma sœur devra se trouver à Pont-de-Vaux, invitez-la. Portez mes meubles, pour en tirer le mieux parti, soit chez vous, soit chez ma cousine. Le père Resoul viendra aussi avec son fils. »

Le 29 messidor an VII (17 juillet 1799), Joubert écrit à son père, de Grand-Pré, département des Ardennes :

« J'ai reçu, mon père, tout ce que je vous ai demandé, et vous en remercie. Le courrier était à Grand-Pré le 26. Nous

y sommes arrivés dans la nuit du 28 au 29. A demain le mariage. Je suis charmé que cela soit fini avant de commencer autre chose.

« Comme je désire vous présenter mon épouse, sa famille a voulu faire aussi votre connaissance. Vous serez enchanté de M. et de Mme Sémonville ; ils auront avec eux leurs deux fils. Resoul fils, le père ; Cervoni, mon premier général ; Boyer, Suchet, le frère de mon chef d'état-major ; Marchand, ma femme et moi ; voilà vos hôtes du 3 au 4. Grognet, Giraud, vous aideront à loger tout cela. Grognet a de l'argent ; demandez-lui ce qui est nécessaire pour que rien ne manque. Employez mon linge, mon argenterie, ma batterie de cuisine, la Benoîte, etc. On veut absolument connaître ma sœur et ses enfants. Donnez donc vos ordres pour que les deux André y soient avec vous. Il n'y a pas d'excuse recevable. Envoyez-leur un exprès si vous ne les avez déjà avertis. Je ne les verrai pas de je ne sais quel temps..... Ma future, qui vous charmera par son intéressante physionomie et par son caractère plus intéressant encore, vous présente ses respects. Nous vous embrassons tous deux.

« Je suis, mon cher père, votre soumis et affectionné fils,

« JOUBERT. »

Deux passages de ces lettres font allusion à la mésintelligence de Joubert avec le Directoire : *Je dérobe ma marche au gouvernement. Ne dites que le moins possible tout cela, on le saura assez au coup frappé*. On remarquera aussi le mystère avec lequel on voulut célébrer le mariage à la campagne.

Joubert arriva à Pont-de-Vaux avec la famille Sémonville, le 4 thermidor (23 juillet 1799), et repartit le 25 pour aller se mettre à la tête de l'armée d'Italie.

On peut facilement se représenter l'émotion produite dans la bonne ville de Pont-de-Vaux par l'arrivée du général et de sa brillante société. Joubert était un véritable enfant de la Bresse, ayant pour son pays natal l'affection que lui portent tous les Bressans. Rien ne le réjouissait comme l'occasion à lui offerte de

revenir au milieu de ses compatriotes dont il partageait les goûts, les sentiments, les opinions. Il était secrétaire et membre actif de la Société populaire de Pont-de-Vaux lorsqu'il partit comme volontaire en 1791. Lorsque devenu général, il annonçait son arrivée à Pont-de-Vaux, on rangeait, sur le chemin qui conduit à la Saône, les douze pièces de canons qu'un autre enfant de cette ville, l'amiral De Court, avait jadis gagnées en triomphant des Anglais devant Toulon ; le canonnier Banboche, au moment où sur le rivage de la Saône il apercevait Joubert en grand uniforme de général de la République, tirait un coup de canon. Aussitôt tous les habitants de Pont-de-Vaux sortaient en masse pour aller au-devant de leur illustre compatriote qui, embrassant les uns, saluant les autres, faisait son entrée sur la place où est maintenant sa statue, au milieu des acclamations de tous. On a vu dans ses lettres que Joubert, avec sa bonté ordinaire, n'oublia pas d'inviter à ses fêtes de noce ses vieux amis, quelle que fût leur condition. On raconte qu'au milieu du repas qu'il fit chez son père pour célébrer son arrivée avec sa jeune femme, on tira les canons de la ville. Joubert remarqua à table qu'on avait tiré le même nombre de coups que pour les honneurs funèbres rendus à un officier-général. Singulier pressentiment; cette remarque n'attrista d'ailleurs nullement son humeur.

La séparation de Joubert et de sa femme fut cruelle. Le jeune héros, pressant sa femme dans ses bras, lui dit pour dernières paroles : « Tu me reverras mort ou victorieux. » Les beaux esprits d'alors, qui ne voyaient rien qu'à travers les souvenirs classiques, comparèrent ces adieux à ceux d'Hector et d'Andromaque.

Joubert écrivit à son père, de Gênes, le 3 août 1799 :

« *J'arrive en bonne santé, mon plan est fait. Avant la fin d'un décadi, j'aurais mesuré de nouveau les forces françaises contre celles commandées par Souvarow. Si je suis heureux, la coalition est perdue, si je suis malheureux, il n'y a rien de perdu pour la République. J'espère tout pour elle, et mes pressentiments m'ont rarement trompé. Conservez votre santé ; vous savez combien elle nous est précieuse à tous.* »

C'est la dernière lettre que Joubert ait écrite à son père.

CHAPITRE VI

BATAILLE DE NOVI. MORT DE JOUBERT. HONNEURS FUNÈBRES RENDUS AU JEUNE HÉROS. — NOTE SUR SA FAMILLE.

BATAILLE DE NOVI

Il est essentiel, pour apprécier, comme il convient, les derniers événements militaires de la vie de Joubert, de bien se rendre compte de l'état intérieur et extérieur de la France en 1799. La République avait à défendre contre l'Angleterre, la Russie et l'empereur d'Allemagne, une ligne immense qui s'étendait du Texel au golfe de Naples. Masséna défendait la Suisse et Brune la Hollande. Jourdan commandait l'armée du Danube et Bernadotte celle du Rhin. Le Directoire avait fait dans le Piémont de grands efforts pour défendre aussi l'Italie contre les Austro-Russes. Lorsque Joubert eut donné sa démission en 1798, on avait nommé à sa place Bernadotte. Mais il était trop fin pour se compromettre vis-à-vis des autres généraux en acceptant la responsabilité des actes du Directoire à l'armée d'Italie. On fut donc obligé de confier ce commandement en chef à Scherer, qui avait bien prouvé, après sa victoire de Loano, qu'il n'était pas à la hauteur d'une situation exigeant tant d'initiative et d'activité. Vieux, usé de corps, trop faible pour réprimer les dilapidations et maintenir la discipline, il n'inspirait aucune confiance aux soldats. Les armées ennemies avaient une énorme supériorité par le nombre. Outre 100,000 Autrichiens, Souvarow, célèbre par ses succès contre les Turcs, avait amené en Italie 60,000 Russes, vieux soldats, pouvant opposer à l'exaltation révolutionnaire des soldats français une force morale, doublant leurs forces physiques, le fanatisme religieux. Scherer

était à peine arrivé à Milan, qu'il eut à prendre une décision, Souvarow s'approchant à grandes journées. Au lieu de faire ce qu'aurait certainement fait Joubert, au lieu de manœuvrer avant de livrer bataille, pour attendre l'arrivée de Macdonald ramenant l'armée de Naples, il obéit servilement à un ordre du Directoire et livra bataille aux coalisés à Magnano sur l'Adige avec 56,000 hommes. Les pertes furent égales des deux côtés, et la situation des Français n'était nullement compromise, lorsque Scherer, sans aucune nécessité, se retira précipitamment sur l'Adda, et s'empressa de céder le commandement à Moreau. Celui-ci, montra dans ces circonstances si difficiles les qualités qui le distinguaient, le calme, la patience. Il fit une belle retraite, parvint à évacuer Milan avec tous ses parcs et les Italiens compromis, et ramena son armée dans l'Apennin.

Souvarow, voyant Moreau installé sur la rivière de Gênes, se retourna alors du côté de Macdonald, qui ramenait l'armée de Naples, mais qui avait eu le tort de perdre trop de temps en Toscane. Souvarow livra bataille à Macdonald sur la Trebbia. Chaque armée perdit 12,000 hommes ; mais les pertes des Russes furent compensées par des renforts, tandis que Macdonald ne ramena à Moreau que les débris de son armée.

Souvarow entra à Turin le 26 mai. En juin, la situation des Français en Italie était des plus critiques, lorsque eut lieu en France l'installation du nouveau Directoire, personnifié par Sieyès. Joubert fut nommé de nouveau général en chef de l'armée d'Italie. « Ses triomphes dans le Tyrol, dit M. Thiers, sa jeunesse, son caractère héroïque, inspiraient les plus grandes espérances. Les réorganisateurs lui souhaitèrent assez de gloire pour qu'il pût appuyer leurs projets. »

Joubert eût probablement répondu par ses victoires aux grandes espérances qu'il inspirait, si au lieu de quitter six mois auparavant Milan, il fût resté à la tête de l'armée d'Italie. Lui qui, par son activité, son énergie, avait su, avec une armée de 10,000 hommes mourant de faim, résister à Rivoli à toute l'armée autrichienne, n'eût pas commis les fautes de Scherer. Se rappelant qu'il avait dû son salut dans le Tyrol à la concentration de ses troupes, il eût rappelé à temps Macdonald de Naples. Le Directoire, d'ailleurs, avait tort d'ôter ce commandement à Moreau, qui avait sauvé cette

armée, et dont les qualités particulières répondaient aux besoins de la situation en Italie.

La nomination de Joubert entrava tous les mouvements de Moreau, qui attendit un mois son remplaçant. Pendant ce temps il ne put rien faire pour secourir Mantoue et Alexandrie qui étaient encore occupées par les Français. Et Joubert, après ce mois fatalement perdu pour son mariage, arriva pour assister à la reddition d'Alexandrie et de Mantoue, qui décida du sort de la campagne en permettant aux alliés de concentrer toutes leurs forces à Novi.

« Ce noble jeune homme en arrivant, dit M. Thiers, dans les premiers jours d'août, témoigna la plus grande déférence au maître consommé auquel on l'appelait à succéder. Il le pria de rester auprès de lui pour lui donner des conseils. Moreau, tout aussi généreux, voulut bien assister à sa première bataille et l'aider de ses conseils. Noble et touchante confraternité qui honore les vertus de nos généraux républicains, et qui appartient à un temps où le zèle patriotique l'emportait encore sur l'ambition dans le cœur de nos guerriers. »

Nous placerons ici quelques lettres écrites par Joubert pendant les jours qui précédèrent la bataille de Novi. Ces lettres montrent l'état de désorganisation où il trouva l'armée d'Italie. Elles montrent aussi combien il conservait peu d'espoir de triompher de l'armée ennemie. La reddition de Mantoue surtout, ayant permis au général autrichien Kray de rejoindre Souvarow avec son armée de siège, les coalisés eurent le double d'hommes, et surtout une artillerie infiniment supérieure en nombre.

Joubert ne fit pas la faute, qu'on lui a souvent reprochée, d'offrir la bataille. Après la prise de Mantoue, il voulut battre en retraite. Mais il était trop tard. Souvarow présenta la bataille. Le jeune général, non sans le conseil de Moreau, l'accepta. Voyons mieux dans quelles circonstances : un document contemporain et inédit va nous y aider; c'est une note envoyée au Directoire par Joubert avant son départ pour l'Italie. Elle fait voir dans quelle désorganisation étaient l'armée et la France au moment d'une nouvelle lutte avec l'Autriche et l'Italie. (*Voir Mémoires de Gohier, vol. 1, page* 364.)

Réflexions et plan du général Joubert. — Indication des moyens et des hommes à employer pour sauver la République.

« Le Directoire exécutif avait chargé trois généraux de lui proposer un plan de campagne ; l'insuffisance des forces disponibles les a empêchés de se livrer à ce travail. En effet, le sort de la République est confié au génie et au dévouement des généraux d'Helvétie et d'Italie ; leurs mouvements dépendent des circonstances ; c'est au gouvernement, dans le court intervalle de leurs opérations, à organiser militairement la France.

« Fort de cette idée, j'ai cru de mon devoir de présenter au Directoire quelques bases sur les mouvements principaux de la campagne et sur les moyens à employer pour réparer notre désorganisation militaire. Si ces bases étaient adoptées en tout ou en partie, le ministère en embrasserait et en développerait promptement les détails.

« L'armée d'Italie doit se réunir ; le corps commandé par Macdonald, coupé de celui de Moreau, doit percer les Austro-Russes ou se faire écharper. Moreau doit se soutenir le plus possible dans les montagnes de la Ligurie et du comté de Nice.

« Un corps de 25,000 hommes doit former l'armée des Alpes, occuper son ancienne position et demeurer sur les montagnes ou entrer dans le Piémont, suivant la conduite de l'ennemi.

« Un général qui a la confiance de l'armée et des départements limitrophes doit commander ce corps, qu'on peut, si l'on veut, appeler la gauche de l'armée d'Italie (1). Le gouvernement a 12,000 hommes en marche sur l'Helvétie, et des milliers de conscrits dans cette partie, qui, réunis aux trou-

(1) Joubert désignait ici Championnet, qui fut nommé de suite au commandement de l'armée des Alpes.

pes qui occupent à présent les postes, peuvent commencer sur-le-champ à former ce corps nécessaire depuis la prise de la citadelle de Turin et de la dernière bataille en Italie.

« L'armée d'Helvétie se soutient, par conséquent elle peut et doit agir. Un corps qui se repose, tandis que les armées coalisées manœuvrent, est un corps perdu pour la campagne. Qui peut se défendre peut entreprendre; le premier est plus difficile que le second.

« L'armée du Rhin est à former : c'est le soin qui doit occuper le plus le gouvernement. 15 à 20,000 hommes, vieilles troupes, peuvent en être le noyau, et cinquante bataillons nouvellement formés en être la force. On peut créer une brigade de six bataillons dans une, deux ou trois divisions militaires, suivant le nombre et la population des départements qui les composent. Rassembler les brigades du Nord entre Liège, Luxembourg et Landau; les deux ailes de cette armée seront le corps de Hollande et celui du Rhin.

« Les brigades du Midi s'assembleraient entre Avignon, Grenoble et Lyon, et formeraient la réserve de l'armée d'Italie et des Alpes. Celle de l'Ouest serait répartie dans les départements menacés de soulèvement.

« On peut joindre à ce système intérieur le service actif de la garde nationale organisée en colonnes mobiles, et requise par les généraux commandant les divisions. Il y aurait alors armée active, armée de réserve et force intérieure : le gouvernement aurait un appui.

« Le moyen de lever ces nouveaux bataillons est celui-ci : Envoyer des officiers généraux dans une ou plusieurs divisions militaires avec plein pouvoir pour les former, les habiller et les armer, leur fixer un terme et les rendre responsables de l'exécution.

« Je vois bien dans les lois rendues une infanterie suffisante, mais il manque de cavalerie. Il faut assembler des corps nouveaux ou augmenter ceux qui existent; un demi-escadron par département est de toute nécessité.

« Le Directoire, après avoir ordonné ou provoqué ces indispensables mesures, doit veiller à l'établissement des différents magasins que ces forces exigent, et aux approvisionnements des places fortes. Si l'on ne donne pas un soin particulier à cette partie essentielle, si l'on ne s'assure pas de la fidélité, des talents et du zèle des officiers généraux à qui le commandement en est confié, il en sera d'elles comme des places d'Italie. L'ennemi compte sur la facilité de les emporter et principalement celles de Hollande. Il faut y jeter des conscrits ; les garnisons complétées, on pourra au besoin en tirer une armée.

« La voie de la réquisition est la seule capable de donner pour les approvisionnements en tout genre des résultats prompts et analogues à la situation critique de la République, puissamment attaquée de front et entièrement désorganisée dans l'intérieur.

« A ces mesures générales, on doit en joindre d'autres aussi essentielles pour faire cesser le dénuement total où se trouvent les armées.

« Cesser toutes les grandes entreprises, donner des crédits aux caisses des armées sur les derniers cent millions décrétés, et charger le général et le commissaire en chef de l'armée de tous ses besoins et même de sa solde ; retirer toutes les armes de guerre que les citoyens peuvent avoir ; en armer les nouveaux bataillons, envoyer le superflu aux armées et ne souffrir que des armes de chasse à la garde nationale. Cette opération peut fournir 200,000 fusils dans le mois.

« Mettre en activité les manufactures d'armes nationales ; elles donneront par mois 40,000 armes blanches. Ce service coûtera 800,000 fr. ; il n'aurait jamais dû cessèr. Je remettrai au ministre de la guerre un mémoire détaillé à cet égard.

« Trouver enfin dans les réquisitions des moyens d'avoir des poudres pour le matériel de l'artillerie.

« *Il est certain, d'après cet aperçu, qu'il faut être réduit aux dernières extrémités pour oser proposer un pareil*

système, et il n'est que trop malheureusement confirmé qu'il n'y a pas d'autres ressources pour renforcer les deux armées existantes et en rassembler deux autres.

« Le sort de la République dépend de l'énergie du Directoire. Je pense encore qu'il a besoin de toute celle de la nation ; qu'il doit la provoquer et perdre de vue l'ancien et funeste système d'isolement qui ne convient plus à notre situation. Le système d'isolement donne de la défiance et sert le royalisme, parce qu'il emporte la lenteur dans l'exécution. Je suis persuadé qu'un jour viendra, si malheureusement on s'y livre, que des républicains qui croient l'être aujourd'hui, dans le moment d'une crise fatale se trouveront tout bonnement rangés parmi les royalistes, et ceux-là sont tous les modérés. Il m'est démontré qu'il ne faut plus compter parmi les républicains que les hommes doués d'une âme forte et d'un caractère prononcé pour les mesures extraordinaires.

« Un comité particulier, par conseil, composé des membres influents, qui conviendrait avec le Directoire des propositions à faire au Corps législatif, me paraît de toute urgence. Alors les formes constitutionnelles si précieuses au Corps social, seraient conservées, le mouvement nécessaire imprimé, et le vaisseau de l'Etat se sauverait dans la tempête. Qu'arrivera-t-il au contraire, si faute de s'entendre, on n'avait pas profité des *seuls moments* qui restent ? Si nos frontières étaient envahies ? Le corps social se dissoudrait ; l'anarchie et la royauté, peut-être toutes les deux à la fois, succéderaient à une Constitution conservatrice de nos droits, et la République périrait avec les républicains. — Le Directoire me pardonnera des réflexions que chaque membre doit avoir déjà faites en particulier ; mais elles sont tellement liées avec le rétablissement de notre réorganisation militaire, que j'ai cru devoir me livrer à ma franchise ordinaire et parler de tout ce qui peut sauver la France de l'irruption des barbares habitants du Nord.

« Paris, le 17 messidor an 7 de la République française (5 juillet 1799).

« Signé : JOUBERT. »

Ce mémoire de Joubert, dit Henri Martin, justifie Joubert accusé d'avoir comploté avec Sieyès le renversement de la liberté. (Voir le *Mémorial de Sainte-Hélène*.)

La lecture des lettres que Joubert, arrivé en Italie, écrivit au Directoire, lettres qui suivront ceci, montre également l'état de désorganisation militaire où l'on avait laissé le midi de la France et l'armée d'Italie après le départ de Bonaparte pour l'Egypte.

Celui-ci, pour son expédition inutile, avait emmené avec lui toutes les ressources militaires de la France dans le Sud-Est, les meilleurs soldats, toutes les armes et munitions dans les arsenaux, tout l'argent qui était dans les caisses publiques. Bonaparte laissa pour ainsi dire la France ouverte à l'ennemi sur cette frontière si menacée alors ; il sacrifiait à son ambition et à son esprit d'aventure la sécurité de la France et de la République. Fouché affirme dans ses Mémoires que les Bonapartes avaient désorganisé l'armée d'Italie, et Gouvion St-Cyr dit aussi dans ses Mémoires que jamais armée de la République ne fut plus complètement dénuée de tout.

C'est donc aux Bonapartes, bien plus qu'à la mauvaise administration du Directoire, qu'il faut attribuer la désorganisation des forces militaires de la France en 1799 ; et néanmoins le Directoire, même après Novi, fit face à tous nos ennemis, et lorsque Bonaparte s'empara du pouvoir au 18 brumaire, la France était triomphante et avait ses frontières naturelles. On sait dans quel état Napoléon a laissé la France en 1815.

Il est permis aussi de supposer que le Directoire, informé que Joubert vainqueur devait user de sa victoire pour le renverser, ne fit pas des efforts bien considérables pour lui faciliter la victoire sur Souvarow. Cela expliquerait l'inaction de Masséna dont se plaint Joubert dans ses lettres. Le général Pannetier dit en termes formels qu'on n'envoya pas à Joubert les renforts qu'on lui avait promis.

L'on retrouve encore ici l'une des funestes conséquences de la mésintelligence entre Joubert et les directeurs Larevellière et Merlin (de Douai) Dans une publication récente sur Merlin (de Thionville) par M. Jean Reynaud, l'on peut voir le plan que ce célèbre conventionnel présenta en 1799 au Directoire pour la défense du territoire Ce plan consistait à garnir de troupes toutes les places fortes du Nord et du Rhin, et à porter dans le midi de la

France toutes les forces disponibles. L'adoption de ce plan, avant le 30 prairial, était à peu près certaine, à cause de la grande influence exercée sur le gouvernement d'alors par Merlin (de Thionville), parent et ami intime de Merlin (de Douai). Ce plan de campagne, qui fut adopté en 1800 par Bonaparte, et qui eut pour résultat la victoire de Marengo, eût probablement donné aussi à Joubert des moyens suffisants pour détruire la coalition en 1799. Mais Sieyès et ses amis se gardèrent bien d'adopter les projets présentés par un homme qu'ils regardaient comme leur adversaire et suspecté de mauvaise intention à leur égard. L'effort principal des armées de la République fut porté au Nord et à l'Est. Et les victoires de Berghen et de Zurich arrêtèrent l'ennemi, mais sans le forcer à la paix, comme la victoire de Marengo, résultat qui eût été également obtenu à Novi, si Joubert avait disposé de forces suffisantes.

On remarquera, dans les lettres qui vont suivre, combien peu Joubert espérait la victoire, après l'examen des ressources qui restaient aux Français en Italie :

« Nice, le 12 thermidor an VII (30 juillet 1799).

« Je crois devoir rendre compte au Directoire de tout ce qui m'a frappé dans la 8me division militaire. La désorganisation la plus complète s'y fait voir à chaque pas ; il serait impossible de s'imaginer que ce puisse être la frontière d'un grand Etat. Les routes sont si pitoyables qu'une voiture de poste, dans cette saison, n'y peut aller qu'au pas. Marseille elle-même est dépavée et présente l'aspect d'une ville qui va soutenir un siège ; les postes manquent la plupart de chevaux, et la plupart sont désertes et le service des étapes est nul ; les communes où elles sont établies ruinées et justement irritées ; Toulon approvisionné pour trois mois seulement, pour 8,000 hommes, tandis qu'il en faut 12 pour le défendre, et Antibes manquent de grains. J'ai partout cherché les hommes chargés de l'approvisionnement de l'armée, ils ont échappé à ma surveillance, je n'ai vu personne ; il n'y a personne à Marseille. Le croiriez-vous ? Une lettre du ministre de la guerre dit

positivement : *En vain la compagnie Baudin soutient-elle qu'elle n'est plus chargée de l'approvisionnement de l'armée, elle l'est toujours ; forcez-la à servir.* En effet, la compagnie Baudin s'y refuse et ne se trouve nulle part. Cet état est affreux, citoyens directeurs, et je ne pourrai pas y remédier, parce qu'il faut que je me batte. Il faut donc que ce soit de Paris que partent les ordres et les moyens d'approvisionnement pour le Midi. Il n'y a pas un moment à perdre, ou le Midi est perdu pour la République. Les désordres sont sur le point d'être à leur comble. Pas un fusil sur les derrières de l'armée ; l'arsenal de Toulon, le seul qui puisse en fournir, manque de matière première pour le matériel de l'artillerie.

« Je ne connais pas encore bien l'état de la force de l'armée ; sa position est dangereuse, je vais la changer dès qu'il me sera possible de le faire. J'ai ordonné au général Championnet de se porter sur-le-champ à Coni, après s'être assuré de Fenestrelle. Mon premier effort sera de lui donner la main et de conserver au moins cette place. Alexandrie est tombée au pouvoir des coalisés ; Tortone tient encore. Je conserve l'espoir de maintenir l'armée dans le Piémont, mais quels que soient mes efforts, ils seront vains, si les derrières de l'armée demeurent dans un état si pitoyable, dans un état qui prouve l'absence de tout gouvernement, ce qui prépare la Vendée la plus sanglante.

« *P. S.* Tout l'effort des ennemis se fait en Italie. Si l'armée d'Helvétie continue à être spectatrice oisive avec 80,000 hommes, et qu'elle ne fasse pas un mouvement sur sa droite, nous aurons bien servi Souvarow et ses maîtres. Cette réflexion m'a paru si importante que je me suis décidé à la mettre sous les yeux du Directoire avant de fermer ma lettre. »

L'armée française, bien réorganisée, comptait 40,000 hommes, la plupart vieux soldats ; lorsque Joubert y arriva, des cris de joie retentirent sur toute la ligne. Cette armée était divisée en deux corps, l'un gardant les débouchés du Piémont à Savone, l'autre placé derrière Gavi et Saravalle, et couvrant Gênes. Saravalle fut

pris par l'ennemi qui se porta sur Acqui. A cette nouvelle Joubert resserre tous les corps de son armée, les ébranle tous à la fois, et franchit avec 20,000 hommes les gorges et sommets du Montferrat, culbute partout les coalisés, détruit en entier un escadron russe, et s'empare d'Acqui renfermant d'importants magasins. Il rallie l'armée de Naples, et marche sur Novi pour débloquer Tortone et s'étendre dans les plaines du Piémont pour y subsister. Son intention était de manœuvrer pour contenir l'armée russe jusqu'à l'arrivée de Championnet avec l'armée de réserve.

Malheureusement Alexandrie s'était rendue le 22 juillet et Mantoue le 30 juillet. Kray, qui était jusqu'alors occupé au siège de Mantoue, rejoignit Souvarow avec 20,000 hommes, ce qui portait à 80,000 le nombre des coalisés. Joubert, en apprenant l'arrivée inattendue de Kray, tint un conseil de guerre et se décida à rentrer dans l'Apennin ; car son mouvement en avant par la vallée d'Acqui, qui eût réussi quelque temps auparavant avec des ennemis divisés, n'avait plus d'objet. Mais Souvarow prévint la retraite des Français et les força à accepter la bataille.

Les quatre lettres qui suivent éclairent en détail la situation :

« Au Directoire.

« Gênes, 18 thermidor an VII (5 août 1799).

« Je suis arrivé le 15 thermidor au quartier-général de l'armée d'Italie. Le général Moreau faisait un mouvement sur sa ligne ; il n'a pu me remettre le commandement qu'aujourd'hui 18. La force de l'armée est de 40,000 hommes disponibles, divisés en deux corps, gardant, l'un, les débouchés du Piémont, sur Savone, et l'autre, placé derrière Gavi et Saravalle, couvrant Gênes. Sept ou huit mille hommes sont en outre répandus le long de la rivière de Gênes et doivent y rester.

« Le bruit court que Mantoue est prise ; la réjouissance s'en est faite dans toute l'armée austro-russe. Des rapports particuliers démentent cette nouvelle qui paraît incroyable aux militaires. Le bruit court aussi que le général Masséna a battu le prince Charles sur les lacs, derrière Milan. Quoi qu'il

en soit, l'ennemi s'est présenté en force depuis deux jours sur la droite de l'armée, et a coupé la communication entre Gavi et Saravalle ; il bombarde ce fort, je l'apprends à l'instant, et peut-être sera-t-il rendu avant que je puisse le secourir. Je suis entré dans ces détails, citoyens directeurs, afin de vous faire connaître que l'ennemi lui-même me force d'agir avant même de pouvoir bien connaître toutes les ressources.

« Je n'ai pas trouvé un sou en caisse ; il n'y avait que des dettes. »

« Au Ministre de la guerre.

« 20 thermidor an VII (7 août 1799).

« La reconnaissance que je viens de faire sur Gavi et Saravalle m'a tout à fait éclairé sur ma position : je dois vous en faire part.

« L'ennemi bombarde Saravalle avec 12 ou 18.000 hommes ; s'il s'empare de cette bicoque, ce sera une difficulté de plus qu'aura l'armée que je commande de déboucher pour débloquer Tortone et entrer en Piémont. J'aurais donc dû faire attaquer le corps placé devant Saravalle ; mais je n'ai pas eu sous la main plus de 10,000 hommes pour faire ce coup. Les troupes n'étaient pas rassemblées, et comme l'ennemi soutient de très près son avant-garde, je me serais trouvé avoir affaire à toute l'armée austro-russe ; je me suis donc arrêté au seul plan qui puisse procurer un succès à l'armée, celui de la rassembler et de la faire battre en même temps pour déboucher dans le Piémont. Il n'est pas sûr que je réussisse, l'armée austro-russe étant rassemblée en un seul corps, et la française en deux qui peuvent être coupés par un mouvement. Dans ce cas, il faut faire embarquer l'artillerie pour Nice et se retirer. Jugez alors de notre position : Coni et Fenestrelle seraient perdus, et nos frontières menacées. Il faut donc une bataille pour les couvrir. On manque de blé à Gênes, pour les habi-

tants même, et de fourrages. J'espère que le mouvement qui va s'exécuter améliorera notre sort.

« La nouvelle de la prise de Mantoue se soutient ; la Gazette de Livourne donne les articles de la capitulation. Cependant les rapports secrets ne disent rien de positif et plusieurs sont contradictoires (1). Je vous engage, au nom de la patrie en danger, à faire pourvoir les magasins de la 8e division militaire de vivres et fourrages, et à y envoyer bien vite un bon nombre de bataillons. Si cette précaution ne se prend pas, je ne vois pas où nous mènerait la perte d'une bataille, et je suis réduit à la donner pour ne pas voir affamer l'armée. Depuis que je suis à Gênes, pas un grain de blé n'y est entré, les Anglais arrêtent tout. Le gouvernement ligurien est mécontent et ne fait rien. La rivière du Levant est disposée à l'insurrection, parce que l'armée de Naples s'y est mal conduite ; le Ponent est plus tranquille. »

Lettre au général Pérignon du 21 thermidor (8 août).

« Saravalle est pris ; l'ennemi en reste là. Je suis prévenu qu'il fait un mouvement sur sa droite et se porte à Acqui. Envoyez-y des émissaires qui reviennent promptement nous donner des nouvelles. Je suppose que demain 22, votre camp aura pris position entre le Caire et Dego. Le 23, portez 10,000 hommes d'infanterie sur votre droite par les chemins qui vont

(1) Joubert, dit-on, ne voulait pas croire à la prise de Mantoue qui avait coûté tant de peine à Bonaparte. Il expia encore en cette circonstance cette faute d'avoir cédé le commandement de l'armée d'Italie à Scherer, qui avait fait un choix malheureux pour le commandement de la place de Mantoue. Le comte Latour-Foissac était un savant officier de génie, mais militaire de la vieille école comme Scherer. Il fut découragé par l'irrégularité des défenses de la place. Il était incapable de la trahison qu'on lui a reprochée, mais il n'était pas animé de cet esprit enthousiaste qui supplée aux murailles par de l'audace. Que l'on compare sa conduite à celle du brave Rampon à Montenotte, et l'on comprendra la prévention qui régnait alors contre ceux qui n'étaient pas remplis, par l'esprit révolutionnaire, de cette confiance, de cette foi qui fit les merveilles de la campagne de 1796-97.

le plus directement à Orveda. Je désire que cette marche soit dérobée à l'ennemi. Au reste, je serai dans la nuit du 22 au 23 à votre quartier-général, et si l'ennemi vous prévenait, je compte sur vos talents et votre expérience pour bien le recevoir. »

Lettre au général Championnet, du 22 thermidor (9 août).

« Forcé par les circonstances, je vais livrer bataille. Vous auriez pu faire une diversion utile en présentant quelques troupes aux débouchés qui mènent à Fenestrelle et Coni. Je ne puis que vous renouveler mes instructions de vous mettre sur-le-champ en mouvement. Si nous n'étions pas heureux, cela m'ôterait au moins quelques troupes devant moi. »

L'armée française était formée en demi-cercle sur les pentes couvertes de vignes du Monte-Rotondo qui dominent la plaine et la ville de Novi. La gauche, commandée par Pérignon et formée des divisions Grouchy et Lemoine, était en avant de Pasturana. Elle avait à dos le ravin du Riasco, qui rendait ses derrières accessibles à l'ennemi. Saint-Cyr commandait le centre de l'armée qui couvrait les hauteurs à gauche et à droite de la ville de Novi. Moreau commandait l'aile droite qui défendait les accès du Monte-Rotondo, du côté de la route de Tortone. L'armée de Joubert se tenait ainsi dans une position menaçante sur le flanc de l'Apennin. Toutes les dispositions de Joubert étaient si bien calculées, que les généraux autrichiens, d'après l'historien Botta, considérant sa position comme inexpugnable, ne voulaient pas engager la bataille. Mais Souvarow ordonna l'attaque, et résolut, avec sa bizarrerie ordinaire, de procéder par attaques successives et non simultanées. C'était un vrai barbare, incapable de savantes combinaisons stratégiques, heureusement pour nous, après Novi où il ne sut pas profiter de sa victoire, et en Suisse où il termina à Zurich sa carrière militaire. Mais il avait une énergie extrême et ne reculait devant aucun sacrifice d'hommes. Ses soldats se battaient avec une exaltation peu commune, et se servaient de la baïonnette presque autant que les Français.

Le 15 août, à cinq heures du matin, le général autrichien Kray commença l'attaque avec une extrême vigueur contre notre gauche. Déjà ses troupes prenaient place sur le plateau. Joubert, qui agissait depuis trois heures du matin, dirigeait les opérations au centre et à la gauche. Placé sur une hauteur, il voit la 20me demi-brigade, accablée par les assaillants par la faute d'un général de brigade qui ne se trouve pas à sa place. Joubert, dans une impatience des plus violentes, car il fallait à tout prix reprendre le plateau, part au galop à la tête d'un escadron de guides, et s'avance au milieu des bataillons pour les rallier ; il ordonne une charge à la baïonnette, et entraîné par son ardeur, il marche en avant des troupes, son bras levé avec son épée dirigée vers l'ennemi. Mais voyant que tout cède devant lui, il veut tourner bride pour revenir au centre de son armée, lorsqu'une balle le frappe au flanc droit au-dessous de l'aisselle, casse la cinquième côte, et tournant vers les vertèbres lombaires, y trouve une résistance qui la renvoie sur une oreillette du cœur. Joubert se sent frappé mortellement, mais il continue à montrer de sa main l'ennemi en criant : « En avant ! En avant ! Marchez toujours ! » et tombe de cheval. Etendu à terre, il dit à son aide-de-camp Dave : « Tirez-moi par les jambes, prenez mon sabre et couvrez-moi. » Il était entre six et sept heures du matin (1).

Moreau prend le commandement des troupes, furieuses de la mort

---

(1) Joubert avait à Novi un autre aide-de-camp, Mouton, celui que Napoléon appelait son lion, qui fut depuis maréchal de France, comte de Lobau. Celui-ci qui avait assisté à tous les désastres de l'Empire, disait n'avoir jamais versé dans toute sa vie des larmes aussi amères qu'après la mort de Joubert, sinon en voyant tomber dans les rues de Paris en 1834 son aide-de-camp Caillot. Ces paroles honorent la mémoire de Joubert comme celle du comte Lobau.

Diverses versions ont couru sur la mort de Joubert. Fouché, dans ses Mémoires, dit que cette mort arrêta quinze jours la marche du gouvernement. Il insinue à cet égard certaines accusations qui n'ont certainement droit à aucun crédit. On a également attribué la mort de Joubert à un soldat, qui voulait venger sur lui la mort d'un de ses camarades que le jeune général, toujours inflexible sur ce chapitre, avait fait fusiller pour infraction à la discipline. Mais comment expliquer que les prétendus témoins de ce fait n'aient pas arrêté et puni le coupable ? Tous ces récits rappellent trop ces vagues accusations qu'a toujours soulevées la mort violente des hommes célèbres, surtout au dernier siècle. Nous ne pensons pas que l'histoire doive attacher la moindre importance à ces explications sur la mort d'un général, qui s'explique si naturellement par sa présence à la tête de ses troupes dans une des batailles les plus sanglantes du siècle.

de leur général qu'elles aimaient, et les porte en avant sur les Autrichiens qui sont partout culbutés. L'aile gauche, sous Pérignon, repousse aussi Bellegarde. Au centre le prince Bagration n'avait pu entamer le corps de Saint-Cyr. Trois fois les ennemis étaient revenus à la charge, trois fois ils avaient été repoussés en désordre. Il était midi, et après sept heures de combat la ligne des Français n'était pas encore entamée. Souvarow ordonne une attaque générale sur toute la ligne. Pendant quatre heures nos soldats résistent à la fureur des Russes, qui fut telle que quelques-uns de leurs régiments furent presque entièrement détruits. Malheureusement les Français s'étaient trop aventurés dans la plaine, et le général Mélas, qui arrive avec le reste de l'armée autrichienne, rétablit avec ses troupes fraîches la bataille qui semblait perdue par les Russes. Mélas, avec un corps d'élite allemand, tourne l'aile gauche des Français en se glissant derrière eux par le ravin de Riasco. La droite, voyant ainsi sa retraite coupée par la route de Bochetta, se rompt et gagne le plateau en désordre. Souvarow alors s'empare des hauteurs, et la bataille est gagnée par les coalisés. Pérignon et Grouchy, couverts de blessures, sont faits prisonniers. Et le brave Piémontais baron Colli, après avoir longtemps résisté avec sa division italienne formée en carré, tombe mutilé.

Moreau commande la retraite. L'armée française se rallie à Gavi, et rentre lentement dans les Apennins, après avoir perdu 8,000 hommes tués ou pris, son général en chef, 37 canons et 4 drapeaux. Mais les coalisés avaient perdu 20,000 hommes. Les Italiens dirent que les Français tuèrent à Novi 15,000 Russes. Souvarow avoua une perte de 10,000 hommes. Ses troupes épuisées ne poursuivirent point les Français, et il lui fallut un mois pour prendre la petite place de Tortone. Ainsi les coalisés ne purent se vanter de ces grands résultats que nous avions obtenus à Castiglione, à Rivoli, à Arcole, et grâce aux bonnes dispositions prises par Joubert avant la bataille et par Moreau, l'armée française, loin de fuir en déroute, rentra simplement dans ses anciennes positions, amenant même 2,400 prisonniers à Nice. (*Art de vérifier les dates.*)

La bataille de Novi fut la bataille la plus meurtrière livrée pendant les grandes guerres de la Révolution. Elle dura quatorze heures, et présenta cette particularité que tous les Français qui furent faits prisonniers par les Russes étaient couverts de blessures.

Que serait-il arrivé si Joubert, avec son énergie ordinaire, avait pu porter un coup décisif avant l'arrivée de Mélas?

L'on a prétendu que son plan de bataille consistait à resserrer sa gauche, en gardant le centre avec vingt canons, et à porter toute l'armée à droite, en attaquant le village de Pozzolo. Cette supposition expliquerait comment sa gauche, trop affaiblie, eut besoin qu'il payât de sa personne, ce qui entraîna sa mort. Aucune précaution n'avait été négligée par lui. Il avait écrit à Championnet, commandant l'armée des Alpes, à Masséna, à Lahos, pour qu'ils combinassent leurs mouvements avec les siens. Lecourbe, lieutenant de Masséna, avait tenté une diversion sur le lac de Côme, comme Lahos sur Florence. Et l'on doit surtout remarquer que sa modestie et sa déférence pour Moreau, qu'il voulut garder auprès de lui, en réalité sauvèrent l'armée, qui se serait infailliblement dissoute sans la présence de Moreau après la mort du général en chef. Que l'on compare la conduite de Joubert avec celle de La Feuillade repoussant tout concours de la part de Vauban, ce qui amena la destruction de l'armée française devant Turin sous Louis XIV.

Cette observation sur les résultats de la conduite magnanime de Joubert est du général Jomini, qui dit également que sans la mort de Joubert, Souvarow eût été probablement battu, son plan étant aussi défectueux que possible. Le général russe ne fit pas une manœuvre véritable, ne procéda que par une suite de chocs meurtriers. Ce fut le mouvement dont Mélas eut l'initiative qui décida du sort de la bataille.

Après la bataille de Novi, les coalisés se divisèrent. Souvarow avec les Russes passa le Saint-Gothard, et son armée fut anéantie par Masséna à Zurich et autour du lac des Quatre-Cantons. Ce pays, le plus beau dans l'Europe, déjà célèbre par le souvenir immortel de la naissance de la liberté helvétique, devait ainsi voir une seconde fois le triomphe des soldats de la liberté.

Kray et Mélas se battirent sans relâche avec l'armée qui venait de perdre Joubert. Il y eut près de vingt rencontres en septembre et octobre. « Aucune armée républicaine, dit M. Thiers, n'a mieux mérité de la France ; car aucune n'a mieux répondu au reproche injuste fait aux Français de ne pas savoir supporter les revers. » L'héroïsme de cette armée, que semblait animer encore la grande âme de son général, permit à l'armée d'Helvétie, libre de ses mouve-

ments, de terminer la destruction de l'armée russe. En conservant Gênes, elle rendit possible la victoire de Marengo. Mélas, fatigué par tant de persévérance, se reposa longtemps à Nice, et lorsque six mois après Novi il voulut envahir la France par la Provence, il rencontra l'ami et le lieutenant de Joubert, Suchet, qui prit une éclatante revanche de la défaite de Novi.

Lorsque Joubert fut nommé pour la deuxième fois général en chef en Italie, sa première condition fut qu'on lui rendrait Suchet, avec le grade de général de division. Suchet resta avec Moreau après la mort de son ami ; mais il rentrait en France lorsque Masséna, envoyé en Italie par le premier consul, le rencontra à Fréjus et lui confia le commandement de 7 à 8,000 hommes. Championnet venait de mourir à Antibes, le cœur brisé par la vue de son armée, désorganisée par le dénuement de toutes choses plus que par le fer de l'ennemi. Suchet résolut de défendre à outrance le pont du Var, contre 40,000 Autrichiens protégés par la flotte anglaise. Il les força à la retraite, les poursuivit, les atteignit à Elnitz, leur prit 33 canons, 6 drapeaux, 15,000 prisonniers. L'ami le plus tendre de Joubert vengea ainsi noblement la mort de son général, se montra digne d'avoir été formé à son école. Carnot compare cette défense du pont du Var, avec des retranchements faits à la hâte, à la défense des Thermopyles.

Gouvion Saint-Cyr dans ses Mémoires a fait le récit de la bataille de Novi. Il est impossible de ne pas tenir compte du jugement d'un témoin oculaire et des plus compétents ; néanmoins, pour apprécier à sa valeur le jugement qu'il porte sur Joubert, il ne faut point oublier les rivalités entre l'armée du Rhin et l'armée d'Italie. Saint-Cyr était, comme Moreau, un tacticien de l'ancienne école. Desaix, qui était aussi de l'armée du Rhin et très bon tacticien également, les jugeait sévèrement, et il les quitta disant qu'avec eux on ne pouvait rien faire de grand, et il alla rejoindre l'armée d'Italie qu'il sauva à Marengo, par son élan, par une inspiration de la tactique nouvelle, qui ne voit pas seulement dans une armée la force matérielle mais aussi la force morale, l'enthousiasme politique ou religieux qui enfante des prodiges.

Saint-Cyr dans ses Mémoires déprécie aussi Hoche et le royalisme de l'ami de Pichegru doit aussi rendre suspects d'un peu de partialité contre les généraux révolutionnaires des Mémoires écrits par un ministre des Bourbons.

Nous citons d'abord textuellement le récit de Saint-Cyr, nous le discuterons ensuite. Quant aux faits qu'il atteste ils sont indiscutables, mais on peut en tirer d'autres conséquences que celles qu'il en tire.

Gouvion Saint-Cyr dans ses Mémoires, édition de 1831, vol. 1, page 223, s'exprime ainsi :

« Dans l'armée on fut extrêmement surpris du changement aussi subit qu'inattendu du général en chef. (Moreau se plaisait à l'armée d'Italie et il eût désiré y rester.)

« Joubert et son chef d'état-major Suchet furent impénétrables, mais leurs entours étaient moins discrets. Le bruit courut qu'il y avait une nouvelle division parmi les membres du Directoire, dont quelques-uns cherchaient à se débarrasser des autres, que pour y parvenir on avait voulu, comme au 18 fructidor, faire opérer le mouvement par un général, et qu'on avait choisi Joubert. Le parti qui l'avait proposé, connaissant sa droiture, répondait qu'on n'avait rien à craindre de lui, qu'il ne serait point embarrassant par ses prétentions et qu'on le satisferait pleinement par un commandement en chef; que pour lui donner plus de poids dans l'opinion, il fallait préalablement l'envoyer gagner une bataille en Italie et le faire revenir ensuite à Paris couvert des lauriers de la victoire. Pour s'en assurer davantage, on l'avait marié la veille de son départ avec une jeune et belle femme, près de laquelle il serait empressé de retourner.

« J'atteste ces bruits sans pouvoir rien affirmer ; *j'atteste seulement* et la suite le fera voir *qu'il avait une envie bien prononcée de livrer aussitôt une bataille.* »

Saint-Cyr par le récit détaillé de ce qui se passa dans les jours qui précédèrent la bataille de Novi appuie ses assertions sur des faits concluants.

« Le 6 août, dit-il, Joubert annonce à Saint-Cyr son projet de livrer bataille le lendemain. Celui-ci fut étonné d'une déci-

sion aussi prompte, quand rien n'était préparé pour un tel résultat, la plupart des troupes étaient encore trop éloignées du point où l'ennemi avait ses principales forces. Joubert après avoir avec Saint-Cyr observé l'ennemi des hauteurs, sentit le danger qu'il y avait à s'aventurer dans les plaines de Novi, et à hasarder une bataille avec une partie de son armée. »

Le 8 août, Joubert manda Saint-Cyr pour assister à un conseil de guerre où se trouvaient Moreau, son chef d'état-major et celui de Joubert.

« L'armée française ne comptait que 34,000 hommes, la moitié de l'effectif de l'ennemi. Mais le parti de Joubert était arrêté ; il voulait livrer bataille malgré le peu de chances qu'il avait ; indépendamment des instances qu'il recevait de Paris, il trouva sur les lieux mêmes des influences qui, loin de le détourner, l'encouragèrent en lui laissant croire qu'il paraîtrait devant l'ennemi avec des forces supérieures... Le 13 août, Joubert reconnut la présence devant lui des troupes autrichiennes qui avaient pris Mantoue ; jusqu'alors on n'avait pas voulu y ajouter foi, quoiqu'on eût reçu les gazettes de Florence et de Livourne qui donnaient les articles de la capitulation.

« Joubert avait fait la campagne d'Italie sous Bonaparte, il y avait servi d'une manière distinguée ; mais il y a une immense différence entre exécuter les ordres d'un chef habile ou commander soi-même en chef. Lui qui avait montré tant de décision, tant qu'il commandait en sous-ordre, en parut privé lorsqu'il parut à la tête d'une armée.

« Il avait à choisir entre deux partis : attaquer Souvarow ou se retirer dans les Apennins. Le premier était déraisonnable, à cause de la disproportion des forces, le deuxième n'avait nul inconvénient.

« On lui disait : Rien ne vous oblige à livrer bataille ; l'ennemi finit le siège de Tortone, mais cette place ne peut tomber entre ses mains avant deux mois, et avant dix jours

Championnet, qui forme son armée dans les Alpes, vous rejoindra avec 35,000 hommes ; il vaut mieux rentrer dans les montagnes dont les positions nous sont bien connues ; ce n'est pas une affaire de quelques heures qui décidera du succès de l'ennemi, il ne s'agira pas d'une seule bataille, mais de vingt combats plus ou moins acharnés, sur des points difficiles où son artillerie et sa cavalerie seront paralysées.

« Rien ne put tirer Joubert de son état d'incertitude, ajoute Saint-Cyr, il en était si affecté qu'on peut dire qu'il en avait honte ; il nous dit qu'il ne s'était jamais vu d'une telle faiblesse, qu'il avait été plus d'une fois utile par ses conseils à Bonaparte dans des moments très difficiles, et qu'il ne concevait pas l'extrême irrésolution d'où il ne pouvait sortir. Le 14 août, au soir, il n'avait encore aucun plan arrêté. Le 15 août, de grand matin, il apprend que son aile gauche est attaquée ; il a de la peine à quitter les illusions qu'on lui a fait concevoir la veille...... Voyant faiblir son aile gauche, il se précipite en avant en disant : « Jetons-nous parmi les tirailleurs », ce furent ses dernières paroles.

« Joubert était à juste titre aimé et estimé de l'armée, dont il a emporté les regrets. »

Pourquoi Joubert n'eut-il pas à Novi la même décision de caractère qu'il montra sur le plateau de Rivoli, quand, sans attendre les ordres de Bonaparte, il sut prendre toutes les dispositions qui assurèrent la victoire du lendemain ? C'est que Joubert à Rivoli était uniquement préoccupé de ses opérations militaires, à Novi il était dominé par la pensée des combinaisons politiques dans lesquelles il était mêlé.

Cet état étrange d'incertitude où fut plongé Joubert s'explique par le conflit qui dut s'élever dans son âme entre le sentiment de sa responsabilité comme général en chef et le souvenir des engagements qu'il avait pris comme homme politique. Joubert était trop bon militaire pour ne pas apprécier la justesse des observations de Saint-Cyr ; mais d'un autre côté il s'était engagé, pour ainsi dire, à remporter dans le plus bref délai une victoire dont ses amis politiques de Paris avaient besoin pour réaliser leurs projets. Ne fallait-

il pas conquérir au plus tôt l'autorité et le prestige nécessaires au général désigné pour présider comme chef de l'Etat à la réorganisation de la République? Les paroles imprudentes dites à sa femme : « Je reviendrai mort ou victorieux », durent se présenter souvent à son esprit. En battant en retraite, il donnait un démenti à ses paroles.

Il ne serait pas besoin de chercher longtemps ni loin dans notre histoire pour y trouver maint exemple des fautes et même des désastres militaires causés par l'ingérence si vite et si fatalement prépondérante de la politique dans la stratégie. M. Thiers relève nombre de faits de ce genre dans les dernières campagnes de Napoléon.

De même en 1870, après la bataille de Freschwiller, les conseillers les plus sages de l'impératrice étaient d'avis que l'armée de Mac-Mahon devait attendre l'ennemi à Châlons pour couvrir Paris ; mais ce général, contre sa propre opinion, prit sa funeste décision de marcher sur Sedan pour obéir à la Régente. Il fallait à tout prix à l'Empire chancelant à Paris une victoire pour qu'il pût se relever.

C'est ainsi que Joubert fut amené à accepter une bataille qu'il pouvait éviter, pour condescendre au désir de ses amis de Paris qui avaient besoin d'une victoire pour que le général choisi par eux eût l'autorité et le prestige qui lui étaient nécessaires pour être accepté comme chef de l'Etat.

Plaignons les hommes qui, placés à la tête des nations, ont à supporter le poids de si lourdes responsabilités. (1)

Ces hommes qui portèrent Joubert à sa fatale détermination avaient probablement été prévenus par des correspondances d'Egypte du prochain retour de Bonaparte, et ils virent que si la bataille était différée, ils perdraient l'occasion d'arriver au pouvoir en s'appuyant sur Joubert victorieux. Ces hommes, républicains ardents pour la plupart, affirmèrent, sans doute, que son honneur exigeait qu'il tînt l'engagement qu'il avait pris de livrer bataille le plus promptement possible.

---

(1) Fouché dit aussi dans ses Mémoires, t. I, page 92 : « Joubert était parti avec l'ordre formel de livrer bataille aux Russes. Malheureusement le retard d'un mois, occasionné par son mariage, avait donné à l'ennemi le temps de se renforcer ».

Dans notre jeunesse, au temps des généreuses aspirations, nous aimions à chanter, lors de la proclamation de la République de 1848, le beau chant de Rouget de Lisle :

Mourir pour la patrie
C'est le sort le plus doux,
Le plus digne d'envie.......

Aujourd'hui que nous ne sommes plus jeune, c'est un bonheur pour nous d'élever notre faible voix pour rendre hommage au jeune héros Bressan qui, à Novi, accomplit ce grand sacrifice à la patrie. Il est bon que de temps en temps le souvenir de ces grands exemples soit ravivé par l'art, la parole ou la presse, pour entretenir dans les générations nouvelles le feu sacré de l'amour de la patrie.

HONNEURS RENDUS A LA MÉMOIRE DE JOUBERT

Le lendemain de la mort de Joubert, le 16 août 1799, son chef d'état-major Suchet adressa à son père, à Pont-de-Vaux, cette lettre :

« Au moment où les vœux de votre affection paternelle, respectable citoyen, venaient d'être réalisés ; au moment où, uni par des liens qui lui étaient bien chers (1), votre fils ne devait plus en défendant la patrie qu'être pour elle et pour vous un objet d'espérance et d'honneur, un sort inévitable vient de vous en priver tous deux pour jamais. Il a péri ainsi qu'il a vécu, en héros ; entraîné par son intrépide ardeur, au

(1) On raconte qu'en sortant de sa tente le matin de la bataille, Joubert regarda une dernière fois le portrait de sa femme qu'il portait toujours sur lui ; il était ému profondément, comme s'il avait pressenti que la mort allait le séparer de celle qu'il aimait. Ce fait rappelle à l'esprit le souvenir de ce général frappé à mort devant Sébastopol et disant à son aide de camp ; « Dites à ma femme que ma dernière pensée a été pour Dieu et pour elle. »

milieu d'un corps qui chancelait, il y a reçu le coup mortel. Sa fin glorieuse est le seul motif de consolation que je puisse vous offrir. J'étais son ami et je parle à son père. Que pourrai-je dire pour alléger sa douleur ? Son corps sera rendu au pays dont il fut la gloire, et l'armée lui décernera les honneurs qu'il a si bien mérités.

« Agréez, respectable citoyen, l'assurance de mon attachement le plus entier.

« SUCHET. »

Le 1er septembre 1799, le ministre de la guerre écrivit aussi au père du général Joubert :

« Vous pleurez la perte d'un fils, la liberté perd un de ses plus zélés défenseurs ; mais Joubert vit à jamais par le souvenir de ses grandes actions. La jeune épouse a réclamé le corps du héros auquel elle venait de lier sa destinée ; on n'a pas pu lui refuser cette triste consolation ; mais j'ai dû vous consulter auparavant sur cette destination. Si elle n'est point contraire à vos vœux, le convoi sera dirigé sur Grand-Pré.

« Puissent les témoignages glorieux de l'estime générale et des regrets de la France entière adoucir la douleur d'un père infortuné !

« BERNADOTTE. »

Le père de Joubert répondit que la réclamation de l'épouse de son fils lui paraissait très naturelle, mais que le pays qui l'avait vu naître réclamerait ses restes par l'organe de l'administration du canton de Pont-de-Vaux.

Et cependant, par des motifs qu'il est difficile de comprendre, le corps de Joubert resta au fort Lamalgue, à Toulon, pendant dix-neuf ans. Ce fort a reçu depuis lors le nom de *Fort Joubert.*

Le 29 août 1818, le ministre de la guerre écrivit au père de Joubert, alors conseiller à la cour royale de Lyon, que l'intention du ministre était de réparer un injuste oubli, et de rendre à son pays la dépouille mortelle du général Joubert, qui était restée depuis 1799 déposée à Toulon,

Le corps de Joubert fut inhumé dans l'église de Pont-de-Vaux le 23 novembre 1818. On mit cette inscription sur sa tombe :

D. O. M. (DEO OPTIMO MAXIMO.)
CY GIT B. C. JOUBERT, GÉNÉRAL EN CHEF DES ARMÉES D'ITALIE,
NÉ A PONT-DE-VAUX LE 14 AVRIL 1769,
MORT AU CHAMP D'HONNEUR LE 15 AOUT 1799.
REQUIESCAT IN PACE.

Peu de temps après la mort de Joubert, le Conseil des Cinq-Cents; après un discours de J. Chénier, prit la résolution suivante : il déclara d'abord que l'armée d'Italie et Joubert avaient bien mérité de la patrie. Cette formule n'était ordinairement employée que pour les armées.

Puis le Conseil des Cinq-Cents, considérant, est-il dit, que les regrets et la douleur inspirés par la perte du général Joubert sont un sentiment national dont la reconnaissance publique ne permet plus de différer l'expression, déclare qu'il sera célébré dans le sein des deux Conseils, dans tous les chefs-lieux de canton, une fête funèbre pour honorer la mémoire de Joubert. Les membres du Corps législatif portèrent le deuil pendant cinq jours. Hoche seul avait été ainsi honoré après sa mort.

Mme d'Abrantès décrit ainsi la fête qui eut lieu à Paris :

« Il faut avoir vu l'effet que produisit la nouvelle de la mort de Joubert, lorsqu'elle arriva à Paris, pour en parler. Ce fut une de ces impressions qui jamais ne s'effacent. Et le jour où le Directoire qui l'honorait alors parce qu'il ne le craignait plus, lui rendit les honneurs funèbres au Champ-de-Mars, qui de nous a oublié le caractère sacré que le regret unanime imprima à cette cérémonie? Presque toutes les femmes étaient en deuil, et lorsque le buste de Joubert, couronné de cyprès, fut posé sur l'autel de la patrie par le président du Directoire, il est impossible que ceux qui ont été présents comme moi à cette pompe funèbre, toute différente des cérémonies de ce genre. aient pu oublier le bruit très distinct des sanglots mêlés aux acclamations du peuple. »

D'innombrables discours furent prononcés à l'occasion de cette fête funèbre dans toute la France, les plus remarquables à Lyon et à Rouen. Tous montrent quelles grandes espérances le parti patriote

avait fondées sur Joubert. Mais l'on voit aussi combien on se faisait illusion alors sur les vrais motifs de sa démission en 1798.

Ce fut Garat qui prononça l'oraison funèbre de Joubert dans la cérémonie au Champ-de-Mars. Ce discours ne manque pas d'éloquence.

Le citoyen Thomas Riboud, membre du Conseil des Cinq-Cents, prononça aussi un discours rempli de faits intéressants, le 16 septembre 1799, dans une réunion de tous les habitants du département de l'Ain, se trouvant à Paris, qui eut lieu au musée des Petits-Augustins, au pied du mausolée de Turenne (1). Parmi les noms de ces compatriotes de Joubert, nous avons remarqué ceux d'Aubry,

(1) M. Riboud, dans son Eloge de Joubert, rappela que le département de l'Ain, qui n'avait alors que 300,000 âmes de population, avait en dix ans fourni à la patrie 30,000 combattants, la plupart volontaires. Napoléon, qui dans ses premières campagnes d'Italie avait dans son armée plusieurs bataillons de l'Ain, disait d'eux : « Les Bressans, bons soldats, quand ils ont cassé leurs sabots. » Nous voudrions pouvoir citer ici tous ceux qui se distinguèrent pendant nos grandes guerres. Mais l'espace nous manque.

Rappelons d'abord les deux compagnons d'armes de Joubert en Italie, le général Pannetier et le général Dallemagne.

Pannetier, comte de Valdotte, naquit à Pont-de-Vaux en 1769. Parti comme volontaire avec Joubert en 1791, il fut blessé en 1792 au fameux combat de Kaiserlautern sur le Rhin où tant de Bressans furent tués. Les lettres de Joubert montrent combien il se distingua en Italie en 1796, surtout à l'attaque du col de Campion. En 1808, il se signala en Espagne par un brillant fait d'armes, il enleva sans tirer un coup de feu les retranchements d'Alcola, défendus par 25,000 Espagnols et 12 canons. Il commandait en 1814 sous Augereau une brigade de l'armée de Lyon, avec laquelle le 18 février il reprit Villefranche et Mâcon sur les Autrichiens. Il mourut général de division après 1830. Joubert appréciait beaucoup Pannetier, surtout pour la justesse avec laquelle il savait distinguer dans une reconnaissance la position et les forces de l'ennemi. Il fut très utile sous ce rapport au maréchal Berthier dans les guerres d'Allemagne.

Bourg vit naître les généraux Buget, Piquet, Aubry. Le général Puthod était de Bâgé. (La division Puthod fut l'une de celles qui se distinguèrent à Wagram. (Voir Thiers.) Rappelons aussi les généraux de Montrichard, Robin, les colonels d'Escrivieux, Armand, Monnier, le major de la Bévière, le commandant Desmarets, de Pont-de-Veyle, nommé à ce grade par Joubert pour sa belle conduite dans le Tyrol. Mais aucune ville en France n'a peut-être produit autant de militaires distingués que Pont-de-Vaux, petite ville de 3,000 âmes. De ce petit pays aux mœurs si douces sortirent les généraux Joubert, Pannetier, Legrand, Renaud ; le colonel Grippière de Montcroc, le colonel de cuirassiers Richardoz, pour lequel Vellington, qui l'avait combattu en Espagne, professait une estime particulière, etc.

tué à Leipsick général de division; Girod (de l'Ain), Brillat-Savarin, Lalande, Sonthonax, Coste, médecin en chef des Invalides; Dombey, Hudellet, Berlioz, Récamier, Cabuchet. Le fondateur de la physiologie moderne, Bichat, se trouvait aussi dans cette réunion composée exclusivement de gens du département de l'Ain. Ce fait a, suivant nous, quelque intérêt, en ce qu'il prouve d'une manière irrécusable que Bichat se considérait comme étant du département de l'Ain et non de celui du Jura, comme on l'a prétendu à tort. Lui aussi devait mourir comme Joubert à trente ans, sur le champ de bataille de la science. Le cœur se serre à la pensée de ce que seraient devenus Bichat et Joubert s'ils avaient vécu, ayant, avant trente ans, atteint un si haut degré de gloire.

Le fameux astronome Lalande publia le 26 octobre 1799 une Notice sur Joubert, son compatriote. Lalande avait eu entre les mains les mêmes documents que nous, documents qui lui avaient été remis par le père de Joubert; il n'en tira qu'une brochure de 16 pages, d'une couleur bien effacée, contenant plusieurs faits inexacts. Il est à regretter que Lalande n'ait pas recueilli les renseignements que pouvaient lui fournir alors de vive voix les parents, amis et frères d'armes du général.

Lalande présenta son Eloge de Joubert au général Bonaparte. Celui-ci lui témoigna sa surprise que, du milieu de ces cinquante mille étoiles, il pût descendre jusqu'à la triste contemplation des maux que la guerre produit sur la terre. « Je me justifiai, dit Lalande, par l'amour de la patrie. Je suis, lui disais-je, d'une petite partie de la France, écartée, isolée et presque inconnue : nous en sommes d'autant plus unis. La gloire de Joubert rejaillit sur mon pays. »

« Joubert, dit Lalande dans son Eloge, emporta les regrets de tous les partis. Le propre de son caractère était la bonté, la douceur. Son désintéressement était au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. Il ne pensait qu'à la République et à la voir assise sur des bases solides et assurées. »

Outre les éloges de Joubert par Garat, Riboud, Lalande, de nombreuses biographies ont été publiées par l'abbé Regnier, Sonthonax, la *Biographie universelle*, la *Biographie des Contemporains* (la meilleure et la plus exacte de ces publications suivant nous), par Guilbert, le Dr Ordinaire, etc.

En 1881, M. Jarrin a publié à Bourg une biographie de Joubert dans les *Annales de la Société d'Emulation de l'Ain.* Cette biographie est beaucoup plus développée que celles dont nous venons de parler et présente toutes les qualités qui distinguent l'auteur de l'*Histoire de la Bresse.* On y trouve des vues nouvelles sur les divers événements de la vie de Joubert.

Un domestique fidèle rapporta à Pont-de-Vaux sa ceinture, son habit de général et son épée, qui sont conservés dans sa famille.

Le corps de Joubert fut d'abord inhumé à Toulon, au fort Lamalgue, puis en 1821 ramené dans l'église de Pont-de-Vaux.

Le 17 fructidor an VII (3 septembre 1799), le conseil des Cinq-Cents prit la résolution suivante : « Il sera élevé une pyramide en l'honneur du héros que la République regrette, *au chef-lieu* du département de l'Ain. » Après Marengo, un des premiers actes du premier consul fut de donner suite à la décision du conseil des Cinq-Cents, et une somme de 20,000 francs fut mise à la disposition du département de l'Ain. Comment furent réalisées les intentions des Cinq-Cents et de Bonaparte ? On peut le voir en considérant la pyramide érigée à Bourg en juillet 1800, sur la place Joubert. On reconnaît d'abord que la somme allouée ne fut employée qu'en partie pour le monument, qui n'a pu coûter aussi cher, vu surtout les prix du temps. Comment fut donc dépensée la somme allouée ? La version la plus accréditée est que la plus grande partie fut donnée comme subvention pour un établissement industriel.

Des quatre inscriptions, trop longues de la pyramide, deux sont belles. Au nord :

AUX MANES
DE BARTHÉLEMY JOUBERT GÉNÉRAL EN CHEF
DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN ITALIE
NÉ A PONT-DE-VAUX LE 14 AVRIL 1769
TUÉ D'UN COUP DE FEU A LA BATAILLE DE NOVI
LE 28 THERMIDOR AN VII

Au midi :

JOUBERT SUIVAIT AUPRÈS DE SON PÈRE
LA CARRIÈRE DES LOIS
UNE COALITION TERRIBLE MENACE LA PATRIE
JOUBERT VOLE A LA FRONTIÈRE
DE SIMPLE GRENADIER IL S'ÉLÈVE DE GRADE EN GRADE
AU GOUVERNEMENT SUPRÊME DES ARMÉES
ET MEURT COMBLÉ DE GLOIRE
JEUNESSE FRANÇAISE VOILA TON MODÈLE
ET LA MESURE DE TES ESPÉRANCES

La Restauration fit enlever les inscriptions p'acées sur le monument de la place Joubert à Bourg. En 1830, ces inscriptions furent rétablies avec une cérémonie solennelle.

En 1832, Pont de-Vaux éleva sur une de ses places une statue en marbre blanc à son illustre compatriote. Le statuaire Legendre Herald a reproduit heureusement les traits du héros, mais en leur donnant peut-être trop de dureté. Les traits ne sont pas ceux d'un jeune homme de 28 ans. La statue a beaucoup de mouvement, très réussie sous ce rapport. Joubert est représenté au moment où, à Rivoli, Berthier lui demanda où il voulait établir sa ligne de bataille, il répond : « Ici », en jetant par terre son chapeau.

A ces lignes, imprimées en 1860, nous ajoutions :

« Nous demanderons maintenant à tous les amis sincères de la gloire de notre département : Notre pays a-t-il rempli le devoir qu'il avait à remplir pour honorer la mémoire du général Joubert ? Une statue a été élevée à Pont-de-Vaux, mais elle est en marbre, et l'on sait combien se détériorent rapidement sous notre climat, à l'air libre, les statues en marbre. L'homme qui enleva tant de canons aux ennemis de la France n'a-t il donc pas droit pour sa statue à un peu de bronze ? »

On doit le dire hautement, Joubert attend encore en Bresse un monument digne de lui.

Qui n'aimerait à Bourg à voir Joubert représenté en bronze, tel qu'il fut à Rivoli, lorsque revêtu de son brillant uniforme de général de division et saisissant un fusil, il se précipita à la tête de ses bataillons refoulés par les Autrichiens, pour reprendre le plateau,

ce qui décida la victoire. Cette statue rappellerait ainsi ce qui fut son exploit le plus éclatant, et symboliserait aux yeux de tous cette parole de Bonaparte : « Joubert fut grenadier par le courage et grand général par les connaissances militaires. »

Ce vœu, émis en 1860, va être réalisé prochainement, grâce à l'initiative et à la libéralité du docteur Goujon, enfant comme Joubert de la Bresse, des bords de la Saône. Les ministres de l'intérieur, de la guerre, le Conseil général de l'Ain, les Conseils municipaux de Bourg et de Pont-de-Vaux ont prêté leur concours avec empressement à cette œuvre patriotique.

Les arts, la sculpture surtout doivent venir en aide à l'histoire pour rappeler sans cesse aux populations les hommes illustres dont l'exemple doit être imité. Cette pensée se réalise de plus en plus en France, et chaque année voit s'élever la statue d'un homme célèbre. A Nice, redevenu français grâce aux victoires de l'armée d'Italie en 1859, se dresse la statue de Masséna. A Grenoble, Bayard et Lesdiguières ; à Valence, Championnet ; à Lyon, Suchet ; à Lons-le-Saunier, Lecourbe ; Jeanne d'Arc sur la marche de Lorraine, se rangent parmi ces sentinelles de bronze qui montrent par-dessus la frontière leur fière attitude.

Joubert lui aussi viendra bientôt prendre place parmi ces muets défenseurs du sol sacré de la patrie, rappelant sans cesse aux Bressans par son exemple quel est le premier de leurs devoirs civiques.

Dans ces lettres que Joubert écrivait à son père et à l'administration du département de l'Ain du sommet des Alpes noriques, il faisait un appel à la concorde et se réjouissait de nos victoires surtout parce qu'il espérait qu'elles rendraient la paix à la France à l'intérieur et à l'extérieur, et s'écriait : Puissent toutes les haines se calmer et tous les partis s'éteindre !

Puisse ce vœu généreux de notre brave compatriote se réaliser au moins dans une admiration commune de tous les bons Français pour un homme dont on peut dire ce que le général allemand disait de Turenne qu'il combattait. En apprenant sa mort, Montecuculli s'écria : « Cet homme faisait honneur à l'humanité. »

NOTE SUR LA FAMILLE JOUBERT

Joubert n'a pas laissé de descendance directe, mais des exemples récents et fameux montrent que le bon sens populaire reporte aussi sur les neveux et branches collatérales l'intérêt qui s'attache à la famille des grands hommes.

Le père de Joubert fut président du tribunal du district de Pont-de-Vaux en 1791, et mourut conseiller à la Cour royale de Lyon. Il avait eu trois fils et deux filles. L'un de ses fils mourut en l'an VI, lieutenant de cavalerie. Le cadet, né en 1779, épousa M[lle] Bozonet et eut trois fils et deux filles, dont l'une mariée à M. Guedel, notaire à Ambronay, eut deux enfants : une fille et un fils ; l'autre, M[me] Tardy, eut aussi une fille et un fils, qui est actuellement officier de zouaves.

Des trois fils du frère cadet du général Joubert, l'aîné Claude-Marie entra à l'Ecole polytechnique en 1840. Le maréchal Soult fit en sa faveur une infraction au règlement de l'Ecole dont il n'existait qu'un seul exemple : il l'exempta de tous frais, il crut que cela était dû à la famille du héros qui avait servi la France avec tant de désintéressement. Le jeune Joubert servait avec distinction, comme officier de marine, lorsqu'il renonça à un brillant avenir selon le monde pour entrer au séminaire de Saint-Sulpice. Il mourut avant de recevoir la prêtrise.

Son frère, M. Nicolas Joubert est aussi entré dans les ordres. Le 3[e] fils, M. Charles Joubert, habite Pont-de-Vaux.

Le général Joubert eut aussi deux sœurs qu'il affectionnait beaucoup, qui épousèrent les deux frères. L'une (Charlotte), mariée à M. André, mort à Pont-de-Vaux en 1841, juge de paix et membre du Conseil général de l'Ain, a eu une fille, M[me] Prat, et un fils devenu général d'artillerie. M. le général André épousa sa cousine germaine, M[lle] André. Son fils à épousé la fille du colonel Duhamel, de Bourg, maire d'un arrondissement de Lyon. De ce mariage sont issus cinq filles et deux fils, tous deux officiers.

L'autre sœur du général Joubert épousa l'aide-de-camp de son frère, le chef d'escadron André, qui eut deux filles, l'une mariée au général André, l'autre mariée à M. Patin, juge à Bourg, dont la fille unique a épousé M. Viot, de Bourg, le peintre de la Bresse, qui n'a eu qu'une fille, mariée à M. Gaston de la Boulaye.

Rappelons enfin que la veuve de Joubert épousa en deuxièmes noces le maréchal Macdonald, dont elle a eu une fille, la marquise de la Rochedragon.

Qu'il nous soit permis, en terminant, de remercier les parents du général Joubert d'avoir bien voulu nous communiquer les divers documents qui donneront quelque prix à cette publication, sans que nous ayons d'autre titre à cette faveur que l'amitié sincère que nous portons à quelques-uns d'entre eux et le désir bien vif de contribuer en quelque manière à honorer la mémoire de notre illustre compatriote.

CHAPITRE VII

DE LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME MILITAIRE DE LA FRANCE PAR LA RÉVOLUTION. — JOUBERT EST L'UNE DES PERSONNIFICATIONS LES PLUS GLORIEUSES DES ARMÉES DE LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE. — DE L'INFLUENCE DE L'ARMÉE ET SURTOUT DES GÉNÉRAUX SUR L'AVENIR DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

La Révolution française, qui devait transformer tant de choses, n'a rien modifié plus profondément que notre système militaire. A aucune époque la France n'était peut-être tombée aussi bas, sous le rapport de la gloire et de l'influence de ses armes, qu'à la fin du règne de Louis XV. La guerre d'Amérique avait un peu relevé notre armée dans l'estime de l'Europe, mais les mêmes abus s'étaient perpétués sous Louis XVI. Le principal de ces abus était l'influence exagérée de la noblesse de cour, possédant par droit de naissance presque tous les grades élevés, et maintenant dans les emplois inférieurs la noblesse de province qui avait conservé quelques-unes des grandes qualités militaires qui avaient tant illustré les gentilshommes français aux XVI[e] et XVII[e] siècles. Avant 89, Bonaparte, Desaix, Marmont, Davoust, quoique nobles, auraient difficilement franchi les grades de lieutenant ou de capitaine. Ils auraient éprouvé le sort du comte de Vauvenargues, l'un des plus beaux génies du XVIII[e] siècle, qui mourut à la fleur de l'âge, accablé par la misère et le sentiment de l'impuissance où étaient les militaires distingués comme lui, d'arriver à aucune position élevée autrement que par l'intrigue ou d'indignes faveurs.

Cette noblesse de cour qui monopolisait, en se donnant la peine de naître, les grades de général et de colonel, n'avait conservé que la bravoure. La guerre de la succession d'Autriche et la guerre de

sept ans avaient montré à toute l'Europe la faiblesse du système militaire de la France et son impuissance à produire de bons généraux. A Fontenoy, l'armée française était commandée par un étranger, un Allemand, le maréchal de Saxe. La défaite de Rosbach avait porté le dernier coup à notre renommée militaire; Carlyle, dans sa *Vie de Frédéric-le-Grand*, dit que rien ne contribua plus à préparer la Révolution que la présomptueuse impéritie de la noblesse pendant la guerre de 7 ans, impéritie qui n'était égalée que par sa servilité vis-à-vis des favorites dont le règne déshonorait la France. Sous Louis XVI, nos grands seigneurs avaient reconnu eux-mêmes cette infériorité de notre armée, et cherchaient à transporter en France quelques-unes des institutions militaires de la Prusse, la schlague comprise, mais sans penser, bien entendu, à introniser chez nous ce qui fit la force des armées du grand Frédéric, l'introduction d'un tiers de roturiers dans le corps d'officiers. Bien au contraire, l'ordonnance du ministre de Louis XVI, M. de Saint-Germain, qui exigeait quatre quartiers de noblesse pour le grade d'officier, interdisait à la bourgeoisie la carrière militaire. Quant au peuple proprement dit, considéré sous le rapport militaire, l'opinion qui était alors en faveur à la cour est très bien caractérisée par ces paroles du marquis du Châtelet, parlant des Gardes françaises: « Avec les enfants de la canaille, nous saurons bien contenir la canaille ».

Du milieu de cette canaille allait bientôt sortir l'homme qui devait plus que tout autre abattre l'orgueil de la noblesse de cour. En 1768, dans l'humble réduit du garde des chiens du roi Louis XV, vient au monde Lazare Hoche, qui l'un des premiers devait montrer de nouveau à la France le type d'un héros, d'un grand capitaine. *Jeune comme la Révolution, robuste comme elle*, il joint à une énergie indomptable le goût de l'étude et un caractère doux et modéré. Sa figure est aussi noble que son âme est magnanime. Devant lui, devant ses intrépides volontaires, disparaissent sur les bords du Rhin les bataillons de l'armée de Condé. A la suite de ces généraux sortis du peuple, Hoche, Marceau, s'élèvent bientôt les enfants de la bourgeoisie, et ceux qui dans la noblesse avaient conservé des sentiments patriotiques, comme Desaix, Latour-d'Auvergne, etc. Et bientôt surgit l'un des plus admirables monuments de l'activité révolutionnaire de la France, une armée où tous sont égaux, portent

le bâton de maréchal dans leur giberne, et qui en même temps apportent dans des guerres de géants un esprit de discipline et d'humanité peu connu jusqu'alors. L'esprit nouveau, en transformant d'abord l'armée, assurait par cela même le succès des autres réformes. Car dans toute société politique, d'une bonne organisation de la force publique dépendent la sûreté au dehors et l'ordre au dedans, premiers besoins du corps social, et conditions indispensables pour la naissance d'institutions libérales et pour le développement du progrès moral et économique.

Barthélemy Joubert est un des plus beaux types de ces jeunes plébéiens qui s'improvisèrent officiers et généraux, et triomphèrent des vieux généraux étrangers formés à l'école du grand Frédéric, profondément étonnés de ne pouvoir écraser la France, réduite par l'émigration à n'avoir presque plus dans son armée que des soldats et des sous-officiers. Sans la Révolution, Joubert eût probablement vécu modestement en Bresse, remplaçant son père comme juge-mage de quelque seigneurie (1). Mais dès 89, il aima et soutint de bonne foi, dit Fortis dans la *Biographie universelle*, les principes qui opérèrent la Révolution. M. le docteur Périer possède à Pont-de-Vaux un manuscrit intéressant dont cette ville devrait faire l'acquisition. C'est le recueil des procès-verbaux de la Société populaire de Pont-de-Vaux, dont Joubert fut quelque temps secrétaire, jusqu'à son départ pour l'armée en 91. Il partit au bon moment, avant que cette Société n'eût dégénéré en réunion de démagogues. Dans les procès-verbaux rédigés par Joubert, sous une forme incorrecte, embarrassée, on suit avec intérêt le retentissement des grands événements de la Révolution dans le cœur et l'esprit d'un jeune patriote qui s'abandonne avec candeur, mais aussi avec imprévoyance, au mouvement qui entraînait alors la meilleure bourgeoisie du pays. Joubert prit de suite sur ses concitoyens un ascendant assez grand, ascendant qu'il mettait au service d'un libéralisme éclairé. Ainsi, dans le temps de la plus grande effervescence politique, il proposa

(1) Guilbert raconte, dans sa Notice imprimée à Rouen, que Joubert débuta comme avocat, en défendant devant le Parlement de Dijon la cause désespérée d'une femme pauvre soutenant un procès contre une famille puissante. Après plusieurs mois de travail opiniâtre, il triompha. Guilbert dit aussi que le père et l'aïeul de Joubert avaient refusé des titres de noblesse.

de mettre dans la salle des séances de la Société populaire le buste de Racle, ingénieur distingué, qui avait fait le canal de Pont-de-Vaux et qui avait cherché à créer dans cette ville une fabrique de faïence, dont les produits sont encore aujourd'hui recherchés par les amateurs de faïences d'art. Le futur général voulait ainsi montrer que le vrai patriotisme consiste à honorer tous les hommes utiles, quelle que soit leur opinion politique.

Ce fut le jeune Joubert qui harangua les volontaires de Pont-de-Vaux au moment où il partait avec eux pour la frontière. Il composa aussi à cette occasion un dialogue en vers dans le genre de Florian. A peine arrivé à Bourg, Joubert eut à réprimer l'insolence d'un de ces bretteurs qui étaient alors le fléau des régiments : il eut un duel avec un soldat de la ligne qui avait insulté les volontaires. Arrivé à l'armée, il se distingua bientôt par son instruction (il savait plusieurs langues), par son activité infatigable, par son esprit de conduite qui le désigna de suite pour des commandements importants. Il inspirait une grande confiance aux soldats dont il partageait toujours tous les dangers et toutes les privations, dont le bien-être le préoccupait sans cesse. Il en était aimé, malgré sa sévérité pour la discipline ; il avait compris que le soldat de la Révolution ne pouvait conserver sa supériorité morale qu'en conservant l'estime des autres et sa propre estime, par son humanité et son abstention de toutes violences inutiles contre les personnes et les choses. Pendant sept à huit ans passés dans les camps, il prit des habitudes de gravité et de silence qui, malgré sa cordialité, firent trouver sa conversation peu brillante quand il parut à Paris. Mais la justesse de son esprit, sa droiture, sa simplicité, sa modestie, son abnégation, si opposées à l'emphase et à l'exaltation de quelques-uns de ses collègues, lui gagnèrent bientôt, à Paris comme à l'armée, l'estime générale.

Nul plus que lui ne contribua aux premiers succès de l'armée d'Italie, à Loano, par exemple, où la hardiesse de ses manœuvres décida en partie de la victoire et le fit nommer général sur le champ de bataille. Sa bravoure impétueuse qui ramenait si souvent en avant les bataillons rompus, était d'autant plus admirée qu'elle n'avait à son service qu'un corps frêle et délicat. Nous avons vu quelle part active il prit à tous les travaux de l'armée qui, commandée par Bonaparte, fit la conquête de l'Italie en 1796, et son nom doit rester surtout inséparable, dans la mémoire des Français,

du souvenir de la victoire de Rivoli, comme le nom de Marengo rappelle de suite à l'esprit le souvenir de Desaix. Qu'on relise le récit de la bataille de Rivoli dans l'histoire en 15 volumes, avec planches, dès guerres de la Révolution par le général Jomini, les *Victoires et Conquêtes des Français*, ouvrages très estimés par les militaires, l'on verra que nous avons diminué plutôt qu'augmenté la part qui revient à Joubert dans cette victoire.

La mort prématurée de Joubert à Novi l'empêcha d'arriver à la haute situation à laquelle il semblait appelé (1). Ne plaignons pas trop ces héros morts dans la fleur de leur jeunesse : Hoche, Joubert, Marceau, Desaix ; ne furent-ils pas plus heureux que Moreau tué en combattant la France, que tant d'autres qui abjurèrent si vite les croyances politiques de leurs jeunes années, qui renièrent si vite, comme Bonaparte, la Révolution à laquelle ils étaient redevables de toutes leurs grandeurs ?

Heureux ceux dont l'existence tout entière est marquée du sceau imprimé par cette vertu que les Anglais mettent au premier rang des qualités de l'homme politique : la consistance. Si Joubert eût vécu sous l'Empire, il eût rempli le rôle si utile, si glorieux, qui a immortalisé les noms de Moncey, de Davoust, de Drouot, de Morand, de Gudin, de tant d'autres qui furent les serviteurs infatigables de la France, sans servilité vis-à-vis du maître qu'elle s'était donné.

Quel que soit le mérite des hommes dont nous venons de parler,

---

(1) L'étude de semblables existences ne renferme-t-elle pas un haut enseignement ? Quoi, tant de travail et de temps dépensés pour développer une grande intelligence, tant d'efforts sur soi-même, de souffrances, de sacrifices, de combats intérieurs et extérieurs pour former un grand caractère ; et voilà qu'en un instant toutes ces facultés supérieures s'éteignent, toutes ces aptitudes si péniblement acquises se dissipent sans retour ! Quoi, de si riches promesses pour un résultat si misérable ! On ne reconnaît plus cet ordre admirable, qui dans tout l'univers proportionne toujours la grandeur des effets à la grandeur des forces et des moyens. Pour le chrétien comme pour le philosophe spiritualiste, ces morts si prématurées prouvent comme par un argument irrécusable la nécessité de l'existence d'une autre sphère plus heureuse, d'un milieu où toutes les vertus, les facultés dont l'éducation a péniblement commencé ici bas, pourront se développer et fructifier dans des conditions plus favorables que dans ce monde matériel, suivant la belle parole du poète :

Tout commence ici bas, mais tout finit ailleurs.

nous croyons que Joubert occupe une place plus haute dans l'histoire de la France nouvelle. Après la tourmente révolutionnaire, aux excès de l'exaltation et du fanatisme politique, succédèrent par une réaction inévitable, la dépression de l'esprit public, le culte de la force, l'indifférence politique et la préoccupation exclusive des intérêts matériels. Il fallait que quelques hommes en France restassent purs de toutes ces apostasies et de ces faiblesses, pour que l'opinion républicaine pût se rattacher un jour à ces noms chargés pour ainsi dire de maintenir intacte la tradition des grands principes proclamés pendant la Révolution. Les noms de Lafayette, de Mirabeau, de Vergniaud, de Hoche, de Joubert, rappellent aussitôt à l'esprit un ensemble de doctrines, de tendances, de manières d'agir constituant un véritable enseignement politique.

C'est ainsi que Joubert est resté l'une des personnifications les plus pures de ce patriotisme, de cet esprit héroïque qui enfanta les merveilleuses victoires de l'armée d'Italie en 1796, de cette bourgeoisie qui a produit presque tous les hommes éminents parmi les amis sincères et modérés de la Révolution. Il représente fidèlement cette génération ardente et généreuse qui crut arriver en un instant au but que les nations n'atteignent qu'après de longues épreuves : la liberté *sous* la loi, le gouvernement de tous par tous, l'égalité par une hiérarchie harmonique. Cette génération eut les passions de l'enfance, sa candeur, mais aussi son imprévoyance et ses violences. Elle réussit à démolir le passé, mais elle édifia peu, parce qu'elle manquait de l'élément organisateur par excellence, de l'esprit religieux. Soyons reconnaissants envers ces hommes qui se sacrifièrent pour en finir avec le passé et nous ouvrir les voies du progrès, surtout par les grands souvenirs et les grands exemples qu'ils nous ont laissés. Non, vos efforts, votre dévouement pour la cause du progrès n'ont pas été perdus pour la France, race héroïque des hommes de 89, de 91, de 99. Vous avez voulu marcher trop vite, devancer les temps, mais vos erreurs et vos fautes ne nous feront pas oublier les services que vous avez rendus à la liberté, à l'humanité. Et toutes les fois que l'esprit public se réveillera, quand notre pays voudra reprendre sa marche vers ses destinées glorieuses, sous quelque forme de gouvernement que ce soit, car toute forme de gouvernement régulier est compatible avec la liberté, vos descendants se tourneront vers vous, pour ressaisir, pour ainsi dire, la

filiation des grandes idées et du dévouement désintéressé, dans ces exemples que vous avez laissés comme pierres d'attente pour les ouvriers de l'avenir.

Le parti républicain en France a subi depuis un siècle de terribles épreuves ; s'il a commis des fautes il les a, pour son bien, durement expiées ; mais malgré ses fautes et ses défaites, ce parti s'est toujours relevé, parce qu'il a toujours trouvé dans l'histoire de son passé de nobles exemples pour le diriger et lui redonner une nouvelle vie.

On parlait un jour devant Joubert des prospérités guerrières de la République : « Oui, dit-il, c'est très bien, mais il manque à la République d'avoir lutté contre de grands et longs revers, d'avoir développé dans le malheur les vertus fortes et constantes que l'adversité seule donne aux nations comme aux hommes ».

Ce que Joubert disait de la République nous le dirons, nous, du parti républicain. C'est dans le malheur que ce parti a appris à se modérer, c'est par les obstacles qu'il a rencontrés qu'il a développé en lui cette énergie, cette espérance contre toute espérance, qui l'ont ramené au pouvoir. Gardons une éternelle reconnaissance pour ces jeunes héros qui, dans les luttes terribles de notre première Révolution, ont montré à ceux qui devaient les suivre comment on luttait, on souffrait, par le sentiment du devoir envers la patrie, comment l'on savait mourir pour la liberté et la République.

Sainte-Beuve dit de Joubert : « Dans une histoire universelle, si courte qu'elle soit, fût-elle à la Bossuet, il est sûr d'être nommé. Ce n'est pas en vain qu'on a été choisi, même pour manquer le rôle de César..... C'est comme signe, comme présage avant-coureur, comme usurpateur (à son insu, le loyal jeune homme) du plus grand rôle moderne qu'il nous est visible aujourd'hui. »

Ainsi, selon Sainte-Beuve, Joubert fut comme une ébauche de Napoléon. Nous ne sommes point de cet avis. Joubert n'eût point fait, comme chef de l'Etat, ce qu'a fait Bonaparte. Fils de la Révolution, il n'eût point commis d'attentat sur sa mère, en premier lieu parce qu'il avait des convictions républicaines très arrêtées, comme nous l'avons vu par les communications qu'il fit à Gohier avant son départ pour l'Italie.

Puis il n'avait pas le caractère qui pousse dans les voies suivies par Napoléon, il n'avait pas son insatiable ambition, son amour de

la domination, son orgueil sans limites et son égoïsme sans scrupule. Sainte-Beuve reconnait lui-même que les deux traits distinctifs de son caractère étaient l'ardeur et la modestie. « Cette modestie qu'il a, non pas extérieure seulement, mais intime et sincère, le marque et le distingue entro tous : ce coin de faiblesse me le fait aimer. »

Avec un caractère semblable, on inspire la sympathie en tout temps, on est capable d'être un chef d'Etat chez un peuple mûr pour la liberté, mais on est incapable d'usurper une dictature militaire comme celle qui, au 18 brumaire, mit fin à la République.

Napoléon, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, dit : « Joubert ne prétendait à rien moins qu'à tenter ce que j'ai exécuté en Brumaire. » Napoléon, en parlant ainsi, cherchait à justifier son coup d'Etat si fatal à la liberté ; mais ni Joubert, ni Hoche, n'étaient capables de commettre un pareil attentat.

Tous deux moururent à temps, pour eux, pour le parti républicain. Il importait, nous le répétons, que Joubert, que Hoche, Marceau, etc., conservassent intact leur renom de républicains intègres, fidèles à leur foi politique. Leur gloire pure de toute tache a été une grande force pour le parti qui s'honore de tels précurseurs.

La France, en 1799, n'était pas digne d'avoir un chef comme Washington ; elle avait besoin pendant quelque temps d'un maître à la main dure, et ce ne sont pas les meilleurs des hommes que Dieu appelle à cette tâche terrible de châtier les nations. Et pour cette tâche aucun n'était mieux qualifié que Napoléon.

Pendant la première République, les armées eurent une influence immense sur l'état politique de la France. Ce fut avant tout à leur courage, aux sentiments patriotiques qui firent supporter à nos soldats des souffrances inouïes que la première République dut son salut. Ce ne fut pas la Terreur, comme on l'a si souvent répété, qui sauva la France menacée de démembrement par la coalition de toutes les puissances européennes, mais l'héroïsme des armées. Non, ce n'est pas le divin Marat, ni l'incorruptible Robespierre, ni Danton qui ont arrêté les Prussiens et vaincu l'Autriche. Les hommes de sang n'ont fait qu'imprimer sur les institutions et les idées qu'ils voulaient défendre la tache qui les a tuées. La vraie république était aux armées et non à Paris en 93 et 94. Ce qu'il y avait de plus pur, de plus dévoué parmi les patriotes avait couru aux frontières. Ce sont ceux-là et non les hommes de la Terreur qui nous firent une

patrie si grande. La lumière se fait peu à peu sur les hommes de la Révolution. La publication récente de la correspondance de Merlin de Thionville révèle tout ce qu'il y avait de grandeur, de dévouement, de simplicité héroïque dans les armées du Rhin. La publication des lettres de Joubert contribuera aussi à rehausser la gloire des soldats de l'armée d'Italie, à mieux caractériser la physionomie particulière de ces campagnes, qui seront, dit Garat, l'éternel entretien des généraux, des soldats et des peuples.

L'héroïsme et les vertus des armées sous la Convention maintinrent à un haut degré l'honneur du nom de républicain que ternissaient les excès de la Terreur.

En 1798, les royalistes profitant de la défaveur jetée sur le parti républicain par les horreurs de ce régime, et ayant réussi dans le Sud-Est à intimider les électeurs par ce qu'on a appelé la Terreur blanche, se préparaient à renverser la Constitution de l'an III et le Directoire. Ayant la majorité dans les Assemblées, ils avaient pour eux une sorte de légalité.

L'armée qui avait protégé la République contre les ennemis du dehors, la préserva aussi des attaques des ennemis du dedans par son intervention au 18 Fructidor. Ce coup d'Etat ajourna la restauration des Bourbons de 17 ans, pendant lesquels les conquêtes de la Révolution purent se consolider assez pour braver toutes les attaques.

On a beaucoup dit que le 18 fructidor ouvrit la voie au 18 Brumaire. L'analogie entre ces deux coups d'Etat ne fut qu'apparente, le premier fut fait par des hommes qui n'avaient en vue que de sauver la République d'une Restauration imminente de la royauté, s'appuyant sur la trahison et une légalité factice obtenue par la Terreur blanche. Le 18 Brumaire avait surtout pour but la satisfaction de l'ambition personnelle d'un homme, comme la suite le prouva.

Ce qui fit le malheur du parti républicain modéré en 1798 et 1799, c'est de n'avoir pas assez compris qu'après dix années de la Révolution la plus terrible, la France avait avant tout besoin de sécurité pour les personnes et pour les propriétés et que l'armée seule, alors, pouvait fournir l'homme ou les hommes capables de procurer à notre pays l'ordre public, sans compromettre les conquêtes de la Révolution. Un gouvernement vraiment libéral et strictement légal était impuissant par sa modération même. En maintenant une

liberté complète, il ne faisait que laisser aux ennemis de la Révolution les moyens de la démolir. L'ardeur des royalistes à demander avant et après le 18 Fructidor, contrairement à leurs principes, la liberté la plus étendue pour la presse, pour les clubs, montre l'usage qu'ils voulaient faire de la liberté pour assurer le triomphe de la contre-révolution.

Les conquêtes de la Révolution n'existaient encore que sur le papier, pour ainsi dire. La liberté des cultes, la séparation du spirituel et du temporel, l'égalité devant la loi, l'admissibilité de tous aux emplois publics, l'abolition des privilèges de priorité de naissance et de sexe dans la famille, la suppression des privilèges de classes dans la hiérarchie sociale, la liberté du travail, la division des propriétés, etc., toutes ces grandes vérités proclamées en 89, qui servent de base à la nouvelle société française, n'avaient été formulées que partiellement en lois positives. Ces lois même ne fonctionnaient point. Les différentes administrations auxquelles l'exécution de ces lois devait être confiée, n'existaient encore qu'en projet. Il fallait, pour faire passer toutes ces doctrines, ces plans, de la sphère de l'idéal dans le domaine de la réalité, un pouvoir d'une énergie telle qu'elle ne pouvait guère s'acquérir qu'aux dépens de la légalité. Toute révolution aboutit à une transaction entre les principes nouveaux et les hommes du passé. L'armée seule pouvait fournir un homme ayant l'autorité nécessaire pour forcer tous les Français, sans distinction d'origine, à accepter le bénéfice des institutions nouvelles dont tous, en fin de compte, devaient profiter, et un homme d'épée, patriote, pouvait seul remettre l'ordre dans toutes les branches de l'administration publique. Ainsi, en 1799, le pouvoir de la phalange dévastatrice des fournisseurs et gens d'affaires croissait de jour en jour Leurs intrigues avaient brouillé Joubert avec le Directoire, il suffit de l'arrivée au pouvoir d'un général, en 1800, pour mettre à la raison cette nuée de vautours. Le malheur des républicains honnêtes en 1798, en 1799, fut de n'avoir pas suffisamment compris qu'il fallait un pouvoir très fort pour sauver la Révolution. Nous verrons dans l'étude sur Hoche les fautes commises à cette époque par les amis sincères de la République. Les volontés et les actions des hommes sont libres, mais les conséquences de ces actions sont indépendantes de la volonté humaine. Ainsi lorsque la Providence divine, par un concours si merveilleux de cir-

constances en 89, eut pour ainsi dire donné libre carrière au peuple français pour choisir les voies qu'il lui plairait de choisir, bonnes ou mauvaises, la France disposant librement d'elle-même, après avoir paru quelque temps écouter la voix de la modération, s'abandonna bientôt sans mesure à l'entraînement des passions politiques. Nous croyons fermement qu'elle aurait pu suivre d'autres voies, des voies meilleures. L'émigration, le culte de Marat et le règne de Robespierre n'étaient point dans la force des choses ; mais après les fautes de tous les partis, après la Vendée, après la Terreur, rien ne fut plus possible qu'une dictature militaire. Ce fut une conséquence forcée du libre mais mauvais usage que les Français avaient fait pendant dix années de la libre disposition d'eux-mêmes.

Quelle que soit la légitime horreur que doit inspirer le 18 Brumaire, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce fut grâce à l'intervention de l'armée et par l'activité intelligente de l'un de ses généraux, que furent organisées les trois ou quatre institutions qui ont tué pour toujours l'ancien régime : le code civil, le concordat, l'université, l'admissibilité de tous à tous les emplois, et la propriété de la terre rendue accessible à tous.

La France devait, quatorze ans plus tard, reconnaître par de cruels désastres qu'un peuple, pas plus qu'un individu, ne doit jamais aliéner complètement sa liberté.

Néanmoins, ne soyons point trop sévères pour nos pères, pour leur soumission à l'homme qui leur procurait la sécurité, la paix publique, le premier des biens pour une société. Cette génération avait largement payé sa dette en faveur de la cause de la liberté et du progrès ; elle avait droit au repos. Elle aurait obtenu les mêmes avantages, sans courir le danger de tomber sous le despotisme d'un seul, si dans le général appelé au pouvoir on avait moins cherché la gloire et le génie que le bon sens, la modération et un sincère républicanisme, vertus qui brillaient dans Hoche, Joubert, Desaix.

Au temps actuel, c'est une des thèses favorites du parti intransigeant, qu'il ne faut plus d'armées permanentes et qu'il faut diminuer de plus en plus l'importance des généraux ; et cependant l'histoire montre que tous les Etats libres, république ou monarchie, ont été fondés ou maintenus le plus souvent par des hommes d'épée. Que serait devenue la liberté anglaise sans Cromwell et Guillaume III ? La République de Hollande dut son salut à Guillaume le Taciturne, celle des Etats-Unis à Washington.

Une République en France sera toujours menacée par les ennemis du dehors et du dedans et succombera si elle n'a pas une armée fortement et sagement organisée. L'une des meilleures garanties de la durée de la République de 1870, c'est que par suite de la nécessité de se défendre contre la Prusse, elle a été amenée à s'occuper avant tout de l'organisation de son armée.

Cette armée renferme les meilleurs éléments. Sa composition est essentiellement démocratique, puisque tous les citoyens doivent être soldats. Il y a des attentats qu'on ne demandera jamais à une armée ainsi composée. Le principe démocratique est heureusement combiné avec le principe hiérarchique représenté par les cadres excellents provenant de l'ancienne armée.

L'armée française ainsi constituée est une grande école de vertus civiques. La première de ces vertus est le respect de la loi et du magistrat. Nos jeunes gens, forcés de s'incliner chaque jour devant le règlement militaire et par l'habitude d'obéir à leurs chefs, font l'apprentissage du respect des pouvoirs constitués dans la société civile.

Espérons que les généraux donneront à la jeunesse française l'exemple du respect des institutions établies. Notre salut ou notre perte viendront du développement ou de l'extinction de l'opinion républicaine dans notre armée, surtout dans ses états-majors. Espérons que les leçons du passé ne seront pas perdues. Deux fois l'armée en France a supprimé la République, deux fois le despotisme a conduit notre pays dans l'abîme. Les Bonaparte, au lieu de fonder en France une République régulière, nous ont ramené à la monarchie absolue; nos deux empereurs ont abouti à une fin misérable.

Combien plus noble, plus heureuse a été la carrière des généraux qui, au lieu de détruire la liberté de leur pays, l'ont servie, comme Washington et Garfield en Amérique, comme le général Dufour en Suisse, comme Joubert et Cavaignac en France. Mieux vaut prendre place dans l'histoire à côté de ces génies bienfaisants qui honorent l'humanité et que l'humanité honore, qu'aller grossir le nombre des aventuriers qui brillent un moment pour être, pendant des siècles, l'objet de l'exécration des peuples.

LAZARE HOCHE

ETUDE SUR LAZARE HOCHE

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE

Parmi les généraux de la première République, aucun ne présente plus de points de ressemblance avec Joubert que le général Hoche. C'est pour cela qu'il nous a semblé qu'après la vie de Joubert, une esquisse de la biographie de Hoche serait intéressante et instructive.

Ces deux jeunes héros parurent l'un et l'autre appelés à jouer en France le premier rôle politique à la fin de la République, tous deux furent attaqués avec la même fureur par les royalistes et par les terroristes.

La correspondance de Hoche abonde en passages d'un intérêt capital pour l'histoire des partis sous le Directoire ; nous avons extrait ces passages qui sont comme perdus au milieu d'une grande quantité de lettres que personne ne lit.

L'on verra par ces fragments de lettres de Hoche combien la situation de la République, à la fin du Directoire, présentait d'analogies avec notre situation actuelle, et quels dangers courra la troisième République, si elle ne sait pas éviter les écueils sur lesquels a sombré la première. Hoche signale ces écueils, ses paroles sont vivantes, et peuvent être mises à profit en 1884-1885, comme elles auraient dû l'être en 1798-1799. Puissent les leçons du passé éclairer et diriger les républicains du temps présent. (1)

Lazare Hoche naquit le 24 juin 1768 à Versailles. Son père était garde du chenil du roi Louis XV. Une tante, marchande de légumes, l'envoya à l'école où il fut bientôt le premier de sa classe.

---

(1) La plupart des détails de cette esquisse biographique sont empruntés à : *La vie de Lazare Hoche, suivie de sa correspondance*, par Rousselin (2 vol. in-8°, an VI de la République). Ce livre, écrit par un Dantoniste, est tout brûlant encore du feu des passions patriotiques du temps.

Hoche entra très jeune comme palefrenier dans les écuries du comte d'Artois ; il fut engagé par un subterfuge dans les gardes françaises. Animé d'un désir ardent de s'instruire, il tirait de l'eau pour les jardiniers, afin d'avoir quelque argent pour acheter des livres. La lecture de Rousseau fit sur lui une forte impression. Il devint bientôt le modèle des sergents instructeurs et, après une revue en 1792, le ministre de la guerre Servan lui délivra un brevet de lieutenant.

Hoche à cette époque fut un partisan zélé de Lafayette. Ayant été envoyé à l'armée commandée par Houchard, qui repoussa à Hondschott 40,000 Anglo-Autrichiens, il se distingua tellement qu'il fut nommé chef de bataillon et, quelque temps après, général de brigade.

En 1793, il fut nommé, à l'âge de 25 ans, commandant en chef de l'armée de la Moselle. Un désordre immense régnait partout dans cette armée, et les ennemis avaient repris l'avantage presque sur tous les points. Comment un général aussi jeune pourrait-il tenir tête à 100,000 Allémands commandés par des généraux formés par le grand Frédéric ?

Hoche mit d'abord tous ses soins à rétablir la discipline. « Point de discipline, disait-il, c'est le moyen d'être toujours battu. » Il avait trouvé les soldats dans le dénuement le plus affreux. « Je suis touché, disait-il, de ne pouvoir les soulager ; je ne peux que leur répéter que la patrie est là et qu'elle est tout. » Mot sublime. Il prévoit de longues et terribles guerres. « La République, fondée sur les débris du despotisme, ne peut être établie que lorsque des ruisseaux de sang auront coulé. » Presque tous les progrès de l'humanité ont été, hélas ! obtenus à ce prix.

Le but de la campagne était de débloquer Landau. Hoche rencontra pour premier obstacle la mauvaise volonté de Pichegru qui commandait l'armée du Rhin. Après une attaque infructueuse sur Kaiserlautern, où il perdit beaucoup de soldats bressans, sans se décourager il fit une marche habile sur le flanc des Autrichiens et débloqua Landau. Les Autrichiens se retirèrent dans les lignes formidables de Veissembourg.

Pichegru eut un profond dépit des succès du jeune général. Hoche ayant fait sa jonction avec Pichegru, se précipite pour le serrer dans ses bras : « Les joues de cet homme, dit Hoche à ses amis, m'ont

paru comme du marbre. » Nommé au commandement en chef des deux armées réunies de la Moselle et du Rhin, Hoche, contre l'avis de Pichegru, attaqua les lignes de Veissembourg et les emporta le 26 décembre 1793 ; l'Alsace était délivrée. Mais le Comité de salut public refusa d'adhérer aux vues de Hoche pour la continuation de la campagne. Le Comité était égaré par Saint-Just et Pichegru. Saint-Just défigura les succès de Hoche à la tribune et Pichegru chercha à s'en approprier l'honneur. Les journaux de Paris racontèrent d'une manière inexacte les opérations militaires dont, au contraire, les journaux anglais donnèrent un récit fidèle.

Le martyre que la noire envie et l'intrigue feront subir à Hoche, jusqu'à ce qu'il en meure, commence : « Grand Dieu, s'écrie-t-il, s'il faut toujours souffrir ainsi, que je rentre dans la poussière ! » Il chercha vainement à se justifier devant le terrible Comité de salut public. Il avait blessé l'orgueil de l'homme le plus implacable, de Saint-Just, représentant en mission aux armées ; il n'avait point eu pour lui la même docilité que Pichegru. Saint-Just aurait voulu rattacher Hoche au parti de Robespierre et obtenir de lui communication de ses plans de campagne. Le jeune général fut inflexible, et refusa.

Saint-Just, de retour à Paris, exalta Pichegru, qui probablement trahissait déjà la République, et décida le Comité de salut public à proscrire Hoche qui, par une ruse infernale, fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. Arrivé à Nice, il fut arrêté et transféré à Paris, où il resta en prison jusqu'au 9 thermidor.

Dans une lettre du 21 ventôse an II, le jeune général décrit ses angoisses. Abreuvé de dégoûts, tourmenté chaque jour d'une manière nouvelle, il ne peut plus ni boire, ni manger, ni reposer. « J'ai beau me représenter, dit-il, que Rousseau n'obtint justice qu'après sa mort. Rien ne peut changer la mélancolie qui me consume. » Non, ce ne sont pas ces hommes de sang, Robespierre, Saint-Just, qui ont sauvé la France envahie, eux qui proscrivaient le meilleur de ses jeunes généraux, celui qui était le plus républicain. (1)

---

(1) Hoche, comme Joubert et Desaix, est persécuté au début de sa carrière par les terroristes. Général en chef, il va monter sur l'échafaud, lorsque le 9 thermidor brise ses fers. Il se venge de ses ennemis par cette magnifique

Après le 9 thermidor, Hoche, sorti de prison, fut appelé au commandement de l'armée de l'Ouest. Ceux qui le firent nommer espéraient sans doute que l'inflexible jeune homme serait vite usé dans cette terrible Vendée. « 11 généraux en chef et 120 autres ont déjà passé ici, écrit-il, et pas un dont on ait dit du bien. »

Un poète a dit : L'obstacle vous fait grand. Combien est vraie cette parole profonde! Si Hoche reste grand entre tous dans l'histoire de la Révolution, c'est qu'il fut le pacificateur de la Vendée; il sauva la République bien plus que Bonaparte et Masséna. Les brillantes victoires de Rivoli et de Zurich ne furent possibles que parce que la pacification de l'Ouest permit à la République de reporter toutes ses forces sur les frontières de l'Est.

Arrivé en Vendée, Hoche, de son regard d'aigle, vit de suite l'étendue du mal et son grand cœur lui inspira le vrai remède à cette plaie qui épuisait les forces de la France : la douceur. La guerre de Vendée avait déjà dévoré 600,000 Français et les quatre cinquièmes de la population mâle de l'Ouest, grâce au régime de terreur inauguré par les Rossignol, les Ronsin. (2)

Hoche mit un terme au système des représailles qui faisait que pas un jour ne se passait sans meurtre, incendie ou pillage. Il assura la protection des personnes et des propriétés aux familles qui resteraient tranquilles à leur foyer. Les vexations, les cruautés des prétendus amis de la République, avaient exaspéré les paysans qui pillaient et égorgeaient le peu de patriotes dispersés dans le pays.

Le nouveau général changea complètement de tactique. Il recommanda à ses soldats de ne pas oublier qu'ils combattaient des Français. « Malheur, écrit-il le 18 fructidor an III (4 septembre 1795), malheur à quiconque ne voudrait voir que des ennemis dans les malheureux habitants des campagnes..... qui sont opprimés par tous les partis. »

L'événement prouva bien vite combien Hoche avait vu juste, quand il avait jugé que les habitants de la Vendée étaient généralement portés à la paix. Beaucoup de paysans, se sentant protégés, vinrent eux-mêmes livrer les Chouans.

---

parole : « Que l'injustice des hommes, que nous avons éprouvée, nous fasse trembler à notre tour d'être injustes envers la patrie. »

(2) Voir la lettre de Hoche au ministre de l'intérieur du 13 pluviôse an IV.

Dans une lettre au Directoire du 29 brumaire an III (20 octobre 1795), on lit : « Pour faire cesser les brigandages, ce n'est nullement la quantité des troupes qui est nécessaire, mais bien leur qualité et l'emploi qu'on en saura faire. Nous n'avons pas besoin de grandes forces, si nos soldats sont disciplinés. Beaucoup de prétendus Chouans ne demandent qu'à vivre tranquilles ; déjà l'habitant regarde sans effroi le bleu. »

Hoche forma des colonnes mobiles et substitua le système des campements, qui met une armée dans la main de ses chefs, au système des cantonnements qui énerve et démoralise lès troupes. « En voulant tout garder, nous avons failli tout perdre », écrit-il. Il s'oppose à l'ordre du Comité de salut public qui avait ordonné la coupe des haies nécessaires pour la clôture des bestiaux dans un pays de pacage.

Enfin, Hoche s'efforça d'extirper la racine même du mal qui dévorait ce malheureux pays. C'était le froissement des croyances religieuses. La guerre civile qui rongeait le cœur de la France avait eu surtout pour causes les mesures ineptes et iniques qui avaient rendu presque impossible l'exercice du culte catholique dans une grande partie de la Vendée et de la Bretagne. Des ordres sévères d'avoir à respecter le culte des populations furent envoyés par Hoche à toutes les autorités civiles et militaires.

Parmi les fragments étendus de la correspondance de Hoche, que nous allons citer, il y a des vues applicables au temps présent. Celui qui écrivait ces lettres avait les opinions philosophiques de son temps, de son parti, mais il se croyait pour cela même obligé d'être tolérant.

Le 27 ventôse an III, il écrit à tous ses officiers-généraux :

« Entre les moyens que vous devez employer pour rétablir la tranquillité de ce pays, celui de vous servir des prêtres comme intermédiaires entre vous et l'habitant des campagnes, n'est pas à dédaigner. Si nous parvenons à rétablir la confiance par leur moyen, la chouannerie tombera sur-le-champ.

« Vous connaissez, citoyens, la loi salutaire que la Convention nationale vient de décréter sur la liberté des cultes. Proclamez-la, répandez-la dans les campagnes avec profusion, et surtout ne dédaignez pas de prêcher vous-mêmes la tolérance religieuse. Les prêtres, certains qu'on ne les troublera pas dans l'exercice de leur

ministère, deviendront vos amis, ne fût-ce que pour être tranquilles. Leur caractère les porte naturellement à aimer la paix, ils peuvent tout sur l'esprit de l'homme non éclairé..... Leur influence est telle que s'ils arrivent à vous donner leur confiance, ils défendront aux paysans de marcher contre les troupes de la République. »

Cette circulaire produisit de suite l'apaisement dans une portion considérable du pays. Officiers et soldats, pour la plupart, ne demandaient pas mieux que d'obéir à de tels ordres.

Le 14 frimaire an IV, Hoche écrit au Directoire : « Il eût été à désirer qu'on ne criât pas sans cesse après les prêtres ; la masse des campagnes les veut. Les ôter tous c'est vouloir éterniser la guerre..... Ces hommes peuvent servir utilement, il ne s'agit que de les détacher des nobles et des chefs (de Chouans), ce qui n'est pas difficile, en les accueillant bien. Saint-André a maintenu le Finistère en conservant les prêtres. On les y a proscrits depuis, aussi ce département remue-t-il beaucoup. »

Le 10 pluviôse an IV, il écrit à un général : « Je crois que Charette rôde autour du lac de Grand-Lieu..... Dirigez de ce côté vos partis de cavalerie. Recommandez à vos principaux officiers de bien traiter les prêtres et les femmes..... les uns et les autres aiment à être flattés, à inspirer la confiance ; une fois qu'on la possède ils font faire des découvertes utiles. »

Ces sages conseils furent suivis et Charette ne tarda pas à être pris.

Au Directoire, 19 ventôse an IV :

« Je l'ai dit cent fois au Directoire, si l'on n'admet la tolérance religieuse, il faut renoncer à l'espoir de la paix dans ces contrées. Le dernier habitant, acharné d'aller en paradis, se fera tuer en défendant l'homme qu'il croit lui en devoir ouvrir les portes..... D'ailleurs faut-il fusiller les gens pour les éclairer ? »

Au ministre de la guerre, 13 germinal an IV :

« Lorsqu'on veut *défanatiser* un peuple, il faut lui faire oublier ses prêtres par de sages institutions et non en le persécutant..... Je regarde les intolérants en matières religieuses comme les plus grands appuis de la contre-révolution. »

Au ministre de la police, 24 prairial an IV :

« Si vous n'êtes tolérants, nous ferons la guerre, nous tuerons des Français, cette guerre ne finira pas, elle nous mine. Si vous

poursuivez les prêtres, vous en aurez dans cent ans qui se feront un honneur de recevoir ce qu'ils appellent la palme du martyre. Méprisez-les : bientôt l'habitant, libre dans sa croyance, les abandonnera. »

Le 25 germinal an IV, Hoche avait écrit au Directoire dans le même sens : « Vous vous rappellerez ce que j'eus l'honneur de vous répéter si souvent : *Punissez les citoyens rebelles aux lois, mais ne vous mêlez pas de culte*. On guillotine des prêtres à Vannes tous les jours ; tous les jours aussi les vieilles femmes et les jeunes garçons viennent tremper leur mouchoir dans le sang de ces malheureux ; et bientôt ces monuments d'horreur servent de drapeau aux fanatiques habitants des campagnes, *qui se font égorger pour aller plus vite en paradis*. »

Hoche haïssait d'ailleurs le fanatisme chez les catholiques comme chez les révolutionnaires. « J'ignore, écrivait-il, de quelle secte sont les scélérats qui plantent des têtes humaines en haut des clochers. »

Mais son antipathie pour ce qu'il appelait la prêtraille, ne l'empêchait pas d'écrire, en pluviôse an III, au fort de la tourmente révolutionnaire : « Il est de la morale et de la politique d'accorder la liberté de conscience à tout être pensant. »

Hoche, malgré l'influence du milieu où il avait vécu, avait une certaine religiosité. Il est juste de rappeler que dans son enfance, le curé de Saint-Germain-en-Laye, ayant remarqué son intelligence, le prit en affection, fit de lui un enfant de chœur, et lui donna les premiers éléments d'instruction. (1)

Le 10 prairial an IV, Hoche prononça un discours le jour de la fête des Victoires. Ce discours, plein de sages conseils au peuple souverain, se termine par une prière :

« Dieu puissant qui veilles aux destinées de cet empire, qui dans les combats as dirigé nos coups, l'homme que tu créas doit être libre ; ne permets donc pas qu'aucun dominateur puisse le gouverner.

(1) Rappelons à ce propos que le plus beau des couplets de la Marseillaise :

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus, etc.,

eut pour auteur un prêtre patriote du Dauphiné.

Extirpe les factions du sein de la République et protège, ô Dieu, nos saintes lois contre les attaques de leurs vils ennemis. »

Hoche était de la religion de Rousseau, on le voit par sa correspondance avec sa famille.

L'homme qui, élevé dans le milieu le plus révolutionnaire en religion comme en politique, pouvait, avant d'avoir 30 ans, s'élever à des vues aussi judicieuses et équitables, n'avait pas un esprit ordinaire. Les vues que le jeune général républicain exprimait en 1795 sont applicables à notre temps comme au temps où il vivait.

Ceux qui veulent faire accepter définitivement la République à la France, ne doivent jamais oublier qu'ils ont affaire à une population, en immense majorité, catholique. S'ils froissent violemment cette religiosité, chez les femmes surtout, le règne de la République sera sans cesse troublé et ne durera pas. Certainement les hommes de progrès ont le droit et le devoir de réprimer les abus cléricaux, mais ils doivent le faire avec prudence et équité. Ainsi, qu'ils imposent l'instruction obligatoire, rien de mieux ; mais que, sous prétexte de neutralité en religion, l'Etat ne rende pas trop difficile, sinon impossible, l'instruction religieuse des enfants.

L'Etat a pu supprimer les Jésuites et autres couvents, la masse de la population est restée profondément indifférente à ces mesures ; mais si l'on touche au clergé paroissial, on se prépare d'inextricables embarras. Supprimer le salaire de ce clergé, faible compensation pour les biens qu'on lui a enlevés, serait une iniquité. En entrant dans des voies semblables, on donnerait au clergé catholique les moyens de regagner rapidement la popularité qu'il a perdue par son intolérance sous le deuxième Empire.

Hoche, tout en s'occupant de pacifier les esprits, ne perdait point de vue les menées des royalistes ; il avait averti plusieurs fois le Directoire qu'une grande expédition d'Anglais et d'émigrés se préparait à descendre en Bretagne. On n'en voulait rien croire à Paris. Tout d'un coup, on apprend qu'un corps considérable d'émigrés a débarqué dans la presqu'île de Quiberon, s'est emparé du fort Penthièvre, où il a été rejoint par 10,000 chouans.

La terreur est partout. Hoche, prompt comme la foudre, est déjà en face de l'ennemi, il profite de la faute commise par les émigrés qui auraient dû se porter de suite en avant, il les enferme dans la presqu'île, comme des rats dans une souricière, et ne tarde pas à

s'emparer par surprise du fort Penthièvre défendu par 15,000 hommes (21 juillet 1795, 3 thermidor).

Hoche avait fait prisonniers 700 émigrés, il ne put se décider à leur appliquer la loi terrible de la Convention. Il demanda des ordres au gouvernement, qui fit exécuter tous les prisonniers. Hoche avait offert au chef des émigrés, Sombreuil, de le laisser fuir ; celui-ci voulut partager le sort de ses compagnons d'armes. Charette, par représailles, fit fusiller, dit Lavallée, 2,000 soldats républicains. Ce chiffre doit être réduit des deux tiers, d'après Henri Martin.

Hoche, sans se reposer, revint en Vendée et poursuivit sans relâche Charette, qu'il prit et fit fusiller ; il avait sauvé la République : voyons quelle fut sa récompense.

Les royalistes qui avaient à leur disposition presque tous les journaux de Paris, directement ou indirectement, firent désormais les plus grands efforts pour démolir l'homme qui leur paraissait le principal obstacle à leurs desseins. Maitres de presque tous les ministères, par ceux d'entre eux qui avaient pris le masque républicain pour entrer dans toutes les administrations, les royalistes s'arrangèrent de manière à laisser l'armée de l'Ouest sans pain, sans souliers, sans argent.

Hoche écrit de Quiberon :

« Je suis sans aide-de-camp, sans adjudant-général, sans papiers et presque sans vivres. » Peu de temps auparavant il écrivait : « Je ne reçois aucune nouvelle de Paris, il semble que je suis oublié du monde entier, sauf de quelques intrigants qui s'acharnent après moi. »

Le 15 nivôse an IV, il éclate dans une lettre au ministre de la guerre : « Qui diable dirige vos journaux ? L'un annonce que le désarmement de la Vendée est faux (il avait mis le plus grand soin à enlever les armes des paysans), l'autre que nos armées du Rhin sont exterminées. Pourquoi ne pas les démentir hautement ? Faites donc quelque chose pour ces pauvres patriotes que ces bruits déconcertent. »

Enfin le 26 nivôse an IV, dénoncé par les autorités constituées de l'Ouest, obsédé par les intrigues de ceux qui veulent perpétuer la guerre civile, Hoche demande un successeur.

Le 3 thermidor an IV, il est à Paris d'où il écrit :

« Je pouvais croire que les habitants plus tranquilles rendaient

au gouvernement la justice qu'il mérite et partageaient l'enthousiasme qu'ont produit ailleurs les succès de la campagne... Au contraire, chez les particuliers on n'entend que plaintes et murmures, on connaît à peine nos succès ou on affecte de les ignorer.

« J'avais vu des émigrés, plus français que royalistes, pleurer au récit de nos victoires ; j'ai vu des parisiens les révoquer en doute. »

N'avons-nous pas vu, en notre temps, les succès diplomatiques, militaires, du gouvernement de la République, exaltés par les journaux étrangers, être l'objet des railleries et de l'indifférence des journaux parisiens?

Les royalistes cherchaient à écarter des emplois les républicains modérés. Le sage Jourdan venait de perdre le commandement de son armée.

Le 3 prairial an IV, Hoche écrit : « A peine sommes-nous débarrassés d'une faction que nous avons à nous défier d'une autre. Depuis la découverte de la conspiration des anarchistes, on demande le désarmement des terroristes. Sous ce nom, les royalistes voudraient anéantir les derniers des patriotes. »

Hoche signale avec perspicacité la tactique des royalistes. En premier lieu, alors comme aujourd'hui, ils confondaient sans cesse les républicains modérés avec les violents ou les terroristes, et sous ce nom on persécutait les meilleurs citoyens. On rappelait la jeunesse des armées au nom des familles éplorées.

Au Directoire, 8 fructidor an IV :

« Lorsque chacun fixe votre attention sur les anarchistes, les Babouvistes, il m'appartient de vous faire connaître la vérité sur une autre faction qui, plus adroite, plus dangereuse, marche à pas de géants vers son but : la royauté. La République est grande à l'extérieur, admirée même de ses ennemis, mais à l'intérieur elle n'a aucune consistance.

« Le plan des royalistes est de s'emparer des élections, et la majorité des choix populaires leur a été favorable. »

Ces succès des royalistes étaient dus à la terreur qu'ils inspiraient par leurs violences contre les patriotes dans les provinces, et à la ténacité avec laquelle, dans leurs journaux, ils conspuaient les républicains.

Le mot d'ordre des comités royalistes était : Avilissez la monnaie nationale, ne donnez rien aux armées de l'intérieur afin de dégoûter

les soldats; par les journaux et leurs affiliés dans les administrations, désorganisez les finances.

Hoche s'était élevé avec force contre les excès de la Terreur ; il signale avec non moins d'énergie la conspiration royaliste et il engage le gouvernement à la combattre avec vigueur.

« Victime moi-même de la Terreur, je ne provoquerai pas son retour, mais une indulgence déplacée pourrait opérer la contre-révolution. »

27 messidor an III : « Il ne faut pas s'y tromper, tout ce qui a occupé des places pendant la Révolution doit être anéanti, si la royauté est rétablie.

« Les tribunaux (nommés par l'élection) acquittent chaque jour des hommes reconnus pour être des chefs de chouans, tandis qu'ils condamnent à 20 ans de fer le militaire coupable du moindre délit.

« Une foule de jeunes gens, pour échapper à la réquisition, sont entrés dans les administrations militaires et contribuent à enlever le strict nécessaire aux défenseurs de la patrie.

4 germinal an IV : « S'il reste au Directoire à faire quelques changements, ce serait principalement dans ses bureaux où des agents infidèles y servent les ennemis de la République. »

10 ventôse an IV : « Les royalistes fabriquent des dénonciations contre les généraux et les envoient au Directoire revêtues d'une teinte patriotique.

« Les brigands nous dénoncent tantôt comme terroristes, tantôt comme royalistes. »

Au Directoire, 21 pluviôse an IV : « Croiriez-vous que 3 ou 4 chevaux que vous m'avez envoyés ont été aveuglés dans mes écuries? Les royalistes ont payé un scélérat pour enfoncer des aiguilles dans les yeux de ces chevaux. Quel pays ! Quelle guerre ! Quelle perspective j'ai devant les yeux : le poignard, le poison, et, le dirais-je, l'envie ne me prépare-t-elle pas quelque chose de plus ignoble ? ô patrie ! »

A Carnot, 30 pluviôse an IV : « Il existe ici un système de désorganisation..... tous les hommes qui se sont loyalement dévoués à la défense de la patrie seront sacrifiés. »

Les fureurs des royalistes contre Hoche redoublèrent quand il organisa son expédition contre l'Irlande ; ce fut alors qu'un assassin lui tira un coup de pistolet à Rennes. Il fut aussi, dit-on, l'objet

d'une tentative d'empoisonnement ; à la suite d'un souper, il eut de violentes tranchées.

Dans une lettre au Directoire, du 10 ventôse an IV, il se plaint de sensations douloureuses, d'une fièvre dévorante, de douleurs qui lui paralysent la moitié du corps, et il demande en grâce son rappel.

C'était le commencement de la maladie nerveuse qui amena sa mort prématurée et qui eut pour cause principale l'excès de ses fatigues physiques et morales et surtout le chagrin qu'il éprouvait par suite des calomnies dont il était l'objet.

Le Directoire, rendant enfin justice à celui des généraux qui jusqu'alors avait le mieux mérité de la République et qui lui était le plus sincèrement attaché, nomma Hoche commandant de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Plein d'une vigueur nouvelle, Hoche déploya dans son nouveau commandement ses hautes qualités et, le 6 floréal an V, il pouvait écrire au Ministre de la guerre : « Vous n'avez pas idée, citoyen ministre, de la beauté et de la bonté de l'armée de Sambre-et-Meuse.

« L'armée est forte de 86,000 hommes qui vivent sur l'Allemagne ; j'en peux porter 70,000 sur le Danube et culbuter les Autrichiens jusqu'à Vienne. »

Le 18 avril 1797, Hoche gagna sur les Autrichiens la bataille de Neuvied. Les Autrichiens, qui avaient perdu 10,000 hommes, 30 canons, étaient poursuivis par Hoche et Moreau, lorsque les vainqueurs furent arrêtés par la nouvelle de la signature de la paix à Leoben.

L'armée de Sambre-et-Meuse aurait probablement pu elle-même forcer l'Autriche à la paix ; il n'est donc pas exact de dire que Bonaparte seul sauva la France de l'invasion par ses victoires d'Italie, mais il est certain que ces victoires frappèrent l'imagination populaire plus que les services non moins utiles des armées qui servaient sur les bords du Rhin. (1)

La République était sur le point de périr, légalement pour ainsi dire, à la fin de 1797. Les élections de l'an V avaient donné une

---

(1) C'est cette armée de Sambre-et-Meuse qui fournit à Masséna les moyens de vaincre à Zurich, tandis que Bonaparte avait emmené avec lui en Egypte ce qui faisait la principale force de l'armée chargée de défendre le midi de la France, ce qui perdit Joubert à Novi.

majorité énorme aux royalistes dans les deux Assemblées Le général Pichegru, élu président du conseil des Cinq-Cents, se préparait à restaurer les Bourbons, comme le général Monk avait restauré les Stuart.

Ce furent les armées qui sauvèrent la République au 18 Fructidor. Les trois directeurs, Larevellière, Rewbell et Barras avaient d'abord jeté les yeux sur Hoche, qu'ils nommèrent ministre de la guerre. Celui-ci vint à Paris et s'aboucha avec les trois directeurs qui parurent d'abord avoir la résolution de lui confier une sorte de dictature provisoire. Nul choix ne pouvait être meilleur ; son républicanisme ardent, son désintéressement, le mettaient à l'abri de tout soupçon de vouloir aspirer au despotisme. Sa haute capacité militaire qui lui donnait tant d'ascendant sur les armées du Nord et du Rhin, les qualités administratives, gouvernementales qu'il avait révélées en Vendée, pouvaient faire espérer qu'il pacifierait la France entière comme il avait pacifié la Vendée et la Bretagne.

Hoche, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, devait marcher sur Paris ; il s'avança jusqu'à Reims, lorsqu'il apprit que le Directoire lui avait retiré sa confiance. Malmené par Carnot, désavoué par Barras, il remit son portefeuille à Scherer, et retourna dans son camp, en faisant brusquement rétrograder son armée (1).

C'est à partir de sa disgrâce auprès du Directoire, que Hoche tomba dans une sombre mélancolie. Les angoisses de la vie politique brisèrent l'âme et le corps du héros, que rien n'avait pu ébranler sur les champs de bataille. A son abattement moral succéda un profond abattement physique : Hoche avait négligé un rhume; il ne put se résigner au repos que lui ordonnaient les médecins, repos qui

(1) Fouché, dans ses Mémoires, dit : « Par des ressorts secrets, ce mouvement de Hoche fut tout à coup suspendu .. On voulut ménager au vainqueur de l'Italie une influence exclusive. Les intérêts de Bonaparte étaient représentés par Barras, et l'on fit du 18 fructidor une simple démonstration militaire sous la direction d'Augereau, lieutenant de Bonaparte. » Les historiens n'ont pas assez appuyé sur cette rivalité directe entre Hoche et Bonaparte.

Soult, dans ses Mémoires, est d'accord avec Fouché sur les causes de la disgrâce de Hoche, et affirme que ce fut Bonaparte, lui-même, qui envoya à Paris Augereau pour le 18 Fructidor « Hoche, dit Soult, possédait les qualités qui constituent le grand capitaine. Si Hoche eût vécu, il eût prévenu le 18 Brumaire. »

lui était insupportable, parce que le travail était sa seule ressource contre le chagrin.

Pourquoi les auteurs du 18 Fructidor, après avoir choisi Hoche, qui était digne de devenir le chef de l'Etat, choisirent-ils Augereau, qui n'était qu'un soldat? N'est-il pas permis de supposer que les Directeurs et les hommes de loi, qui se groupaient autour d'eux, craignirent de se donner un maître et de donner à l'armée une trop grande prépondérance dans les affaires politiques ? C'est cette appréhension exagérée du pouvoir militaire qui avait égaré les Directeurs girondins, dans leurs démêlés avec Brune et Joubert, commandant de l'armée d'Italie, démêlés qui avaient amené la démission de Joubert.

Le moment était venu où l'armée, la partie la plus républicaine alors de la nation, devait intervenir dans les affaires intérieures du pays, et Hoche avait le sentiment vrai des nécessités de la situation politique, lorsqu'il écrivit, le 13 pluviôse an IV, au ministre de l'intérieur : « Telle est la position de ce malheureux pays, qu'il semble que les habitants soient destinés à s'égorger mutuellement, si les troupes de la République, étrangères aux querelles particulières, ne mettaient continuellement un frein à la rage qui possède la minorité des deux partis. La majorité veut être tranquille et implore sans cesse notre appui. »

Pour terminer la Révolution et pour consolider les progrès accomplis par elle, il fallait un homme de génie et un homme probe, sincèrement attaché à la République, qui eût entre les mains l'autorité nécessaire pour dominer les divers partis et les obliger à se tenir en repos.

La désillusion sur les hommes et les choses, le sentiment de l'impuissance de la liberté à guérir les maux, suite d'une révolution aussi violente que la nôtre, et par suite le dégout des affaires existaient plus ou moins à cette époque chez la plupart des hommes probes qui avaient pris part à la Révolution. Ce fut alors que Merlin de Douai éprouva les atteintes d'une misanthropie qui ne céda qu'au travail obstiné qui fit de lui le prince des jurisconsultes de son temps. « J'espère enfin, disait-il, au sortir de cette crise morale, que les bons esprits l'emporteront sur les Chouans et les Jacobins. »

En 1799, la République régulière, légale, cette forme la plus noble, la plus élevée que puisse revêtir le gouvernement des sociétés

humaines, était devenue presque impossible, et les républicains modérés ne pouvaient espérer de faire vivre la République qu'en se soumettant, comme les citoyens de la Rome primitive, à une dictature temporaire. Il fallait, en France, un gouvernement très fort, qui pût forcer les partis à des transactions avantageuses pour les uns et pour les autres.

La sécurité des personnes et des propriétés est le premier besoin des hommes en société, et l'ordre public est le terrain, l'humus, où l'on implante ensuite la liberté, le plus précieux des biens.

Ce gouvernement fort, dont la France avait besoin, l'armée seule pouvait le fournir, et le général Hoche semblait désigné, plus que nul autre, pour occuper le pouvoir. Le 18 Fructidor, fait par Hoche et non par Augereau, qui ne pouvait avoir aucune influence en politique, aurait pris une autre direction, et ce coup d'Etat aurait rendu inutile le 18 Brumaire. La conduite de Hoche, en Vendée, donnait des garanties suffisantes qu'il saurait user du pouvoir avec modération et clémence.

Ce fut Barras qui, au moment décisif, abandonna ses deux collègues, avec lesquels il s'était d'abord entendu pour appeler Hoche au pouvoir. Barras subit l'influence des Bonaparte.

On n'avait pas voulu de Hoche, on ne tarda pas à subir le despotisme de Bonaparte. Avec Hoche ou Joubert, la France n'aurait pas eu les grands triomphes de l'Empire, mais elle n'aurait pas eu les désastres irréparables de 1814. Chaque peuple, comme chaque individu, se fait à lui-même sa propre destinée.

Hoche, avant de mourir, recouvra sa sérénité, et ses dernières paroles respirèrent l'espoir dans l'avenir de sa patrie. « Les intrigants passeront, disait-il, la vérité, la liberté ne périront point. »

Ne nous lamentons pas trop sur la fin prématurée de Hoche et de Joubert. Qui sait ce que l'avenir leur réservait, si leur vie avait été plus longue ? Ils moururent à temps, comme Marceau, Desaix, Kléber, avant que rien n'eût terni l'auréole de pur républicanisme qui couronne leur front.

Ces jeunes héros, si sympathiques, inaugurent dignement en France l'ère républicaine ; ils soutinrent sur les champs de bataille la même cause que Rousseau, Vergnaud, Mme Roland avaient soutenue par leur parole et par leurs écrits. Le terrain n'était pas suffisamment préparé en notre pays, en 1792, pour l'instauration de la

République; de longues et douloureuses épreuves étaient encore nécessaires à la France pour qu'elle fût capable d'avoir cette forme de gouvernement.

Dieu se servit des passions mauvaises de Napoléon, dont le prodigieux génie n'avait d'égal que l'ambition sans frein et sans scrupule, pour consolider quelques-unes des conquêtes de la Révolution et les répandre dans le midi de l'Europe. Ni Hoche, ni Joubert n'auraient pu faire ce que Napoléon a fait, à cause de leurs qualités mêmes; aucun d'eux n'aurait forcé les Bourbons à se tenir tranquilles par un crime comme le meurtre du duc d'Enghien, ni maté les anarchistes de Paris par des déportations sans jugements, ni bouleversé l'Europe de fond en comble pour semer partout les principes de la Révolution française.

Quelle que soit la gloire incomparable de Napoléon, la France doit mettre au-dessus de lui ces hommes qui sacrifièrent leur vie pour maintenir notre indépendance nationale, la liberté politique et religieuse, et le droit que nous avions de vivre en République.

Pour nous acquérir ces biens inestimables, jamais Hoche, Joubert n'ont sacrifié les droits de l'humanité et n'ont eu recours à de mauvaises actions; tous deux ont succombé sous le poids des soucis et des mécomptes de la vie politique, persécutés par la haine des Terroristes et des Royalistes; ils resteront les types de ces hommes qui, par leur modération et leur patriotisme désintéressé, sont, dans les Républiques, en butte aux attaques des partis extrêmes, parce qu'ils ne veulent accepter le joug d'aucune coterie exclusive.

Les grands exemples que nous ont laissés la plupart des Girondins et les généraux au patriotisme héroïque mais éclairé dont nous avons esquissé la vie, sont la meilleure partie de l'héritage que nous a laissé la première République. Puisse la génération actuelle, en reprenant cette glorieuse tradition, établir définitivement en France le règne d'une République modérée, où la loi seule soit souveraine!

NOTA

Hoche a retrouvé de nos jours, parmi les ennemis de la République, des détracteurs aussi violents que de son vivant.

M. Forneron, dans son *Histoire de l'Emigration, 1884*, accuse Hoche d'avoir violé la capitulation de Quiberon. Cette accusation est sans fondement : il n'y eut pas et il ne pouvait pas y avoir de capitulation à Quiberon, puisqu'un décret de la Convention ordonnait de mettre à mort tout émigré pris les armes à la main.

M. Duruy, dans un article malveillant autant que possible pour le général républicain (voir la *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1884), reconnaît qu'il n'y eut pas de capitulation à Quiberon, mais il accuse Hoche de dureté envers les vaincus. Selon M. Duruy, Hoche aurait dû solliciter leur grâce ; reproche des plus injustes, car tous les mémoires du temps affirment que le jeune général demanda qu'on lui permît de ne pas appliquer aux prisonniers le décret de la Convention ; comme on se méfiait à Paris de la clémence de Hoche, on envoya auprès de lui, en mission, Tallien, qui fit exécuter les émigrés.

M. Duruy reproche aussi à Hoche d'avoir, avant le 18 Fructidor, offert de prendre part, avec l'armée de Sambre-et-Meuse, au coup d'Etat qui se préparait. Le fait est vrai, mais ce sera l'éternel honneur de Hoche, comme de Joubert, d'avoir été fidèles à la République, à laquelle ils devaient d'être ce qu'ils étaient, et d'avoir mis autant d'ardeur à combattre ses ennemis du dedans que ses ennemis du dehors. Ces généraux républicains font une autre figure dans l'histoire que Pichegru, que Moreau, morts dans les rangs des ennemis de la Révolution, sans parler d'autres hommes plus grands encore qui ont si durement expié, en 1815, en 1870, leurs fautes d'avoir abandonné la cause de la Révolution à laquelle ils devaient toutes leurs grandeurs.

TABLE




UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02611 0596